TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 547 — 28 PAGES — JEUDI 28 DÉCEMBRE 1978

EN NOVEMBRE

La hausse des prix n'a été que de 0,5 %

LIRE PAGE 28



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 12 sch. ; Belgique, 13 fr. ; Canada, $ 0,75 ; Côte-d'Ivoire, 155 F CFA ; Danemark, 3,75 kr. ; Espagne, 40 pes. ; Grande-Bretagne, 25 p. ; Grèce, 25 dr. ; Iran, 50 ris. ; Italie, 400 L ; Liban, 250 p. ; Luxembourg, 13 fr. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 27 esc. ; Sénégal, 150 F CFA ; Suède, 2,80 kr. ; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 70 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

LA MORT DU PRÉSIDENT BOUMEDIÈNE

Un héritage important

Le vide laissé par la disparition de Houari Boumediène met en relief, l'envergure de l'homme d'Etat qui, pendant treize ans, a forgé l'Algérie moderne et occupé une place majeure sur la scène internationale, en s'affirmant comme le chef de file intransigeant mais pragmatique du tiers-monde. S'il avait la passion de son pays, dont il se faisait « une certaine idée », il avait également une vision stratégique du monde. En ce sens, il aura été le véritable héritier spirituel de Gamal Abdel Nasser.

« Jacobin », nationaliste arabe et socialiste, il a été un des premiers à comprendre que le principal conflit du dernier quart du vingtième siècle ne serait plus celui opposant l'Est à l'Ouest mais le Nord au Sud, les peuples riches aux peuples pauvres, les Etats industrialisés aux pays sous-développés. Partant du principe que la politique extérieure doit refléter la politique intérieure et que les jeunes nations doivent d'abord compter sur elles-mêmes, il s'est attaqué avec détermination à l'édification de l'Algérie. Il commença par nationaliser ses richesses naturelles, dont les hydrocarbures, n'hésitant pas à prendre le risque de provoquer une grave crise avec la France. « Le développement est une politique, et la politique, c'est le développement », aimait-il à dire. Extrapolant l'expérience algérienne à l'échelle du tiers-monde, il a, le premier, en 1974, souligné devant l'Assemblée générale de l'ONU la nécessité d'instaurer un nouvel ordre international non seulement économique, mais aussi juridique, politique et culturel.

Chef de file, de 1973 à 1976, du Mouvement des non-alignés, à qui il a donné son second souffle, Houari Boumediène a lutté pour que le tiers-monde pratique sa propre politique d'indépendance nationale et échappe à l'emprise des Super-Grands et des anciennes puissances coloniales. Il n'ignorait pas cependant qu'il s'agissait d'un combat difficile, à l'issue incertaine. Aussi jugeait-il indispensable d'assurer, autant que faire se peut, la cohésion des non-alignés et de favoriser la coopération entre les ensembles régionaux. Conscient de l'importance du facteur géopolitique, il a œuvré à l'établissement d'un triple dialogue : arabo-africain, euro-arabe et euro-arabo-africain, pour permettre à cette région du monde de résister aux entreprises hégémoniques de Washington et de Moscou.

S'il a accordé un soutien inconditionnel aux Palestiniens et aux Sahraouis, c'est à la fois pour des questions de principe mais aussi parce qu'il estimait qu'ils sont le « ferment révolutionnaire » du Machrek et du Maghreb. C'est d'ailleurs la crise du Sahara occidental et les affrontements qu'elle a provoqués avec les régimes modérés voisins qui l'ont conduit à substituer le projet d'un « Maghreb des peuples » à celui d'un « Maghreb des Etats ». Ce même conflit a affecté les relations entre Paris et Alger, mais, ayant souvent répété qu'en raison de leurs liens historiques les deux pays étaient « condamnés à coopérer », il avait, avant sa mort, amorcé un rapprochement susceptible de frayer la voie à une solution.

Foudroyé par la maladie, Houari Boumediène n'aura pas eu le temps d'achever les grands desseins intérieurs et extérieurs qu'il a conçus opiniâtrement depuis trois lustres, mais il laisse à ses successeurs un héritage qui, en dépit d'échecs et de lacunes, demeure considérable. Reste à savoir si, face aux problèmes posés par une société en pleine mutation — démographie galopante, agriculture, habitat, — l'équipe en place saura maintenir sa cohésion.

M. Rabah Bitat assure l'intérim à la tête de l'État

Le président Houari Boumediène est mort ce mercredi 27 décembre, à 3 h. 55, à l'hôpital Mustapha d'Alger. C'est par un bref flash à la radio, à 8 heures, après le bulletin d'information, que les Algériens ont appris la mort du chef de l'Etat. Atteint d'une maladie du sang, dite maladie de Waldenström, il avait été hospitalisé le 18 novembre. Il était dans le coma depuis trente-sept jours. La radio (en arabe et en français) et la télévision diffusent des versets psalmodiés du Coran, entrecoupés de brefs bulletins d'information.

A 11 h. 30, l'Assemblée populaire nationale s'est réunie pour déclarer officiellement la vacance du pouvoir, conformément à la Constitution. La réunion se tient en présence des membres du Conseil de la révolution et du conseil des ministres, d'une délégation des officiers supérieurs de l'armée, des représentants du F.L.N., le parti unique, et des membres du corps diplomatique. Sitôt proclamée la vacance du pouvoir, M. Rabah Bitat, un des chefs historiques de la révolution algérienne et président de l'A.P.N., devait assurer l'intérim de la présidence de la République pour, en principe, une durée de quarante-cinq jours au cours de laquelle il lui reviendra de préparer l'élection du nouveau chef de l'Etat au suffrage universel.

La capitale algérienne a appris la mort de son président dans le calme. Selon notre correspondant, l'événement fait l'objet de toutes les conversations dans les entreprises, les ministères et sur les trottoirs. Tout est objet de suputations : la durée du deuil national qui ne saurait, estime-t-on, être inférieure à sept jours ; le lieu où se déroulera la cérémonie religieuse, et, bien sûr, les modalités de la succession. On laissait entendre ces derniers jours dans divers milieux que le délai de quarante-cinq jours prévu par la Constitution pourrait être prolongé pour pouvoir organiser le grand congrès du F.L.N. prévu pour le début de 1979.

Les autorités ont annoncé d'autre part le report du congrès de l'Union nationale de la jeunesse algérienne qui devait s'ouvrir au Palais des congrès, au Club des Pins. La radio a demandé aux délégués d'attendre de nouvelles instructions. Mardi, le Conseil de la révolution avait tenu une réunion en présence de M. Rabah Bitat pour faire le point sur la préparation de ces assises.

Les obsèques du président pourraient avoir lieu vendredi, jour saint des musulmans, estime-t-on à Alger. Des préparatifs discrets ont eu lieu ces dernières semaines, tant au Palais du peuple qu'au « Carré des martyrs » du cimetière d'El Alia, où le chef de l'Etat sera inhumé à proximité des tombes de l'Emir Abd el Kader et de deux chefs historiques de la révolution algérienne, Larbi Ben M'hidi et Didouche Mourad.

De nombreuses réactions ont été enregistrées dans le monde : la Ligue arabe a décidé un deuil de sept jours et les drapeaux des vingt-deux pays membres ont été mis en berne à son siège, au Caire. Le président Giscard d'Estaing a adressé un message de condoléances à M. Rabah Bitat, de même que le chancelier Helmut Schmidt, et d'autres dirigeants. L'Agence palestinienne WAFA estime que la mort du chef de l'Etat « est une perte énorme pour le mouvement progressiste arabe ».

Une succession difficile

De notre correspondant

Alger. — Brutalement frappé à quarante-six ans (1) dans la force de l'âge, le président Boumediène n'a pas eu le temps de préparer une succession que nul ne pouvait imaginer si proche. Sa mort survient alors que l'édifice institutionnel qu'il s'était attaché à construire est incomplet. Il s'en sera fallu de peu. La préparation des assises du F.L.N. qui devaient, au début de 1979, parachever l'œuvre entreprise, était largement entamée. Quatre des cinq organisations de masse qui prolongent l'action du parti et servent de vivier pour le recrutement des militants, avaient, ces derniers mois, tenu leurs congrès et renouvelé leur direction : les travailleurs en mars, les paysans en avril, les anciens combattants en mai et les femmes en octobre ; seuls, les jeunes ne se sont pas encore réunis.

Au terme de ce processus, le président Boumediène espérait voir naître un véritable « parti d'avant-garde », regroupant, ainsi que l'indique la charte nationale adoptée le 27 juin 1976, « *tous les éléments conscients dont l'objectif ultime est le triomphe du socialisme* ». Ce parti, note la charte, doit « *reposer sur une base idéologique et politique précise et se débarrasser de tous ceux qui transgressent les principes de la révolution ou en compromettent les idéaux* ».

Le chef de l'Etat voulait donc écarter définitivement la notion de « Front » qui avait prévalu pendant la lutte de libération et doter le parti d'une direction capable d'orienter et de contrôler la vie politique du pays. Cet objectif n'a pas été atteint. Le F.L.N. n'a pas tenu de congrès depuis 1964 et les responsables qui se sont succédé à sa tête, de M. Cherif Belkacem à M. Mohammed Salah Yahiaoui en passant par MM. Kaïd Ahmed et Messadia, ont tous été nommés par le chef de l'Etat. Est-il surprenant, dans ces conditions, que le Front soit resté un appareil bureaucratique incapable d'initiatives, et même du travail d'explication et de sensibilisation ?

Le congrès de 1979 devait aboutir à la mise en place du bureau politique. Cet organe s'était sabordé en 1965 après le « *redressement révolutionnaire* » du 19 juin, et non sans avoir délégué auparavant ses pouvoirs au Conseil de la révolution institué par le colonel Boumediène et ses amis pour diriger le pays. Composé initialement de vingt-six membres, ce Conseil comprenait en grande majorité des militaires, commandants de régions, membres de l'état-major, responsables du ministère de la défense. Il avait pour noyau le célèbre « groupe d'Oujda » regroupant, autour de Boumediène, MM. Bouteflika, Cherif Belkacem, Kaïd Ahmed, et Medeghri. En treize années, les rangs du Conseil de la révolution se sont éclaircis au fil des décès, des retraits volontaires ou des exclusions, telles celles prononcées à l'encontre du colonel Zbiri après sa tentative de coup d'Etat en 1967 et celle de M. Kaïd Ahmed, passé à l'opposition en 1975. Les partants n'ont pas été remplacés.

DANIEL JUNQUA.

(Lire la suite page 3.)

(1) Selon la biographie officielle, le président Boumediène est né en 1932. Certains observateurs font néanmoins remonter sa naissance à 1925.

La crise iranienne et ses conséquences

L'arrêt des exportations de pétrole pourrait entrainer une tension sur les prix

Toute exportation de pétrole brut a cessé le 26 décembre en Iran, a indiqué le porte-parole du département d'Etat américain M. Hodding Carter. Le terminal pétrolier de Kharg-Island, le plus grand du monde, est fermé. Selon le département d'Etat la situation demeure « tendue » dans le domaine pétrolier en raison des grèves des Iraniens comme des étrangers. La production est largement retombée et l'Iran ne disposait le 26 décembre que de 240 000 barils par jour pour sa consommation intérieure.

Aux Etats-Unis l'on estime que l'interruption des exportations iraniennes de pétrole confirme la position de force dans laquelle se trouve actuellement l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Mais on ajoute qu'il n'est nullement certain que l'arrêt des opérations de chargement au terminal de l'île de Kharg se prolonge. Dans l'immédiat, c'est sur les prix qu'une tension est à craindre.

Jusqu'à présent, les conséquences de la crise iranienne dans l'approvisionnement pétrolier et gazier des pays consommateurs ont été faibles. En raison d'abord du délai qui s'écoule entre le chargement d'un pétrolier dans le Golfe et la livraison aux raffineries, qu'elles soient situées en Europe, au Japon ou aux Etats-Unis (quarante-cinq jours minimum). Mais surtout parce que la production iranienne a été très irrégulière. Au mois de novembre, par exemple, elle a atteint en moyenne 3,2 millions de barils par jour, dont 2,6 pour l'exportation (soit 50 % des ventes habituelles à l'étranger). Sur le marché international, ce « trou » a été comblé principalement par l'Arabie Saoudite, qui a accru dans le même temps sa production de 8,6 à 10,4 millions de barils par jour. Deux compagnies pétrolières, Shell et B.P., ont cependant dû réduire les livraisons à leurs clients de plus de 10 %. Les envois de gaz vers l'U.R.S.S. — en moyenne 30 millions de mètres cubes par jour en temps normal — ont également connu de fortes variations.

Commencé par un avertissement de l'ayatollah Khomeiny, selon lequel : « *La grève dans le secteur pétrolier, qui empêche le pillage des richesses de la nation, est un acte d'obéissance à Dieu* », le mois de décembre a été plus difficile encore.

B. D.

(Lire la suite page 7.)

UN BILAN DE L'ANNÉE POLITIQUE

1978 : la fracture

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Tous les dix ans ou à peu près surgit une de ces périodes incertaines et floues où le passé, chacun le sent, est déjà mort tandis que l'avenir n'est pas encore né. La fracture peut s'étendre sur une ou deux années, trois au plus. Ainsi en alla-t-il au lendemain de la dernière guerre, en 1946-1948 ; puis derechef du début de la guerre d'Algérie au retour du général de Gaulle au pouvoir en 1956-1958 ; et pour son départ, en 1968-1969. On pourrait remonter à l'avant-guerre, évoquer la « Chambre bleu horizon » de 1918, la crise de 1928, la victoire et la dislocation du Front populaire en 1936-1938, mais ce serait sans doute solliciter quelque peu les événements...

En apparence, une France plutôt quiète malgré tous ses problèmes — mais quel pays n'en a pas ? — a confirmé, au cours de l'année écoulée, la majorité au pouvoir. Pour la neuvième fois depuis vingt ans, dans six élections législatives et trois élections présidentielles au suffrage universel, elle a montré que son système institutionnel fonctionnait, tout en excluant en pratique l'alternance. Et pourtant 1978, c'est bien l'année de la fracture.

Deux types de comportement qui ne sont certes pas nouveaux, qui font même en permanence partie intégrante de notre pratique politique, ont atteint cette année un paroxysme, au point de suffire à caractériser à eux seuls notre vie publique présente.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Flèches de tout bois

Répondant à M. Mitterrand, M. Claude Labbé emploie l'image bien connue de la paille dans l'œil du voisin, et il en voit lui-même toute une meule dans le regard des socialistes.

L'inconvénient de ces métaphores est qu'elles sont indéfiniment réversibles. A mesure que le brin croît chez l'un, la solive grandit chez l'autre, et réciproquement.

Mais le fin du fin en politique, n'est-il pas précisément d'encourager la croissance de ce bois dont on fait les flèches ?

ROBERT ESCARPIT.

L'ITINÉRAIRE D'UN GUÉRILLERO

Les Mémoires d'El Campesino

Un corps trapu, solide, à peine affaissé par les ans, un visage puissant, taillé à coups de serpe, des mains noueuses : le Campesino, général « communiste » de la guerre d'Espagne, a été, et reste encore, une véritable force de la nature.

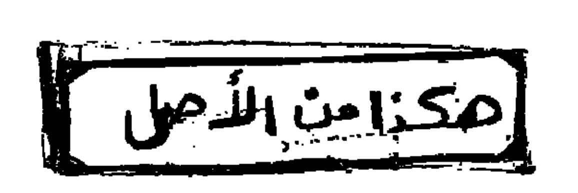
Il se dépeint lui-même comme un vieil ours qui tourne en rond dans les rues de Metz et égrène avec nostalgie ses souvenirs d' « ancien combattant ». Mais il a gardé la prunelle dure du chef de guerre barbichu qui portait la casquette modèle soviétique à l'étoile rouge. Et la lippe ironique, prête à la gouaille comme à l'invective du libertaire inconditionnel qui osa, un jour, insulter publiquement Staline qui lui proposait le maréchalat de l'Union soviétique.

Comme tant d'autres anciens combattants de la lutte antifranquiste, mais l'un des tout derniers, il a gentiment passé le dernier Noël en famille, à Madrid, avec un passeport tout neuf. Et, à la veille des élections générales de juin 1977, il a lancé un appel au peuple espagnol en faveur du parti socialiste ouvrier de Felipe Gonzalez « *afin que le communisme ne remette pas les pieds en Espagne* ». Etonnantes et dernières images d'une carrière de violence, de ruses, de combats, de sang, de tortures, de prisons et d'évasions.

Les Mémoires d'El Campesino se lisent, bien sûr, comme un fascinant roman d'aventures. Et quelles aventures ! Fils d'un pauvre mineur anarchiste d'Estrémadure, gamin presque « sans famille » errant sur les routes d'Andalousie, militant de la C.N.T., la centrale anarcho-syndicaliste à quinze ans, chef de bande se faisant la main, et le couteau, sur les gardes civils à seize ans, membre du parti communiste à dix-sept ans, engagé dans la légion étrangère au Maroc pendant la guerre du Rif.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 9.)



COMMUNISME

L'affaire Marty-Tillon : questions à Georges Marchais

par GILBERT GAZAILLET (*)
et MICHEL RENARD (**)

LENINE avait coutume de dire que ce n'est pas par amour de l'histoire qu'il faut analyser et connaître son passé, mais pour des raisons politiques : pour ne pas lutter dans la nuit. Fidèle à cet enseignement, notre parti se décide enfin à l'esquisse d'une analyse de ses rapports avec l'Union soviétique. Les communistes français ouvrent aujourd'hui un dossier en vue de la réhabilitation de Nicolas Boukharine. Et nous nous en félicitons. Mais laisser croire que le passé de l'U.R.S.S. soit sans effet dramatique sur la vie actuelle du P.C.F. serait un pieux mensonge : c'est pourquoi nous ne voulons pas laisser dans l'ombre une variante aux couleurs de la France de cette histoire, et demandons l'ouverture du dossier et la révision du procès Marty-Tillon. Un des moyens pour casser l'idéologie occidentale de la dissidence, le chantage bourgeois des barbelés à l'Est, en un mot pour faire pièce à l'anticommunisme que nous connaissons, est que le parti tout entier procède lui-même à l'examen sans complaisance de son histoire.

Rappelons-nous les propos de Georges Marchais, le 29 octobre au Club de la presse d'Europe 1 : *« Je suis prêt à discuter avec Charles Tillon (...), il n'a jamais été exclu du P.C.F. »*

Les militants communistes que nous sommes n'ont pas le mérite de fréquenter les couloirs de la grande maison, place du Colonel-Fabien. On s'en doute, nous n'étions pas dans le secret des dieux : sur les conflits du passé, nous lisions — faute de documents officiels — les intéressés eux-mêmes et quelques historiens. Nous fûmes donc étonnés en apprenant que Tillon n'avait jamais été exclu du parti. Surprenantes révélations confirmant les graves propos de Paul Laurent selon lesquels *« s'il (Tillon) n'a pas sa carte du P.C.F., c'est que lui-même n'a pas décidé, à un moment donné, de la reprendre (1) ».*

Une singulière façon d'écrire l'histoire

Cependant, tout militant communiste connaissant le fonctionnement de son parti sait fort bien qu'aucune cellule ne prendra jamais sur elle d'exclure un dirigeant de l'envergure de Tillon sans une demande expresse de la direction. Et lorsqu'une cellule se refuse à l'exécution d'une telle demande, dans les années 1970, elle est immédiatement dissoute, et le futur exclu, envoyé dans une autre cellule plus efficace (2). C'était ainsi.

Du fait de la réponse de Tillon et du compte rendu de *l'Humanité* qui l'a suivie, il est peu probable que notre secrétaire général rencontre l'ancien ministre communiste Tillon : un homme dont Lénine décréta en mars 1919 qu'il était adhérent au P.C., à partir de la révolte de la mer Noire, soit avant même la création du P.C.F. Cette singulière façon d'écrire l'histoire du parti, à laquelle semble vouloir nous initier notre direction avec plus de bonne volonté que de bonheur, ne fait pas cesser l'hypocrisie envers nous-mêmes, au moment où nous devenons les victimes de cette hypocrisie. Une jeune militante n'affirmait-elle pas à l'un d'entre nous, il y a peu de temps et avec la plus grande sincérité du monde, qu'André Marty était bel et bien « un flic ». Ce qui prouve au moins qu'elle n'a pas encore eu l'occasion d'entendre autre chose dans le parti.

Peut-être apprendrons-nous un jour que des « mannequins dans le parti » interdisaient de dire clairement que Marty n'avait jamais été accusé d'activités policières ? Ou que cette accusation fomentée par sa cellule n'a jamais été ratifiée par la direction ?

Il devient de plus en plus difficile de corriger l'erreur en marchant quand les cadenas ne sont plus sur toutes les bouches...

Que Tillon ait été ou non exclu du parti, jusque dans le détail juridique, n'interdit pas de penser que la désinvolture à l'égard du passé finit toujours par être durement sanctionnée. Le véritable procès Tillon n'a pas eu lieu en 1970, mais bel et bien, avec celui d'André Marty, en 1952. L'histoire des partis communistes n'est pas sans épaisseur et *« les faits sont têtus »*. Marty et Tillon demeurent à jamais les mutins de la mer Noire, respectivement condamnés à vingt ans et cinq ans de travaux forcés ; l'un, membre du secrétariat du Komintern et commandant des Brigades internationales ; le second, chargé du Comité international d'aide à l'Espagne républicaine, organisateur des plus prestigieux de la Résistance contre l'occupation nazie, puis ministre communiste. Il est possible que les subtilités juridiques des processus d'exclusion ainsi que celles des rapports de la cellule de Tillon avec le comité central de notre parti nous échappent un peu. Avides d'informations, nous n'en connaissions que le récit fait par Tillon dans *Un « procès de Moscou » à Paris*. Mais, en ce qui concerne ces deux périodes de l'histoire auxquelles fut mêlé le P.C.F., les Brigades internationales et la Résistance, nous ne voulons pas en rester à des décisions de cellules non ratifiées par le comité central.

Staline, la guerre d'Espagne et la résistance

Il nous faudra bien un jour connaître le lien des questions qui vont suivre avec la réalité de la politique de Staline et les intérêts d'Etat de l'U.R.S.S. durant la guerre d'Espagne.

Nous voulons savoir pourquoi les accusés des procès du mouvement communiste des années 50 furent tous des anciens des Brigades internationales ou de la Résistance dans leur propre pays ? A partir de quelles sources d'informations a-t-on pu leur reprocher leurs activités durant cette période, propice s'il en fut, aux « contacts avec l'ennemi » : Rajk en Hongrie, Kostov en Bulgarie, Slansky et London en Tchécoslovaquie, Luka et Anna Pauker en Roumanie, Gomulka en Pologne, Marty et Tillon dans le P.C.F. (3) ? Or il est impensable que l'atmosphère d' « espionnite » ou de « complotite », les histoires de pénétrations policières et de dangereuses provocations en vigueur à l'époque, aient seulement été le produit d'affabulations de cellules non ratifiées par le comité central. Lisons, relisons Etienne Fajon dans *les Cahiers du communisme*, n° 6, de 1951, pages 657 à 659. Un article intitulé « La clairvoyance du parti bolchevik et les crimes de la clique fasciste de Tito ».

C'est au moment où Arthur London est « interrogé » et torturé, afin de mettre en cause des militants français à propos des Brigades internationales, que la commission d'enquête Mauvais-Servin accumule des « preuves » identiques sur Marty et Tillon. La simultanéité de ces deux faits est-elle plus qu'une simple coïncidence (4) ?

Les communistes ne manqueront pas de s'interroger un jour sur les méthodes des commissions d'enquête de l'époque, allant jusqu'à mobiliser un dentiste pour garder Raymonde Marty dans son fauteuil pendant trois heures, tout en lui déversant les pires insultes sur son mari.

Sur la Résistance en France, nous affirmons que, obéissant aux ordres du Komintern, des camarades donnèrent, de juin à octobre 1940, des directives de légalité pour le parti. Directives entraînant, par ricochet, les arrestations massives de militants et de responsables communistes de la région parisienne (5). Nous sommes tout aussi convaincus qu'il se trouva alors des « indisciplinés » comme Tillon pour organiser clandestinement la lutte armée et éviter au P.C.F. d'être rapidement décapité. Et tout ouvrier conscient sait combien l'absence d'un outil façonné de longue date peut faire cruellement défaut.

« Il y a assez d'ouvriers et d'intellectuels révolutionnaires qui établiront la vérité sur l'affaire Marty, même si je n'étais plus là », écrivait André Marty à Jacques Duclos, le 13 novembre 19662 (6). En quoi il n'avait pas tort. Et notre confiance en tous les militants communistes est illimitée, qui savent bien exiger, un jour plutôt que l'autre, qu'on leur rende les yeux et la mémoire.

(*) Secrétaire du cercle de philosophie de l'U.E.C.-Sorbonne, de 1976 au début de 1978, militant de l'U.E.C. et du P.C.F.

(**) Secrétaire du cercle histoire-lettres de l'U.E.C. - Villetaneuse (Paris 13), militant du P.C.F.

(1) Paul Laurent à France-Inter le 27 octobre (*le Monde* du 31 octobre).

(2) Cf. l'exclusion de Paul Noirot dans *la Mémoire ouverte.*

(3) Cf. Fernando Claudin, *la Crise du mouvement communiste.* T. II, § 3.

(4) Cf. Philippe Robrieux, *Maurice Thorez, vie secrète et vie publique*, p. 408.

(5) Cf. Charles Tillon, *On chantait rouge*, § 22.

(6) Lettre reproduite en annexe au livre de Paul Noirot, *la Mémoire ouverte.*

Je reste pourtant communiste

par CHRISTIAN RIOCHET (*)

TOUTE une classe sociale est entrée un jour dans l'univers des sentiments, au douzième siècle. Elle n'a cessé depuis de les cultiver, comme l'aboutissement d'un plaisir remarquable et définitif. Ce fut l'émerveillement d'un paradis d'incroyables ressources qui a été donné. Il y eut là non seulement le potentiel inépuisable du raffinement de l'intersubjectivité, mais encore la possibilité de faire miroiter à des civilisations, à des peuples, à d'immenses classes sociales — qui en seraient privées — son existence.

Alors tout s'écroula devant la promesse consentie d'y laisser venir d'autres personnes, d'autres individus, d'autres groupes, d'autres classes, d'autres peuples. Les images données à puissants renforts d'œuvres d'art (comme il y en a de belles !) d'une prodigieuse multiplicité ; la description minutieuse de l'univers ainsi accessible ; la vague de fond qui ébranle tout alors ; cela et son perpétuel relancement font que les propositions d'un autre monde (communiste) viennent trop tard dans le cadre d'un inégal combat de moyens de propagande. Enfin je dirai que le gouvernement du monde appartient malheureusement à ceux qui ont trouvé les premiers qu'existait au-delà du monde de la production (mais pourtant codifié par lui) un monde de l'intersubjectivité dans lequel habiter devient un conte d'Ali Baba.

Quelle ironie toutefois ! Car aujourd'hui il n'est plus possible de renverser les valeurs de l'intersubjectivité. Le programme social-démocrate est énorme, crédible, enthousiasmant, puisqu'il avance cette idée : *« Ouvrons les portes de corne, d'acier, de feu, de gloire et de délire de l'intersubjectivité. »* Le P.C.F. s'y soumet, parce que des gens ont su dire : *« Au-delà de l'économie, ou au-delà des classes ouvrières, il existe encore un monde fabuleusement complexe, d'un raffinement exquis. C'est la métaphysique des classes sociales. »*

Alors les gorges se sont serrées, les cœurs ont sombré, et l'âme a eu un épanouissement terrible, dans la débauche et la braderie des valeurs historiques, ontologiques et morales. Ils n'ont plus voulu de sociétés communistes, parce que la promesse n'est pas tenue, là-bas. Il y a eu mensonge puisque, là-bas, il s'agit de la même intersubjectivité ! Et les capitalistes, extraordinairement sensibles à ces nuances qui donnent le pouvoir, ont entrouvert à ce moment précis le monde intersubjectif qu'habitent les classes possédantes. En même temps, pour achever de convaincre, d'affoler, ils supprimaient certaines images des plaisirs de ce monde intersubjectif ! Subtile politique de gestion, mais tellement efficace ! Dans le même temps, les hommes ont vu cesser les comédies musicales, reflets inégalables du bonheur et de la tendresse, alors que montait au cœur des hommes l'espoir d'y accéder !

Les plus farouches révolutions ont cédé. « *Quoi !* se dit l'homme le plus fort, *je n'aurai donc plus l'occasion de prendre, sur fond de ciel rougi, Scarlett O'Hara dans mes bras, pour la brûler avec mes lèvres, elle, renversée, dépoitraillée, sublime et molle sous moi ?* » Les plus fortes révolutions ont chaviré sous ces coups, quand la conscience, affreusement torturée par ce dilemme, en est venue à mettre en balance, avec de ces moments de pathos sublimes, la forme froide, squelettique et tristement mal comprise de l'univers communiste, où l'amour n'est rien de plus que l'amour des pays capitalistes. Allez donc expliquer à un non-communiste sincèrement militant que le monde du plaisir russe, le monde de la sexualité communiste est supérieur au monde du plaisir américain, au monde de la sexualité américain ! Allez-y. Vous m'en direz des nouvelles !

Pour cela, je crois que le communisme ne sera ni pour moi ni pour mon enfant. Il y a eu quelque chose de pourri au royaume des convictions, et c'est la social-démocratie. Je reste pourtant au seuil de ce moment historique, sincèrement communiste et pro-soviétique. C'est tout dire. Mais quelle désolation !

(*) Membre de la cellule Beaurepaire du P.C.F.

PSYCHOLOGIE EN MIETTES

En 1919, Ernest Jones rencontra Freud à Vienne dans les salons de l'hôtel Régina. Les deux hommes commentèrent naturellement la situation politique : à ce propos, Freud prit Jones de court en disant qu'il avait rencontré récemment un ardent communiste et qu'il avait été à moitié converti au bolchevisme. Ce dernier lui avait confié que l'avènement du communisme amènerait quelques années de misère et de chaos, mais qu'elles seraient suivies de la paix universelle, de prospérité et de bonheur. Freud ajouta : *« Je lui ai répondu que je croyais à la première moitié de ce programme. »*

∴

Selon Freud, *« libéral à l'ancienne mode »*, comme il se définissait lui-même, le marxisme n'a fait que créer de nouvelles chimères ni moins douteuses, ni moins indémontrables que les anciennes. Il est pareil à la religion qui fournit à ses croyants, pour les dédommager de leurs souffrances, la promesse d'un au-delà meilleur où nul besoin ne restera insatisfait.

ROLAND JACCARD.

Réplique à... ANDRÉ RESZLER

Deux révolutions spontanéistes

Dans le Monde *du 24 octobre, M. André Reszler, professeur à l'institut européen d'études universitaires de Genève, avait exposé ses thèses sur le caractère « pluraliste et prolétarien » de la révolution qui avait éclaté vingt-deux ans plus tôt à Budapest. M. Vassil Vassilev, maître-assistant associé à l'université de Paris-X Nanterre, montre ci-dessous les parallèles entre la révolution russe de 1917 et le soulèvement magyar de 1956.*

Quelle est la nature de la révolution hongroise de 1956 ? Peut-on l'expliquer par une approche libérale ou marxo-cartésienne ?

Laissons de côté les expériences de révolutions paysannes du monde chinois et russe. Arrêtons-nous plus concrètement aux deux premières révolutions russes du XX[e] siècle, ni bourgeoises ni prolétariennes, celles de 1905-1906 et de février 1917.

Dans la Russie des tsars de l'époque, on rencontre un prolétariat industriel à mentalité paysanne, minoritaire en tant que classe sociale. En 1905-1906, ce sont les paysans qui se soulèvent les premiers dans les campagnes. Le prolétariat industriel prend le train en marche. En février 1917, ce sont des mères de famille qui descendent dans la rue pour protester contre la pénurie de produits alimentaires ; et cela contre l'avis des dirigeants bolcheviks, qui s'y opposent vigoureusement. Elles entraînent tout le peuple de Petrograd. Trois jours après, il fraternise avec la garnison de la ville, composée de soldats, fils de paysans.

C'est bien le même processus révolutionnaire que nous retrouvons dans la Hongrie d'octobre 1956.

Cette révolution de février 1917, comme celle de 1905-1906, est une révolution spontanéiste, sans héros, sans chefs, sans avant-garde, comme le dit Trotski. Nous retrouvons le même phénomène dans la Pologne et la Hongrie de 1956 : Imré Nagy et le général Maleter ont crié « Vive la révolution », comme Kerenski, socialiste révolutionnaire, Skobelov, menchevik, et Chliapnikov, bolchevik, après la victoire du peuple dans la rue, par crainte de représailles.

Même similitude entre les conseils ouvriers-paysans de Hongrie de 1956 et les soviets de février 1917, en Russie : dans les deux cas la procédure de formation est spontanéiste.

Même similitude encore entre les idéologies qui inspirent ces révolutions. Partout, le spontanéisme se proclame anti-totalitaire, mais aussi anti-libéral, ce qui n'exclut pas mais renforce le pluralisme et la liberté d'expression à tous les niveaux. Lénine, à son retour d'exil, reconnaît que le peuple russe est devenu le peuple le plus libre du monde.

Les soviets (qui signifient conseils) sont fondés sur les principes de la commune orientale : appropriation collective des moyens de production, avec l'application du principe d'auto-administration à tous les niveaux et la liberté d'expression. Ce qu'on appelle, dans le populisme russe, le courant démocratique, en opposition à une conception totalitaire dont s'inspire le système de gouvernement dans les sociétés orientales depuis des millénaires.

Il s'agit, en fait, d'une conception de démocratie directe, dans une société collectiviste, certes, mais anti-totalitaire.

La Hongrie de 1956, comme la Russie du début du XX[e] siècle, ne connaissait pas de classes bourgeoises et prolétariennes. Les clivages et les antagonismes sociaux qu'on peut y constater sont d'une tout autre nature. Les inégalités sociales ne découlent pas d'une inégale appropriation des moyens de production mais d'une très inégale distribution du pouvoir politique. Une lecture des idéologies, du courant démocratique, du populisme russe du siècle dernier s'impose.

LA MORT DE HOUARI BOUMEDIÈNE

Une succession difficile

(Suite de la première page.)

Depuis l'adoption par référendum, en 1976, d'une « charte nationale » et l'organisation, quelques mois plus tard, des élections présidentielles et législatives, le rôle politique du Conseil de la révolution avait encore diminué. Il ne se réunissait plus guère, (sauf ces dernières semaines), d'autant plus que cinq de ses membres faisaient désormais partie du conseil des ministres, mais il continuait à garantir la légitimité révolutionnaire, la fidélité aux *« objectifs du redressement du 19 juin 1965 »*, tant que le parti F.L.N. n'était pas doté d'une nouvelle direction capable de promouvoir l'option socialiste du pays.

Le rôle déterminant du chef de l'État

Au long de cette période de mutation et de transition, le rôle de Boumediène n'a cessé de croître. Le chef de l'Etat, élu par 99,18 % des voix le 10 décembre 1977, dirigeait le conseil des ministres et concentrait en ses mains les pouvoirs militaires. Il n'avait jamais abandonné le portefeuille de la défense, qu'il détenait déjà lorsque M. Ben Bella était au pouvoir. Depuis la rébellion en 1967 du colonel Zbiri, alors chef d'état-major général, il avait laissé ce poste vacant. Le remaniement ministériel d'avril 1977 avait encore accru son contrôle sur les forces de l'ordre. Il avait placé sous son commandement la gendarmerie, jusqu'alors dirigée, depuis sa création, par le colonel Bencherif, et la sûreté nationale confiée depuis 1965 à M. Draïa. Enfin le chef de l'Etat supervisait la réorganisation du F.L.N., n'hésitant pas à convoquer les cadres du parti pour leur donner ses directives. La Constitution stipule d'ailleurs en son article 98 que *« la direction du pays est l'incarnation de l'unité de direction politique du parti et de l'Etat »*.

Pour mettre en œuvre ces orientations, le chef de l'Etat n'a pas manqué de collaborateurs compétents à la personnalité affirmée. Le nom de M. Bouteflika, ministre des affaires étrangères sans interruption depuis 1963 — il avait alors vingt-huit ans, — est ainsi indissociablement associé à une politique extérieure particulièrement dynamique qui a hissé l'Algérie au rang de porte-parole du tiers-monde. Celui de M. Abdesselam, aujourd'hui un peu oublié, a été longtemps lié à une politique pétrolière originale, et à la mise en œuvre d'un modèle de développement fondé sur une industrialisation rapide et la formation massive de cadres. Celui, enfin, du colonel Mohammed Salah Yahiaoui (quarante-six ans), nommé en octobre 1977, responsable exécutif chargé de l'appareil du parti, est apparu ces derniers mois au premier plan de l'actualité. Chargé de préparer les assises du parti F.L.N., le colonel Yahiaoui est intervenu activement dans le déroulement des congrès, des organisations de masse, pour favoriser la montée de militants intègres et conscients, soucieux de construire une société socialiste dans le respect des options de la charte nationale. En tant que président de la commission nationale du volontariat, il semble disposer d'un certain crédit parmi les jeunes et notamment les étudiants progressistes.

D'autres fortes personnalités ne manquent pas, dans les instances dirigeantes, qu'il s'agisse du colonel Bencherif, actuel ministre de l'hydraulique et membre du Conseil de la révolution — il commanda la gendarmerie de 1962 à 1977 — ou du colonel Abdelghani, ministre de l'intérieur, qui a la haute main sur les *walis* (préfets). Le colonel Bencherif a fait de son ancien corps une arme d'élite remarquablement organisée et disciplinée, à qui a été inculqué le respect de la légalité. Il a certainement gardé dans ce corps aujourd'hui commandé par son ancien adjoint, le colonel Chelouff, des amitiés sûres. Quant au colonel Abdelghani, il a mené à bien ces derniers mois un vaste mouvement de reprise en main de l'administration préfectorale.

Cependant, aucun de ces hommes ne s'impose naturellement comme le successeur de Boumediène. Si M. Bouteflika apparaît volontiers à l'étranger comme le numéro deux du régime, il est resté assez éloigné, surtout ces quatre dernières années, de la politique intérieure, sur laquelle il n'a exercé qu'une influence limitée. La constatation inverse vaut pour le colonel Yahiaoui.

Le chef de l'Etat n'a pas eu le temps de se prononcer et a omis de désigner, comme la Constitution le lui permettait, un vice-président ou un chef de gouvernement qui aurait pu faire figure de dauphin. Le jeu politique reste ouvert. Si les noms de MM. Yahiaoui et Bouteflika reviennent le plus souvent, c'est sans doute parce qu'ils incarnent deux tempéraments et deux orientations différents, mais pas obligatoirement inconciliables.

Tous deux resteraient fidèles à l'option socialiste proclamée par la charte, mais chacun à sa façon. M. Bouteflika, de tempérament libéral, atténuerait sans doute le caractère rigide des options actuelles, donnerait une place plus grande à l'initiative privée et ouvrirait davantage le pays sur l'extérieur. Cela répondrait sans doute aux vœux d'une partie de la population, notamment la petite bourgeoisie, qui supporte mal l'austérité imposée ces dernières années. Le colonel Yahiaoui, dont la personnalité est moins connue, est volontiers présenté comme le strict gardien de l'orthodoxie boumediéniste. Les deux hommes diffèrent en tous points. M. Bouteflika est né à Oujda, près de cette Oranie où la terre est prodigue de ses dons. Le colonel est originaire, comme Boumediène, des hauts plateaux, qui forment des hommes secs, volontiers durs, nourris des valeurs islamiques. Le ministre des affaires étrangères, à l'inverse du responsable du parti, s'épanouit surtout dans les conférences internationales, et la *jet society* n'a pas de secret pour lui. Le colonel Yahiaoui est, lui, un homme d'appareil, efficace et secret, spécialiste de l'organisation. Il l'a prouvé lorsqu'il a exercé, de 1969 à 1977, le commandement de l'académie militaire interarmes de Cherchell, où il a formé plusieurs promotions d'officiers. De cette période, il a sans doute gardé dans l'armée, chez les jeunes sous-lieutenants et les capitaines, une certaine audience.

M. Bouteflika et le colonel Yahiaoui ne seraient pas candidats à la magistrature suprême. De toute façon, seules des consultations longues et difficiles entre le Conseil de la révolution, le gouvernement et le haut conseil de la défense, qui regroupe les principaux chefs militaires, des membres du cabinet présidentiel et l'appareil du parti permettront peut-être de dégager une solution. Il n'est pas impossible qu'elles aboutissent à la désignation d'une équipe, le nombre des postes vacants, présidence de la République, premier ministre, vice-présidence, ministre de la défense, offrant à cet égard la possibilité de multiples combinaisons et facilitant, ne fût-ce qu'un temps, un partage du pouvoir.

Un fait est certain. L'armée, *« garante de la révolution du 19 juin »*, jouera dans cette succession un rôle déterminant. Les *« militants en uniforme »*, ainsi qu'aimait les nommer Boumediène, constituent la seule force organisée du régime. Ils sont omniprésents aux postes de responsabilités. Une dizaine d'officiers supérieurs siègent ainsi au gouvernement, où ils contrôlent notamment l'intérieur (colonel Abdelghani), les transports (colonel Draïa), les postes et communications (colonel Zerguini), l'habitat (colonel Aouchiche) et l'hydraulique (colonel Bencherif). De nombreux militaires se sont vu confier des postes de préfets ou la direction de sociétés nationales. L'armée, outre les tâches de défense, privilégiée depuis trois ans en raison des tensions avec le Maroc et du conflit du Sahara occidental, assume également d'importants travaux d'intérêt national. Ce sont les jeunes du contingent qui plantent les arbres du barrage vert et qui ont ouvert la route transsaharienne qui plonge à travers le désert au cœur de l'Afrique.

Rien donc ne peut se faire sans le consentement de l'armée, mais celle-ci est sans doute parcourue, comme les milieux politiques eux-mêmes, par différents courants.

Le choix du ou des hommes appelés à succéder à Houari Boumediène est d'autant plus important que, en raison de la situation économique et sociale, il faut prendre d'urgence d'importantes décisions. Le prochain congrès du F.L.N. aura pour tâche d'examiner le nouveau plan, qui sera sans doute quinquennal. Les deux précédents plans quadriennaux ont, de 1970 à 1973, puis de 1974 à 1977, profondément transformé la physionomie du pays. L'ampleur des moyens financiers mis en œuvre, la rigueur des choix, ont entraîné, en même temps qu'une importante élévation du niveau de vie, des déséquilibres structurels préoccupants. Faut-il marquer une pause dans la voie de l'industrialisation, consacrer plus d'efforts et d'argent à l'agriculture, répondre aux préoccupations des citoyens qui demandent des logements et des équipements collectifs, doit-on, pour ce faire, lever le carcan socialiste et redonner confiance, au moins partiellement, à un secteur privé de plus en plus ligoté ?

Ces questions ont été débattues ces derniers mois. Il devient urgent de répondre. L'accroissement démographique vertigineux que connaît le pays — la population a doublé en dix-huit ans — compromet chaque jour davantage les acquis de ces dernières années. Pour faire face à la montée des problèmes entraînés par cette croissance de la population, et l'exode rural, l'Algérie devra une nouvelle fois faire preuve d'audace et d'imagination. C'est dire à quel point le choix du successeur de M. Boumediène sera important et sans doute difficile.

DANIEL JUNQUA.

LE CONSEIL DE LA RÉVOLUTION

Le Conseil de la révolution, instance suprême du pays, comprend aujourd'hui huit membres : les colonels Abdelghani, Belhouchet, Bencherif, Bendjeddid et Yahiaoui, et MM. Bouteflika, Draïa et Tayebi (1). Le commandant Abderrahmane Bensalem, qui était commandant de la marine nationale, faisait partie du Conseil au début de l'année, mais depuis quelques mois son nom n'était plus mentionné.

(1) *Le Monde* a publié dans ses éditions du 23 novembre les biographies de ces huit personnalités.

Trois mois d'évolution dramatique

24 SEPTEMBRE. — Le président Boumediène rentre à Alger après avoir participé au sommet de Damas. Souffrant d'un trouble du fonctionnement des reins et d'une paralysie partielle de la face il est soigné à l'hôpital militaire Maillot.

5 OCTOBRE. — Départ pour Moscou dans le plus grand secret.

15 OCTOBRE. — Les autorités algériennes annoncent que le président Boumediène effectue « un voyage de travail et d'amitié en U.R.S.S. ».

16 OCTOBRE. — M. Boumediène apparaît à la télévision soviétique en compagnie de MM. Brejnev et Kossyguine. Il est accompagné du docteur Taleb Ibrahimi, ministre conseiller du président de la République.

24 OCTOBRE. — M. Bouteflika, ministre des affaires étrangères, qui présidait à New-York la délégation algérienne à la trente-troisième Assemblée générale des Nations unies, rejoint le chef de l'Etat à Moscou.

30 OCTOBRE. — Une source diplomatique algérienne à Moscou indique que « la santé du président s'est nettement améliorée ». A Alger, cette information n'est pas commentée par les autorités.

1er NOVEMBRE. — M. Bouteflika, qui dirige la délégation algérienne au sommet arabe de Bagdad, indique à un journaliste de l'A.F.P. que le président Boumediène « n'ayant pas pris un seul jour de repos depuis le début de la lutte de libération » est « exténué et doit se remettre de ses fatigues ». Le même jour, M. Boumediène reçoit à Moscou la visite de M. Ponomarev venu lui présenter ses vœux à l'occasion de la fête nationale algérienne.

14 NOVEMBRE. — Retour à Alger du président Boumediène. Il envoie, en survolant la France, un message cordial à M. Giscard d'Estaing. La télévision algérienne le montre dans un salon, entouré des membres du Conseil de la révolution et du gouvernement.

18 NOVEMBRE. — Le président tombe dans un coma profond. Certains médecins algériens sont partisans de le renvoyer d'urgence à Moscou, d'autres exigent de le soigner sur place. Mme Boumediène se range à l'avis des seconds. Le chef de l'Etat est transporté à l'hôpital Mustapha, où il est placé en réanimation dans le service d'urologie qui vient d'être terminé et n'a pas encore été inauguré. Les autorités algériennes annoncent pour la première fois officiellement la maladie présidentielle qui « exige une période de repos accompagnée de soins médicaux ».

19 NOVEMBRE. — Arrivée de spécialistes français de la réanimation, de néphrologie et de transfusion sanguine ainsi que d'un important matériel médical.

20 NOVEMBRE. — Le Conseil de la révolution annonce qu'il assure la bonne marche de l'Etat.

22 NOVEMBRE. — Arrivée d'une équipe médicale américaine du Massachusetts General Hospital, munie d'un important matériel.

24 NOVEMBRE. — L'A.P.S. annonce que le président se trouve dans un état « biologiquement stable » et que des « réactions neurologiques » se sont manifestées.

25 NOVEMBRE. — Arrivée à Alger du professeur Jan Waldenström, spécialiste suédois qui a donné son nom à la maladie dont souffre M. Boumediène.

26 NOVEMBRE. — L'A.P.S. annonce que l'état du président s'est amélioré « sur tous les plans » et qu'il « sort progressivement du coma ».

28 NOVEMBRE. — M. Boumediène retombe dans un coma profond. Le professeur Waldenström déclare à son retour à Stockholm que le malade a atteint le stade final de la maladie de Waldenström et qu'il est désormais condamné. Il peut cependant survivre pendant quelque temps, précise-t-il, s'il surmonte la nouvelle crise qui vient de se déclencher. Aucune intervention chirurgicale n'est possible pour éliminer le caillot qui s'est formé dans son cerveau.

1er DECEMBRE. — Un nouvel examen du cerveau aboutit à la détection d'un deuxième caillot de sang qui est à l'origine d'une aggravation subite de l'état de santé du président. On parle de coma profond, et même de coma dépassé. Avec l'arrivée d'une équipe médicale chinoise de huit membres, les médecins réunis autour du malade ont été jusqu'à soixante-deux.

4 DECEMBRE. — Un communiqué indique que l'état de santé du président est stationnaire et que « le traitement se poursuit ».

16 DECEMBRE. — Alger affirme qu'un avion militaire marocain de type Hercules C-130 a largué de nuit, le 10 décembre, plusieurs ballots d'armes et de munitions sur la côte kabyle, nouvelle catégoriquement démentie par le gouvernement de Rabat dès le 17.

18 DECEMBRE. — A la suite d'une importante hémorragie interne, le professeur Monsallier, chef du service de réanimation de l'hôpital Cochin, est rappelé au chevet du malade.

27 DECEMBRE. — Décès du président à 3 h. 55 du matin.

— PORTRAIT —

M. Rabah Bitat : le plus effacé des « fils de la Toussaint »

Un quart de siècle s'est écoulé depuis ce 1er novembre 1954, qui vit le déclenchement de la lutte de libération algérienne. Des neuf « chefs historiques » qui se lancèrent dans l'aventure de l'insurrection, M. Rabah Bitat est le seul à assumer aujourd'hui des fonctions dans les instances dirigeantes de l'Etat (1). Ce destin est déjà singulier, mais qui aurait pensé que cet homme discret et prudent, sans nul doute le plus effacé des « fils de la Toussaint », serait un jour appelé à la magistrature suprême ?

C'est pourtant ce qui se produit aujourd'hui, en vertu de l'article 117 de la Constitution. Celui-ci prévoit qu'en cas de décès du chef de l'Etat, le président de l'Assemblée populaire nationale assure un intérim d'une durée maximale de quarante-cinq jours, pendant lequel doit être organisée l'élection présidentielle. M. Bitat, de sept ans plus âgé que M. Boumediène, n'envisageait certainement pas cette éventualité lorsque les députés l'ont porté, par acclamation, à la présidence de l'Assemblée, le 5 mars 1977. Ses qualités de conciliateur, son sens du compromis et de la mesure, représentent autant d'atouts dans la tâche particulièrement difficile qui l'attend, la Constitution lui interdisant de se porter lui-même candidat à la présidence de la République.

Il est difficile d'imaginer que ce séduisant quinquagénaire, souriant et courtois, toujours habillé avec une discrète recherche, a été très tôt, au sein du mouvement nationaliste, un partisan de l'action violente. Il est né le 19 décembre 1925, dans une modeste famille paysanne de la région de Constantine. Il n'a que quinze ans lorsqu'il adhère au parti du peuple algérien (P.P.A.) de Messali Hadj. Il ne cessera plus, dès lors, de militer pour l'indépendance. En 1948, il participe à la mise en place d'un organisme para-militaire clandestin, l'O.S. (Organisation spéciale) destiné à préparer la lutte armée. En 1950 et 1951, la police démantèle une grande partie des réseaux constitués et opère de nombreuses arrestations. M. Bitat échappe aux coups de filet, mais il est condamné par contumace à dix ans de prison pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Il se cache dans les Aurès puis, de refuge en refuge, finit par regagner Alger. Il constate alors que les Messalistes sont de plus en plus divisés. Le courant « centraliste », conduit par MM. Lahouel et Ben Khedda, s'oppose aux fondateurs du parti et à ses fidèles. Lorsque, le 23 mars 1954, quatre cadres supérieurs du mouvement fondent le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA), dont le but est de réconcilier les tendances en vue de l'action armée, M. Rabah Bitat les soutient. Cette initiative ayant échoué, il fait partie des vingt-deux militants, vivant pour la plupart dans la clandestinité, qui se réunissent au début du mois de juin et décident de déclencher le combat.

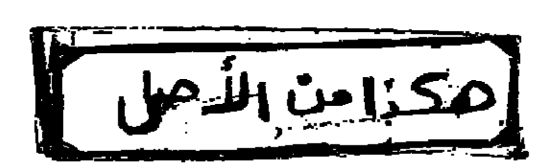
Un comité de cinq membres est désigné pour assurer la direction de la lutte. M. Bitat en fait partie aux côtés de MM. Didouche Mourad, Larbi Ben M'Hidi, Mostefa Ben Boulaid et Mohamed Boudiaf. Ce sont eux qui, avec l'aide de Krim Belkacem et en liaison avec MM. Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider et Hocine Aït Ahmed, installés au Caire, organisent le soulèvement du 1er novembre et donnent ainsi naissance au F.L.N. Quatre mois plus tard, M. Bitat est arrêté. Il est condamné l'année suivante aux travaux forcés à perpétuité. Commence alors pour lui une vie errante, de prison en prison. Il est successivement détenu à Maison-Carrée, dans la banlieue d'Alger, puis à Caen, Rennes, Saint-Malo et Fresnes. C'est là, après trois grèves de la faim, qu'il obtient le statut de détenu politique. Il est vrai, qu'entre-temps, il a été nommé en 1956 membre du Conseil national de la révolution algérienne puis, en 1958, ministre d'Etat du gouvernement provisoire de la République algérienne.

En 1960, il rejoint au château de Turquant MM. Ben Bella, Boudiaf, Khider et Aït Ahmed, arrêtés en novembre 1956. Il est libéré avec eux en 1962 et gagne Tripoli. Il ne tarde pas à prendre parti pour l'état-major de l'A.L.N., dirigée par le colonel Boumediène, dans le conflit qui l'oppose au G.P.R.A. présidé par M. Ben Khedda. Arrivé à Alger, il entre dans le premier gouvernement de Ben Bella comme vice-président du conseil. Il est également membre du bureau politique. Très vite, il exprime son désaccord avec les méthodes de Ben Bella et, menacé d'arrestation, se rend en France où il reste sur la réserve.

A la fin de 1964, il retourne cependant en Algérie, mais il faut attendre le « redressement révolutionnaire » du 19 juin 1965, auquel il se rallie rapidement pour le voir revenir aux affaires publiques. Il est nommé ministre des transports, poste qu'il occupera jusqu'à son élection, en février 1977, à l'Assemblée nationale comme député de Bouira.

D. J.

(1) MM. Aït Ahmed et Boudiaf vivent en exil, M. Ben Bella est en « résidence surveillée », et les cinq autres sont morts.



LA MORT DE HOUARI BOUMEDI

Une vie confondue avec celle de l'État

par JEAN LACOUTURE

Le pouvoir sculpte les individus, en creux ou en bosse. Il y a ceux qu'il érige en statues, ceux qu'il gonfle de vent, ceux qu'il réduit en poussière. Mohamed Boukharrouba, dit Houari Boumediène, ne fut pas de ceux que le pouvoir délite.

Qui avait pu le connaître au temps où il surgit de l'ombre des maquis gardait le souvenir d'un loup maigre au regard fuyant, sanglé dans un trench-coat d'agent secret, mi-traqué, mi-chasseur, verrouillé dans un mutisme agressif coupé d'explosions. Un personnage marginal et corrosif, tout en mèches, en angles, en méplats, un archétype de la révolte et du refus.

Onze ans plus tard, le 3 septembre 1973, le président Boumediène accueillait à Alger le tiers-monde en leader sûr de lui, de sa force, de son éloquence. Les traits restaient anguleux, les mèches rebelles, la voix rauque. Mais le personnage s'était amplifié, bardé de muscles et de certitudes. Il était devenu assez fort pour risquer d'être modéré. Il avait entre-temps découvert les tailleurs et les cravates, appris le français qu'il pratiquait désormais avec une efficacité surprenante pour ceux qui avaient dû s'efforcer de comprendre, pendant la guerre, les propos du colonel-maquisard. Et quand il accueillit M. Giscard d'Estaing, en avril 1975, ce ne fut pas en rustre d'outre-mer, mais en chef fier de faire admirer ses récoltes.

Entre-temps, l'Algérie était passée de la situation de vestige d'un empire détruit à celle d'Etat en chantier, puis à celle de nation-pilote du développement autoritaire, sous la férule de ce fils de fellah qui avait préféré d'abord l'exil à la colonisation, puis l'implacable combat, et avait été, le jour de l'indépendance venu, le seul des leaders de la résistance algérienne à signer en langue arabe les textes émancipateurs.

Un antihéros

« Ma position personnelle n'a aucune importance. Je ne suis pas un zaïm (leader), je ne veux pas qu'on m'aime, je ne veux pas qu'on m'applaudisse. Je ne demande rien... » Ce genre de déclarations, tous les leaders populaires les ont faites, et surtout ceux du tiers-monde. Rares sont ceux que l'on peut croire : parmi ceux-ci, pourtant, il y eut peut-être Houari Boumediène, qui tenait ces propos en juin 1966, un an après avoir pris le pouvoir.

Le second chef de l'Etat algérien n'était pas un homme facile à définir d'un trait, sinon par ce qui le distinguait de la plupart des leaders d'Afrique, et notamment de ses deux voisins : jamais le pouvoir n'apparut dans ses propos et dans ses actes ni comme un héritage de droit divin, ni comme un certificat de toute-puissance, ni comme un moyen de paraître et d'en jouir. Après s'en être emparé avec plus de dextérité que d'emportement, il en usa parfois bien, parfois mal, mais rarement « selon son bon plaisir ».

Culte de l'impersonnalité ? Tout de même pas. Car Houari Boumediène était un chef extrêmement conscient de sa valeur, jaloux de son autorité, dur dans le commandement, et pas toujours hostile à ces noces avec la foule qui se confondaient, pour Ahmed Ben Bella, avec le pouvoir. Si l'un donna de l'autorité une version volubile, l'autre en imposa longtemps une interprétation taciturne. L'un extériorisait sa volonté de puissance, l'autre l'intériorisait. L'un pratiqua le gouvernement de la tribune, l'autre celui des dossiers. Ainsi l'Algérie indépendante suivit-elle fidèlement le processus historique décrit ou prédit par Max Weber, le passage du pouvoir charismatique au pouvoir bureaucratique. Un passage qui ne se traduit pas par une pure substitution. Les relations entre Boumediène et le peuple algérien reflétaient encore une personnalité et un rôle historique exceptionnels.

De ses origines, on sait étrangement peu de chose, ce qui donne la mesure de la discrétion du personnage. Avant de prendre le nom de guerre de Houari Boumediène (emprunté, comme on l'a souvent écrit, au saint fondateur de la mosquée de Tlemcen, il s'en est défendu un jour devant nous), il s'appelait Mohammed Brahim Bou Kharrouba, c'est-à-dire l' « homme à la caroube », plante assez commune dans la région du Constantinois d'où est issue sa famille de pauvres fellahs des alentours de Guelma. Son père était un *khammès*, c'est-à-dire un métayer n'ayant droit qu'au cinquième de la récolte : maigre portion dans un maigre paysage.

Il est né le 23 août 1932 à Héliopolis, un nom bien orgueilleux pour ce pauvre village oublié de l'administration coloniale : l'un de ses six frères et sœurs l'a dépeint comme *« un enfant très timide et silencieux... qui avait la passion de la lecture, au point d'en oublier le boire et le manger »*. A sept ans, il suit à la fois les cours de l'école primaire (francophone) et ceux de l'école coranique (arabophone) de Guelma. Il n'a pas treize ans quand il est témoin de la terrible répression qui suit les troubles du 8 mai 1945 : il restera marqué par le souvenir des massacres perpétrés sur le plateau constantinois par le système colonial.

Comment s'étonner que Mohamed Boukharrouba ait milité très jeune au P.P.A. de Messali Hadj, qui, dès 1936, proclame son objectif : l'indépendance de l'Algérie ? Son choix n'est pas seulement politique. Le jeune nationaliste le prolonge par une rupture culturelle. Ses études primaires achevées, c'est vers l'enseignement arabo-islamique qu'il se tourne, en entrant à la medersa Kittania, à Constantine. Pour éviter le service militaire et pousser plus avant sa formation culturelle, il quitte l'Algérie en 1951, suit les cours de la vieille université Zitouna de Tunis, puis poursuit sa marche vers l'Orient et entre à la célèbre université Al Azhar du Caire — à l'époque où de jeunes officiers, sous l'impulsion d'un certain lieutenant-colonel Abdel Nasser, s'apprêtent à renverser le roi Farouk.

Le maquis

L'étudiant algérien Boukharrouba entre très vite en contact avec le « bureau du Maghreb » du Caire où s'affairent notamment, en vue de la lutte armée pour l'indépendance, le Marocain Allal El Fassi, le Tunisien Salah Ben Youssef, l'Algérien Mohammed Khider. Quand éclate le soulèvement du 1er novembre 1954, il est l'un des premiers à participer à l'entraînement que dispense aux militaires algériens l'armée égyptienne dans un camp proche d'Inchass, sur la route du Caire à Ismaïlia. Il prend part aussi à la guérilla antibritannique dans la zone du canal, et certains observateurs du Caire croient pouvoir reconnaître en lui un jeune secrétaire-téléphoniste qui travaille un temps dans l'ombre de leaders déjà notoires, au bureau du Maghreb.

En 1955, à bord d'un yacht mis à la *disposition de la résistance* algérienne par la reine de Jordanie, Dina, il gagne le Maroc, et de là l'Oranie, où il s'impose très vite, d'abord comme organisateur du trafic d'armes du Maroc vers les maquis de l'intérieur, puis comme organisateur de la guérilla aux côtés d'Abdelhafid Boussouf, chef de la wilaya V (région d'Oran), auquel il succède en 1958. A Oujda, il constitue une équipe où l'on trouve déjà Cherif Belkacem, Abdelaziz Bouteflika, Ahmed Medeghri et Kaïd Ahmed, qui devaient tous jouer un rôle important auprès de lui. Le « clan » d'Oujda est déjà formé. Mais le personnage, qui passe pour impitoyable et peu timide sur le choix des moyens propres à assurer le succès de la révolution, terreur comprise, reste très discret si on le compare à des chefs de wilaya déjà fameux comme Amirouche (Kabylie) ou Saout El Arab (Constantinois). La surprise est grande quand on apprend, deux ans plus tard, la désignation de Boumediène, promu colonel, comme chef d'état-major de l'A.L.N.

Son quartier général de Ghardimaou, à la frontière tunisienne, devient une sorte de laboratoire du socialisme algérien : on y lit Fanon et Guevara, on y cite Sartre et Jeanson, les portraits de Castro y foisonnent. Et la radio qui s'y exprime est, de mois en mois, plus critique à l'égard de la direction politique du G.P.R.A. Est-ce le bref séjour qu'il fait alors en Irak — sous la poigne de Kassem — qui lui fit prendre conscience du rôle politique que peut assumer l'armée ? Tant au cours des réunions du Parlement du F.L.N. à Tripoli que lors des négociations avec la France, l'état-major militaire reste sur la réserve et va parfois jusqu'à s'opposer aux décisions des « politiques » et plus précisément au triumvirat issu du G.P.R.A. chargé de superviser les activités de guerre : Belkacem Krim, Ben Tobbal et son ancien « patron » Bousouf.

Lorsqu'il prend pour la première fois contact avec quelques journalistes près d'Oujda, à la fin de mars 1962, au lendemain des accords d'Evian, ce qui frappe en lui, c'est le caractère très politique de ses propos, l'accent qu'il met sur le mot *bina* (développement) beaucoup plus que sur les préoccupations militaires. Lors d'une des dernières assises du Conseil national de la révolution algérienne, il a été à la fois le plus sévère critique de l'attitude du F.L.N., qu'il estime flottante et ambiguë, et le plus ardent partisan d'un ralliement sans restriction au socialisme ; il exige la refonte du parti afin qu'il devienne une force *« capable d'orienter les masses, de les éduquer et de doter le pays d'une économie pour mettre le pain sur la table du paysan, instruire ses enfants, détruire les taudis et les gourbis »*.

La crise est devenue inévitable entre les représentants du G.P.R.A. et ce courant radical intransigeant et puissamment armé : le 30 juin, à la veille de la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, le G.P.R.A. démet Boumediène et ses deux lieutenants les plus proches — qui refusent de s'incliner et entrent en dissidence avec armes et bagages. Entre les « politiques » eux-mêmes, la dissension s'est d'ailleurs déclarée : alliés à la majorité du G.P.R.A. restée fidèle à Ben Khedda, son président, Boudiaf et Krim entrent en lutte contre Ben Bella qui s'est retranché à Tlemcen, où l'ont rejoint Ferhat Abbas et Boumendjel. Ce grand règlement des comptes de la guerre, Boumediène et ses compagnons vont l'arbitrer en faveur de Ben Bella, qui leur paraît le plus attaché aux options socialistes qu'ils ont faites. C'est porté par les chars de son futur rival que le premier président de la République algérienne entre à Alger le 3 août 1962, non sans avoir dû briser la résistance des combattants de la wilaya IV : ce sang algérien versé en commun sera, pendant trois ans, un lien solide entre le *zaïm* et le colonel.

Ministre de la défense, Houari Boumediène devient en mai 1963 premier vice-président du conseil. Mais en même temps qu'il assume sa promotion, Ben Bella tente d'affaiblir la position de ceux qui forment une sorte de garde de fer autour de celui qui apparaît déjà comme son rival : tour à tour, Abdelaziz Bouteflika et Ahmed Medeghri se voient menacés de destitution ou d'une réduction radicale de leurs attributions. Officiellement, les relations entre les deux hommes restent bonnes : mais Boumediène est assez bon stratège pour savoir que, dans ces cas-là, il faut frapper le premier.

Entre-temps, le colonel a évolué. Lui qu'on avait connu à Ghardimaou si féru de gauchisme et de « fanonisme », soutenant que la révolution ne vivrait que par la spontanéité et en se dépassant constamment elle-même, ce Boumediène qui nous disait alors : *« La révolution c'est le village. Il nous faut à tout prix éviter de nous laisser engluer dans les villes corrompues »*, a opéré une reconversion fondamentale. En avril 1964, au congrès du F.N.L., son intervention constitue essentiellement un plaidoyer pour les bons techniciens, qu'ils soient de « gauche » ou non. On le voit même défendre des officiers qui ont combattu dans les rangs de l'armée française. *« Il est devenu technocrate »*, grondent bon nombre de ses anciens partisans.

Le pouvoir

Quand, en 1964, un journaliste égyptien demande à Ben Bella ce qu'il pense de Boumediène, en présence de celui-ci, le président répond dans un éclat de rire : *« Vous savez bien que c'est l'homme qui prépare tous les complots contre moi ! »* Cet humour à la Khrouchtchev ne conjure pas le sort : un an plus tard, le 19 juin 1965, Ahmed Ben Bella est enlevé pendant la nuit et mis au secret par les hommes du même Boumediène, en tête desquels le président déchu à la mauvaise surprise de voir Tahar Zbiri, l'homme qu'il a tenté quelques mois plus tôt d'opposer au ministre de la défense.

On a beaucoup dit que Boumediène s'était laissé forcer la main par ses compagnons, tels que Bouteflika, répugnant lui-même à prendre l'initiative du coup de force et à assumer la responsabilité du pouvoir direct.

Mais qu'il l'ait convoité ou non, le pouvoir est là. Dans le Conseil de la révolution immédiatement constitué, aucun personnage n'est de taille à balancer l'autorité de Boumediène. Il refuse d'exercer la dictature populaire que pratiquait son prédécesseur — comme il était advenu à Nasser douze ans plus tôt. S'il n'est pas sûr qu'il se soit emparé du pouvoir, il est certain que le pouvoir s'est emparé de lui. Au début de la soirée du 19 juin 1965, une vingtaine d'heures après le coup de force expéditif qui fait passer le pouvoir d'une main à l'autre, l'écran de la télévision algérienne, si souvent occupé par le large visage brun de Ben Bella, reste vide. Seule une voix se fait entendre, râpeuse et mal assurée. Pour mieux marquer la rupture avec le régime déchu, le colonel-président a voulu rester masqué au moment d'assumer les responsabilités suprêmes. Il faudra attendre quelques jours pour qu'il consente à offrir son image aux citoyens voyeurs. A la place du tribun satisfait, quel est donc ce personnage qui semble toujours de profil tant il est décharné ? Avec ce regard enfoui dans le papier lu d'une voix hésitante, ce buisson ardent de chevelure claire, ce front calciné, Houari Boumediène est en train de tuer un style de gouvernement et d'en créer un autre.

Ceux qui ne voyaient que le visage de derviche ou de mangeur de feu, qui faisait penser à la fois à Ho Chi Minh jeune et à Vincent Van Gogh, pouvaient penser qu'au lyrisme benbelliste allait succéder une sorte d'illuminisme, d'austérité mystique. Ils allaient s'apercevoir très vite que ce chef des maquisards avait profondément révisé ses conceptions, et que, loin de faire passer son armée de la guérilla au village et de l'embuscade au meeting, il l'avait constituée en une force très cohérente, solidement arc-boutée sur la technique et dotée d'un équipement moderne. Ainsi était née la seule force réelle de l'Algérie indépendante. C'est cette force qui venait d'agir et allait constituer l'armature de la bureaucratie naissante.

Dans un pays où les paroles précédaient les actes, au point de les faire parfois oublier, où les rêves étaient si chaleureux que tout retour au réel était déclaré contre-révolutionnaire, Houari Boumediène se fit une gloire de sa réserve. Et lui qui avait l'air, les premières années, avec ses chemises sans cravate et ses mèches romantiques, d'un journaliste d'extrême gauche venu à l'état-major dérober des secrets militaires, il prit progressivement l'assurance, et même l'aisance, d'un patron. Succédant au *zaïm*, l'homme de l'inspiration, du verbe, il s'imposait non comme un autre zaïm mais comme le *raïs*, l'homme du commandement, de la gestion — le patron.

Le disciple de Fanon n'avait pas pour autant tourné le dos à la révolution. On avait cru pouvoir dire que les impératifs de mise en ordre et en œuvre l'emportaient en lui sur les aspirations révolutionnaires. On retenait que son collaborateur le plus proche, son homme de confiance, était le commandant Chabou, ancien officier de l'armée française, mort accidentellement en 1970 ; et que celui qui, aux côtés de Bouteflika, s'imposait comme le premier des ministres, inspirateur du gouvernement, était Belaïd Abdesselam, souvent qualifié de technocrate pour la raison qu'il préfère un plan réalisé à un projet mirifique. Mais si les ambitions majeures du système étaient bien l'efficacité en vue de l'indépendance, l'industrialisation en vue de la grandeur — des idées et des mots que les Français, obsédés par leur histoire, tiennent pour gaulliens, — le déclenchement de la « révolution agraire », en 1971, vient rappeler que Boumediène n'était pas seulement ce que dénonçaient en lui ses adversaires : un manager qui aurait réussi.

On avait longtemps vu en lui un musulman intransigeant, intégriste, un puritain farouche. Mais, comme il était passé de son « fanonisme » fervent du début des années 60 au réalisme audacieux des années 70, il a su prendre ses distances par rapport à la conception dominante de l'islam comme règle de la vie politique. Ainsi osait-il déclarer, devant le public, très peu disposé à entendre de telles vérités, du sommet islamique de Lahore, en 1974 : *« Les expériences humaines, dans nombre de régions du monde, ont démontré que les liens spirituels, qu'ils soient islamiques ou chrétiens, n'ont pas su résister devant les coups de boutoir de la pauvreté et de l'ignorance pour la simple raison que les hommes ne veulent pas aller au paradis le ventre creux. C'est là le fond du problème. Un peuple qui a faim n'a pas besoin d'écouter des versets. Je le dis avec toute la considération que j'ai pour le Coran, que j'ai appris à l'âge de dix ans. Les peuples qui ont faim ont besoin de pain, les peuples ignorants de savoir, les peuples malades d'hôpitaux. »*

L'homme du 19 juin

C'est le même homme qui, cinq ans plus tôt, devant désigner un lieu où bâtir l'université de Constantine, avait choisi d'en implanter les bâtiments sur l'emplacement d'un cimetière musulman. « *Mieux vaut*, dit-il, *donner la priorité aux vivants qu'aux morts...* »

Resta-t-il jusqu'au bout l'austère et solitaire leader, coupé des masses, qui avait renversé le populaire Ben Bella ? Certes, en 1967, le putsch tenté contre lui par celui qu'il avait retourné deux ans plus tôt contre Ben Bella, Tahar Zbiri, et deux tentatives d'assassinat dans les années suivantes avaient paru le corseter dans sa méfiance à l'égard des masses.

Mais, à partir de 1972, on vit évoluer le personnage. En mai de cette année-là, la visite à Alger de Fidel Castro, dont la légende et l'histoire étaient liées aux heures les plus intenses et aux aspirations les plus radicales de l'émancipation algérienne, ne fut pas l'occasion pour le seul « lider maximo » de célébrer avec la foule le rite de possession par quoi s'exprime l'alliance entre un certain type de pouvoir et ceux qui le délèguent ou le subissent : comme Ben Bella aux côtés de Nasser neuf ans plus tôt, Houari Boumediène fut englobé dans le triomphe fait au visiteur et y prit le goût d'une certaine ivresse.

En septembre 1973, pour la conférence des « non-alignés », il recevait à Alger plus de soixante-dix chefs d'Etat — une assemblée, *à ce niveau, sans précédent* dans l'histoire. Il y fit montre d'une maîtrise qui n'étonna pas, mais aussi d'une aisance et d'un art des « relations publiques » qui surprirent la plupart des témoins. Les mêmes qualités — altérées de quelque morgue, peut-être ? — il les fit voir en 1975 en deux occasions solennelles : en recevant dans la capitale de l'Algérie indépendante le premier chef d'Etat français qui y fût accueilli en étranger, après avoir présidé l'année précédente, aux Nations unies, l'Assemblée extraordinaire convoquée à sa demande et consacrée aux rapports entre les Etats industrialisés et ceux qui doivent compter sur la vente de leurs matières premières pour assurer leur subsistance.

Là encore, on vit s'affirmer l'autorité d'un homme pour lequel la pratique du pouvoir, qui fut si souvent une drogue, semblait avoir été plutôt une école de réalisme. Ainsi en jugea, semble-t-il, le public français auquel la télévision proposait, en octobre 1975, une interview de Houari Boumediène par Francis Jeanson, son ancien inspirateur du temps des maquis : ce qui ressortait des propos alors tenus par le président algérien, c'était une approche très pragmatique, très factuelle, des problèmes politiques, économiques et sociaux. Beaucoup s'attendaient à subir les harangues d'un militant fanatique crispé dans ses exigences et sa soif de revanche sur les ex-colonisateurs et les superpuissances. Ils virent avec étonnement s'exprimer un personnage très posé, pétri de bon sens, et dont la concentration n'effaçait pas un sourire souvent prêt à affleurer sur le pâle visage aux méplats accusés.

Quant aux quelques images qui le montraient face à ses concitoyens, d'une réception au Palais d'été à une visite de coopérative rurale, elles étaient empreintes d'une bonhomie qui aurait dû faire oublier la raideur de naguère. Bonhomie ? Le mot est tout de même un peu naïf si l'on garde à l'esprit les aspects répressifs du régime et la rudesse des méthodes auxquelles l'homme du 19 juin aura eu recours pour défendre les *« acquis de la révolution »*, la réforme agraire et le prestige international conquis par le nouvel Etat.

Technocratie ? Populisme ? Bureaucratie ? Militarisme ? Socialisme ? L'ancien maquisard avait fondé un régime singulier, plus près peut-être du néo-socialisme de Nasser que du néo-castrisme de Ben Bella, un régime avide d'efficacité, trop austère pour conquérir l'adhésion sans réserve des Algériens, trop technicien pour séduire, trop policier pour se réclamer de la démocratie classique, mais assez authentique pour s'imposer aux masses et mû par une passion absolue : le patriotisme. Un patriotisme tout entier tendu vers la réalisation d'un objectif : un Etat-nation doté, par croissance interne et diplomatie agissante, de grandeur et d'une totale indépendance.

Quant à lui, ne demandait-il rien ? Refusait-il vraiment d'être « aimé » ? Peu de confidents de Houari Boumediène, en tout cas, viendront témoigner du contraire. Son mariage avec une avocate algérienne, en 1973, fit moins de bruit que celui du moindre de ses secrétaires, encore que l'influence de son épouse, depuis lors, se soit affirmée. Depuis la mort de Chabou, on ne lui connaissait guère d'amis. Sa vie se confondait avec celle de l'Etat qu'il avait sinon fondé du moins cuirassé, élevé et assuré d'un rôle international dont beaucoup de citoyens algériens rétifs à sa férule lui ont su ou lui sauront gré.

SEIZE ANNÉES A LA TÊTE DE L'ARMÉE

1962

1er JUILLET. — Les Algériens, consultés par référendum, se prononcent à la quasi-unanimité pour l'indépendance aux conditions prévues par les accords d'Evian.

3 JUILLET. — Déclaration du général de Gaulle qui reconnaît officiellement l'indépendance algérienne. Le président du G.P.R.A., M. Ben Khedda, s'installe à Alger, mais il n'est pas suivi par M. Ben Bella (vice-président), qui refuse d'accepter la mise à l'écart du colonel Boumediène, chef d'état-major de l'A.L.N., décidée par le G.P.R.A.

22 JUILLET. — A Tlemcen, M. Ben Bella annonce la constitution d'un bureau politique « chargé de prendre en main les destinées de l'Algérie ».

3 AOUT. — Entrée triomphale à Alger de M. Ben Bella, où le rejoindra quelques jours plus tard le colonel Boumediène.

20 SEPTEMBRE. — Election de la première Assemblée nationale.

26 SEPTEMBRE. — M. Ben Bella est désigné comme premier ministre. Il nomme le colonel Boumediène ministre de la défense.

1963

29 MARS. — Des décrets organisent l'autogestion des exploitations agricoles vacantes.

AVRIL. — M. Ben Bella remplace M. Mohamed Khider au poste de secrétaire général du bureau politique du F.L.N.

17 MAI. — Le colonel Boumediène est nommé premier vice-président du conseil.

28 AOUT. — Approbation par l'Assemblée du projet de Constitution (qui sera adoptée par référendum le 8 septembre), établissant un régime présidentiel et érigeant le F.L.N. en parti unique.

29 SEPTEMBRE. — Un mouvement de « dissidence » est déclenché en Kabylie.

1er OCTOBRE. — Nationalisation des propriétés encore possédées par des colons français.

1964

13 MARS. — Entrevue au château de Champs entre le général de Gaulle et le président Ben Bella.

16-21 AVRIL. — Congrès du F.L.N. Les options socialistes sont approuvées.

JUILLET. — Relance de l'opposition contre le président Ben Bella. M. Khider rompt avec le régime et s'installe en Suisse. M. Aït Ahmed (à la tête du maquis de Kabylie) et le colonel Chaabani (qui vient d'entrer en rébellion dans le Sud algérois) se regroupent dans un « comité de défense de la révolution ».

20 SEPTEMBRE. — Elections législatives. Les listes uniques du F.L.N. sont approuvées par 85 % des électeurs.

1965

24 FEVRIER. — Le président Ben Bella déclare au comité central du F.L.N. que la « contre-révolution » est jugulée.

16 JUIN. — Accord entre le F.L.N. et le Front des forces socialistes (de M. Aït Ahmed) pour mettre fin à la lutte armée.

19 JUIN. — Le colonel Houari Boumediène dénonce la dictature du président Ben Bella, et annonce la prise du pouvoir par un conseil de la révolution.

10 JUILLET. — Formation du nouveau gouvernement ; le colonel Boumediène cumule les fonctions de président du Conseil de la révolution, de chef de gouvernement et de ministre de la défense.

29 JUILLET. — Accord franco-algérien sur les hydrocarbures et le développement industriel.

13 DECEMBRE. — Voyage officiel du président Boumediène en U.R.S.S.

1966

8 AVRIL. — Signature de la convention franco-algérienne de coopération culturelle et technique.

7 MAI. — Le président Boumediène annonce la nationalisation des sociétés minières étrangères.

1967

3 JANVIER. — Assassinat, à Madrid, de Mohamed Khider.

MAI-JUIN. — Evacuation des bases française de Reggane et de Colomb-Béchar.

5 JUIN. — L'Algérie « se considère en état de guerre avec Israël » et rompra le lendemain ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Départ de troupes algériennes pour le front.

10 DECEMBRE. — Le président Boumediène annonce la réorganisation du F.L.N. et une solide épuration.

15 DECEMBRE. — Tentative de putsch du colonel Zbiri, chef d'état-major des forces armées.

1968

1er FEVRIER. — Evacuation de la base française de Mers-El-Kébir.

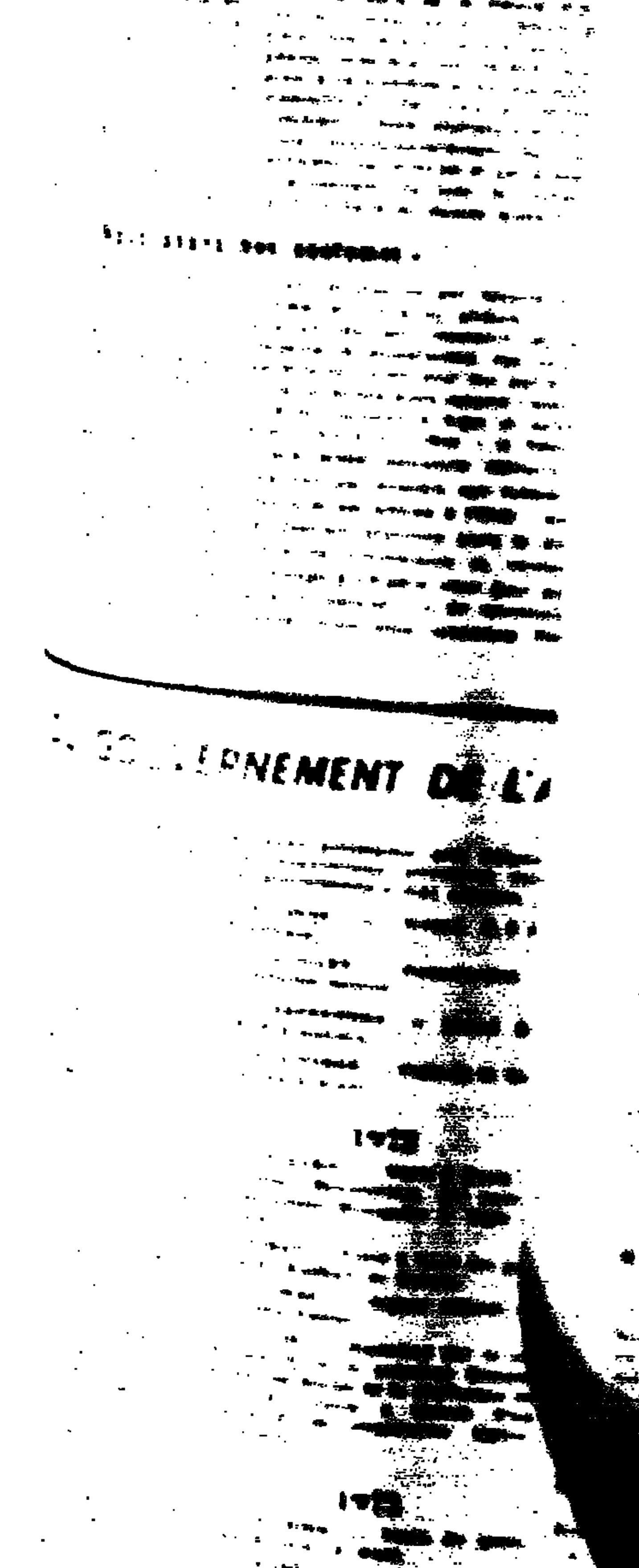
4 FEVRIER. — Tension à l'université d'Alger, où les étudiants sont en grève depuis le 31 janvier.

25 AVRIL. — Attentat manqué contre le président Boumediène.

MAI-AOUT. — Nationalisation de soixante-dix-neuf sociétés industrielles privées, la plupart françaises.

1969

26 MARS-1er AVRIL. — Visite de M. Podgorny en Algérie.



LA MORT

celle de l'État

HOUARI BOUMEDIÈNE

RENCONTRES AVEC LE PRÉSIDENT ALGÉRIEN

« Mon régime est solide, il me survivra et il y a une relève dans notre jeunesse »

Paul Balta, qui était correspondant du Monde en Algérie jusqu'à l'été dernier, a rencontré M. Houari Boumediène à plusieurs reprises. Il donne ici ses impressions sur l'homme tel qu'il apparaissait en privé.

Il parlait de tous les sujets avec une surprenante franchise et une grande liberté, décochant parfois un trait féroce à certains de ses pairs qui l'avaient déçu ou trompé, n'hésitant pas à exprimer sa perplexité ou ses doutes devant une situation donnée, faisant souvent preuve d'un humour que beaucop ne lui soupçonnaient pas. « *J'ai parlé sans fard,* nous disait-il. *Je vous fais confiance. Faites le tri ; ne me brouillez pas avec une dizaine de chefs d'État.* »

Ainsi, racontant une de ses rencontres avec le président Bourguiba à El-Kef, au printemps 1973, il expliquait qu'il lui avait proposé une fusion ou une fédération avec la Tunisie. « *J'ai bien vu que cela ne lui plaisait pas quand il m'a répondu qu'il allait y réfléchir, et qu'il ne m'en a pas reparlé. J'ai donc remis le projet sur le tapis, le lendemain avant de nous quitter. Il m'a alors expliqué que la Tunisie était un petit pays et qu'il faudrait, pour faire l'équilibre, que je lui donne le Constantinois. J'ai pris cela pour une boutade.* » Clignant des yeux d'un air malicieux, il poursuivait : « *A mon tour, je lui ai répondu par une boutade : « Je ne vais pas te » donner le Constantinois pour que » tu me le rendes et que nous le mettions dans le panier commun, alors » que je t'offre toute l'Algérie sur un » plateau, à condition, bien sûr, que » nos peuples soient d'accord. Mais » enfin, si l'union te fait peur, nous » pouvons envisager une fédération » ou une confédération à deux; à » trois avec la Libye, à quatre avec » la Mauritanie, la porte demeurant » ouverte au Maroc.* » Comme nous faisions remarquer que le chef de l'État tunisien avait formulé ces idées quelques mois plus tard au sommet des non-alignés, il commenta en riant : « *Je n'allais tout de même pas lui réclamer des droits d'auteur. L'important est que cela ait été dit par quelqu'un.* »

Evoquant les revendications territoriales formulées pendant la guerre d'Algérie par « *les frères marocains et tunisiens* », il nous racontait qu'un jour, excédé, il leur avait répondu : « *Vous, vous avez eu votre indépendance tandis que nous continuons à nous battre durement. Vous parlez de vos frontières. Voilà ce que je vous propose : les Algériens vont se croiser les bras et vous, vous faites avancer vos troupes à l'est et à l'ouest. Là où elles se rencontreront, on tracera la frontière de la Tunisie et du Maroc... Ils m'ont alors demandé de ne pas plaisanter sur un sujet aussi sérieux, et je leur ai répondu qu'ils devraient alors savoir que la terre appartient à ceux qui paient le prix du sang.* »

« De Gaulle n'avait pas le choix »

A plusieurs reprises, il n'a pas caché la considération qu'il avait pour le général de Gaulle et sa politique d'indépendance nationale, bien qu'il ait fait sérieusement la guerre au F.L.N. : « *Je crois qu'il n'avait pas le choix, compte tenu de la situation dont il avait hérité. Je pense qu'il avait conscience dès le début que l'indépendance de l'Algérie était inéluctable. Mais s'il l'avait dit en 1958, il aurait été balayé en vingt-quatre heures. Il a dû prendre le temps de prouver aux généraux et à une partie de l'opinion française que c'était un problème politique et pas une affaire d'armes.* »

Lorsque le président Sadate avait accepté l'armistice, au lendemain de la guerre d'octobre 1973, Boumediène n'avait pas caché sa déception : « *J'étais pour une guerre dure et qui dure* » nous disait-il.

Il soulignait que la plupart des pays arabes avaient accédé à l'indépendance sans avoir engagé une vraie lutte de libération nationale. « *La guerre trempe un peuple et ses chefs* », disait-il, ajoutant que la plupart des dirigeants arabes craignaient « *une guerre populaire parce qu'ils avaient peur d'être balayés par leur peuple.* » « *Sadate m'a beaucoup parlé de la théorie d'Israël en danger de paix. Même si c'était vrai, je suppose que les dirigeants israéliens ont réfléchi eux aussi à ce problème et ont pris leurs dispositions. De toute façon,* concluait-il, *nous soutiendrons toujours inconditionnellement les Palestiniens, par principe et parce que, objectivement, ils sont le ferment révolutionnaire du monde arabe* ».

« Nous avons nos coutumes »

En novembre 1975, il nous fit part de sa préoccupation au sujet des Sahraouis : étaient-il réellement « *motivés* » ? Etaient-ils décidés à se battre ? Fallait-il les aider ? Aidés, « *tiendraient-ils le coup* » ? Par la suite, il devait exprimer maintes fois son admiration pour leur courage, tout en laissant entendre que ses rapports avec les dirigeants du Polisario n'étaient pas toujours faciles.

A ceux qui lui faisaient remarquer que l'Algérie avait les moyens de faire pression sur le Front, il répondait qu'il ne pourrait jamais faire subir à un mouvement de libération ce que le F.L.N. avait enduré à *certaines périodes de son histoire,* en Tunisie, au Caire ou ailleurs. « *Je suis un résistant,* répétait-il, *et je respecte la souveraineté des combattants qui luttent pour leur patrie.* » Nous lui avions alors raconté l'anecdote qui circulait à Alger et qu'on allait jusqu'à lui prêter : la République arabe sahraouie démocratique finit par acquérir son indépendance et est admise à l'ONU ; son représentant prononce alors le discours de circonstance et, rendant hommage à l'Algérie sœur pour son aide, il conclut : « *En reconnaissance, nous vous laisserons Tindouf* ». « *Il y a de ça* », s'était-il exclamé en éclatant de rire.

Quand il abordait les problèmes internes de l'Algérie et de son développement, c'était de façon souvent pragmatique. Ainsi de la révolution agraire : « *Vous dites qu'elle comporte bien des lacunes. Je le sais. Mais il faut voir d'où nous sommes partis. L'important était de gagner la bataille politique. Et nous l'avons gagnée. Les « bavures », comme vous dites, et les insuffisances relèvent de l'intendance. C'est une question de gestion et il n'y a pas de raison que nous n'en venions pas à bout. Le gaspillage ? J'essaie de lutter contre lui ; mais ne nous faisons pas d'illusions, c'est une des notes que le tiers-monde doit payer pour assurer son développement.* »

Le sort de Ben Bella

Un jour que nous lui faisions remarquer que les principales héroïnes de la révolution algérienne, les Djemila (Djemila Bouhired, Djemila Boupacha, etc.), avaient été mises sous le boisseau, il nous avait répondu : « *Ce ne sont pas cinq ou six héroïnes qui transformeront la situation de la femme en Algérie. Je crois que la vraie révolution dans ce domaine sera faite dans cinq ou dix ans par les millions de petites filles qui vont aujourd'hui à l'école et par les milliers de jeunes filles qui sont entrées à l'Université.* » Ce qui ne l'avait pas empêché de répondre, lorsque nous l'avions interrogé sur l'enlèvement de Dalila Maschino : « *Nous sommes un peuple arabe et musulman. Nous avons nos coutumes. Et nous en sommes fiers. Pourquoi l'Occident veut-il toujours nous imposer sa façon de vivre ?* »

Le seul sujet qui le crispait vraiment, c'était le sort de Ben Bella. Il fronçait les sourcils, son visage se fermait et il tirait en silence de longues bouffées de son cigare. Il avait fini par répondre : « *Pourquoi est-ce qu'en France vous soulevez continuellement cette question ? Un autre régime que le mien l'aurait fait exécuter et l'affaire aurait été classée. Après tout, Nasser a mis le général Neguib en résidence surveillée, et vous n'avez pas fait de campagne de presse. Je crois aussi que c'est de Gaulle qui a envoyé Pétain dans une île, et tout le monde s'en est accommodé...* »

Une des dernières fois où nous l'avions rencontré, il avait vivement réagi à quelques articles de la presse étrangère faisant état des difficultés de l'Algérie, des menaces qui pesaient sur le régime et des prétendus attentats dont il aurait été victime. Martelant la table du poing, il avait assené d'un ton coupant : « *Le régime du 19 juin, c'est mon régime. C'est un régime solide. Pour essayer de l'abattre, il faudra d'abord m'abattre. Mais, même si l'on me tue, je suis persuadé que ce régime me survivra. L'Algérie d'aujourd'hui n'est pas l'Algérie de 1965. Elle est forte et il y a une relève dans notre jeunesse.* » C'était en février 1978. Qui aurait pu croire alors qu'il mourrait quelques mois plus tard ?

PAUL BALTA.

Une politique identifiée au développement

L'œuvre de Boumediène s'est accomplie et a progressé tantôt à grands bonds, tantôt par petites étapes. De 1965 à 1970, on a paré au plus pressé : l'équipe Boumediène s'efforce d'édifier les principales structures de l'État et d'introduire un minimum de rigueur dans les administrations ; elle crée le Conseil national économique et social, organe d'information, de réflexion et de consultation, une cinquantaine de sociétés et d'offices nationaux, intensifie la scolarisation, instaure des assemblées élues, à l'échelon local et régional : les assemblées populaires communales en 1967 et les assemblées populaires de wilaya en 1969. Mais il faudra attendre 1976 pour que l'édifice institutionnel soit achevé par l'adoption de la Charte, le vote d'une nouvelle Constitution et l'élection — ou plutôt la consécration — de Houari Boumediène à la présidence de la République.

Le débat sur la Charte

Pourquoi avoir attendu si longtemps. Officiellement, on expliquait à Alger que les assemblées communales et de wilaya devaient être « *bien rodées* » avant de passer à l'étape suivante. En fait le président craignait que l'Assemblée nationale ne fût le lieu où s'étaleraient les contradictions du pays : traditionalistes et modernistes, conservateurs et progressistes, ancienne et nouvelle génération, villes et campagnes, Nord et Sud.

Le 19 juin 1975, Houari Boumediène annonce un programme institutionnel précis. Une « charte », qui devait devenir le guide idéologique pour la décennie à venir, serait soumise à la discussion des citoyens avant l'adoption d'une Constitution, l'élection du président de la République et celle d'une Assemblée populaire nationale.

Tirée à un million six cent mille exemplaires, la Charte sera effectivement soumise à la discussion populaire et donnera lieu à des débats passionnés durant tout le mois de mai 1976, montrant ainsi que les Algériens n'étaient pas aussi dépolitisés qu'on l'avait dit. Amendée, elle sera massivement adoptée le 27 juin.

Définissant six grandes fonctions (politique, législative, judiciaire, exécutive, de contrôle et constituante) et proposant un parti unique, un seul candidat à la présidence et une seule Assemblée, la Constitution était votée cinq mois plus tard. En décembre, Houari Boumediène voyait confirmée par les urnes sa « *légitimité révolutionnaire* » et, en février 1977, l'Assemblée nationale pour laquelle on avait dû porter à trois le nombre de candidats par siège au lieu de deux, devant l'afflux des postulants, voyait enfin le jour.

Après cette mise en place, le mode de gouvernement de Boumediène se modifie légèrement : il procède au printemps à un remaniement ministériel, le premier d'importance depuis 1970. Contrairement à ce qui avait prévalu pendant dix ans, le conseil des ministres se réunit régulièrement tous les dimanches, la discussion du budget et des projets de loi — assurée jusque-là par le Conseil de la révolution et le conseil des ministres — passant à l'Assemblée. Les ministres sont moins les « *hommes à tout faire* » du gouvernement et peuvent accorder leur attention aux tâches de gestion de leur département. Le président se consacre davantage à la politique étrangère et surtout à la préparation des congrès des organisations de masse.

Le poids des habitudes

La claire définition de ses objectifs n'excluait ni l'attente ni les détours pour y parvenir. S'il restait ferme sur les principes, quand les enjeux étaient trop gros, les tensions trop fortes, il excellait à faire marche arrière, à observer les réactions, à laisser les passions s'apaiser pour revenir sur la brèche plus tard... quitte à renouveler l'opération plusieurs fois. Ainsi du statut de la femme et du code de la famille : préparé à maintes reprises, le projet — jugé trop réactionnaire par les progressistes et trop progressiste par les intégristes — provoquait chaque fois des tollés contradictoires : on le retirait pour « *réexamen* » en attendant des temps meilleurs. Boumediène connaissait, en effet, le poids des habitudes et des pesanteurs sociologiques : aussi *misait-il sur la durée, et la sienne* d'abord, pour mener à bien l'œuvre entreprise. Mais s'il jugeait une mesure intérieure importante, propre à frapper les esprits et à lui assurer un large consensus populaire, il n'hésitait pas à trancher dans le vif et, selon certains, à aller trop vite. Ainsi de la médecine gratuite, instaurée en décembre 1973 : « *On a dit que nous n'étions pas prêts. C'est vrai,* nous concédait-il, *mais si nous avions attendu d'être prêts, c'est une ou deux générations qui auraient attendu ; aujourd'hui, nul n'a plus besoin d'une carte d'indigent pour se faire soigner à l'hôpital ; quoi qu'il arrive, c'est un acquis sur lequel la population n'acceptera pas de revenir.* »

Les « *acquis de la révolution* », terme qui revenait souvent dans les journaux algériens et dont la répétition faisait sourire les observateurs étrangers, n'étaient pas pour Boumediène une expression vide de sens. Elle devait recouvrir une réalité tangible pour la population. La révolution devait se prouver en se construisant, avec sérieux, application, un brin de naïveté et pas trop de romantisme. La suppression de l'impôt pour les fellahs, la construction d'un village socialiste, d'une nouvelle école, d'une nouvelle usine, l'achat d'un navire ou d'un avion, tout était « *acquis de la révolution* ».

Confronté à la dureté des réalités, *celles de son pays, celles de toutes* les nations en voie de développement, Houari Boumediène « *théorisa* » peu à peu ses intuitions premières pour, dans les années 70, aboutir au triptyque : révolution industrielle, révolution agraire, révolution culturelle. Toutes trois ont connu des fortunes diverses, mais les résultats, pour inégaux qu'ils soient, sont là : des routes relient entre elles les trente et une wilayas ; Alger et Tamanrasset sont unis par la Transsaharienne ; écoles, instituts de technologie, dispensaires, usines ont surgi de terre : le barrage vert et le reboisement ont pris consistance ; la redistribution des terres, l'électrification, les vilages socialistes, ont amélioré le sort de nombreux fellahs, la scolarisation massive, enfin, a abouti — fait moins paradoxal qu'il n'y paraît à première vue — à la fois à une meilleure arabisation et à une progression du français.

Que des erreurs aient été commises, que des lacunes aient subsisté, que des ombres marquent le tableau, aucun doute. Il était difficile d'empêcher l'apparition d'une bourgeoisie d'affaires profitant du développement; difficile, avec un parti unique, d'empêcher *les courants clandestins de l'opposition* ; difficile, en voulant « *moraliser* » la commercialisation, d'empêcher sa lourdeur bureaucratique. Mais pour Boumediène, qui rappelait volontiers que la politique étrangère devait refléter la politique intérieure, l'effort accompli avait permis de toucher du doigt les difficultés du développement et de se rendre compte de la nécessaire solidarité avec tous ceux logés à la même enseigne pour obtenir une révision d'un ordre économique international jugé particulièrement inique.

Le litige saharien

Boumediène avait compté sur le Maghreb et l'Afrique, d'une part, sur l'Europe, d'autre part, pour permettre l'essor du pays. « *Des liens de sang, de culture, de parenté, de religion, de voisinage existaient* », avec la Tunisie et le Maroc ; la Libye assurait la jonction avec le Proche-Orient comme la Mauritanie le faisait avec l'Afrique noire. D'où la nécessité de régler en premier lieu les différends avec le Maroc, de réconcilier celui-ci avec la Mauritanie, dont il n'avait jamais accepté la création (ce qui fut fait entre 1965 et 1970), puis d'œuvrer en commun pour la décolonisation du Sahara espagnol. Vaste programme. Boumediène fut-il réellement trompé par l'attitude de Hassan II et le machiavélisme de Madrid ou bien, comme l'en a accusé Rabat, tourna-t-il lui-même casaque, emporté par sa « *volonté d'hégémonie* » ? Toujours est-il que, prise de court par la tournure des événements — « marche verte », en octobre 1975, mort de Franco, qui avait promis, deux ans plus tôt, l'autodétermination aux Sahraouis, accord de Madrid en novembre 1975, — l'Algérie subit un revers diplomatique et se trouva isolée. Il en fallait plus pour désarçonner un président qui estimait s'être toujours battu, en cette affaire, sur le plan des principes et pour leur stricte application. S'il eut parfois, pendant toute la crise, des mots durs à l'égard du monarque chérifien — qui le lui rendit bien, — il s'abstint toujours de fermer définitivement la porte à la *réconciliation, se ressaisit vite et* remonta la pente grâce à un discret travail diplomatique et au partage des rôles auquel il s'était depuis longtemps accoutumé avec son ministre des affaires étrangères, M. Abdelaziz Bouteflika. Tantôt le chef de l'État se montrait inébranlable, intransigeant : le ministre survenait alors, souriant et souple, pour arranger les choses ; tantôt M. Bouteflika se voulait intraitable, et Houari Boumediène, bon prince, « acceptait » d'arrondir les angles. Tous deux excellaient à souffler alternativement le chaud et le froid.

L'Europe *et ses nations* méditerranéennes constituaient l'autre espace géo-politique naturel de l'Algérie. Une tradition d'échanges séculaires, une communauté de langue avec la France, la présence des immigrés, pouvaient contribuer à renforcer des liens créés de longue date. Mais l'affaire du Sahara empoisonna les relations algéro-françaises tout autant que les rapports inter-maghrébins. Après bien des hauts et des bas, l'ancienne puissance coloniale était parvenue à un *modus vivendi* satisfaisant avec les trois États du Maghreb, et les visites effectuées par M. Giscard d'Estaing, en 1975, successivement à Alger, à Rabat et à Tunis, en apportèrent la confirmation. Le climat euphorique d'alors capota assez vite sur les problèmes du Sahara occidental, et, retrouvant sa sensibilité d'écorché vif, Boumediène, qui avait accueilli le président en parlant d'un « *pari d'optimisme raisonné* », accusa derechef le « *colonialisme français* » de vouloir « *revenir en Afrique sous un nouveau visage* ». Mais n'ignorant pas le rôle modérateur que la France aurait pu jouer dans cette affaire, celui qu'elle pouvait assumer entre l'Afrique, l'Europe et les Super-Grands, il reprit en sourdine le dialogue un moment interrompu par les éclats de voix.

Hanté par la nécessité d'unifier un pays tiraillé par des forces centrifuges, avide de voir partout reconnues l'« *indépendance* » et la « *dignité* » de l'Algérie, Boumediène avait voulu pour elle des institutions capables de « *résister au temps et aux hommes* », encore que la Constitution de 1976 lui ont fait personnellement la part belle. On saura vite si ce vœu est exaucé.

CLAUDINE RULLEAU.

CHRONOLOGIE

PUIS DU GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE

19 JUIN. — Inauguration du complexe sidérurgique d'Annaba (ex-Bône).

21 JUILLET. — Ouverture, à Alger, du premier Festival culturel panafricain.

2-3 OCTOBRE. — Visite à Alger de M. Schumann, ministre français des affaires étrangères.

1970

1er JANVIER. — Lancement du premier plan quadriennal de développement.

6 JANVIER. — Traité de coopération tuniso-algérien.

27 MAI. — Accord de Tlemcen apurant le contentieux frontalier algéro-marocain.

13 JUIN. — Amorce du conflit pétrolier avec la France.

20 OCTOBRE. — Assassinat à Francfort de Krim Belkacem, condamné à mort par contumace en avril 1969 pour avoir inspiré un complot découvert en février 1968 (attentat contre Kaïd Ahmed, « responsable » du F.L.N.).

1971

24 FEVRIER. — Nationalisation des oléoducs, du gaz naturel et de 51 % des avoirs des sociétés pétrolières françaises.

15 AVRIL. — Le gouvernement français met fin au système des relations privilégiées avec l'Algérie. Les négociations pétrolières entre les gouvernements sont rompues.

30 JUIN. — Accord C.F.P.-Sonatrach.

14 JUILLET. — Promulgation de la réforme agraire.

21 SEPTEMBRE. — Accord Elf-ERAP-Sonatrach.

5-8 OCTOBRE. — Visite de M. Kossyguine à Alger.

1972

20-26 AVRIL. — Visite à Tunis du président Boumediène, qui recevra le président Bourguiba à Alger le 22 mai.

4-6 MAI. — Visite à Alger des présidents Kadhafi et Sadate.

8-17 MAI. — Séjour officiel de M. Fidel Castro.

15 JUIN. — Signature par le roi Hassan II et le président Boumediène (en marge de la conférence de l'O.U.A. réunie à Rabat) d'un accord de coopération algéro-marocain.

1973

17 FEVRIER. — Visite du président Kadhafi à Alger.

29 MARS. — M. Boumediène se rend à Tripoli.

26 MAI. — Les présidents Boumediène et Sadate somment les pays de l'O.U.A. de rompre avec Israël.

19 JUIN. — Inauguration de la grande raffinerie d'Arzew.

23 JUILLET. — Le roi Hassan II, les présidents Ould Daddah et Boumediène mettent au point, à Agadir, un « plan d'action pour le Sahara espagnol ».

5 SEPTEMBRE. — Sommet des non-alignés à Alger.

19 SEPTEMBRE. — A la suite d'incidents racistes, le gouvernement algérien décide de ne plus envoyer de travailleurs en France.

7 OCTOBRE. — Des unités algériennes arrivent en Egypte pour participer à la guerre contre Israël.

14 OCTOBRE. — M. Boumediène fait une visite discrète de deux jours à Moscou.

26 NOVEMBRE. — Sixième sommet arabe à Alger.

28 DECEMBRE. — Instauration de la médecine gratuite.

1974

25 FEVRIER. — M. Boumediène à Pékin. Rencontre avec Mao.

4 MARS. — M. Boumediène à Hanoï.

9 AVRIL. — A l'initiative du président algérien, session extraordinaire de l'ONU sur les matières premières et le développement.

12 AVRIL. — M. Boumediène à Cuba.

27 MAI. — Visite du maréchal Gretchko à Alger.

11 SEPTEMBRE. — *Visite de* M. Georges Marchais à Alger.

1975

15-18 FEVRIER. — Réunion à Alger des non-alignés consacrée à l'industrialisation du tiers-monde.

4 MARS. — Sommet de l'OPEP à Alger.

10 AVRIL. — Le président Giscard d'Estaing en visite officielle à Alger. C'est la première fois qu'un chef d'État français se rend en Algérie depuis l'indépendance.

16 DECEMBRE. — Semaine de solidarité avec le Front Polisario.

29 DECEMBRE. — Tension avec le Maroc. Concentration de troupes à la frontière. Expulsion des Marocains d'Algérie.

1976

25 JANVIER. — Sévères accrochages avec les troupes marocaines.

27 JUIN. — Référendum sur la Charte nationale, qui est approuvée par 98 % des électeurs.

20 NOVEMBRE. — Référendum sur la Constitution qui recueille 99,8 % de « oui ».

10 DECEMBRE. — M. Boumediène est élu président de la République par 99 % des électeurs.

1977

21 AVRIL. — *Remaniement ministériel* : formation d'un cabinet de « gestionnaires ».

1er MAI. — Tension entre Alger et Paris à la suite de l'enlèvement de coopérants français dans l'affaire de Zouérate, en Mauritanie.

24 DECEMBRE. — M. Boumediène confirme à M. Waldheim la mort des cinq jeunes Français disparus au début de 1976 dans le Sud marocain.

1978

13 JANVIER. — Visite de M. Boumediène à Moscou.

2-3 FEVRIER. — Deuxième conférence du Front de la fermeté à Alger.

6 JUIN. — Visite du président Kadhafi à Alger.

24 SEPTEMBRE. — M. Boumediène « disparaît » après sa visite à Damas. Des rumeurs courent sur son état de santé. On apprendra plus tard qu'il est à Moscou. Il n'assistera pas, de ce fait, à la commémoration de l'insurrection de 1954.

14 NOVEMBRE. — M. Boumediène rentre à Alger.

18 NOVEMBRE. — Un communiqué officiel annonce que le président est malade.

LA MORT DE HOUARI BOUMEDIÈNE

Le président face aux grands problèmes

• SUR LA LUTTE DE LIBÉRATION

« Cet homme-là (De Gaulle), *s'il nous fait la guerre — et il nous la fit — ne pouvait nier sans se désavouer lui-même que notre combat brûlait de cette flamme qu'il communiqua en son temps à la France asservie. »*

(10 avril 1975.)

« [Aux problèmes existants] *s'ajoutaient l'esprit régionaliste, la course au pouvoir et à la richesse ainsi que de sérieux troubles dans toutes les régions du pays, une guerre à la frontière marocaine, une atmosphère tendue aux frontières tunisienne et malienne, des tentatives d'effritement de la seule force qui demeurait en harmonie et qui représentait l'une des conditions de succès, c'est-à-dire l'armée, des tentatives de semer la discorde entre les militants, l'infiltration d'éléments étrangers dans les rouages de l'Etat, tout cela joint à une politique d'improvisation, de démagogie de* « socialisme de cafés et de salons de coiffure ». *Telle était l'image qu'offrait l'Algérie et telle était la situation vécue de 1962 à 1965 (...).*

» Nous avons choisi une nouvelle fois, au nom de la légalité révolutionnaire, de mettre fin aux problèmes et aux difficultés... Nous avons pris cette responsabilité, laissant à l'histoire le soin de nous approuver ou de nous condamner. »

(4 juillet 1972.)

« Il faut substituer la probité à l'amour du luxe, le travail opiniâtre à l'improvisation, la morale de l'Etat aux réactions impulsives, en un mot, un socialisme conforme aux réalités du pays au socialisme circonstanciel et publicitaire. »

(19 juin 1965.)

• A PROPOS DE M. BEN BELLA

« Il n'a jamais été mis en prison. Il a été seulement mis sous surveillance. Depuis le début jusqu'à maintenant, il a eu toutes les commodités (...). Je crois qu'il n'a plus de place dans la vie politique algérienne... La génération de dirigeants algériens qui a participé à la guerre de libération, qui a joué un certain rôle pendant une certaine période donnée, cette période, pour moi, est définitivement révolue. »

(Déclaration de 1975 à Francis Jeanson.)

• SUR LA LAICITÉ ET L'ISLAM

« Certains disent : « Pour que la révolution soit pure, il faut qu'elle soit laïque. » *Je ne suis pas tout à fait d'accord sur cette définition. Il ne faut pas remplacer d'anciens prophètes par de nouveaux prophètes. A choisir, je le dis, je l'ai toujours dit, entre notre prophète, entre Mohammed, et de nouveaux prophètes, le choix ne se pose même pas pour moi. »*

(Discours du 1er mai 1975.)

« Religion révolutionnaire, l'islam est venu libérer l'homme et la femme. Contrairement à ce que pensent certains esprits obscurs, l'islam est la religion de la liberté universelle. »

(1er avril 1974.)

• LA FEMME ALGÉRIENNE

« Lorsque nous parlons des droits de la femme et du rôle qu'elle doit jouer dans les domaines politique, économique et social, nous ne devons pas perdre de vue l'évolution de l'Algérienne. Cette évolution ne signifie nullement imitation de la femme occidentale... Nous disons non *à ce genre d'évolution, car notre société est une société islamique et socialiste. »*

(20 novembre 1966.)

• SUR LA DÉMOCRATIE

« Le sens, pour moi, de la démocratie, c'est *d'abord la justice, d'abord la répartition équitable des richesses nationales ; il faut que les richesses nationales profitent à tous les Algériens. Pour moi, la démocratie c'est aussi l'équilibre régional. Il ne faut pas qu'une région se développe au détriment d'une autre région. La démocratie, pour moi, aussi, c'est l'équilibre entre la ville et la campagne. Il ne faut pas que la ville exploite la campagne. Il ne faut pas que les citadins exploitent les paysans. »*

(Déclaration de 1975 à Francis Jeanson.)

• OPPOSANTS ET « AMBITIEUX »

« Cette année (...), certains ambitieux, demeurés fort longtemps en marge de toute activité nationale, menant une vie opulente dans les salons de Paris et autres capitales occidentales, tirant profit de ressources financières qui nous sont inconnues, voyant enfin le fruit mûrir dans notre pays, se sont manifestés pour s'en accaparer. C'est ainsi qu'ils ont commencé à parler de démocratie et à s'apitoyer sur le sort du peuple algérien, oubliant ou feignant d'oublier que l'Algérie d'aujourd'hui n'est pas celle des dix dernières années. »

(9 avril 1976.)

« Depuis dix ans, il nous revient de certains salons que le peuple algérien n'a aucune vocation socialiste et que nous désirons, en tant que pouvoir, le rendre socialiste par la force. Pour la première fois, nous soumettons cette option socialiste à l'ensemble de la nation. (...) C'est par oui ou par non qu'il portera son jugement. »

(1er mai 1976.)

• SUR LES « FORCES RÉVOLUTIONNAIRES »

« Je ne suis touché que par la colère des travailleurs ou des fellahs, et je ne suis inquiet que lorsqu'il y a des problèmes avec l'élite intellectuelle et au sein de l'armée. Car c'est là où demeurent les forces révolutionnaires qui porteront haut le flambeau. »

(17 septembre 1974.)

« Le premier des critères du responsable est l'engagement, et nous n'avons nullement besoin d'un responsable non engagé.

» Le deuxième est la compétence, car un engagement assorti d'incompétence ne sert pas l'intérêt national.

» Le troisième est l'intégrité, qui doit caractériser les dirigeants révolutionnaires à tous les niveaux, afin que la corruption, les plaisirs et les intérêts personnels soient écartés du processus d'édification de la révolution (...).

» Le militantisme est un choix et non une obligation. »

(17 septembre 1974.)

• SUR LE MAGHREB

« Un Maghreb arabe d'où sera bannie d'exploitation de l'homme par l'homme, oui ; un Maghreb arabe pour liquider l'asservissement du fellah, oui ; un Maghreb arabe dans lequel le travailleur sera libre et responsable et non un simple salarié opprimé, oui : un Maghreb arabe où l'économie nationale ne sera pas dominée par le capital étranger, oui. »

(19 juin 1975.)

• SUR L'UNITÉ ARABE

« Je pense que le monde arabe, ou la question de l'unité arabe, ne se pose pas en termes de regroupement politique de deux ou trois Etats, mais le problème, pour moi, se pose en des termes tout à fait autres. Il faut créer les bases matérielles d'une véritable renaissance arabe, et j'entends par la base matérielle : il faut qu'il y ait une économie moderne ; il faut instruire tous les citoyens, tous les gosses arabes, il faut multiplier les universités, multiplier les instituts, créer une infrastructure commune dans tous les domaines A mon avis, c'est la véritable (pour nous, pour moi personnellement), c'est la véritable orientation, c'est cette orientation qui peut mener à une véritable renaissance. » devant l'Assemblée générale de

(10 avril 1974. devant l'Assemblée générale de l'ONU.)

• SUR LE TIERS-MONDE

« L'affrontement principal, à notre époque, oppose le tiers-monde au colonialisme mondial. »

(22 mai 1967.)

« Plus qu'un lieu de rencontre, le non-alignement s'avère être un pôle d'attraction pour l'ensemble du tiers-monde et d'autres pays qui cherchent à assurer leur promotion en sauvegardant leur indépendance et leur identité. »

(5 septembre 1973.)

• SUR LA RÉVOLUTION AGRAIRE

« Ou bien la révolution agraire réussira et assurera la justice, les droits et l'égalité dans tout le pays, ou bien elle échouera et nous déboucherons sur le règne d'une bourgeoisie algérienne nouvelle, peut-être plus dure et plus vile que la bourgeoisie coloniale qui nous exploitait par le passé. »

(21 février 1972.)

« La bureaucratie est l'ennemi numéro un de l'agriculture. »

(21 mars 1975.)

LES RÉACTIONS A L'ÉTRANGER

RABAT : comment résoudre le problème du Sahara ?

De notre correspondant

Rabat. — Pour les Marocains, le « reniement » de l'engagement pris par le président Boumediène est à l'origine de la tension persistante entre Alger et Rabat à propos du Sahara occidental. Ces paroles du chef d'Etat algérien ont été souvent rappelées dans la capitale marocaine où un enregistrement sonore les a consignées : « *Le problème intéresse dorénavant le Maroc et la Mauritanie. Je dis que je suis d'accord et qu'il n'y a aucun problème. (...) Si les frères président et roi consacrent cette formule pour l'entente entre les deux pays et en tout état de cause pour entamer la libération et la délimitation de ce qui sera la zone marocaine et de ce qui sera la zone mauritanienne, je serai alors parmi ceux qui consacrent cette formule.* »

Des menaces aux tentatives de dialogue

Quelques mois plus tard, devant la Cour internationale de justice, les interventions du représentant de l'Algérie ne laissaient plus d'illusions au Maroc sur un acquiescement d'Alger à un partage territorial. Lors de la « Marche verte », la méfiance provoqua une mise en alerte de l'armée. Le 5 novembre 1975, en effet, à la veille d'ordonner à trois cent cinquante mille Marocains de franchir, le Coran à la main, la frontière nord du Sahara occidental, le roi Hassan II disait à son peuple : « *S'il advient que des agresseurs autres qu'Espagnols attentent à ta marche, sache que ta valeureuse armée est prête à te protéger.* » « *Autres qu'Espagnols...* » La formule, dans la situation du moment, visait les forces algériennes. Les réactions d'Alger, neuf jours après la signature par le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne de l'accord mettant fin aux responsabilités et aux pouvoirs de Madrid au Sahara occidental, accrurent la vigilance. L'expulsion d'Algérie de quarante mille Marocains la renforça encore. Ses précautions parurent ici d'autant plus fondées que le 27 janvier 1976, à quelque 300 kilomètres à vol d'oiseau du territoire algérien, des unités de l'armée algérienne faisaient mouvement à Amgala, au Sahara occidental. Elles se heurtèrent à des unités marocaines. Environ cent militaires algériens, toujours détenus au Maroc, ont été faits prisonniers. Dans les jours qui suivirent, la riposte algérienne fut particulièrement meurtrière.

« *Pour l'honneur de votre pays et de votre peuple, je vous adjure d'éviter au Maroc et à l'Algérie un autre drame* », écrivait aussitôt Hassan II au président Boumediène. Le choix, selon le souverain s'offrait alors entre « *une guerre loyalement et ouvertement déclarée* » par l'Algérie et « *une paix internationalement garantie* ».

Après l'échec de bien des tentatives de médiation, les harcèlements constants du Polisario, qui trouve en Algérie bases et soutien logistique, amenèrent le souverain à menacer d'exercer le droit de poursuite. La menace il est vrai ne fut pas mise à exécution. Hassan II avait bien des fois répété qu'il restait un homme de dialogue et ne le refusait pas avec le colonel Boumediène pour trouver une solution politique au conflit.

A la suite de contacts discrets d'émissaires, les deux chefs d'Etat avaient-ils décidé de se rencontrer quand d'impérieuses raisons de santé contraignirent le président algérien à se rendre à Moscou.

Après l'attaque fin septembre d'un convoi de ravitaillement marocain dans le sud du royaume (*le Monde* du 4 octobre) le langage mesuré de la protestation du roi auprès du président algérien paraissait indiquer que l'on en était peut-être à la détente : « *J'aurais voulu reprendre directement contact avec vous pour parler de réconciliation et planifier la paix* », commence Hassan II. Et le président Boumediène de répondre : « *J'aurais voulu moi aussi reprendre directement contact avec vous. Le dialogue direct eût été certes préférable, mais est-il concevable après nos récentes prises de position respective sur l'affaire palestinienne et ses prolongements sur le Moyen-Orient et la nation arabe ?* »

Les commentaires marocains sur la réponse du président Boumediène n'ont pas manqué de relever les « *reniements* » des dirigeants algériens à l'égard du Maroc dans le conflit du Sahara occidental, ni d'inclure la partie nord de ce territoire dans les limites intangibles du royaume. Mais ils n'ont pas exclu un dépassement du contentieux frontalier par une coopération économique.

La mort du président algérien a créé une situation qui, selon toute vraisemblance, ne prend pas au dépourvu le palais royal et dont on souhaite qu'elle soit de nature à faire évoluer dans un sens pacifique le conflit du Sahara occidental.

LOUIS GRAVIER.

LE CAIRE : tout peut changer en Algérie

De notre correspondant

Le Caire. — Vers 1950, un jeune Algérien, Mohamed Boukharouba, qui devait prendre plus tard le nom de Houari Boumediène, a passé quelque temps dans la prestigieuse université islamique d'Al-Azhar, au Caire : mais nul n'a gardé le souvenir de cet étudiant, et le séjour cairote du futur chef de l'Etat algérien reste un point d'histoire à éclaircir.

En juin 1965, en éliminant de la scène politique le président Ahmed Ben Bella, lequel jouissait de toute la sympathie de Nasser, le colonel Boumediène avait brisé le charme entre Le Caire et Alger. Après la déroute de l'Egypte devant Israël en juin 1967, des défilés furent même organisés dans les rues de la capitale algérienne pour conspuer la « *couardise* » des Egyptiens.

Ayant succédé à Nasser en 1970, le président Sadate s'attacha à améliorer les relations politiques entre son pays et l'Algérie. Les deux chefs d'Etat se rencontrèrent plusieurs fois dans leurs capitales respectives, au cours de conférences internationales ou lors de visites de travail bilatérales. Le président Boumediène était notamment venu à Alexandrie au cours de l'été 1977 pour tenter d'empêcher Le Caire et Tripoli de se lancer dans un véritable conflit. Auparavant, en pleine guerre d'octobre 1973, le chef de l'Etat algérien s'était précipitamment rendu à Moscou pour acheter d'urgence pour 2,5 milliards de francs un fort lot d'armes soviétiques destinées aux armées arabes, geste auquel les Egyptiens n'ont jamais cessé de rendre un vibrant hommage. En revanche, la participation armée algérienne aux combats avait été un peu trop tardive pour être vraiment utile à l'Egypte. « *Boumediène nous a largement rendu en octobre 1973 l'aide que nous avions apportée aux nationalistes algériens pendant la guerre d'indépendance* », nous a dit un ministre égyptien.

Pas d'affinités

Néanmoins, les dirigeants actuels de l'Egypte ne se sentaient guère d'affinités avec Houari Boumediène, en qui ils voyaient un homme froid et intransigeant, hostile par principe à l'Occident, mais ils le respectaient dans la mesure où, disaient-ils, « *il croit à ce qu'il fait* ». On ne se privait pas dans les cercles politiques du Caire (sauf parmi l'intelligentsia marxisante, dont l'un des représentants les plus en vue, le journaliste Lotsi El-Gholi, écrivit ces dernières années un ouvrage favorable au régime algérien) de critiquer l'engagement d'Alger contre Rabat et Nouakchott dans l'affaire de l'ancien Sahara espagnol.

L'Egypte, qui aurait de toute façon penché en faveur du Maroc, a toujours pensé que les difficultés économiques intérieures de l'Algérie, et accessoirement l'antagonisme personnel opposant le président Boumediène au roi Hassan II, avaient été des éléments déterminants dans la décision algérienne d'encourager le mouvement nationaliste sahraoui De même, la coopération politique et militaire entre Moscou et Alger était évidemment très critiquée dans la capitale égyptienne.

Cependant, c'est l'hostilité déclarée d'Alger à la politique de dialogue et de compromis avec Israël, amorcée lors du voyage du raïs à Jérusalem en novembre 1977, qui allait inciter Le Caire à rompre ses relations diplomatiques avec l'Algérie il y a plus d'un an. Depuis lors, Alger était fustigé au Caire au même titre que les autres capitales arabes ouvertement opposées au raïs, encore que ce dernier se soit exclamé en public, il y a quelques mois : « *Mais qu'est-ce que Boumediène, que nous pensions être un homme raisonnable, est allé faire sur la galère du Front du refus avec ces enragés de Bagdad et de Damas, cet excité de Kadhafi et l'insignifiant Yémen du Sud ?* »

La coopération culturelle égypto-algérienne, matérialisée par la présence de plus d'un millier de maîtres d'arabe égyptiens en Algérie dès l'accession à l'indépendance de ce pays en 1962, s'est quand même poursuivie jusqu'à présent malgré les avatars des rapports politiques.

L'opinion des spécialistes égyptiens de l'Occident arabe est que M. Bouteflika a moins de chances de succéder au président Boumediène que l'un des militaires du Conseil de la révolution algérienne, comme par exemple le colonel Abdelghani, ministre de l'intérieur. On est convaincu ici que la disparition du chef de l'Etat algérien pourrait permettre à Alger de se dégager, sans perdre la face, du guêpier saharien. On croit moins, bien qu'on l'espère pour plus tard, à un assouplissement des thèses algériennes sur le Proche-Orient.

Enfin, l'officieux *Akhbar-el-Yom* a récemment écrit : « *Après Boumediène, tout changera en Algérie, car c'est le lot de tous les pays ayant un parti unique et un dictateur (...). Après Boumediène, le peuple algérien commencera à sourire et à rejeter la dictature.* »

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

TUNIS : une attention mêlée d'inquiétude

De notre correspondant

Tunis. — C'est un sentiment d'inquiétude qui prédomine à Tunis, après l'annonce de la mort de Houari Boumediène.

Certes, les Tunisiens n'entretenaient pas avec le président disparu et son régime des relations particulièrement chaleureuses et étroites. Mais la tristesse n'en est pas moins réelle et profonde.

Malgré les différences fondamentales de tempérament, malgré des options intérieures et extérieures quelquefois diamétralement opposées, ils avaient su apprécier l'honnêteté, la rigueur, le sérieux et le patriotisme de l'homme d'Etat et du nationaliste maghrébin qui, après des études à l'université de Zitouna de Tunis, avait été accueilli avec ses troupes de l'A.L.N. en territoire tunisien pendant la lutte pour l'indépendance de l'Algérie.

Bien que d'abord préoccupés par l'état de santé de leur président (1), les Tunisiens ont suivi quotidiennement l'évolution de la maladie du chef d'Etat algérien, et l'annonce de l'issue fatale n'a donc provoqué ici aucune surprise. Dans les milieux politiques on suivra avec beaucoup d'attention les changements qu'elle va provoquer dans la direction des instances supérieures algériennes, et qui pourraient être ressentis jusque dans les relations entre les deux pays.

« *Des relations fondées sur le bon voisinage et sans problème* » : ainsi résumait assez sèchement le premier ministre tunisien, M. Hedi Nouira, l'état des rapports entre la Tunisie et l'Algérie dans une récente interview au journal *An Nahar arabe et international*. Il est un fait que, tout au long de ces treize années, ces relations sont demeurées le plus souvent banales, avec des hauts et des bas, mais elles ont très rarement été marquées par la fraternité dont on se réclamait pourtant de part et d'autre. Il y eut quelquefois des périodes prometteuses durant lesquelles de multiples projets de coopération furent échafaudés. Certains virent le jour, mais les plus importants, concernant notamment des créations d'industries le long de la frontière, demeurèrent au stade des intentions.

Il y eut aussi des crises, jamais très aiguës, mais qui ne favorisèrent pas le maintien d'un climat serein : le problème des frontières dans le Sud hérité du régime Ben Bella, l'accueil réservé par Alger à des opposants tunisiens, qui entraina en 1968 Tunis à accorder le droit d'asile au colonel Tahar Zbiri ; puis, en 1973, Alger, à son tour, recevait sans hésitation, au lendemain de son évasion de prison, l'ancien ministre Ahmed Ben Salah.

L'affaire du Sahara occidental, dans laquelle Tunis prit d'abord fait et cause pour les thèses marocaine et mauritanienne, fut à l'origine d'un long froid. Et ce n'est qu'au début de l'année dernière, après une évolution de la position tunisienne vers « *une neutralité conciliante* » sur ce problème, que les relations reprenaient un cours plus favorable. En juillet 1977, la Tunisie, qui évacue déjà depuis 1969 le pétrole algérien d'El-Borma, signait un accord permettant aussi le transit par son territoire du gaz que l'Algérie va livrer à l'Italie.

MICHEL DEURÉ.

(1) Le président Bourguiba se soigne dans une clinique à Bonn depuis le 27 octobre. On a pu constater à plusieurs reprises ces derniers jours sur es écrans de la télévision tunisienne que son état de santé semble s'être beaucoup amélioré.

WASHINGTON : la vigueur des courants commerciaux a estompé les divergences politiques

De notre correspondant

Washington. — Houari Boumediène n'était pas, loin de là, le dirigeant arabe le plus connu aux Etats-Unis. Une visite à Washington pour un entretien avec Lyndon Johnson en 1967, à l'occasion d'une session de l'ONU, telle est la seule trace laissée dans la capitale par le président algérien qui n'a rencontré aucun des trois derniers hôtes de la Maison Blanche. Cela dit, si Boumediène maintenait avec la « *citadelle de l'impérialisme* » la distance qui sied à un dirigeant *révolutionnaire*, les rapports américano-algériens sont restés sous son règne presque constamment corrects, malgré la rupture des relations diplomatiques en 1967 (1). Ils sont même allés en s'améliorant constamment ces dernières années.

Le dialogue s'est notamment développé depuis l'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche et l'installation comme ambassadeur à Washington, en juin 1977, d'un ancien membre du gouvernement algérien, M. Abdelaziz Maoui M. Bouteflika s'est rendu à deux reprises à Washington pour des entretiens avec son collègue américain, M. Vance, qu'il avait longuement rencontré à Paris pendant la conférence Nord-Sud. Les échanges : entre les deux pays sont allés croissant depuis la signature du contrat Sonatrach-El Paso en 1969, qui a conduit, au début de cette année, au premier transport de gaz liquéfié d'Arzew à la baie de Chesapeake. La Banque américaine d'import-export a accordé de nombreux crédits pour le financement des achats algériens, notamment un prêt de 165 millions de dollars en août.

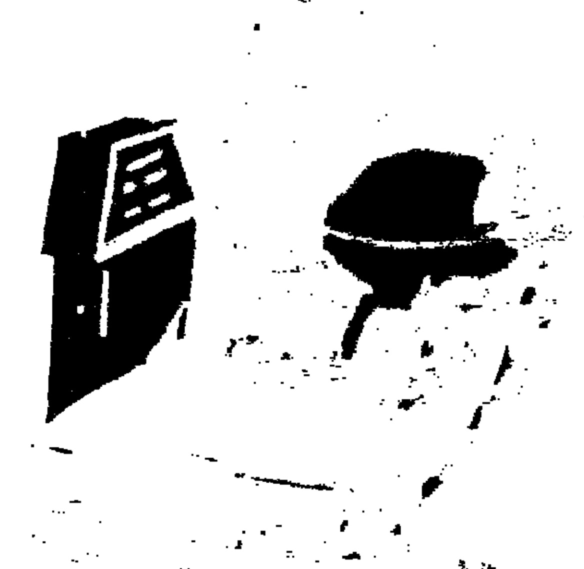
C'est, entre autres raisons, pour ne pas nuire à ce courant d'affaires que les Etats-Unis se sont efforcés de ne pas mécontenter Alger dans le litige sur le Sahara occidental. La très grande neutralité observée à Washington sur ce même a conduit le gouvernement Carter à repousser les demandes marocaines d'armements pouvant être utilisés dans l'ancienne colonie espagnole. Cette position n'a pas été modifiée à la suite de la récente visite ici du roi Hassan II, précise-t-on officiellement.

Les désaccords politiques ne sauraient être escamotés pour autant. Bien que peu connu ici sur le plan personnel, Boumediène laissera aux Etats-Unis le souvenir d'un nationaliste ombrageux et intransigeant, d'un partenaire coriace dans le dialogue Nord-Sud et d'un membre écouté du mouvement des non-alignés. En revanche, on avait tendance à minimiser les divergences avec lui à propos du Proche-Orient : l'Algérie de Boumediène était considérée comme un membre « de routine » du front des adversaires de Camp David, non comme une « nuisance » ou un obstacle à l'établissement de la paix.

En attendant de connaître les décisions des dirigeants d'Alger, l'espèce assez rare des experts américains en affaires algériennes s'interroge sur les conséquences politiques de la disparition de Boumediène et sur sa succession. Une thèse entendue ici — et dont Hassan II s'était fait l'écho dans des déclarations au *Washington Post* — est que les futurs dirigeants seront moins engagés que Boumediène dans le conflit du Sahara occidental et qu'ils chercheront un règlement. Certains se demandent si M. Bouteflika — le plus connu des successeurs possibles à l'extérieur, et notamment aux Etats-Unis, — ne serait pas encore plus « pragmatique » que le président défunt, sinon plus modéré.

MICHEL TATU

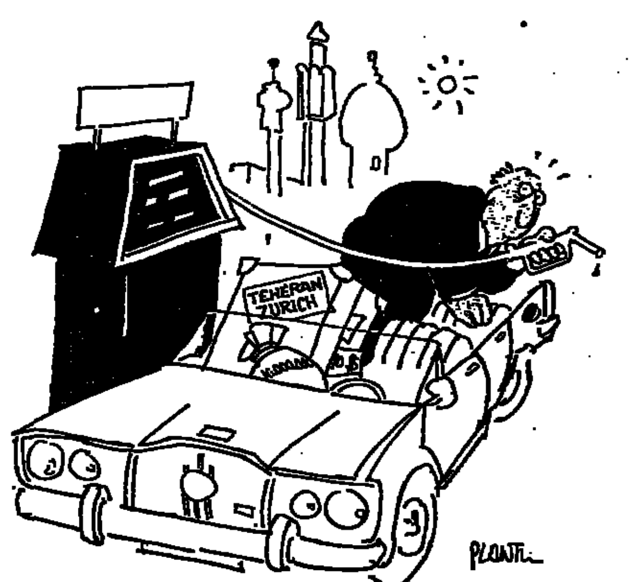
(1) La rupture avec Washington avait été décidée par Alger, au moment de la guerre de six jours.



LA CRISE IRANIENNE ET SES CONSÉQUENCES

Washington réaffirme son soutien au chah

Plusieurs milliers de personnes ont commencé mercredi 27 décembre à manifester contre le chah dans le centre de Téhéran, où de nombreux chars ont réapparu. La veille Washington avait réaffirmé son appui au régime. « *Les Etats-Unis*, a déclaré M. Hodding Carter, porte-parole du Département d'Etat, *soutiennent le souverain iranien et son gouvernement dans leurs efforts en vue de promouvoir la stabilité. Pour nous, la stabilité de l'Iran est importante pour des raisons géopolitiques à cause de sa situation géographique et parce que ce pays tient un rôle primordial dans l'économie du monde industrialisé. C'est sur cette base que nous appuyons les efforts du chah en vue de stabiliser la situation et rien n'a changé dans nos projets.* »



(*Dessin de PLANTU.*)

Les affrontements de mardi — les plus importants depuis trois mois — avaient opposé dans Téhéran l'armée et la police à des milliers de manifestants en plus de vingt endroits de la capitale. Débordés par l'ampleur des manifestations, les soldats ont tiré dans la foule faisant, suivant un premier bilan de l'opposition, quatre tués. Parmi eux, un jeune professeur de l'Ecole polytechnique de Téhéran, Kamran Nejatollahi, qui participait depuis samedi à l'occupation des locaux du ministère de l'éducation et des sciences pour demander la réouverture de l'université et n'avait fait que se montrer à une fenêtre du ministère quand il fut pris pour cible par un soldat. En fin de soirée, les quelque soixante-dix professeurs qui occupaient les locaux du ministère ont été chassés par l'armée. D'autre part, les autorités ont décidé la fermeture de toutes les écoles primaires jusqu'à nouvel ordre.

A Meched, où environ un million de personnes ont défilé dans les rues aux cris de « *mort au chah !* » et « *vive Khomeiny !* », l'armée était totalement absente de la cité, dont toutes les activités étaient paralysées par une grève générale. Un important incendie s'est déclaré dans l'après-midi à la « prison modèle » de la ville, après que des tirs à l'arme automatique eurent été entendus par des témoins qui se trouvaient aux alentours de cet édifice. De nombreuses rumeurs non confirmées font état d'une mutinerie à l'intérieur de la prison, où ces derniers temps, selon certaines informations, les détenus avaient manifesté en faveur de l'ayatollah Khomeiny.

A Ispahan, où de très graves troubles suscités par des éléments pro-gouvernementaux avaient éclaté la semaine dernière, le gouverneur de la province, le général Réza Naji, réputé pour sa fermeté, a été remplacé par le général Ghaffari. Ce dernier a rencontré les dirigeants religieux de la ville et leur a donné l'assurance que « *les erreurs et effusions de sang* » du passé ne se reproduiront plus.

● A MOSCOU, l'agence Tass a lancé, mardi, une nouvelle mise en garde contre la politique américaine en Iran. Arpès avoir rappelé que « *toute intervention, à plus forte raison militaire, dans les affaires intérieures de ce pays est absolument inadmissible* », l'agence soviétique a condamné « *l'arrivée de spécialistes américains à Téhéran, dont une soixantaine appartiennent à la C.I.A. et à d'autres services de renseignements* ». — (*A.F.P., UPI, Reuter.*)

La situation économique se dégrade rapidement

La situation économique ne cesse de se dégrader en Iran. Déjà avant que le pays ne soit paralysé par les grèves et le soulèvement populaire, l'année s'annonçait médiocre, l'Iran connaissant quatre problèmes principaux : une inflation accélérée, une baisse des exportations et un accroissement des importations, un endettement extérieur accru et un ralentissement de l'investissement national et étranger.

Au cours de l'année officielle écoulée (mars 1977-mars 1978), les exportations de pétrole (cinq millions de barils par jour, soit 250 millions de tonnes par an) ont baissé de 9 % environ par rapport à l'année précédente. Les recettes pétrolières ont atteint 20,92 milliards de dollars contre 20,67 milliards, soit une progression de 1,2 % en monnaie courante. Les exportations non pétrolières ont diminué de 3,1 % en valeur par rapport à l'année précédente, le poste « coton » ayant régressé de 8,8 %, tandis que les tapis prenaient la première place. Quant aux importations, elles ont augmenté de 20 % de mars à septembre 1978.

L'Iran a enregistré un net ralentissement de sa croissance. Selon le rapport de la Banque centrale, le P.N.B. a été de 3 589 milliards de rials (un rial = 7 centimes) et il aurait augmenté de 1,7 % à prix constants. Mais si l'on compare ce chiffre à celui donné par le rapport de l'année précédente — 3 676 milliards de rials, — on constate, en fait, une régression de 2,3 %. Le chiffre de l'année précédente aurait-il été rectifié ?

En outre, les secteurs agricole et pétrolier ont reculé respectivement de 0,8 % et 7,2 %, tandis que la croissance du secteur industriel n'était que de 8,6 % en monnaie courante. L'investissement s'est accru seulement de 6 %, contre respectivement 57 % et 12 % au cours des deux années précédentes.

Selon la Banque centrale, la hausse du coût de la vie n'aurait été que de 71 % entre mars 1974 et juin 1978. Mais, d'après les précisions fournies pendant les grèves par le personnel du centre iranien des statistiques, la hausse aurait atteint en réalité 200 % en trois ans. Pour l'année écoulée, elle serait de 31 %.

Dans le même temps, l'évolution des salaires a été rapide, mais inférieure à celle des prix : 27 % dans le secteur industriel et 26 % dans la construction. La productivité du travail a progressé seulement de 9 %. Les grèves, qui se poursuivent depuis plus de deux mois, n'ont fait qu'accentuer ce double phénomène. Tandis que la productivité ne cesse de décroître, les revalorisations de salaires vont de 25 à 100 % depuis trois mois, sans compter les avantages annexes. Les mesures destinées à améliorer le sort de sept cent mille fonctionnaires constituent, pour l'Etat, une charge estimée à 2 milliards de dollars qui s'ajouteront aux 2 milliards de déficit prévus pour le budget de l'année en cours.

L'exode des capitaux n'a pas non plus amélioré la situation. En temps normal, on l'estime entre 2 et 3 milliards de dollars par an. Or ce chiffre aurait été atteint pendant les seuls mois de septembre et d'octobre, et le rythme aurait été soutenu depuis.

Actuellement, les réserves en devises s'élèvent à 11,5 milliards de dollars. Elles n'ont pas baissé, l'Iran ayant encaissé depuis trois mois le prix du pétrole vendu l'été dernier. Les rentrées correspondant aux ventes du dernier trimestre vont être des plus réduites au début de 1979, au moment où l'Etat devra payer ses importations.

Le cap du premier trimestre 1979 sera d'autant plus difficile à passer que les emprunts extérieurs sont gelés, la grave crise politique décourageant les prêteurs. Si, l'an dernier, l'endettement public à long terme est passé à 1,5 milliard de dollars, contre 0,56 l'année précédente, cette année les emprunts ont été limités à 1 milliard, au lieu des 2,1 prévus.

P. B.

Arrêt des exportations de pétrole

(*Suite de la première page.*)

Entre la grève, presque totale, de la fin du deuil du Mouharram Chiite, les 11 et 12 décembre, et l'interruption des exportations du 26, la production n'a jamais pu redevenir absolument normale, certains puits n'ayant pu être remis sous pression. Il pourrait s'ensuivre quelques faibles difficultés dans l'approvisionnement des pays industrialisés.

Il faut cependant noter d'une part que les autres membres de l'OPEP sont à même de combler ce déficit s'il ne dure que quelques semaines, d'autre part, que les pays consommateurs disposent de stocks stratégiques. Dans le cas de la France, ces stocks couvrent au moins quatre-vingt-dix jours de consommation (l'Iran représentant 9 % de nos approvisionnements, ces stocks — même légèrement réduits par une grève de marins, — permettraient de faire face à près de trois ans de difficultés dans l'empire perse). Tout dépendra donc de la durée de la crise iranienne.

Dans l'immédiat, certains pays comme le Japon, à qui l'Iran fournit près de 18 % de son pétrole, pourraient néanmoins se trouver plus affectés, mais l'Agence internationale de l'énergie a prévu un tel cas et établi un programme de partage en cas de nécessité. Les compagnies pétrolières ont d'ailleurs toujours, en cas de crise, réparti d'elles-mêmes la pénurie.

C'est donc sur le prix que les risques sont les plus grands. La crise iranienne a joué pour beaucoup dans la hausse décidée par l'OPEP à Abou-Dhabi le 17 décembre. Non seulement le marché tendu favorisait une augmentation, mais de plus les pays du Golfe manifestaient aussi leurs inquiétudes devant les troubles qui sévissaient dans le pays qui passait jusqu'alors pour le pilier de la sécurité dans cette région. Toute perturbation de quelque durée en Iran justifierait donc a *posteriori* cette hausse et pourrait entraîner, à la fin de 1979, une augmentation supplémentaire.

B. D.

CORRESPONDANCE

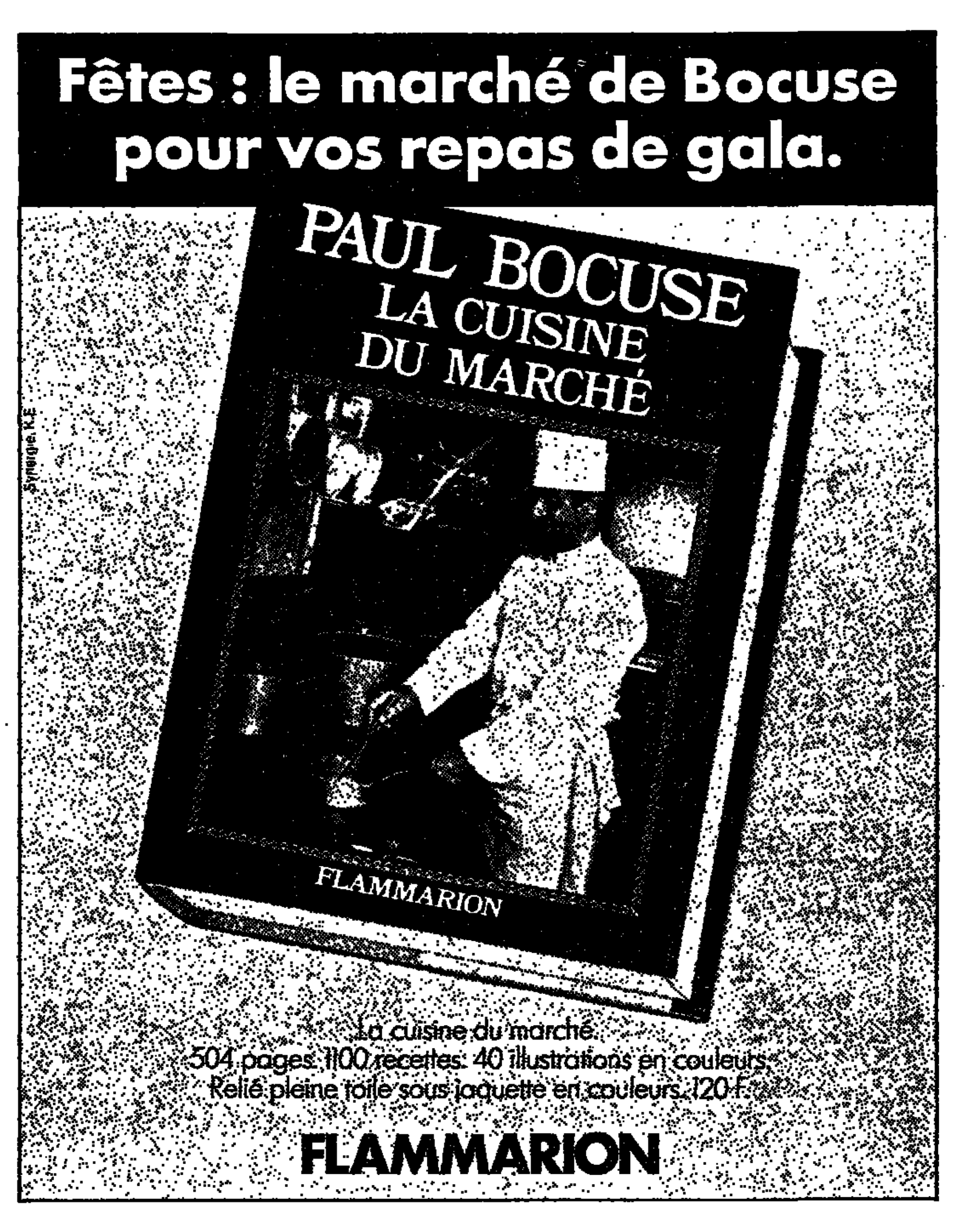
Framatome et les centrales nucléaires

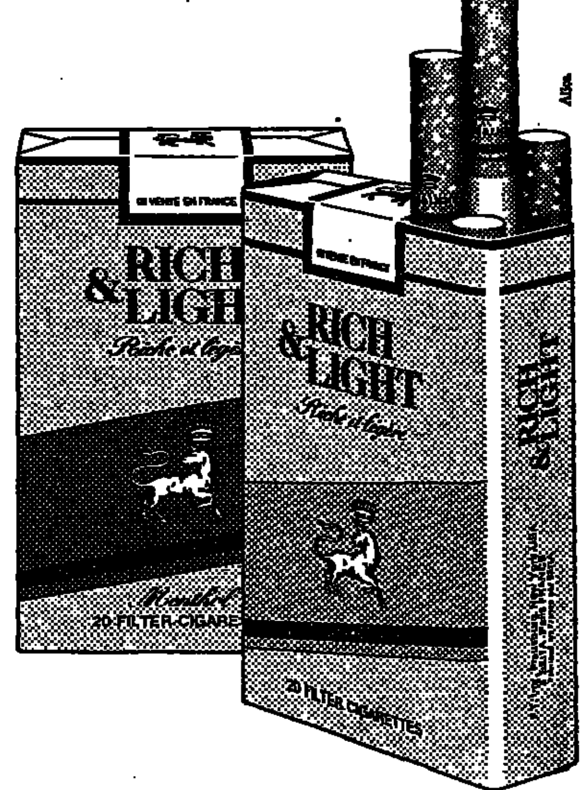
A la suite de la publication dans le Monde *du 15 décembre d'un article d'André Fontaine sur la situation en Iran où l'on peut lire :* « On a construit n'importe quoi, n'importe où, y compris des centrales nucléaires dans des zones sismiques. » *M. J.-C. Leny, directeur général de Framatome nous écrit :*

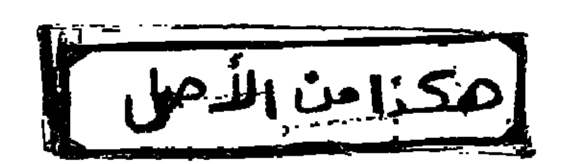
S'agissant des centrales que le Groupement industriel français, dont Framatome est chef de file, construit en Iran, cette affirmation n'est pas exacte. Plusieurs sites ont été mis à l'étude par l'Autorité nucléaire iranienne, et successivement éliminés, parce qu'ils se trouvaient dans des zones jugées trop sismiques. Je citerai, par exemple, deux sites voisins de Bandar-Abbas, sur le Golfe persique, et trois sur le rivage de la mer Caspienne.

Finalement, le choix s'est porté sur un emplacement situé dans la plaine alluviale du fleuve Karun, qui est conforme aux conditions de sismicité souhaitées pour l'installation d'une centrale nucléaire.

Cette recherche est une cause essentielle du délai assez long qui s'est écoulé entre la signature de la lettre d'intention de commande des centrales et le début effectif des travaux.







ASIE

PAKISTAN : l'ombre de M. Bhutto

II. — Les retombées de la politique nucléaire

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

Après avoir chassé M. Bhutto du pouvoir en juillet 1977, le général Zia-Ul-Haq a appelé les représentants des courants les plus religieux et conservateurs à partager le pouvoir avec les militaires. Il poursuit une politique d'islamisation, qui se traduit notamment par une reprise en main morale de la population. Mais le sort qui sera réservé à l'ancien premier ministre, condamné à mort, hypothèque toute la vie nationale, dans l'attente du jugement que doit rendre prochainement, en appel, la Cour suprême (« le Monde » du 27 décembre).

Islamabad. — M. Bhutto occupe une partie de son temps, en prison, à rédiger de longues réponses aux accusations portées contre lui, notamment dans de volumineux Livres blancs gouvernementaux. Dans l'une de ces réponses, distribuée sous le manteau, l'ancien premier ministre réaffirme que c'est lui qui décida de doter son pays d'une *« capacité nucléaire »*, euphémisme utilisé pour désigner la possibilité de fabriquer une bombe atomique. Il s'en est fallu de peu, dit-il en substance, que le Pakistan soit le premier pays musulman à parvenir à ce résultat. Mais c'est alors que les milieux conservateurs et religieux, encouragés par les Etats-Unis, ouvrirent la voie à la prise du pouvoir par l'armée en juillet 1977.

Opposées à la prolifération nucléaire dans un pays en voie de développement en bons termes avec les Etats arabes — pouvant être appelés à financer l'opération, — les administrations Ford et Carter ont tout mis en œuvre pour compromettre la livraison d'une usine de retraitement de déchets d'uranium par la France. Tel est, du moins, le principal argument avancé par M. Bhutto pour expliquer sa chute. Il est vrai que Washington a exercé des pressions insistantes pour qu'Islamabad renonce au projet, tenté de freiner les transferts de technologie — actuellement largement avancés mais interrompus — par la France et, finalement, encouragé Paris à demander à son partenaire d'accepter une modification du procédé de retraitement, de façon à prévenir toute prolifération.

M. Bhutto avait mieux résisté aux pressions américaines que M. Giscard d'Estaing, et il n'aurait sans doute pas accepté de changements. Le chef de l'Etat français trouve aujourd'hui à Islamabad, dans le général Zia-Ul-Haq, un interlocuteur d'autant moins coriace que le régime militaire n'accorde pas la même priorité à la politique nucléaire que son prédécesseur. Le général a réagi sans vivacité à la proposition française, maintenu à ce propos le dialogue avec Paris et même donné l'impression d'accepter un renforcement des contrôles (*le Monde* daté 5-6 novembre).

Un « rêve de grandeur »

A la vérité, les responsables pakistanais semblent estimer qu'au stade actuel des transferts de technologies et de leurs connaissances scientifiques, ils peuvent aller de l'avant seuls. Certains experts, plus sceptiques, pensent que, dans ces conditions, ils ne pourront mettre sur pied l'usine avant dix ou quinze ans... Une aide de la Chine (*le Monde* du 16 août) paraît pour le moins incertaine. D'abord, parce que Pékin n'a pas pour habitude de collaborer en ces matières avec les pays étrangers ; ensuite, parce que les relations sino-pakistanaises ne sont plus aussi chaleureuses qu'à l'époque où M. Bhutto était au pouvoir. Pékin, notamment, n'aurait pas octroyé d'aide militaire nouvelle à Islamabad depuis septembre 1977.

Le point de vue commence d'ailleurs à se répandre au Pakistan, selon lequel l'usine de retraitement était un rêve de grandeur du *« leader du peuple »*, scientifiquement contestable, financièrement ruineux, sacrifiant les besoins essentiels de la population, plus pressants. N'avait-il pas déclaré : *« Nous fabriquerons la bombe, même si nous devons manger de l'herbe pour y parvenir »* ?

L'obsession de la « menace » indienne, surtout après l'explosion d'un engin dans le désert du Radjasthan en 1974, la volonté obstinée de doter le Pakistan des moyens d'y répondre, ont alimenté — et permis de justifier — les ambitions de l'ancien premier ministre. *« Tout le reste était sans importance »* pour lui, et notamment le sort d'un peuple ne pouvant se nourrir et se vêtir comme il le souhaiterait, a écrit récemment l'hebdomadaire indépendant *Pakistan Economist*. *« L'usine représente un très mauvais usage des maigres ressources techniques et financières nationales. Ce projet n'aurait pas dû trouver sa place dans le programme nucléaire de vingt ans établi par l'ancien régime »*, a ajouté le journal.

L'importance prédominante prise par ce projet, les difficultés financières qu'il entraîne, les réserves qu'il suscite à l'étranger retardent — au point de l'hypothéquer — la mise en œuvre d'un programme prévoyant de doter le pays d'une capacité de production nucléaire de 5 000 MW d'ici à la fin du siècle. Pour la première fois, l'opinion pakistanaise se trouve ainsi publiquement informée de ce qui était déjà connu à l'extérieur : ce programme ne suffit pas à justifier l'installation d'une usine de retraitement ; celle-ci est destinée à produire, à partir d'une technologie avancée, du plutonium pour fabriquer des explosifs nucléaires à des fins militaires ou du moins stratégiques. L'auteur de l'article estime que, pour poursuivre le même objectif, il aurait été à la fois plus efficace et plus bénéfique, dans l'intérêt scientifique du pays, d'adopter la filière à uranium plutôt que le procédé français.

A la vérité, l'émotion causée à l'extérieur par le contrat franco-pakistanais est quelque peu exagérée. Le Pakistan ne disposera pas avant longtemps des centrales nucléaires susceptibles de fournir la « matière première » à l'usine de retraitement. L'unique centrale de Karachi, qui ne tourne pas à pleine capacité, est d'autant moins en mesure de répondre à cette « demande » que le Canada a cessé, en 1976, de lui fournir de l'uranium ; et les autres centrales — pour la fourniture desquelles la France est en concurrence avec la République fédérale d'Allemagne et le Japon — restent pour le moment « sur le papier ».

C'est évidemment une raison pour Paris de ménager son partenaire. La réalisation définitive de la pièce maîtresse du programme nucléaire de M. Bhutto dépendra beaucoup de l'issue qui sera trouvée au litige actuel. Pour l'heure, la coopération atomique se poursuit comme si de rien n'était, en ce qui concerne la formation en France de scientifiques pakistanais.

Paris doit également tenir compte que le Pakistan sert indirectement sa politique de vente d'armements dans les pays du Proche-Orient, où des techniciens et des pilotes pakistanais sont en opération. Le développement des relations commerciales franco-pakistanaises dépend évidemment aussi de l'évolution du contentieux nucléaire. L'achat de six Airbus et la poursuite de la construction, près d'Islamabad, d'une usine de moteurs et de montage de camions Saviem semblent liés à un règlement satisfaisant. Après l'achat récent, d'autre part, de quarante Jaguar par l'Inde, grâce à ses réserves confortables de devises, le Pakistan souhaiterait moderniser ses forces aériennes, et il se porterait volontiers acquéreur de nouveaux Mirage en plus de ceux dont elles sont déjà équipées. Mais il ne peut le faire sans l'aide de bailleurs de fonds étrangers. A cet égard, le zèle islamique du général Zia-Ul-Haq n'est guère payé de retour, et son gouvernement a eu jusqu'à maintenant moins de succès que celui de M. Bhutto pour drainer les crédits des pays pétroliers. Le président a, en revanche, dû se rendre en pleine crise iranienne à Téhéran, pour demander au chah un report de la dette pakistanaise à son égard (1).



En 1976, M. Kissinger avait offert de livrer cent dix chasseurs-bombardiers Convair A-17 au Pakistan, s'il renonçait à l'usine de retraitement. Depuis l'offre française de modification du procédé, les Etats-Unis ont rétabli, le 23 octobre 1978, leur aide économique suspendue en avril 1977, en application des dispositions du Congrès prévoyant la suppression de l'assistance américaine à tout pays contribuant à la prolifération nucléaire. L'aide alimentaire avait cependant été maintenue. La poussée soviétique en Afghanistan, qui a pris de court Washington, et le souci de damer le pion à la France, conduisent également l'administration Carter, sous la pression des fabricants, malgré les professions de foi du président américain, en faveur du maintien à leur niveau actuel des forces en présence dans le sous-continent, à donner son feu vert à la vente d'apapreils Nortrop F-5 à Islamabad.

Sans doute les Etats-Unis veulent-ils, ainsi, atténuer quelque peu le sentiment d'abandon éprouvé par les Pakistanais devant l'absence de réaction américaine à la révolution en Afghanistan. Le président Zia-Ul-Haq a fait part de ce sentiment lorsqu'il a déclaré à *Time*, en septembre, que le CENTO — pacte de sécurité mutuelle de l'Asie centrale regroupant les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Turquie et l'Iran — était devenu « inutile ». Il n'est pas allé jusqu'à dire que son pays allait quitter cette organisation, dont la principale fonction est de faire front au bloc communiste, mais dont l'activité effective se limite à la surveillance de l'Union soviétique et à quelques manœuvres annuelles.

Les militaires pakistanais déplorent ne pas rencontrer auprès de Washington la même « compréhension » que leurs prédécesseurs au pouvoir à Islamabad, à l'époque des présidents Nixon et Johnson notamment. Ils sont, d'autre part, placés sur leurs gardes par le rapprochement sino-indien. Certes, l'inauguration, cette année, de la route sino-pakistanaise à travers le massif de l'Himalaya, par la passe de Karakoram, resserre les relations entre les deux pays. Mais, si le Pakistan demeure, dans la stratégie chinoise, un pays ami qu'il est important pour Pékin de conserver et, surtout, de ne pas laisser tomber dans les bras de Moscou, Islamabad ne semble pas pour autant sûr, comme naguère, de compter sur l'appui chinois en cas de tension avec New-Delhi. La Chine se félicite de l'amélioration des relations entre les deux adversaires, tandis que le Pakistan ne souhaite pas se prononcer pour un camp ou pour un autre dans la querelle sino-soviétique.

C'est un peu en désespoir de cause que les Pakistanais ont cherché ces derniers mois à établir de meilleurs rapports avec les Soviétiques. Passée l'émotion suscitée par l'arrivée au pouvoir ques à Kaboul, les dirigeants de révolutionnaires prosoviétipouvoir à Kaboul, les dirigeants d'Islamabad sont revenus à plus de sang-froid. Ils ont obtenu de l'U.R.S.S. qu'elle accepte de différer les paiements de l'aciérie qu'elle construit à Karachi avec un notable apport de technique française. La coopération, existant déjà en matière de recherche pétrolière et dans le textile, pourrait s'étendre à l'industrie chimique.

D'autre part, les Pakistanais constatent que les Soviétiques n'ont pas ouvertement encouragé, jusqu'à maintenant, les mouvements « séparatistes » au Baloutchistan et dans la province de la frontière du nord-ouest. La stabilité politique dans ces régions dépend, beaucoup, depuis que Moscou exerce une influence prépondérante à Kaboul, de l'attitude que le régime révolutionnaire afghan et l'Union soviétique voudront bien observer.

L'impact des événements d'Afghanistan est considérable au Pakistan où, pour la première fois, malgré la faiblesse des forces révolutionnaires, l'on mesure que *« cela pourrait nous arriver aussi »*. Ils sont survenus à un moment où la révolte au Baloutchistan était en sommeil mais où les principaux dirigeants politiques locaux, qui sont également des chefs traditionnels de tribus, de crainte sans doute d'être « dépassés » sur leur gauche par une base frottée au marxisme, ont renouvelé et même accentué leurs revendications en faveur d'une large autonomie régionale.

Le régime Zia-Ul-Haq reste sourd aux problèmes des *« nationalités »* et, après s'être prêté sans succès à des discussions avec les responsables baloutches et avoir pris en faveur des rebelles une mesure d'amnistie — qui n'a guère été suivie d'effets — a renforcé la présence militaire dans la plus grande province du pays et à sa frontière, à la suite de la révolution afghane. A la vérité, il y a de bonnes raisons pour que le nouveau régime de Kaboul ne jette pas, pour le moment, d'huile sur le feu. Encourager la rébellion à partir du territoire afghan serait un véritable acte de provocation auquel le gouvernement islamique pakistanais ne manquerait pas de répondre en apportant son aide aux extrémistes musulmans des tribus pachtounes afghanes réfugiées au Pakistan, ou en compromettant le transit par le port de Karachi — seul débouché vers la mer — d'une partie du commerce afghan. Enfin, et ce n'est pas le moindre facteur, pas plus qu'ils n'interviennent, pour le moment, en Iran, les Soviétiques ne semblent apparemment pas souhaiter entretenir, dans cette partie du monde, des « nationalismes », ce qui pourrait donner le mauvais exemple dans leurs propres républiques musulmanes. Mais est-ce une raison suffisante pour l'U.R.S.S. de renoncer à une cause qui pourrait ultérieurement lui ouvrir un débouché vers les mers chaudes ?

FIN

(1) En juin 1978, le Pakistan a également réclamé aux pays occidentaux et au Japon, membres du consortium occidental lui venant en aide sous l'égide de la Banque mondiale, le rééta1ement de sa dette extérieure (7 milliards de dollars).

L'*« exportation »* de main-d'œuvre représente actuellement encore la principale ressource de la balance des paiements (1,2 milliards de dollars par an). Cette émigration est officiellement encouragée, mais elle tend à être maintenant freinée par les *« capacités d'absorption »* limitées des principaux *« débouchés »*, les pays du Golfe, et la *« concurrence »* des prolétaires indiens et bangalais se fait sentir.

Chine

LE QUATRE-VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE MAO TSÉ-TOUNG

La réappréciation de l'œuvre politique du Grand Timonier laisse présager de nouvelles purges

De notre correspondant

Pékin. — Le quatre-vingt-cinquième anniversaire de la naissance de Mao Tse-toung a été célébré avec une solennité toute particulière. Conformément aux conclusions de la dernière session plénière du comité central, la réappréciation dont fait l'objet l'œuvre du président défunt ne saurait faire oublier ses *« mérites historiques »*. C'est donc le souvenir d'un personnage appartenant à une période déjà relativement ancienne de l'histoire qui a été commémoré cette année.

Comme l'an passé, les membres du bureau politique pratiquement au complet ont assisté à une soirée organisée à la mémoire du fondateur du régime. Mardi 26 décembre, la radio a diffusé l'enregistrement du discours « Le peuple chinois est debout », prononcé par Mao Tse-toung immédiatement après la libération, le 21 septembre 1949. Tous les journaux ont enfin reproduit un texte de 1958 intitulé *« la Révolution ininterrompue »* dans lequel Mao met l'accent sur la « révolution technologique » qui était à l'époque censée permettre à la Chine de *« rattraper ou dépasser la Grande-Bretagne dans un délai de quinze ans ou un peu plus »*.

Depuis quelques temps déjà il n'était plus de mise de se référer aux jugements et aux idées politiques émis par Mao Tse-toung depuis la révolution culturelle. On remonte désormais un peu plus loin dans le temps, jusqu'à l'époque qui a précédé l'expérience du *« grand bond en avant »*. Un long commentaire publié mardi par *le Quotidien du peuple* explique que Mao s'est avant tout distingué par sa capacité à combiner la science du marxisme-léninisme avec la réalité concrète.

En bref, Mao Tse-toung était le dirigeant politique le plus attentif à se laisser conduire par les faits dans ses recherches idéologiques. (Tant pis si, dans d'autres œuvres, il a désigné le pragmatisme comme un danger dont il fallait se garder tout autant que du dogmatisme...)

Le malheur, selon *le Quotidien du peuple*, est que, à partir de 1958, la pensée de Mao Tse-toung ne fut plus correctement appliquée : *« On oublia les lois objectives de l'économie »*, *« de ne chercher la vérité que dans les faits » (...)*, jointes aux calamités naturelles et au « sabotage » de l'Union soviétique, ces erreurs entraînèrent des désastres. Le président du parti essaya bien, nous dit-on, de rectifier le tir et la situation s'améliora au début des années 60. Hélas *« Lin Piao et la « bande des quatre » s'emparèrent de la direction pendant les dix années de la révolution culturelle »* et *« dix ans ont été ainsi perdus pour l'édification socialiste »*.

Ce nouveau calendrier historique est à consulter entre les lignes : les erreurs de 1958 avaient été dénoncées par Peng Teh-huai (déjà réhabilité avec éclat) et la *« bonne situation »* du début des années 60 correspond au règne de Liu Shao-chih (dont le cas est encore à l'examen). Il va de soi d'ailleurs que cette sélection dans l'œuvre du président défunt ne trompe pas grand monde.

Nomination d'un nouveau vice-premier ministre

Si la campagne contre les partisans de la « bande des quatre » est en principe terminée, d'autres purges sont encore à prévoir. *Le Quotidien du peuple* dresse le catalogue de diverses catégories de personnages qui, selon lui, ne sont pas encore revenus dans le droit chemin et attaque expressément les responsables de la propagande. *« Lin Piao et la « bande des quatre »*, écrit-il, *monopolisaient la pensée de Mao Tsé-toung comme les évêques médiévaux monopolisaient la Bible (...) en réalité pour défendre leur propre autorité. Il serait inadmissible que de nouveaux papes de ce genre réapparaissent dans l'avenir. » (...) « Nous devons libérer le travail de propagande des mains de quelques personnes. »* C'est semble-t-il sur ce terrain que vont avoir lieu les prochains affrontements. On retrouve ici l'affaire du mensuel thérique du parti, *le Drapeau rouge*, qui a été critiqué pour sa tiédeur dans les récents débats. Des personnages de tout premier plan pourraient être visés, en particulier le vice-président du comité central, M. Wang Tung-hsing, à qui l'on prête une influence persistante, justement, sur le secteur de la propagande.

Des promotions sont en revanche annoncées à l'occasion de la réunion qu'a tenue mardi le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. Le comité a approuvé notamment la nomination au poste de vice-premier ministre de M. Wang Jen-chung. Ce dernier, qui est âgé de soixante et onze ans, joua un rôle-clé pendant la révolution culturelle, à la fois comme maire de Wuhan, où des affrontements sanglants se produisirent en juillet 1967, et comme proche collaborateur de Tao Chu (qui vient d'être réhabilité à titre posthume) au département de la propagande, à Pékin, dans la seconde moitié de 1966.

M. Wang fut dénoncé, au début de 1968, comme *« agent du Khrouchtchev chinois à Wuhan »*, mais il avait reparu cet été dans la province du Chensi, d'abord comme second secrétaire du comité provincial du parti, puis, il y a quinze jours à peine, avec le titre de premier secrétaire. Il vient tout juste d'être admis au comité centrale, où il avait siégé à titre de suppléant avant la révolution culturelle.

Le comité permanent de l'Assemblée a d'autre part nommé M. Kuo Wei-cheng, spécialiste de longue date des transports ferroviaires, à la tête du ministère des chemins de fer en remplacement de M. Tuan Chun-yi, qui a pris au mois d'octobre la direction de l'organisation du parti dans le Honan. Il a aussi confirmé la nomination, connue depuis l'automne, de M. Wang Tzu-kang au ministère des postes et télécommunications.

ALAIN JACOB.

Inde

Après sa libération

Mme GANDHI A L'INTENTION DE SE REPRÉSENTER A LA DÉPUTATION

Mme Indira Gandhi a été libérée mardi 26 décembre (*voir nos dernières éditions du 27 décembre*) après une semaine de détention dans une prison de New-Delhi. Son élargissement est intervenu une heure et demie seulement après la clôture de la session de la Chambre basse. L'ancien premier ministre avait été déchu de son mandat parlementaire et incarcérée pour la durée de la session pour *« abus de pouvoir »* et *« outrage au Parlement »*.

Mme Gandhi était attendue à sa sortie de prison par un groupe de partisans, qui l'ont chaleureusement accueillie. Les émeutes qui ont eu lieu dans le pays pendant sa détention ont fait une vingtaine de morts, et deux de ses partisans ont détourné un avion. Mme Gandhi a dit qu'elle désapprouvait ce détournement, qu'elle a qualifié de « blague », et a dénoncé la violence qui est, selon elle, le fait d' *« agents provocateurs »*. Elle a déclaré qu'elle avait l'intention de se représenter au Parlement, et que la circonscription de Chikmagalur, dans le sud de l'Inde, où elle avait été élue en novembre dernier, serait son *« premier choix »*. Enfin, l'ancien premier ministre a critiqué le gouvernement, affirmant que son arrestation *« était purement politique »*. *(Reuter, U.P.I.)*

A TRAVERS LE MONDE

Albanie

- M. MEHMET CHEHU a été réélu mardi 26 décembre chef du gouvernement (fonctions qu'il occupe depuis vingt-quatre ans) par la nouvelle Assemblée du peuple albanais. M. Hadji Leshi, chef de l'Etat depuis 1953, a été aussi reconduit dans ses fonctions.

Argentine

- Mlle ELENA HOLMBERG, diplomate de carrière, a été enlevée par des inconnus armés le 20 décembre à Buenos-Aires alors qu'elle allait rencontrer deux journalistes français. Le père de la jeune femme a déclaré à des quotidiens de la capitale argentine que l'enlèvement aurait été commis par des extrémistes de gauche. Mlle Holmberg avait été notamment en poste à Paris de 1972 à juillet 1978.

Bangladesh

- LES ELECTIONS LEGISLATIVES, qui étaient prévues, pour le 27 janvier 1979, ont été repoussées, au 12 février, à la demande des partis politiques, qui souhaitaient plus de temps pour désigner leurs candidats, a annoncé, mardi 26 décembre, la radio bengalaise. — *(A.F.P.)*

Nicaragua

- LE PRESIDENT ANASTASIO SOMOZA a refusé l'organisation d'un référendum « contrôlé » par les trois pays membres de la commission internationale de médiation, la République Dominicaine, le Guatemala et les Etats-Unis, a annoncé mardi 26 décembre dans la soirée le département d'Etat. M. William Bowdler, le négociateur américain, ainsi que M. Mauricio Solaun, ambassadeur des Etats-Unis à Managua, ont été rappelés en consultations à Washington.

AMÉRIQUES

Brésil





EUROPE

Espagne

Les Mémoires d'El Campesino

(Suite de la première page.)

La célèbre *Tercio*, forgé par Millan Astray et Franco, déserteur, coureur de *sierras*, chef de commando communiste faisant le coup de feu contre les groupes phalangistes pendant cette sinistre période qui précéda la guerre civile, révolutionnaire la guerre civile. Il commande la « grand soir », Valentin *Gonzalez, dit* El Campesino, est général pendant la guerre civile. Il commanda la 46ᵉ division de choc des Brigades internationales, sous le contrôle du parti communiste espagnol et des conseillers soviétiques.

Tout est-il rigoureusement authentique dans ces « souvenirs » racontés à l'emporte-pièce, sans souci de style, quarante ans après la guerre civile ? Quelle est la part du « coup de pouce », de l'enjolivement, de l'exagération ? Comment savoir ? La vie torrentielle et dramatique d'El Campesino ressemble au personnage : une fureur de vie et de mort, une volonté farouche de survie, de berner la camarde. Manifestement, l'homme est né pour le baroud, d'une force d'athlète, fait pour manier la dynamite et porter le F.M., debout, à la hanche. Un *macho* tourné exclusivement vers l'action, bagarreur, râleur, rebelle à toute contrainte, méprisant les nuances et le langage diplomatique. Généreux aussi, fort en gueule, d'une verve à la limite de la tartarinade, bref, un peu hâbleur. Il tire, c'est sûr, beaucoup la couverture à lui.

A le lire — on a envie d'écrire : à l'entendre, tant son récit est un monologue passionné et heurté comme un cri de colère, — il a joué un « rôle décisif » dans beaucoup d'actions de guerre, à Brunete, à Brihuega, à Teruel ou sur l'Ebre, sans parler de l'expédition en U.R.S.S. de l'or de la République espagnole. El Campesino raconte avec complaisance ses algarades avec les dirigeants du P.C. espagnol dès 1937 puis avec ceux de l'U.R.S.S., lorsque, réfugié à Moscou, il découvrira « *l'imposture du socialisme stalinien* ». Mais c'est vrai qu'il a été de presque tous les « coups durs », de juillet 1936 à mars 1939, à la cité universitaire aux côtés de Durruti, assassiné selon lui par ses « compagnons anarchistes ».

Il a participé à la plupart des grandes batailles de la guerre, et plus souvent en première ligne que dans un bunker d'état-major. Pas de quartier : « *On tue beaucoup, on tue sans gloire... Les vaincus sont promptement exécutés...* » En quelques mots, toute la férocité du combat fratricide. A peine un regret, dans la langue des combattants : « *Putain de guerre, quelle connerie de guerre !...* »

Il a été grièvement blessé deux fois, à Somosierra, en 1936, puis tout au début de la grande bataille de l'Ebre.

Il en a réchappé. Mais que n'a-t-il pas eu ? Le mot baraka revient souvent sous sa plume. Dans son cas, c'est un euphémisme. Arrêté, poursuivi, traqué, jeté dans des culs de basse fosse avec des rats et des serpents, torturé, déporté dans les bagnes de la mort lente du goulag stalinien, il a réussi à s'évader. Repris par les patrouilles soviétiques, rejeté dans les camps de travail forcé, il s'est échappé de nouveau, tenaillé au ventre par sa soif de liberté.

Deux certitudes, passionnées et réaffirmées, dans cet itinéraire échevelé *d'un guérillero espagnol — tel* que l'épopée anti-napoléonienne en a produit — et confronté, après la guerre civile et la défaite amère, aux geôles et aux camps de la mort de l'U.R.S.S. Tout d'abord, une haine inextinguible de Franco et du franquisme. Là, il est sûr d'avoir mené le bon combat et enrage encore, tant d'années après, des erreurs ou des faiblesses des républicains espagnols. Ensuite, une horreur de l'univers socialiste stalinien, dont il a connu, après 1939, les pires excès et les règles impitoyables. Tout d'abord reçu avec le tapis rouge, en « héros communiste » de la guerre d'Espagne, il n'a pas tardé à crier tout haut ses refus et ses colères.

Rejetant avec fureur le conformisme glacé du stalinisme, « mauvaise tête » incapable de s'aligner et de s'adapter, il a été condamné *à la mort lente dans le bagne de* Vorkouta, en Sibérie. Le guerrier reçu avec égards par Staline, promu maréchal et entré à l'école de guerre de Frounze, se retrouve avec les sbires de la N.K.V.D. aux trousses. Des couloirs de la Loubianka aux goulags de Sibérie, il fait l'expérience, avant d'autres, des méthodes d'annihilation.

A Vorkouta, il est un matricule : *11-11-27*.

Evadé, rentré en France à l'époque des polémiques suivant les procès Kravchenko, il témoigne, à la demande de David Rousset, sur la réalité des camps de travail en U.R.S.S. Il suscite, trop souvent, l'ironie ou le scepticisme. C'était en 1950. Il était devenu un simple ouvrier, réfugié en Lorraine, presque oublié, vivotant et rêvant encore d'actions de commando dans l'Espagne de Franco. Cela lui a valu deux années de résidence surveillée à l'île de Bréhat.

Pourquoi a-t-il tant attendu avant de livrer ce témoignage de sang et de mépris ? D'autres, qu'il déteste, comme la Pasionaria, ou qu'il méprise, comme Lister, n'ont pas eu le même goût du silence. Il a gardé cette étonnante faculté de croire qu'il jouait les « premiers rôles », témoin ce message au peuple espagnol de juin 1977.

Mais qui l'écoute encore ? Sa femme Juana sans doute, qu'il croyait morte ou disparue à la fin de la guerre civile, et qu'il a retrouvée, presque par hasard, en 1977, un hebdomadaire espagnol s'étant avisé d'aller interviewer l'« exilé de Metz ». L'anarchiste Valentin Gonzalez l'a épousée « pour de bon » en février 1978.

Cette histoire de sang s'achève comme un roman rose.

MARCEL NIEDERGANG.

★ El Campesino : *Jusqu'à la mort*, Mémoires. Editions Albin Michel, 303 pages, 49 F.

L'ouvrage a été réalisé en collaboration avec M. Padioux, du *Républicain lorrain*.

AMÉRIQUES

Brésil

Le gouvernement tente d'expliquer les difficultés économiques par la hausse du prix du pétrole

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le Brésil doit accepter pour 1979 l'idée d'une *légère récession en raison* de l'augmentation du prix du pétrole décrété par l'OPEP. La thèse officielle est simple : le pays, qui importe actuellement près de 85 % du pétrole qu'il consomme, devra modifier sa stratégie économique en fonction de la nouvelle situation. Comme en 1974, il s'agira d'accorder la priorité aux exportations et de freiner les importations, quitte à sacrifier le rythme de croissance du P.N.B., qui pourra être limité l'an prochain à 3 ou 4 %. La décision de l'OPEP sera également sérieuse par ses effets secondaires, ajoute-t-on, parce qu'elle favorise au sein des pays industrialisés importateurs de produits brésiliens les tendances au protectionnisme.

Ces explications officielles commencent à provoquer une vive réaction dans les milieux d'opposition. Ceux-ci rappellent que Brasilia a tendance à attribuer à une cause extérieure la responsabilité de toutes les difficultés de l'économie, la hausse du prix du pétrole risque de jouer pour 1979 le même rôle que la sécheresse qui a affecté en 1978 le Sud du pays. La décision prise par l'OPEP signifiera l'an prochain pour le Brésil une dépense supplémentaire d'environ 400 à 500 millions de dollars. Est-ce là une charge insupportable ?

Justifier la politique de récession

L'augmentation du prix du pétrole représentera, en 1979, une charge supplémentaire équivalant à 4 % à peine des exportations actuelles du pays. Il apparaît difficile, dans ces conditions, d'y voir l'élément déterminant d'un changement de stratégie économique. Le problème de la dette extérieure, sur lequel les responsables de Brasilia sont plus discrets, semble plus décisif. Son service représentait en 1978 près de 8 milliards de dollars. Et, selon le quotidien spécialisé de Sao-Paulo, la *Gazeta Mercantil*, la simple augmentation des taux d'intérêts sur le marché des eurodollars a signifié, pour le premier semestre de l'année, une charge suplpémentaire de 800 millions de dollars environ pour le Brésil, soit près du double de l'effet pour toute l'année 1979 de la hausse décrétée par l'OPEP.

De là à considérer que la consternation affichée à Brasilia après la décision du cartel pétrolier vise surtout à justifier vis-à-vis de l'opinion publique une politique de récession qui risque d'être impopulaire, il n'y a qu'un pas. Achevant son mandat comme ministre des finances, M. Simonsen considère que le maintien d'un taux d'inflation élevé (40 % en 1978) est toujours le principal point sombre de sa gestion, et cherche de toute évidence à persuader ses successeurs de la *nécessité de « freiner la machine »* l'an prochain. Il a quelques chances d'être entendu, d'autant qu'il aurait été pressenti, malgré son apparent manque d'enthousiasme, pour devenir secrétaire au Plan dans le gouvernement du général Figueiredo qui prendra ses fonctions le 15 mars.

Le futur chef de l'Etat a sans doute conscience que la poursuite de l'ouverture politique qu'il n'a cessé de promettre sera difficile dans un contexte de récession économique. L'ouverture doit se manifester aussi vis-à-vis des syndicats, et le réveil progressif de ces derniers laisse prévoir qu'ils n'accepteront pas passivement une politique de « sacrifices » qu'ils n'estiment pas équitablement partagés.

THIERRY MALINIAK.

Turquie

Le Parlement approuve l'état de siège à la quasi-unanimité

De notre correspondant

Ankara. — La Grande Assemblée nationale turque — deux chambres réunies — a, par 537 voix contre 1 et 1 abstention, entériné, le mardi 26 décembre au soir, l'instauration de l'état de siège dans treize départements turcs pour une période de deux mois. Quatre-vingt-dix parlementaires, dont un ministre d'Etat, apparemment alité pour cause de maladie, n'ont pas pris part au vote.

Cette quasi-unanimité est trompeuse, puisque, lors de la réunion du groupe parlementaire du Parti républicain du peuple, dans la matinée, soixante-trois élus appartenant à l'aile gauche s'étaient prononcés contre. Toutefois, ils allaient ensuite se conformer à la discipline de vote.

A vrai dire, M. Ecevit, lui-même catégoriquement hostile à l'idée de l'état de siège, dut s'y résigner à contre-cœur devant l'ampleur de la catastrophe de Kahramanmaras. Le commandement militaire aurait indiqué au chef du gouvernement, qui demandait de nouvelles troupes pour renforcer celles qui se trouvaient sur place, que cela ne servirait de rien si leurs chefs demeuraient dépourvus de l'autorité légale d'agir sans partage.

(Dessin de KONK.)

Des troupes, oui ; mais à condition de leur conférer un pouvoir, ce qui nécessitait l'instauration de l'état de siège.

Saisissant l'occasion des débats qui ont précédé le vote, les porte-parole des partis de l'opposition ont été unanimes à dénoncer les carences gouvernementales dans la ville de Kahramanmaras, où le décompte provisoire des morts s'est élevé à cent deux, selon les sources officielles. Le ministre de l'intérieur, M. Ozaydinli, retour de Kahramanmaras, et cible favorite de l'opposition, devait, au passage, accuser les groupuscules de l'extrême gauche d'avoir provoqué les foules avec des démonstrations de force dans cette ville, déclenchant ainsi la réaction armée de l'adversaire de l'extrême droite.

Les observateurs n'ont pas manqué de relever un certain souci d'équilibre dans les propos du ministre, qui pourtant s'interrogeait devant l'assassinat par les assaillants, aux cris de « *Mort aux alévites !* », de personnes sans défense, des enfants, des vieillards et des femmes.

La population, démoralisée depuis un certain temps par l'escalade de la violence quotidienne, éprouve avec soulagement dans sa grande majorité l'instauration de l'état de siège. Et la presse de droite exprime sa satisfaction. L'éditorialiste de *Tercuman*, par exemple, « *salue le soldat auquel il renouvelle sa confiance pour la restauration de l'ordre et de la tranquillité dans le pays* », et appelle le peuple à l'aider dans cette tâche ardue.

Cependant, dans les milieux de gauche, une certaine réserve est de rigueur. Le comité exécutif du parti ouvrier devait, par exemple, publier mardi une déclaration rappelant que le gouvernement de M. Ecevit ne pourrait en aucun cas, sous aucun prétexte, se dérober à sa responsabilité des conséquences découlant des mesures prises durant l'état de siège, puisque les commandants demeureront légalement liés à l'autorité du pouvoir civil.

Le gouvernement de M. Ecevit, dont les rapports avec d'autres commandements, ainsi qu'avec les nouveaux dirigeants des services de renseignements turcs (la M.I.T.) sont bons, devra en tout cas faire preuve d'une grande vigilance pour que les objectifs de l'état de siège, notamment la destruction des foyers de subversion extrémiste, ne soient pas dénaturés à l'échelon local.

M. Ecevit devait encore rappeler au Parlement, tout comme les généraux dans leur communiqué, que l'état de siège sera appliqué dans le respect des libertés fondamentales du peuple. M. Turkès, chef du parti du Mouvement nationaliste qui préconisait l'état de siège depuis plusieurs mois déjà, tout en approuvant la décision, qu'il estime cependant très tardive, pense néanmoins que plusieurs autres « *départements sensibles* » devraient être placés également sous l'autorité des militaires. Il s'agit selon lui de l'Izmir, d'Antalya, Rize, Artvin, Diyarbakir, Tuneeli et Mardin. Les trois derniers, selon M. Turkès, sont devenus « *les refuges des traîtres* », et serviraient de bastions aux menées communistes et séparatistes.

Selon le quotidien *Hurriyet*, le gouvernement aurait décidé *in extremis* de ne pas inclure Diyarbakir dans la liste des départements visés.

M. Ecevit aurait estimé, quant à lui, que le nombre décroissant des affrontements idéologiques dans ce département depuis plusieurs mois ne justifiait donc pas une telle mesure. Toutefois, cette décision aurait été prise, affirme *Hurriyet*, sous la pression d'un ministre, lui-même originaire de l'Anatolie de l'Est, M. Elci. Ce dernier aurait attiré l'attention de ses collègues sur la nécessité de ne pas, sans raison valable, sensibiliser les populations d'origine kurde loyales envers leur Etat. Le ministre de l'intérieur devait, pour sa part, déclarer au Parlement que sur huit cents cas de « morts idéologiques », six cents s'étaient produits dans les villes où l'état de siège était décrété.

ARTUN UNSAL.

Huit ans de terrorisme

1970

16 JUIN. — Heurts sanglants entre ouvriers et policiers : le gouvernement Demirel impose l'état de siège pour un mois dans certains départements.

1971

A partir du mois de janvier, des attentats sont commis presque chaque jour à Ankara et à Istanbul.

4 MARS. — Un « commando urbain » se réclamant d'une « armée de libération populaire turque » enlève quatre militaires américains et exige 400 000 dollars de rançon. La police investit l'université technique d'Ankara. Bataille rangée entre policiers et étudiants d'extrême gauche.

12 MARS. — Le haut commandement prend le pouvoir politique sous son contrôle.

26 AVRIL. — L'état de siège est proclamé dans onze départements, dont Ankara et Istanbul. Il sera prorogé jusqu'à l'automne 1973.

La répression se déchaîne contre les militants des partis de gauche et les intellectuels.

17 MAI. — Enlèvement du consul général d'Israël à Istanbul. Son corps est retrouvé dans un appartement vide.

22 JUILLET. — Interdiction du parti ouvrier turc.

1972

26 MARS. — Un commando gauchiste enlève trois techniciens anglais sur la côte de la mer Noire. Quatre jours plus tard, ceux-ci sont exécutés par leurs ravisseurs, qui sont eux-mêmes tués au moment de l'attaque par les forces de l'ordre.

4 MAI. — Mise de l'armée en état d'alerte. Assassinat du commandant en chef de la gendarmerie.

6 MAI. — Pendaison de trois dirigeants de l'« armée populaire de libération ». Arrestation de plusieurs centaines de personnalités de gauche.

1973

14 OCTOBRE. — Elections générales. L'armée s'en tient à l'écart. Fin de l'état de siège.

1974

25 JANVIER. — Investiture du gouvernement Ecevit.

15 MAI. — Loi d'amnistie excluant les auteurs de délits d'opinion.

20 JUILLET. — Intervention des troupes turques à Chypre.

11 NOVEMBRE. — L'extrême droite provoque des incidents sanglants à l'université d'Ankara. Les affrontements s'étendent à toutes les universités.

1975

JANVIER. — Le cycle des agressions et de la répression reprend. Il est le fait le plus souvent de l'extrême droite et se manifeste soit aux universités d'Istanbul et d'Ankara, soit dans l'est de l'Anatolie.

NOVEMBRE. — La rentrée universitaire est marquée par de nouveaux affrontements mortels.

1976

1ᵉʳ AVRIL. — On dénombre 65 morts depuis l'avènement du cabinet Demirel, le 31 mars 1975.

13 OCTOBRE. — Suppression des cours de sûreté de l'Etat créées en 1973. Elles avaient jugé 3 744 personnes.

NOVEMBRE. — Fermeture de l'université d'Istanbul, puis de celle d'Ankara.

1977

1ᵉʳ MAI. — 34 morts et 200 blessés à Istanbul à la suite d'une fusillade au cours d'un meeting électoral.

31 MAI. — Bombe à l'aéroport d'Istanbul ; 5 morts, 41 blessés.

5 JUIN. — Elections générales qui dégagent une majorité de droite.

7 AOUT. — Attaque armée d'un hôtel d'Istanbul.

2 SEPTEMBRE. — Six morts, 50 blessés, à la suite d'affrontements dans la banlieue d'Istanbul.

11 DECEMBRE. — Treize morts ; 48 blessés au cours des élections municipales.

27 DECEMBRE. — Attentat contre un professeur à l'université d'Ankara. On compte 50 morts pour le mois.

1978

JANVIER-FEVRIER. — Quatre-vingt-neuf morts, 735 blessés dans 319 attentats.

18 MARS. — Dix morts, 87 blessés à Istanbul.

25 MARS. — Assassinat du procureur adjoint de la République à Ankara.

7 AVRIL. — Attentats contre deux professeurs de droit, à Istanbul et Ankara.

19 AVRIL. — Assassinat du maire de Malatya. Emeutes.

JUILLET. — Cinquante-six morts contre 52 morts en juin.

SEPTEMBRE. — Cent trente-huit morts.

20 OCTOBRE. — Assassinat de l'ancien recteur de l'université technique d'Istanbul ; 2 000 militants extrémistes, dont 1 300 d'extrême droite, ont été arrêtés depuis le début de l'année.

23-24 DECEMBRE. — Massacres à Kahramanmaras : 80 morts, 1 000 blessés.

Depuis le début de l'année, on évalue le nombre des victimes du terrorisme à plus de 800.

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

M. Mitterrand : le parti socialiste a besoin d'homogénéité

Dans un entretien accordé à notre confrère *la Croix* et publié mardi 26 décembre, M. François Mitterrand évoque les problèmes qui se posent à la *« majorité mal assise, mal à l'aise, qui depuis neuf mois gouverne la France »*. Il déclare notamment, au sujet des dernières prises de position du président du R.P.R. :

« Les rivalités s'aiguisent. Jacques Chirac sait — en toute certitude — qu'il est condamné à disparaître politiquement, et son parti avec lui, s'il laisse le champ libre à Valéry Giscard d'Estaing. D'où sa violente sortie de l'autre jour. Cela continuera. Pour moi, cette législature ne devrait pas dépasser l'élection présidentielle de 1981. Je commence même à me poser la question de savoir si elle ne s'achèvera pas juste avant. Jacques Chirac a perçu qu'il était dans la glu et que cent cinquante députés qui n'ont d'autre ressource que de suivre, en protestant, la politique de MM. Giscard d'Estaing et Barre représentent une masse de manœuvre bien moins efficace qu'un nombre réduit de députés homogènes, prêts à agir, voire à en découdre. Avec quarante-sept députés, il serait encore maître de la législature. Voilà pourquoi je pense qu'il a déjà accepté l'éventualité de la scission de son groupe parlementaire. C'est, je le répète, une démarche cohérente, difficile, et donc courageuse. » (1)

Après avoir exprimé son scepticisme sur l'efficacité du système monétaire européen et sur la construction de l'Europe (*« Je doute qu'il existe chez les Neuf une véritable pensée communautaire. Je ne l'aperçois nulle part »*), le premier secrétaire du P.S. répond aux questions qui concernent sa propre formation :

« Au mieux de ma force politique, le P.S. a vécu comme une fédération. Dans les autres moments, comme une confédération. Or, ainsi que tout organisme vivant, le parti socialiste a besoin d'homogénéité. Et d'abord au sein de sa majorité. C'est le problème d'aujourd'hui, problème qui devra, par nécessité, être résolu lors de notre prochain congrès. »

Sans nommer M. Michel Rocard, Mitterrand poursuit :

« J'ai fait tous les efforts possibles pour assurer l'unité du parti, et je crois y avoir réussi, car l'unité n'est pas en cause et c'est quand même l'essentiel. Mais je déplore ce goût de l'agitation permanente qui fait qu'à peine reposés d'avoir réussi enfin à faire un grand parti, certains aient tout de suite envie de revenir à la mentalité d'un petit.

» ... L'argument de la « rigueur économique » n'a été le plus souvent pour la droite qu'un moyen de faire taire les revendications des travailleurs, de couvrir les injustices, d'entretenir les gaspillages, d'organiser le pillage du revenu national pour le compte des privilégiés. Mendès France obéissait lui, à une autre logique !

» ... Le débat reste vague. J'entends des critiques, pas de propositions.

» ... Dans la mesure où, en tant que responsable politique, je m'identifie à la stratégie d'union de la gauche, qui veut la remettre en cause me combat ! Comme vous le savez, on s'intéresse beaucoup à ma succession à la tête du parti socialiste et on cherche à la précipiter. Tout cela se traduit forcément en conciliabules, coalitions, en intrigues, auxquels j'oppose tout simplement la ligne du parti. Je n'ai pas à me défendre, moi. Je n'ai qu'à défendre la politique du parti socialiste. »

Au sujet du récent congrès de la C.G.T., le député de la Nièvre déclare :

« Des voix commencent à se faire entendre d'une forte proportion des adhérents de cette centrale ouvrière. Les militants socialistes, dans le respect de leur engagement syndical, jouent un rôle de plus en plus important dans cette heureuse évolution. Résultat : le parti communiste, puissamment représenté à la direction de la C.G.T., a dû en tenir compte. Que l'appareil soit toujours strictement contrôlé par lui est évident, mais un peu d'air passe désormais de bas en haut. J'espère qu'il finira par passer dans l'autre sens. »

(1) N.D.L.R. — En l'état actuel des choses, la majorité dispose de 277 des 491 sièges de l'Assemblée nationale (155 R.P.R. et 122 U.D.F.) : l'opposition en détient 200 (114 socialistes et radicaux de gauche et 86 communistes) ; 14 députés sont « non inscrits ».

M. LABBÉ (R.P.R.) : nous tenons la clé de la situation politique.

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a fait mardi 26 décembre, la déclaration suivante : *« Après tant d'autres, voici que le premier secrétaire du parti socialiste rejoint la cohorte de ceux qui spéculent sur notre scission. Qui n'a espéré, qui n'espère la division du gaullisme ? Il est bon que notre rassemblement suscite toujours ce genre de rêves, avoués ou inavoués. C'est naturel parce que nous tenons la clé de la situation politique française. »* Faisant allusion aux *difficultés du parti socialiste*, M. Labbé a ajouté : *« Comme il est doux, parfois d'apercevoir une toute petite paille dans l'œil de son voisin... »*

M. Notebart présentera une motion

De notre correspondant

Lille. — M. Arthur Notebart, député (P.S.), maire de Lomme, président de la communauté urbaine de Lille, présentera une motion au congrès du parti socialiste qui se réunira en avril à Metz. Au cours d'une conférence de presse, le 26 décembre, il a déclaré en avoir précipité la publication *« au vu des interminables discussions parisiennes pour la préséance d'un texte »*.

La motion de M. Notebart reprend les idées émises dans la brochure qu'il a publiée récemment sous le titre de *Et maintenant que faire ?* Elle s'articule autour des points suivants :

1) LA RUPTURE AVEC LE CAPITALISME : pour M. Notebart, *« le problème des socialistes aujourd'hui n'est pas de savoir s'ils sont pour ou contre la rupture avec le capitalisme, mais réside dans la nature de cette rupture. Le terme même de crise du capitalisme ne doit pas les induire en erreur : il ne s'agit pas de simples difficultés économiques mais bien d'une mise en cause globale de la société reposant sur les valeurs capitalistes. Une réponse strictement économique s'avérerait du même coup insuffisante. »* M. Notebart ajoute : *« Le parti n'a pas pour mission de fournir des ministres au pays. Il doit en être de même pour le candidat à la présidence de la République. A ce sujet, il importe de préciser au préalable son rôle et sa mission. »*

2) EUROPE : la position du P.S. a été définie au congrès de Bagnolet. M. Notebart précise : *« Parce qu'élue directement par tous les citoyens des pays d'Europe, la nouvelle Assemblée aura une tout autre légitimité que celle de Strasbourg. Il serait illusoire de prendre le traité de Rome comme seule référence parce que, au moment de la signature de ce traité, trois des neuf pays actuellement membres de la C.E.E. n'y étaient pas engagés. (...)*

3) L'UNION DE LA GAUCHE : *« Le programme commun n'a pas suffi à unir le P.C. et le P.S. parce qu'il laissait de côté trop de divergences de fond entre les partenaires et en tout premier lieu le problème international qui semble avoir été la vraie raison de la rupture de septembre 1977. (...) Le parti doit mener le dialogue idéologique. Même si aucune espérance n'apparaît dans l'immédiat pour l'unité ouvrière, il importe de situer les divergences chaque jour. (...)*

POINT DE VUE

Clarté et courage politique

par LOUIS LE PENSEC, YVES TAVERNIER, et JEAN-PIERRE WORMS (*)

UN congrès socialiste a pour mission de définir les orientations du parti pour les deux années qui suivent et de choisir la direction chargée de les mettre en œuvre. En principe, le premier choix détermine le second. En fait, il est toujours difficile de séparer le choix des hommes de celui des orientations. Mais il ne faudrait pas que la relation entre les deux soit à ce point inversée, que les problèmes d'hommes et les arrangements de pouvoir en arrivent à occulter le débat sur les orientations.

Or cette exigence de clarification politique se heurte à deux tentatives convergentes pour bloquer l'ouverture d'un large débat au sein du parti socialiste. La première consiste à susciter de faux débats qui empêchent de poser les vraies questions. C'est la stratégie de la polémique à base de procès d'intention, de « petites phrases », de sous-entendus et d'attaques personnelles. C'est la « stratégie du soupçon », où l'on définit les positions de l'autre non pour ce qu'elles sont mais telles qu'on voudrait qu'elles soient afin de mériter la suspicion et les procès en excommunication.

Le P.C. en use à notre égard. Hélas ! certains membres de la direction socialiste en usent aussi désormais largement à l'égard de toute réflexion critique à l'intérieur du parti. Dans un cas comme dans l'autre, cela ne fait guère progresser le débat.

La deuxième façon de l'escamoter c'est de déclarer d'emblée qu'il n'a pas lieu d'être, en en situant l'objet à un niveau de telle généralité qu'on ne peut évidemment que constater l'accord. C'est la stratégie de l'unanimisme, qui sombre rapidement dans l'« intégrisme » et la récitation rituelle de « la messe en latin ».

Cette attitude sécurisante a d'autant plus de chances de séduire les militants qu'elle succède à une polémique qui les a désespérés. Mais un accord bâclé, faisant suite à un désaccord non clarifié, n'est ni convaincant ni politiquement efficace. Qu'on se souvienne de l'accord P.C.-P.S., entre deux tours de scrutin, succédant à six mois de polémique... et qu'on ne reproduise pas en notre sein un processus qui a, hélas ! fait ses preuves au sein de la gauche.

Au-delà des choix fondamentaux qui sont la raison d'être du parti socialiste — et que nul ne remet en question, — des problèmes réels se posent :

— Comment relancer l'union de la gauche avec un partenaire qui semble préférer la défaite de la gauche à une victoire qui ne serait pas sa victoire *sur* la gauche ?

— Comment prendre en compte les contraintes d'une situation économique nationale et internationale, profondément transformée depuis 1972, pour définir des objectifs de gouvernement à la fois réalistes et en rupture claire avec la logique dominante du système que nous voulons changer ?

— Comment, surtout, faire face aux immenses défis qu'annoncent, à échéance de cinq à quinze ans, les bouleversements d'ores et déjà engagés à l'échelle de la planète : ruptures prévisibles d'approvisionnements en énergie et en matières premières, croissance démographique mondiale plus rapide que celle de la productivité agricole, fin de la sécurité par la dissuasion nucléaire du fait de la dissémination de l'armement atomique, ébranlement de l'empire soviétique et nouveaux rapports de force mondiaux, crise des mécanismes de régulation sociale des démocraties occidentales et risques de totalitarisme, etc.

Toutes ces questions, l'opinion se les pose, nous les pose. Et d'abord ceux qui ont placé leurs espoirs dans *le renouveau du parti socialiste*. Si nous refusons de les traiter avec clarté, courage et lucidité, ils sauront, n'en doutons pas, sanctionner nos ambiguïtés et nos silences.

Pour le parti socialiste, se montrer aujourd'hui à la hauteur de ses responsabilités historiques, c'est plus qu'une exigence de dignité collective, c'est un problème de survie.

(*) Membres du comité directeur du P.S., M. Le Pensec est député du Finistère.

● *M. Pierre Mauroy* a évoqué samedi matin 23 décembre à Lille la situation du parti socialiste. Il a déclaré : *« La vraie question au P.S. est celle-ci : on nous a refusé jusqu'à présent le débat. J'espère qu'il aura lieu le 3 janvier prochain. (...) Les déclarations de François Mitterrand seront prises en considération, mais aussi les quatre documents que nous avons rédigés, Michel Rocard, moi-même et quelques autres. (...) Si la majorité du parti surmonte ses difficultés, elle rédigera une motion commune. Sinon, dans l'intérêt même du parti, il faudra porter le débat devant tous les militants et, à ce moment, je présenterai moi-même une contribution. (...)*

Le débat sur l'Europe

● *M. Roland Leroy*, directeur de *l'Humanité*, déclare, dans une interview accordée à *l'Humanité Dimanche* parue mercredi 27 décembre, qu'*« un mouvement puissant prend corps »* pour sauvegarder l'indépendance de la France contre les dangers d'intégration dans *« le bloc européen et atlantique »*.

M. Leroy ajoute : *« De récentes prises de position du R.P.R. permettent de penser qu'il est possible de mettre en échec les projets de démission nationale en accentuant la pression sur les députés et les élus et en obligeant le gouvernement à opposer son droit de veto aux décisions de la C.E.E. »*

● *M. Pierre Lefranc*, président de l'Association nationale pour la fidélité au général de Gaulle, lance, dans le numéro de décembre du bulletin périodique de l'association, un appel à la mobilisation des gaullistes pour combattre *« l'évolution des projets européens »* qui, selon lui, *« constitue une grave menace pour la France »*. Un article non signé dénonce, en outre, le *« parti de la démission »* qui *« a regroupé et regroupe tous les adversaires que de Gaulle a rencontrés sur son chemin »*.

● PRECISION. — L'Union démocratique européenne (U.D.E.), que préside M. Ronald Rémy, nous précise qu'elle *« n'a pas encore donné son accord »* au projet de fusion mis sur pied par le parti européen, le parti fédéraliste européen, le Rassemblement démocratique pour l'Europe unie et l'Union européenne. Ces quatre formations se sont associées au sein d'un Rassemblement européen afin de présenter une liste aux élections européennes (*le Monde* du 22 décembre). L'U.D.E. nous indique que son objectif est de *« présenter des candidats fédéralistes aux élections et de divulguer l'idéal mondialiste »*. Selon l'U.D.E., *« les divergences entre les fédéralistes européens de l'U.D.E. et les nationalistes européens du Rassemblement européen ont rendu tout accord impossible »*.

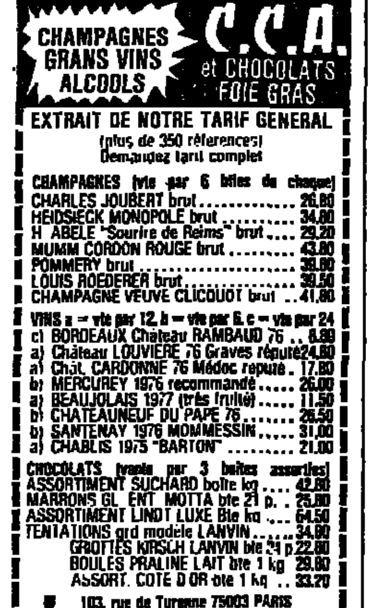
1978 : la fracture

(Suite de la première page.)

D'une part, de quelque côté qu'on regarde, la classe politique s'abandonne aux poisons et aux délices des querelles et des divisions. Il y avait longtemps que tous les partis sans exception n'avaient été aussi exclusivement occupés de s'entredéchirer, dans une balkanisation des forces, une mise en cause des dirigeants.

D'autre part, et par voie de conséquence, le fossé qui sépare cette même classe politique de la masse des Français devient un gouffre dont on ne distingue plus le fond. La vie publique fait penser à un théâtre d'ombres. On a l'impression que le pouvoir flotte parfois sans réussir à maîtriser les événements, que l'opposition de son côté a renoncé à imposer le dessein d'une autre politique, l'image d'une autre société. Quant aux Français, ils paraissent penser que la « vraie vie » est ailleurs et ils se soucient avant tout soit de leur bonheur individuel, soit à tout le moins d'échapper aux ennuis et aux périls de toutes sortes qui peuvent leur tomber sur la tête à l'improviste.

A chacun son horizon. Le président de la République a délibérément choisi le troisième millénaire et il réfléchit à la France de l'an 2000 tout en se consacrant pour l'essentiel à la politique étrangère et européenne. Son premier ministre, voué à la gestion, s'assigne l'horizon 1980 comme échéance de son pari économique et social. M. Jacques Chirac, lui, vise 1981 et manœuvre avec la fougue désordonnée qui le caractérise. Les chefs de la gauche doivent se contenter de vivre au jour le jour en tenant tête tant bien que mal à la contestation qui gronde dans chacune de leurs formations.



Procès et rancœur

En apparence, le tournant de l'année 78 se situe les 12 et 19 mars, avec les élections législatives. En réalité, il est clair désormais que les jeux étaient pratiquement faits dès le moment où, au début de 1977 sans doute, le parti communiste avait décidé qu'il ne gouvernerait pas avec ses partenaires de l'union de la gauche, eux-mêmes de plus en plus méfiants et réticents, puis brisé cette union le 23 septembre de la même année.

La mésentente, les grands conflits et les petites trahisons tissent toute l'histoire d'une opposition désunie depuis bientôt dix-huit mois et expliquent sa défaite, en sièges sinon en voix, *en dépit de ses succès aux élections partielles*. Si le parti socialiste est bien devenu, comme il était prévisible, la première force d'opposition, le mouvement gaulliste, rebaptisé Rassemblement pour la République, est demeuré par le nombre d'élus le premier parti au Palais-Bourbon.

Inévitablement, s'ouvraient à gauche les procès et règlements de comptes portant sur les responsabilités de l'échec ; et, dans le camp des vainqueurs, le groupe le plus nombreux, frustré de son succès, ne pouvait qu'éprouver de la rancœur. Aux accusations réciproques que s'adressaient communistes et socialistes, aux incidents répétés entre giscardiens et gaullistes, s'ajoutaient les controverses, voire les empoignades, à l'intérieur de chacune des formations ; et ces débats-là prenaient bientôt le pas sur le duel majorité-opposition comme sur les conflits entre partenaires.

La doctrine et les paris de M. Barre

La majorité tout entière pouvait au moins ressentir un sentiment commun : l'immense soulagement d'avoir gagné. Confirmé dans ses fonctions à la tête d'un gouvernement remanié, M. Raymond Barre redevenait le Joffre de l'économie avec comme chef d'état-major M. Monory, le Pinay modernisé de la Rue de Rivoli.

M. Barre entreprenait alors de mettre en œuvre sa doctrine de gestion et de poser les termes de son pari. La doctrine : le libéralisme, la recherche de la vérité des prix et de la modération des dépenses publiques. Le pari : jouer sur un maintien de l'expansion, fût-ce à un taux modeste, et le développement du commerce extérieur, gage de la santé du franc, en se souciant modérément de la *hausse des prix intérieurs et* moins encore de l'augmentation du chômage. Politique risquée, rude malgré tout cohérente, mais difficile à faire admettre par l'opinion. Car l'ampleur des fermetures d'entreprises et des licenciements revêtait, de *semaine en* semaine, dans les derniers mois de l'année, l'allure d'une catastrophe nationale.

Un second pari découle donc du premier : l'espoir que la tension sur l'emploi continuera à empêcher les troubles sociaux et les grandes grèves, ceux qui ont du travail craignant de le perdre et ceux qui n'en ont pas se sentant peu enclins à manifester, peu soutenus aussi par une solidarité autre que symbolique et verbale.

Le calcul de M. Chirac

Le calcul de M. Chirac, les élections passées, a vite paru reposer sur le sentiment inverse, à savoir que M. Barre perdrait l'un, puis l'autre, de ses paris. En même temps, le président du R.P.R. se trouvait, à divers égards, sur le fil du rasoir.

Vis-à-vis de ses militants, déçus et irrités, il lui faut maintenir la pression, donner des preuves de dynamisme et d'esprit de reconquête. Vis-à-vis du gouvernement et de ses partenaires de la majorité, l'idée de passer à l'opposition, d'ouvrir la crise, de provoquer la dissolution apparaît dangereuse et incongrue, au moins prématurée. Cependant, la perspective des élections européennes de juin 1979, où les socialistes, puis les giscardiens bénéficieront sur le papier d'un net avantage, a de quoi alarmer. Enfin, pour pouvoir être candidat à l'élection présidentielle de 1981, il est essentiel d'accentuer les traits de son image de marque nette et séduisante.

D'où, entre ces nécessités contradictoires, un constant *balancement. Tantôt une* trêve de six mois est annoncée, pendant laquelle le groupe R.P.R. promet d'être docile à l'Assemblée. Bientôt, elle est rompue, ou plutôt interrompue, et le R.P.R. émet un vote d'opposition avec les *communistes. Tantôt* le président du Rassemblement apaise ses élus, tantôt il lâche la bride aux plus impatients de ses supporters, les jeunes du R.P.R., tantôt encore il s'en prend de façon à peine voilée et très violente au président de la République et au « parti de l'étranger ».

Car le terrain de manœuvre est évidemment l'Europe, ce qui permet d'accuser les traits du champion *intransigeant de l'indépendance nationale*, homme d'ordre et d'autorité par surcroît. Ces allées et venues, ces contradictions déconcertent aussi bien certains des « chefs historiques » du gaullisme que l'électorat modéré.

Les déchirements de la gauche

A gauche, l'année n'est pas moins mouvementée.

M. Georges Marchais, aux prises avec les intellectuels du P.C., va de l'irritation méprisante au dialogue, mais de sourds, avec ceux qui réclament plus de démocratie dans le parti, plus d'ardeur pour la conquête du pouvoir, plus de sincérité dans l'union de la gauche.

M. François Mitterrand se mesure, tout en déplorant d'y être conduit, avec les tendances et les clans, avec ses plus proches lieutenants d'hier qui font soudain figure de rivaux, MM. Michel Rocard et Pierre Mauroy.

L'aile gauche du P.S., le CERES, se divise, elle aussi. A l'autre aile, la tentation sociale démocrate, si elle demeure frappée d'interdit dans les termes, gagne du terrain dans les esprits. Quant au troisième signataire du programme commun, M. Robert Fabre, il a choisi de se rapprocher personnellement de la majorité, tandis que ses amis radicaux de gauche connaissent, eux aussi, une crise intérieure.

L'échec et les déchirements ne *pouvaient pas ne pas retentir dans* la gauche syndicale. Prenant leurs distances avec les partis et redoutant de paraître se substituer à eux, les grandes confédérations ouvrières se sont mal remises des secousses subies. Tout en s'en défendant, elles reproduisent les clivages politiques et se montrent hésitantes face à la détermination du pouvoir.

Ainsi, de quelque côté qu'on tourne les regards, ce ne sont que *querelles*, affrontements, soupçons et rivalités. Perplexes devant le spectacle que leur offre leurs dirigeants, estimant qu'ils ont fait leur choix en mars et qu'il n'y a pas à y revenir, peu remués par les préparatifs des élections européennes, les Français se détournent une fois de plus des jeux du forum.

Certes ils se sentent concernés par la réforme de la Sécurité sociale, par la modification du système d'indemnisation du chômage, par les hausses du prix de l'essence annoncées pour 1979. Ils restent soucieux de la montée de la violence et s'intéressent aux discussions sur la peine de mort, sur la « légitime défense ».

Cependant échapper aux coups du sort, aux voyous et au fisc, aux accidents de la route et à la faillite, au chômage et à la taxation des plus-values, bref préserver son bonheur individuel semble constituer pour la grande majorité de la population le but actuel de la vie quotidienne. Les heurts politiques, les changements, les rapides transformations d'un monde en mouvement ne laissent pas vraiment indifférents, mais sont suivis comme un film à suspense. On sent bien que tout peut arriver, mais on ne croit guère pouvoir influer sur le cours des événements. Alors, fataliste ou résigné, on attend que se lève l'aube grise des temps nouveaux.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

GRANDE PARADE

Superman, luxe in tenebris

Lampions et manèges, parades sur les estrades des baraques foraines : sous les projecteurs rouges, le froid bleuit les filles aguicheuses qui promettent à l'intérieur la chaleur du strip-tease intégral. Des étincelles jaunes jaillissent sous les roues des autotamponneuses, le blanc crayeux des nougats flotte dans la nuit au parfum de sucre. Les rues sont en fête, le spectacle est dans les vitrines des grands magasins, dans les zoos chimériques où d'altiers animaux métalliques saluent la foule et font oublier que les fourrures et les soies sont là pour être vendues.

La tour Eiffel tient entre ses jambes le chapiteau multiloisirs — patronné par la mairie de Paris, Europe 1, FR 3, Moulinex. La jeunesse désargentée vient s'y réchauffer, écouter ses chanteurs, se donner des sensations sur planches à roulettes, draguer un peu. Les restaurants ont mis des petites boules de coton sur leurs portes, collé des décalcomanies de Père Noël et augmenté leurs prix. Pendant les *fêtes*, la *frénésie* de dépenses saisit par saccades des pans entiers de population hypnotisée. Tout le monde fait semblant d'être riche, il le faut bien, rien n'est pour rien. Les soldats de l'Armée du salut chantent la charité. La mairie de Paris — initiative d'Emmanuel Dechartre, — offre gratuitement des concerts et des danses, guirlandes culturelles pour agrémenter un temps les architectures fonctionnelles de la Ville, les murs gris de la gare Montparnasse.

Le cinéma pense aux enfants. Walt Disney règne, Superman n'est pas loin. Dans le ciel noir des mondes lointains vrombissent déjà en sensurround les vaisseaux de guerre de Galactica. Les tutus blancs des ballerines font les Noëls blancs des Opéras. Théâtres et music-halls brillent de tous leurs feux. Les familles réunies pour les réveillons vont s'offrir leur luxe de l'année, leur foisonnement d'images à retenir dans leurs mémoires : grand spectacle. — C. G.

LES enfants le savent déjà : *Superman* sort en janvier. Pour le moment, ils ne pensent qu'à Goldorak, à leur collection d'images, à l'album où ils ne les colleront pas, puisqu'on ne trouve rien dans les magasins, *ni* album, *ni* mannequins, rien. Mais ils se préparent à l'arrivée de l'homme d'acier, le justicier volant, sans que personne sache comment la *nouvelle leur* est *parvenue*. *Superman : le film,* annoncent simplement deux affiches sur les Champs-Elysées (1).

Le 10 décembre, la première a eu lieu à Washington, en présence du président Carter et de son épouse, d'hommes politiques, d'athlètes, de gens du spectacle. En trois jours de programmation, le film a rapporté, aux Etats-Unis et au Canada, plus de 7 millions de dollars. Depuis, il est sorti à Londres et en Afrique du Sud. *Superman* sera à Paris le 31 janvier. Normalement, on met en marche le bataillon des critiques plus de trois semaines à l'avance. Cette fois, il n'y aura pour eux qu'une ou deux projections, quelques jours avant la sortie, et pas dans n'importe quelle salle. Et si l'on s'enquiert à Paris du lancement, auprès du chef de publicité à la Warner-Columbia, celui-ci fait répondre qu'il regrette, qu'il ne dira rien : les Etats-Unis s'y opposent. Faux supense autour d'un film que l'on peut aller voir à Londres, vrai mystère du cinéma à l'échelle multinationale, quand un seul pays parachute sur plusieurs continents un produit qu'il télécommande.

Ce n'est pas n'importe quel produit. Trois années de suite, pendant le Festival de Cannes, un avion a traîné une banderole « Superman » au-dessus de la baie. On s'était habitué à cette existence dérisoire d'un film littéralement en l'air. Et puis voilà qu'il a pris corps. Il a coûté 35 millions de dollars, c'est presque les budgets réunis de *la Guerre des étoiles*, de *la Fièvre du samedi soir* et de *Grease*. On y a concentré les éléments qui font courir les Américains dans les salles de cinéma parce que la télévision ne peut pas les offrir. *Superman :* superfilm.

Une musique de John Williams (qui a reçu un oscar pour celle de *la Guerre des étoiles*) illustre les cent quarante-trois minutes d'aventures, d'amour et d'humour. John Barry a dessiné les maquettes ; on a mis les prouesses des meilleurs techniciens américains et anglais en matière d'effets spéciaux sous la direction de Colin Chilver, au service des pouvoirs de Superman, dans une mise en scène de Richard Donner. On a incarné le personnage : tout cela est affaire de crédibilité. Christopher Reeves, acteur inconnu — mais quel avenir, puisque le producteur, Alexander Salkind ne va pas s'en tenir à un seul épisode, — prête sa carrure et un visage neuf idéal pour l'identification définitive. Gene Hackman est le démoniaque Lex Luthor, et Marlon Brando, le père du petit Superman. Pour une apparition d'un quart d'heure, il a touché un cachet d'environ 4 millions de dollars. Il vient d'entamer une action en justice, réclamant 50 millions de dommages-intérêts aux producteurs et distributeurs, car, soutient-il, il n'est pas prévu qu'une part des bénéfices réalisés à l'étranger lui revienne.

La planète Krypton, le vaisseau spatial qui sauve du désastre le bébé Superman, recueilli sur terre par un couple qui fera de lui un Américain moyen, toute la genèse de la bande dessinée créée par Jerry Siegel et Joe Shuster en 1938, dans la revue *Action Comics,* a été respectée par les adaptateurs, dont Mario Puzzo, auteur du *Parrain*. On n'allait pas raconter des histoires à des millions de gens élevés dans le respect d'une tradition entretenue depuis



Extrait de « la Bande dessinée » par Jacques Zimmer.

quarante ans. Superman, donc, est dans la vie le très inoffensif reporter Clarke Kent, bousculé par sa collègue Loïs Lane. folie du héros magique, dont la force est sans limite, qui vole plus vite que la lumière (ça lui permet des voyages dans le temps), qui change le charbon en diamant, abat les forêts, voit à travers les corps, soulève les bateaux. Il est beau, il est généreux, il est le sauveur de la veuve, de l'orphelin, de l'humanité, du président des Etats-Unis, dès qu'il faut déjouer un complot. Quand le petit journaliste se change et réapparaît en tenue moulante et cape, il y a là le charme de la bande dessinée, renforcé par les pouvoirs du cinéma. Un quidam qui devient un surhomme quand la situation l'exige : fantasme universel. Comme Superman est en plus un séducteur, avec un érotisme qui reste terre à terre, on peut penser qu'il sera, à court et à long terme, plus fascinant, plus rentable, que John Travolta.

En France, où la clientèle des enfants est d'ores et déjà acquise (alors que la bande dessinée *Superman* n'est pas aussi en vogue qu'outre-Atlantique), comment va-t-on lancer ce film, comment lance-t-on les films-événements, les films à grand spectacle ? C'est d'abord une question de rapport de forces. S'il n'y a personne à Paris pour conquérir une certaine indépendance, ce sont les Etats-Unis qui décident de tout, depuis la physionomie d'ensemble de la campagne publicitaire, jusqu'aux photographies qui seront publiées dans les journaux, l'affiche, qui sera la même dans tous les territoires, et les extraits pour la télévision. Dans ces cas-là, personne à Paris ne peut faire un geste sans envoyer télex sur télex à Londres, où les compagnies ont généralement leur siège social, ou aux Etats-Unis. Si de là-bas on décide de modifier tel aspect de la campagne, cela suffit pour bloquer toutes les opérations en France.

La liberté de manœuvre varie selon les compagnies, les chefs de publicité sont plus ou moins « créatifs », les directeurs artistiques existent ou pas, les agents chargés d'acheter l'espace publicitaire ont du pouvoir ou ne sont que des intermédiaires. Les budgets diffèrent : 2,6 millions de francs — presque le coût moyen d'un film français, — pour la promotion de *Superman,* ou 1 million pour *Sergent Pepper's lonely hearts club band,* qui va bientôt sortir, distribué par CIC (Cinéma International Corporation). Mais pour chaque film la démarche est la même. On se livre au marketing (étude du marché où l'empirisme règne quand il s'agit de cinéma), on étudie soigneusement les enquêtes du CESP (Centre d'étude des supports de publicité), et l'on connaît sa cible, le créneau sur lequel on « positionnera » ce produit d'information et de consommation, ce « produit de mode » qu'est le *film*.

Pour *Superman* on va chercher à passer le seuil des six cent mille entrées à Paris, à dépasser le million. Pas de difficulté pour déplacer la clientèle dite « habituelle ». C'est le public « occasionnel » qu'il faut atteindre, ces 63 % de la population cinématographique qui se déplacent moins d'une fois par mois, et ceux qui ne vont dans les salles qu'une ou deux fois par an. Pour *Sergent Pepper's*, il va falloir alerter les adolescents. Le lancement, organisé à Paris, reposait sur la venue des Bee Gees au MIDEM (Marché international du disque et de l'édition musicale). On leur aurait remis de nombreux prix pour leur disque, puis on aurait invité cent cinquante journalistes à Monte-Carlo. Mais les Bee Gees ne veulent pas venir. Ils ressemblent en cela à la nouvelle génération d'acteurs, celle qui va de Robert de Niro à Al Pacino, qui ne se plie plus avec conscience et professionnalisme aux besoins de la promotion, aux desiderata publicitaires.

Un mot de Roger Gicquel au journal du soir, un extrait passé « chez Drucker » le dimanche après-midi, comme on dit « chez Pivot » dans le monde des livres : cette publicité gratuite compte davantage que les dizaines de milliers de francs engloutis par les arrières d'autobus, les panneaux des Champs-Elysées ou du métro, ou les abribus, qu'il faut retenir un an et demi à l'avance. Et pour les chefs de publicité, l'attachée de presse est souvent la clef de voûte : sur elle repose en partie la « rédactionnelle », c'est-à-dire tous les articles publiés sur un film.

Ce sera ardu, pour *Superman :* il n'y a pas de sujet pour dépasser le cadre du film (comme les ovnis pour *Rencontres du troisième type*). Pas moyen non plus de se replier sur le « phénomène » (phénomène disco, phénomène Travolta). En attendant, la publicité payante mobilisera les ressources payantes de l'affichage, puis on fera appel à la radio, « média de grande profondeur ». On exploitera les dons d'ubiquité de *Superman,* on en fera même des concours et des jeux, pour tout le pays.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(1) Là, on pourra acheter ce qu'on voudra comme T-shirt et poupées, alors que seuls les films de Walt Disney bénéficiaient jusqu'ici de cet environnement, qu'on appelle le *merchandising*, et qui repose sur l'acquisition de licences.

La belle aventure

A Brétigny-sur-Orge, dans un lotissement en pleine campagne, se dressent les deux hangars (1 600 mètres carrés) des productions DO FA de Nick Varlan, entreprise de galas lyriques qui fait « tourner » en France, en Belgique, au Luxembourg, en Suisse, une soixantaine d'opérettes. Dans cette double caverne d'Ali-Baba, Nick Varlan, directeur artistique, entrepose ses trésors. Auberge espagnole, port méditerranéen, salons et forêts, balcons pour sérénades, pergolas de guinguettes, palais chinois, jardins ensoleillés et places publiques, voilà les beaux décors du trompe-l'œil et de l'illusion. Les grands lustres de My fair lady sont en matière plastique mais, sur scène, ils prennent l'éclat du cristal. Des hangars de Brétigny, les décors de rêve partent par camions avec, soigneusement pliés dans des malles d'osier, les costumes — toujours frais parce que constamment entretenus, rénovés, — qui vont habiller interprètes et figurants de la Veuve joyeuse, le Pays du sourire, les Cloches de Corneville, Phi-Phi, la Fille de Madame Angot, l'Auberge du cheval blanc, Rose-Marie, Valses de Vienne, Rêve de valse, la Belle de Cadix, Andalousie, Colorado, la Route fleurie, le Chanteur de Mexico, le Prince de Madrid, Viva Napoli, Pêcheur d'étoiles, et bien d'autres.

Or l'histoire des productions DO FA est aussi romanesque qu'un livret d'opérette. Comme si l'opérette débordait dans la vie. En 1948, Nicolas Varlan, jeune Roumain émigré, arrive à Paris, nanti d'un premier prix de chant du Conservatoire de Vienne. Il parle le roumain, l'anglais, l'italien, le yiddish, mais pas beaucoup — et mal — le français. Il va trouver les imprésarios, passe un tas d'auditions... et doit, pour gagner sa vie, chanter dans les rues avec sa guitare. Un engagement dans une boîte de nuit lui vaut pourtant une recommandation pour le directeur du Casino Montparnasse. Là, Jane Sourza répète la Poule aux œufs d'or, de Marc-Cab. Elle entend le chanteur et le trouve très bien. Du coup, Marc-Cab lui donne à apprendre la Belle de Cadix, le succès de Luis Mariano, et l'envoie à un professeur de phonétique. Huit jours après, Nicolas sait par cœur la Belle de Cadix et il lui reste juste un léger accent qui justifie l'espagnolade.

C'est arrivé au Mans

Il faudra bien, alors, que le destin se manifeste. Notre Roumain passe une audition chez un imprésario au moment où un directeur de théâtre téléphone pour réclamer quelqu'un qui remplacerait Rudi Hirigoyen... dans la Belle de Cadix. Nicolas fait un essai au téléphone. Il est engagé au Mans. Le soir de ses débuts, malgré la concurrence du cirque Pinder, il remporte un triomphe. Il va chanter, par la suite, plus de huit cents fois la Belle de Cadix, devenir aussi l'interprète du répertoire Mariano. Mais ce n'est que le commencement et Le Mans — Nicolas ne le sait pas encore — est la ville natale de Jacqueline, celle qui va beaucoup compter dans sa vie.

La scène se passe chez le professeur de phonétique où Nicolas Varlan — rebaptisé Nick Varlan, par Aimée Mortimer, depuis son passage au Train de plaisir, émission radiophonique animée par celle-ci — vient répéter le Pays du sourire qu'il doit chanter à Toulouse. Une jeune fille est là qui chante et joue du piano.

Jacqueline a fait des études musicales au Mans, puis est venue à Paris, à la Sorbonne. Titulaire d'une licence de lettres et d'un diplôme pour l'enseignement de la musique dans les lycées, elle a choisi la musique. Choriste dans une représentation de concert des Scènes de Faust, de Schumann, elle a été remarquée par le critique Antoine Goléa, qui lui a conseillé de travailler sa voix. C'est pourquoi, ce jour-là, elle se trouve chez le professeur de phonétique. Il lui demande de tenir le piano pour accompagner un jeune ténor. Elle accompagne donc Nick Varlan qui, comme par hasard, chante « Je t'ai donné mon cœur ». C'est le grand air du Pays du sourire. Ils se revoient, ils se marient et ils auront deux enfants.

Nick pousse Jacqueline à prendre des leçons de comédie, l'encourage à venir à l'opérette. Nommée professeur de musique au lycée La Fontaine, elle se fait mettre en congé « pour convenances personnelles », et donne la réplique à son mari lorsqu'il apprend ses rôles. Nouvelle intervention du destin grâce au téléphone. Le directeur du théâtre de Reims cherche une fantaisiste pour Roses de France. L'interprète retenue s'est cassé la cheville. Il faut apprendre le rôle en deux jours. Nick Varlan connaît-il quelqu'un ? « Oui », répond-il sans hésiter, « ma femme ». Jacqueline relève le défi. Elle part pour Reims ; elle va y faire toute la saison. La voilà devenue Arta Verlen. Elle joue les classiques de l'opérette, Véronique, la Fille de Madame Angot, la Fille du tambour-major, Ciboulette et tout le répertoire Francis Lopez. Chanteuse fantaisiste, sa grande spécialité est le rôle d'Aspasie dans Phi-Phi. On la voit aussi à Paris dans Une femme par jour. Nick Varlan continue sa carrière et chante, outre l'opérette, l'opéra italien. Mais il a envie d'autre chose : fonder sa propre compagnie.

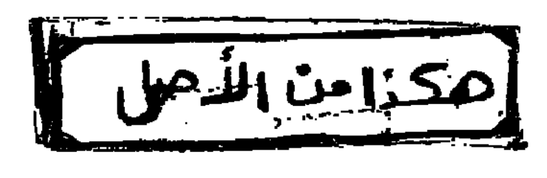
Sur deux notes

Nick Varlan a traduit en français une opérette sur la Roumanie, Rhapsodie tzigane, qui a été remaniée par Maurice Vandair. La musique du folklore roumain a été adaptée par Jacques Météhen. Les Varlan s'occupent eux-mêmes des décors et des costumes et se lancent dans l'aventure de la production. Rhapsodie tzigane est créée au Mans (ville qui revient souvent dans cette histoire) en 1960, avec un succès foudroyant aux fêtes de Noël et du Jour de l'an. Nick Varlan et Arta Verlen sont le jeune premier et la jeune première. A la suite de cela, plusieurs théâtres demandent Rhapsodie tzigane. C'est la naissance officielle des productions DO FA, deux notes de musique pour la raison sociale mais aussi et surtout — valeur sentimentale — les premières syllabes de Doïna Fabiola, les deux prénoms de la fille du couple. Nick quitte alors la scène et se consacre à l'administration de ses tournées. Sa femme ne cessera jamais de l'aider. La réussite des productions DO FA leur sera commune. A Rhapsodie tzigane s'ajoutent la Belle de Cadix, Phi-Phi, Rêve de valse, la Veuve joyeuse... En 1964, Luis Mariano fait pour Nick Varlan des maquettes de décors destinés à la Belle de Cadix. Nick achète des costumes en Espagne et promène l'opérette dans une tournée internationale : France, Belgique, Canada, Mexique, avec Mariano en vedette. Au retour, le chanteur va créer le Prince de Madrid au Châtelet. Le succès épuisé, Mariano repart avec les productions DO FA pour une nouvelle tournée internationale du Chanteur de Mexico.

L'affaire a pris une ampleur considérable. Il a fallu des locaux (dans Paris, avant l'installation à Brétigny) pour les décors et pour les costumes, des camions et du personnel. Nick Varlan reprend tout le matériel de la compagnie Royalta, puis, en 1972, rachète les tournées du Châtelet, qui ont le répertoire du célèbre théâtre. Les productions DO FA deviennent — et sans aucune subvention de l'Etat — la plus grande compagnie française de tournées lyriques. En fait, leur activité est double. D'une part, la programmation « à la carte » d'opérettes à Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Béthune, Le Mans, et partout où il n'y a pas de troupe sédentaire. DO FA fournit les spectacles montés avec vedettes, seconds et petits rôles, choristes et matériel. D'autre part, les prestations de services aux théâtres : location du matériel et des costumes selon les demandes. Il y a aussi, parfois, des créations : Gipsy et Pêcheur d'étoiles, rodées à Lille avant d'arriver au Châtelet ; Folies parisiennes d'Offenbach et My fair lady, à Rouen.

Pour les fêtes de Noël, cette année, les productions DO FA (affaire de famille, puisque les enfants Varlan, la fille et le fils, y travaillent avec leurs parents) ont dix-sept opérettes à grand spectacle dans les théâtres, dont onze en location. Rose de Noël, qu'on donne actuellement au Châtelet, est une production Varlan, comme Viva Napoli, programmé sur TF 1 le 24 décembre. L'entrepôt de Brétigny-sur-Orge est en effervescence. On décroche les costumes, on prépare les décors, les camions font la navette. Parce que l'opérette, quand on l'aime, on ne s'en déprend jamais.

JACQUES SICLIER.



LE MONDE

GRANDE PARADE

Pages réalisées par HERVÉ GUIBERT

Le luxe, jusqu'à l'épuise[...]

Le grand spectacle — revue de music-hall, opérette — est un type de spectacle qui marche sur la stupéfaction, l'excès, la démonstration d'un luxe aussitôt ravi et toujours renouvelé, jusqu'à l'épuisement. Un spectacle des Folies-Bergère ou du Lido est conçu sur le rythme, sur le nombre de changements de décors et de costumes, comme une succession d'euphories et d'exotisme Chaque tableau repose sur la satiété des corps qui défilent et s'entassent, sans d'autre issue que la saturation, jamais atteinte que dans le final, toujours coupée par le noir ou le rideau qui tombe C'est, comme la montée du plaisir, une accumulation de fantasmes — là les corps, les tissus et les couleurs qui les découvrent, — mais le plaisir est sans cesse remis, chaque nouveau tableau repropulse une nouvelle proposition de fantasmes, corps, décors, costumes. Le grand spectacle est un spectacle de longue durée, de deux à trois heures, qui doit griser et fatiguer le spectateur.

Le grand spectacle est aussi un spectacle qui marche, davantage que les autres, sur le voyeurisme. Le corps de la *girl*, choisi très grand, et rehaussé par des talons et des chapeaux qui lui font parfois atteindre 3 mètres, est un corps géant, gonflé (on ne parle *plus de silicone*), poudré, exhibé dans des écrins de plumes. Une revue de music-hall pourrait se regarder comme une présentation de bordel, mais les corps sont inaccessibles, ils terrassent le spectateur, et s'évanouissent sitôt apparus. Ce sont des corps-mirages pour de fugitives fixations. Ils se reproduisent en séries, en lignes, le spectateur peut à son gré découper dans la bande un corps de préférence, qu'il cherchera d'un tableau à l'autre.

Le corps de la danseuse de cancan s'écartèle sous l'œil du spectateur enfoncé dans son club : ce tissu froufroutant comme un agrandissement de plissés féminins. Le grand spectacle a conservé les idées de prouesses, de performance, d'un corps dont on exige toutes les souplesses. Le grand écart de la patineuse sur la piste de glace du Lido fait mal.

Simpliste, le grand spectacle s'approche du défilé, mode ou corps de ballet. Les premiers spectacles présentés au Châtelet étaient des défilés militaires, avec des animaux. Le grand spectacle est par excellence le lieu de l'illusion : les décors sont des toiles peintes en trompe-l'œil ; le chef d'orchestre, avec un casque sur les oreilles, dirige un orchestre à moitié imaginaire dont seuls les cuivres et les percussions sont présents, les violons et les flûtes défilent sur bande magnétique. Il était intéressant de raconter les grands spectacles de leur coulisses, d'être à la frontière de la réalité et de la féerie, car là plus qu'ailleurs le passage de l'envers à l'endroit du décor est vertigineux. — H. G.

J'AI rendez-vous aux Folies-Bergère à 20 heures, peu avant le début du spectacle. Je laisse la façade dorée ou étincelle le nom de la meneuse de revue, Eva Miller, et je passe par l'entrée des artistes, dans une ruelle sombre. Des machinistes boivent une bière avec des filles en peignoir dans un bar miniature. Je dois rencontrer le directeur artistique, Michel Gyarmathy. Il me fait un peu attendre. Quand je me lève pour me présenter, il me fait aussitôt rasseoir, il m'a pris pour un danseur qui sollicite une audition. Il me reçoit dans son bureau encombré de dessins de costumes et de cartes de visite. Il m'en montre une, justement, afin que je ne me trompe pas dans l'orthographe de son nom. C'est un vieux juif hongrois qui porte une chaîne de maillons en argent énormes autour du cou et des bracelets similaires aux poignets. Il veut bien me laisser aller dans les coulisses, à condition que je n'adresse pas la parole aux danseuses : « *Si vous voulez en voir une, j'en ferai venir une dans mon bureau pendant l'entracte, elle parlera en ma présence.* » Il veut savoir si je n'ai pas d'appareil photo dans mes poches.

Je lui demande quels rapports il a avec ses danseuses, et il ne comprend pas bien ma question ; il siffle entre ses lèvres : « *Mais je les baise pas !* » Je m'excuse : « *Rapport de patron à employé*, ajoute-t-il, *amical, très amical !* » Je lui demande combien elles sont payées : « *C'est suivant la beauté, ce n'est pas comme le kilo de savon, si elle est très jolie, elle est payée un peu plus cher.* » Le téléphone sonne : « *Quel nom, dites-vous, mademoiselle? Je n'ai pas eu l'honneur d'entendre beaucoup parler de vous ! Vous êtes meneuse de revue ? Tentez votre chance, venez vendredi à 4 heures, au revoir, mademoiselle !* » Il raccroche et m'accompagne dans les coulisses.

Le plateau des Folies-Bergère est très étroit, il fait seulement 6 mètres de profondeur. Des toiles peintes descendent des cintres, mais il n'y a pas de place pour entreposer au fond de la scène des éléments de décors ou des accessoires : les machinistes les apportent au fur et à mesure des tableaux. Je dois me garer dans un couloir étroit où les girls et les boys finissent de mettre leurs costumes. Une habilleuse, une vieille petite dame en blouse perchée sur des bottines et portant sur l'épaule un amas de plumes, me demande de ne pas rester dans la loge commune, car ces dames, dit-elle, n'aiment pas qu'on les regarde.

Les danseuses n'ont que quelques secondes durant le changement entre deux tableaux, et elles dévalent les unes derrière les autres sur des escaliers de bois chancelants. Elles ont des chapeaux démesurés, des robes à cerceaux gigantesques, et elles courent de biais, comme des crabes, pour passer dans le couloir. Elles montent les escaliers du décor, réajustent toutes leur perruque au même moment, le rideau s'ouvre, elles sourient en ouvrant les bras à 45 degrés, le rideau retombe, elles dégringolent l'escalier, se plaquent face au mur en attendant qu'un machiniste, mécaniquement, désabusé mais avec une grande gentillesse, descende dans leur dos la fermeture à glissière, la robe tombe, elles sont nues et se précipitent dans leurs loges, les habilleuses ramassent les robes en paquets, qu'elles portent sur leur dos et à bout de bras. Je remarque dans cette cavalcade des dominantes de couleur, le rose, le lilas, l'argenté.

Un machiniste marche sur les mains ; un autre dit qu'il a l'âge de Tino Rossi, et qu'il chante aussi bien que lui. On apporte sur un chariot la grande lune lumineuse. Le danseur nu, un moustachu fier qui croise les bras sur sa poitrine velue et a entre chaque cheveu la marque du peigne, vient prendre place. Il parle au machiniste qui va hisser la lune, et l'un a beau être nu et l'autre habillé, ils parlent d' « homme à homme », d' « égal à égal », de voitures et de réparation de chauffage. Arrive la danseuse nue, qui doit aussi monter sur la lune. Ils se voient pour la première fois de la soirée, ils vont faire ensemble leur numéro d'acrobatie, et ils ne se parlent pas, ne se regardent même pas. « *C'est là que les Athéniens s'atteignirent* », dit le machiniste en regardant monter sa lune.

Pour s'échauffer, les danseuses de cancan projettent leurs jambes sur les épaules des machinistes et font des flexions. « *Ne me décoiffe pas ; j'ai eu du mal à me coiffer.* » La maîtresse de ballet dit au danseur-vedette de rentrer son ventre. Les machinistes arrêtent de lire *l'Equipe* pour apporter les baignoires en plexi munies de téléphones roses. Le fond de la scène est tapissé de quatre grands miroirs ; pendant l'entracte, on essaie les jets d'eau. Un danseur promène ses deux cockers. Les machinistes sont assis sur les chevaux empanachés qui attendent le final. Il y a sur les murs des notes de service, où l'on menace les danseuses de blâmes si elles ont des absences non justifiées, ou si elles manquent trop souvent leurs entrées. La direction annonce qu'elle prend en charge la décoloration des artistes jusqu'à une somme de 80 F, T.V.A. comprise : il suffit d'aller retirer son bon de décoloration chez l'administrateur.

Une danseuse égarée, costumée Moyen Age avec une coiffe triangulaire sur la tête, relève d'une main sa traîne de tulle et, l'autre main posée sur la poitrine, le teint très pâle, elle tousse longuement d'un souffle caverneux, appuyée contre un montant du décor. Une habilleuse secoue un costume et crie : « *Oh ! un cafard !* » Les danseuses viennent prendre place sur les escaliers du décor pour la scène des naïades. Elles gardent leurs peignoirs jusqu'à ce que le rideau se lève, puis elles les jettent par terre. L'une d'elles m'accoste : « *C'est toi qui remplace Roméo ? ... Alors qu'est-ce que tu fais là ?... Tu es journaliste, qu'est-ce que tu vas écrire ? Ici, on travaille à la chaîne, ça tu peux le dire... On n'est pas considéré en tant qu'artiste, surtout les femmes... Sinon, c'est beau, tu as vu les décors ? ...Heureusement qu'on se tient les coudes entre nous et qu'on est soutenues par les syndicats... La concierge nous prépare des petits plats pour pas cher... On arrive à 6 heures et on se maquille tout le corps. Dans les loges on discute ; on se remonte le moral. L'après-midi, on est au Conservatoire ; je prends des cours de danse trois fois par semaine... Il y a beaucoup de filles qui sont mariées... Il faut une vie équilibrée pour faire ce métier.* »

∴

La scène du Châtelet est immense : on se perd un peu entre les pans de toiles peintes et les anciens décors remisés dans l'ombre. Il y a des escaliers dont les portes à battants semblent n'ouvrir sur rien, mais il en sort un valet de chambre, un hussard et un jeune premier grippé, qui ne retirera son écharpe qu'au moment d'entrer en scène. Le régisseur est sur le côté de la scène, face à un poste de télévision qui montre la fosse d'orchestre. Il descend le rideau de fer, puis il fait démarrer la publicité. Dans un coin un chanteur fait ses vocalises. Le régisseur parle dans un micro : « *Messieurs-dames, rapidement en scène. Ce soir, Monsieur X... jouera le rôle de Joseph. Monsieur Y... a repris son service.* » Les machinistes sont assis dans le décor, sur les chaises d'une boutique de chapeaux : c'est le premier décor de *Rose de Noël*. Les autres décors sont déjà prêts derrière, et les toiles se lèveront les unes après les autres pour laisser paraître une gare, une taverne ou un jardin public. Le régisseur frappe les trois coups : « *C'est parti, mon kiki !* »

Le chef d'orchestre apparaît sur le poste de télévision et attaque l'ouverture. L'habilleuse, une ancienne danseuse du Théâtre Mogador, passe avec sa blouse de nylon blanc entièrement recouverte par les signatures des artistes qui ont joué la précédente opérette. L'encre est indélébile, et elle a quatre blouses de rechange, une par spectacle. Le régisseur va sonner une cloche à l'avant-scène, une danseuse arrive, et elle s'écrie : « *Oh ! je n'ai pas signé* », et disparaît dans un bureau. Le pompier suit le spectacle d'un air las, la main sous le front et le coude sur le genou, en regardant la télévision.

Mlle Totsi va bientôt entrer en scène, et aussi Mlle Ludovica. Elles se parlent tandis que le couturier reprise à leurs pieds un volant violet, et le moment où il casse le fil entre ses dents coïncide exactement avec celui où elles entrent en scène : « *La mienne n'est pas voleuse du tout, du moment que ce n'est pas dans son assiette, elle ne mange pas.* » Le jeune premier se bouche les oreilles aux notes trop aiguës de la jeune première. Il revient après huit jours d'absence : « *J'ai le trac parce que j'ai encore de la fièvre, il faut que je me remette dans le bain... J'avais une « doublure », c'était un type de quarante-cinq ans qui jouait un rôle de dix-huit ans.* »

Le régisseur fait une annonce au micro : « *Les artistes du corps de ballet et du chœur désireux de toucher un acompte sont priés de se rendre au bureau de M. Untel.* » Le hussard est affalé sur un ancien décor : « *Mais qu'est-ce que tu fais là ? — Je suis fatigué, la fièvre me fout par terre.* » L'habilleuse, qui ne manque pas un tableau, suit le spectacle par un rideau du côté et bat la mesure en même temps que le chef d'orchestre. Le pompier las s'adresse à une danseuse. Le valet de chambre, qui sue, s'évente avec sa livrée ouverte. Les figurants allument leurs lampions pour se promener entre les arbres enneigés : c'est la scène de la valse, et le régisseur prend un machiniste dans ses bras pour valser avec lui, deux secondes. Il doit faire une nouvelle annonce : « *Attention, en scène pour la retraite aux flambeaux !* »

Les figurants sortent au pas cadencé, leurs lampions à la main. L'un d'eux a oublié de faire un pas, et l'arrivée en coulisses est tumultueuse : « *Je n'ai pas fait le 5, 6, 7* ». Un machiniste met sa bouche au bout de la longue natte d'une danseuse : « *Allô ! Allô !* ». La jeune première entre dans sa loge et, par l'entrebâillement de la porte, j'aperçois Mireille Mathieu qui « passe » à la télévision. Les machinistes se préparent pour la scène du ballet volant : ils ont apporté des tables contre les rideaux et ont installé des sortes de poulies. Ils sanglent les danseuses qui réenfilent leurs tutus, puis ils les accrochent aux cordes. Ils montent sur les tables et, au signal donné, ils sautent les uns après les autres pour propulser les danseuses vers les cintres. Celles-ci m'interpellent :

« *Hé ! c'est nous les danseuses volantes ! Notre moment préféré, c'est celui où on redescend. On ne touche même pas une prime de risque, même pas 5 F, ça, vous pouvez l'écrire, et ça fait mal, c'est l'enfer, heureusement que ça ne dure pas huit heures !* »

Le régisseur m'emmène dans un bureau pour me montrer, derrière une porte, la liste de toutes les opérettes qu'on a jouées au Châtelet depuis 1862, et le nombre de représentations : *la Poudre de perlinpinpin ; les Pirates de la savane ; le Secret de Miss Aurore ; Malikoko roi nègre.* « *Dans* le Tour du monde en quatre-vingts jours, *trois mille quatre cents représentations, nous avions un avion grandeur nature qui descendait du ciel. Dans* Annie du Far-West, *nous avions un petit éléphant et dans* Monsieur Carnaval *une voiture en marche. Et puis nous avons*



Ascenseurs

LE grand spectacle est un spectacle à effets, à apparitions et disparitions qui nécessitent une machinerie complexe, de grands plateaux et un personnel technique considérable. La machinerie elle-même est utilisée comme effet de spectacle, puisque beaucoup de changements de décors sont faits « à vue » : au Châtelet, les spectateurs voient s'ouvrir le plancher de scène et s'élever un ascenseur dans lequel le décor entier est construit ; au Lido, les girls et les boys prennent place sur des décors chargés dans les dessous ou dans les cintres, qui montent ou descendent avec eux jusqu'au niveau de la scène.

On compare souvent un théâtre de grand spectacle à un navire : certains machinistes sont d'anciens marins, de nombreux termes techniques (filins, cabestans...) sont empruntés à la marine. Autrefois le Châtelet avait son menuisier, son tapissier, et même un forgeron. Dans Volga, la dernière opérette à grand spectacle qui a coûté plus de 6 millions de francs, on a eu recours à un ingénieur des mines pour installer des tapis roulants sur lesquels puissent galoper des chevaux. Le couple-vedette s'enfuyait en troïka, poursuivi par deux cosaques, un paysage givré défilait derrière eux pour accroître le mouvement. La fabrication, quasiment artisanale, de l'effet et sa reproduction chaque soir mobilisent toute l'équipe technique.

Les dimensions et les nombres du grand spectacle sont impressionnants : la scène du Châtelet fait 35 mètres de profondeur, celle de l'Opéra peut atteindre 58 mètres quand on ouvre, pour les défilés du corps de ballet, le mur qui sépare le fond de la scène du foyer de la danse. Cent techniciens travaillent sur le plateau, sans compter le service d'habillement. Ils démontent le décor dès la fin de la représentation, une autre équipe vient parfois les relayer à 6 heures du matin, et l'après-midi ils préparent le décor

...S SPECTACLES

jusqu'à l'épuise[...]



...ur l'illusion

GRANDE PARADE

jusqu'à l'épuisement

eu toutes les vedettes : Luis Mariano, Georges Guétary, André Dassary... »

A l'Opéra, tout est plus administratif : un attaché de presse diligent ne me quittera pas une seconde pendant trois heures et demie — la durée d'une représentation de *Samson et Dalila* — et me fera tout visiter, du dernier sous-sol à la plus haute coupole. Il m'emmènera sur les toits, dans les salles de répétition et de gymnastique. Nous nous quitterons essoufflés.

Il est 19 h. 20, peu avant le lever de rideau. Des jets d'eau sont pulvérisés depuis les cintres pour faire tomber la poussière. Le directeur de scène vient d'appeler les chanteurs et les figurants dans leur loges. On inspecte le décor, on vérifie les éclairages. Il y a une centaine de techniciens sur le plateau, qui vont bientôt se mêler aux cent choristes et aux quarante figurants. Quarante-cinq musiciens, dans la fosse d'orchestre, attendent leur chef. Une immense tapisserie étouffe le bruit de la scène. Personne ne va soulever le petit « œil » percé dans le rideau pour regarder dans la salle. Des télévisions sont cachées dans le décor, ainsi que des haut-parleurs et des chefs de chant qui donneront aux figurants l'ordre d'entrer en scène, la partition à la main. « *Attention, attention, on demande toutes les danseuses de Samson !* », dit au micro le directeur de scène.

Périple fascinant dans la partie secrète de l'Opéra : les couloirs sont encombrés de pupitres, un chanteur en haillons téléphone dans une cabine. Dans les *sous-sols*, un ruissellement s'élève d'une cuve grillagée : ce n'est pas la rivière du *Fantôme de l'Opéra*, la Grange Batelière, qu'on a détournée depuis longtemps, mais des réserves d'eau prévues en cas d'incendie. On peut s'y promener en youyou gonflable sans crainte des trachodons. Derrière une porte aux inscriptions effacées, on a emmuré en 1907 les voix des plus grands chanteurs de l'époque sur disques gramophones. On a fait le vœu qu'on ne déterre ces voix qu'un siècle plus tard, et le vœu n'a toujours pas été violé. Sur une autre plaque, au-dessus d'un robinet, je relève cette inscription : « *Arrêt du WC du chef de l'Etat* ».

Dans leur loge, les figurants font des parties de poker et bâillent. Bribe de phrase échappée de la bouche d'une danseuse avant qu'elle entre en scène : « *Même pas un diamant !* » Le rideau vient de tomber, et un accessoiriste court sur la scène en agitant dans tous les sens une casserole d'encens. Les figurants sautent sur les décors que sont en train d'installer les machinistes. Les saluts des chanteurs et les rappels sont juste calculés pour permettre les changements de décor. Dans l'arrière-scène, on s'assure que les colonnes vont bien s'écrouler au dernier acte. Tandis que la salle continue à applaudir, l'administrateur se précipite sur la scène pour acclamer la chanteuse.

Le plateau est divisé en « rues » et en « fausses rues » qui peuvent être démontées et se répètent identiques sur sept étages de sous-sol. Nous nous rendons dans le premier sous-sol car deux accessoiristes, soutenus par un pompier et un chef de chant, vont devoir recueillir le sang de Samson dans une cuvette, et faire surgir une grande flamme. Le pompier raconte ses exploits. L'accessoiriste, debout sur une chaise, tend sa cuvette à bout de bras : « *Attention, ça va pisser bientôt ! C'est du vin rouge ! Non, c'est de l'e.. avec du bifteck haché !* » Le sang vient d'être déversé, et le second accessoiriste s'apprête à souffler dans un tube enflammé de la poudre de lycopode : « *Un, deux, trois, attention, vas-y, go ! C'est tout ce que tu as dans le mou ! Après, je te file un coup d'extincteur ! Tant pis pour toi !* »

Retour sur le plateau, qui va se vider en quelques secondes. Une infirmière assise sur une chaise avec sa petite mallette attend qu'une cantatrice veuille bien s'évanouir sous les bravos. Les habilleuses sont déjà là pour secourir les vedettes à l'aide de bouteilles thermos et de serviettes-éponges humectées de parfum.

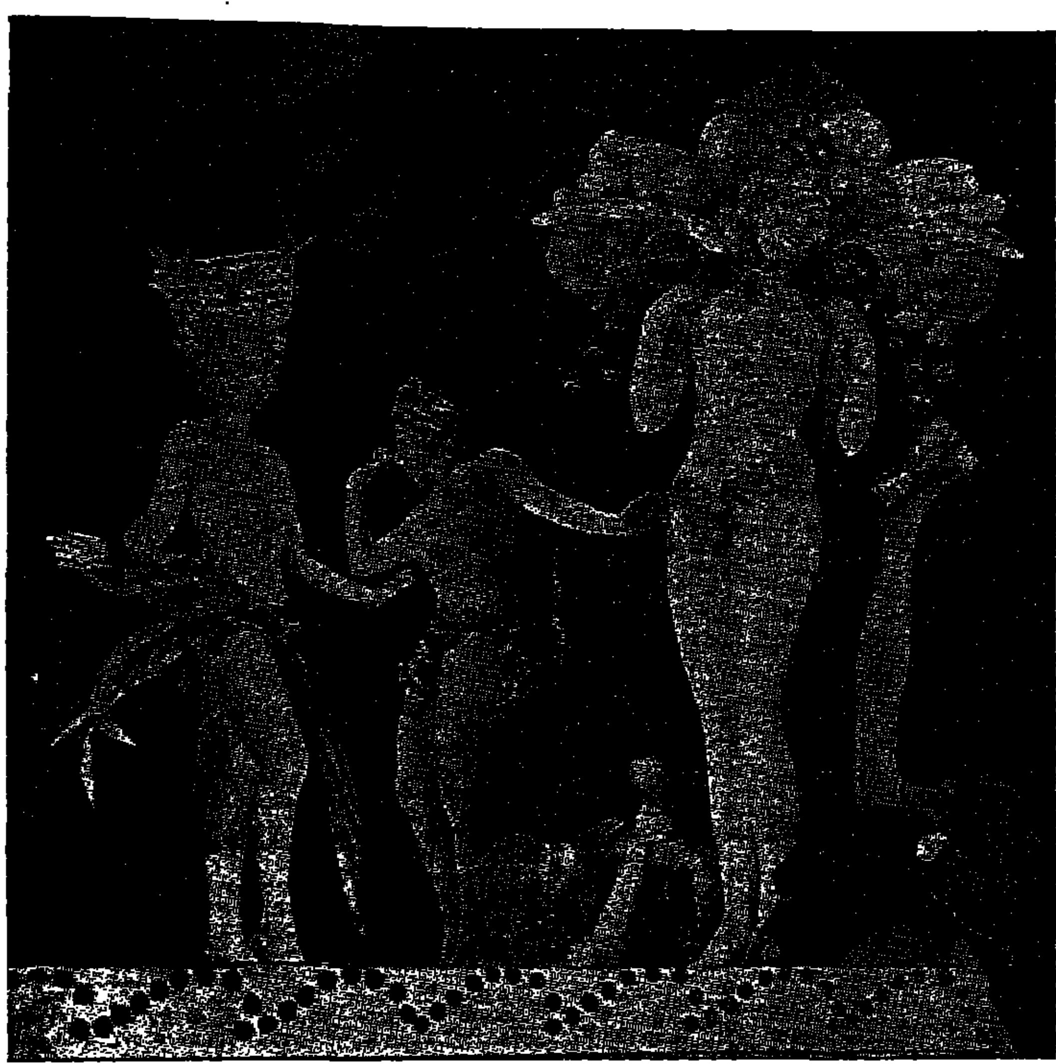
Au Moulin-Rouge, on répétait l'actuelle revue, *Frénésie*. Les titres des revues du Moulin-Rouge commencent toujours par un F, par superstition, parce que la première revue, *Froufrous*, avait bien marché. Sur le plateau escamotable où danseront les dîneurs avant de regarder le spectacle, les girls et les boys procèdent à ce qu'on appelle l' « échauffement cancan », conduit par des « capitaines ». Des filles immenses arrivent avec des manteaux de fourrure et des bonnets de laine, l'air nonchalant. Elles ont été recrutées par Miss Doriss, ancienne danseuse d'opéra en Allemagne, de music-hall en France pour les dernières représentations du Bal Tabarin, en 1952, et chorégraphe au Moulin-Rouge depuis 1957. Miss Doriss est à la tête d'une troupe de soixante personnes, elle trouve ses filles par petites annonces, en Angleterre, en France et en Allemagne. « *Les auditions sont assez longues et difficiles*, dit-elle, *parce qu'on trouve très peu de filles qui mesurent au moins 1,70 mètre, qui ont entre dix-huit et vingt-cinq ans, qui sont belles et qui savent danser. Une formation de danse classique est nécessaire. Elles continuent à prendre des cours de danse l'après-midi. La fabrication d'un spectacle dure un an : je pars d'un squelette d'idées, puis je calcule le minutage pour le donner au compositeur. Je fais la chorégraphie une fois que j'ai la musique. Le travail de répétitions avec les filles dure environ deux mois.* »

Roland Léonar, le directeur du Moulin-Rouge, me fait visiter sa petite maison. « *Il faut de la plume, de belles filles, une bonne chorégraphie et une bonne musique. Le public aime découvrir ce qu'il connaît déjà, disait Cocteau* ». Il me raconte le scénario d'un des nouveaux tableaux : « *Ça se passe dans un camp tzigane. Un gars aime une fille et un autre veut la lui prendre. Ils se bagarrent. Tout s'arrange, comme dans beaucoup de cas, et se termine par des chansons et de la danse... Le Moulin-Rouge n'est pas une maison de la culture.* » Il m'emmène dans les sous-sols pour me montrer l' « aquarium géant », qui contient 40 tonnes d'une eau pour le moment un peu glauque. Les deux dauphins sont partis en vacances.

Dans un tiroir de son bureau, j'arrive à lui arracher un vieux programme du Bal Tabarin. « *J'y tiens sentimentalement, c'est l'époque où ma femme était danseuse au Tabarin* ». Je promets de le lui rendre. Sur chaque page, pour chaque tableau, dans la nuée des danseuses, il y a une petite croix de stylo bleu sur Marie-Jeanne.

Je visite l'installation du Lido : on se croirait dans une usine, avec ses pompes hydrauliques et ses postes de commande lumineux. Dans les coulisses, c'est c'est toujours la même agitation, *la même cavalcade des girls*, qui retirent en grimaçant leurs tours de cou au sortir de la scène. « *Les filles travaillent, elles transpirent, ça n'arrête pas* », me dit le régisseur. Dans les sous-sols, le jongleur s'entraîne en fredonnant le rythme musical de son numéro. Les patineurs s'échauffent sur la piste de glace. Des filles viennent prendre place dans le tableau grec, entre deux colonnes et une coquille saint-jacques géante, soudain le noir se fait, on entend un bruit de levier, le plancher monte lentement, et le plafond reste immobile. On dirait qu'elles vont être écrasées : « *Au début, on a eu des problèmes, elles avaient un peu peur* », me dit le régisseur. Enfin le plafond s'ouvre en deux et les filles apparaissent sous les projecteurs.

Cette fois, j'ai envie de suivre le spectacle depuis la salle. On vient de voler la Joconde au Louvre, les voleurs montent un escalier dérobé avec la toile sous le bras, ils arrivent sur les toits de Paris. Deux hélicoptères survolent la scène en tirant des coups de feu. Puis c'est le tableau japonais : une rivière coule à travers le décor, soudain un orage éclate en fissurant le barrage, et des cascades d'eau envahissent la scène. Le temps d'un numéro de ventriloque, tout est redevenu calme. Le final rend hommage aux grandes comédies musicales américaines : une centaine de girls et de boys entrent en scène de tous les côtés, dans des plumes et des strass de toutes les couleurs, et des flots de lumière jaillissent de partout. Je suis ébloui.



Programme de Tabarin 1938.

pour l'illusion

du soir. Les fonds de loge, où autrefois les abonnés faisaient salon et dînette, ont été transformés en cabines de régie son et lumière : l'Opéra, comme le Lido, possède un jeu d'orgue électronique qui débite tous les effets de lumière préalablement enregistrés.

La machinerie devient objet de féerie : au Moulin-Rouge le plancher est amovible et un élévateur monte sur scène une roulotte de gitans ; au final les colonnes tournent, un escalier télescopique et des coupoles pleines de girls descendent des cintres. Une piscine surgit des dessous avec deux dauphins. Au Lido, qui possède l'une des machineries les plus modernes d'Europe, la salle des dîneurs s'enfonce tout à coup pour laisser place au spectacle. Le rideau de pompons bleus s'ouvre sur le prologue. Des élévateurs à pompes hydrauliques peuvent porter cinq étages de décors, les escaliers s'escamotent, des trappes s'ouvrent automatiquement. Le pas de deux se fait sur un plateau tournant et sous la scène se superposent une piscine, une piste de glace et une cascade de 60 tonnes d'eau débitées par huit pompes de 20 chevaux. Mais, pour le tableau grec, on continue à faire des effets de vagues avec une toile bleue et un ventilateur.

Le grand spectacle est menacé, par l'argent et par la main-d'œuvre qu'il nécessite, par le manque de subventions, par la concurrence de la télévision. Le problème le plus grave est celui du Châtelet : il y a deux ans, la Ville de Paris cédait une concession de quinze ans à Jean Bauchet, ancien acrobate, homme d'affaires, propriétaire de plusieurs casinos en province et du Casino de Paris. Plutôt que d'accorder une subvention, Jacques Chirac annonce que la Ville de Paris va reprendre cette concession, pour créer un « théâtre lyrique populaire », c'est-à-dire monter des œuvres plus nobles que l'opérette.



Plumes paradis

MICHEL GYARMATHY est metteur en scène, décorateur et costumier des revues des Folies-Bergère depuis trente-cinq ans. Assis dans l'obscurité de son bureau, il raconte son histoire avec le débit régulier d'un disque.

« J'ai quitté la Hongrie en 1935 pour venir à Paris, où j'ai mangé de la vache enragée pendant deux ans. Je n'avais pas de logement, je dormais souvent au Bois de Boulogne. Un jour j'ai été recueilli par quelqu'un qui m'a amené aux Folies-Bergère. Avec des craies de couleur, j'ai dessiné sur le trottoir tout un décor de revue. Je pensais : quand le directeur va sortir de son bureau, et qu'il va voir mon dessin, il va crier au génie. J'avais vingt-trois ans. Je me suis caché sous une porte cochère, j'ai attendu, un orage a éclaté et la pluie a emporté mon dessin. Le lendemain j'ai recommencé. Le directeur est sorti de son bureau, il a vu le dessin et il a demandé aux machinistes : « Qui a fait ça ? — C'est le petit étranger qui a des chaussures trouées et un carton à dessins sous le bras. — Il faut me le retrouver. » Je suis sorti de ma porte cochère, et, comme un héros, j'ai dit en bégayant : « C'est moi Monsieur qui ai fait ça ! — Ah c'est vous ! Le trottoir n'est pas fait pour dessiner, prenez un chiffon et essuyez-moi ça. » Pendant que mes larmes faisaient disparaître le dessin, je croyais que le monde s'écroulait. Le directeur n'était pas si méchant que ça, il m'a fait venir dans son bureau, et il m'a engagé pour des essais. Ça fait quarante-trois ans que je suis là. Quand la guerre s'est déclarée, j'ai fui en zone libre, et à la libération j'ai pris la direction artistique des Folies-Bergère.

» La revue actuelle s'appelle Folie je t'adore. *Par superstition, depuis le premier spectacle, en 1880, il y a toujours treize lettres dans le titre et le mot folie. Une revue coûte 10 millions de francs, il faut cinq ans pour l'amortir. La première année, on joue uniquement pour rembourser les frais, la seconde année on paye les impôts, les recettes de la troisième année servent à préparer le nouveau spectacle et celles de la quatrième année sont distribuées parmi tous les employés de la maison, car chaque personne engagée touche une participation sur les bénéfices. Nous avons deux cent quatre-vingts employés, dont une centaine d'artistes.*

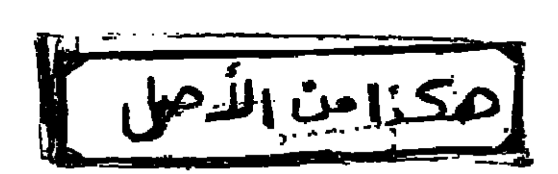
» Si je devais donner un sous-titre à la revue, je l'appellerais « conte de fées pour grandes personnes ». Une revue des Folies-Bergère est un voyage de plaisir autour du monde. On retrouve une nation différente dans chaque tableau. Je fais souvent des fresques historiques qui me permettent d'utiliser des costumes très luxueux. Je travaille avec des kilomètres de plumes d'autruche, de renard blanc, de strass, de velours, de plumes de paradis et d'aigrette. C'est l'Australie du Sud qui nous fournit les plumes d'autruche. »

Voyageurs de Noël

« NOTRE public est composé à 70 % d'étrangers et à 30 % de provinciaux qui viennent à Paris pour des achats ou des congrès. Les Parisiens ne viennent pas », *dit le directeur du Moulin-Rouge. La revue de music-hall fait partie de l'itinéraire du touriste ; pour les Parisiens, c'est un spectacle un peu toc, un peu trop cher. Au Lido, on se croirait à Las Vegas : huit cents dîneurs, une majorité de Japonais et d'Américains. Au cabaret music-hall, on dîne et on danse avant le spectacle, on boit du champagne. Au bar, une vieille femme qui a retiré ses chaussures n'a droit qu'à du vin blanc : c'est la grand-tante australienne d'une des girls.*

Le public de l'opérette est un public plus simple, plus familial que celui du music-hall : on va au spectacle une fois par an, souvent pour les réveillons, et on va au Châtelet, on emmène les enfants, on loue les places quinze jours à l'avance ou par correspondance, on prend les places les plus chères, on s'habille, on sort, on achète le programme en entrant et le disque dédicacé en partant, on s'en va repu. « Nous ne cherchons pas à faire penser les gens, *dit le directeur du Châtelet*, mais à leur donner un peu de rêve. La réalité, ils l'ont tous les jours. »

Le public de l'Opéra, dira-t-on, est un public plus « huppé » : il ne faut pas confondre la musique légère, la « musiquette », et la grande musique. Nous avons affaire à des « connaisseurs ». Au fur et à mesure qu'on s'élève dans les galeries de l'Opéra, et qu'on passe de l'orchestre et du premier balcon à l'amphithéâtre, par paliers la mosaïque perd de sa richesse, les murs s'appauvrissent en velours et en lustres. Plus que le théâtre, le grand spectacle est un lieu de « sortie », de représentation sociale et d'apparat : les classes restent distinctes et dans l'architecture, des promenoirs aux foyers, un espace considérable est réservé, et compartimenté pour toutes sortes de pavanes.



GRANDE PARADE

Le théâtre populaire en édition de luxe

QU'EST-CE qui fait courir le public ? Les amours d'un bossu et d'une gipsy sur le parvis d'une cathédrale reconstituée à grands traits : *Notre-Dame de Paris*, imagerie d'un Moyen Age d'Epinal, super-spectacle de cape et d'épée, de passion et de mort, sous le sigle du double H : Hossein-Hugo. Par milliers, on court depuis le mois de septembre au Palais des sports, on y courra jusqu'au 7 janvier, on y courrait plus longtemps encore si les représentations ne devaient impérativement s'arrêter.

A l'opposé géographique et esthétique, chaque soir le public s'engouffre et se presse entre les murs verdis, orgueilleusement délabrés des Bouffes du Nord. Peter Brook ne veut pas d'autre décor pour faire entendre, claire et précise, l'intrigue baroque de *Mesure pour mesure*, car son regard est celui du sourcier qui déniche le théâtre où il est, devant les montagnes iraniennes où sont creusés les tombeaux des Rois, aussi bien que devant les décombres d'un théâtre à moitié démoli. Et il fait jouer la magie du dépouillement.

Ailleurs encore, le Théâtre du Soleil se prépare à répéter *Mephisto*, d'après le roman de Klaus Mann.

. Dans l'atelier, parmi les les costumes et les gondoles suspendues (souvenirs du film *Molière*) on couvre d'or un lustre, digne de l'Opéra. Dans la Cartoucherie même, on peint sur toute la surface du mur en longueur une fresque qui enchaîne tableaux héroïques et bucoliques, entre deux estrades de bois. La première a un cadre chargé d'ornements rose fané. Ils seront eux aussi recouverts d'or. Tout brillera, y compris les projecteurs, dans ce théâtre-symbole de l'art officiel, figé dans sa majesté rigide. En contraste, le cadre ouvert de l'autre scène, décoré d'allégories naïves et de couleurs joyeuses devra laisser tourner l'imagination comme sur un manège de foire. Le public se trouvera sollicité d'un côté par le lourd clinquant des honneurs, de l'autre par la magnificence bariolée du bonheur. Ces représentations volontairement manichéennes seront les points de repère d'un récit complexe, qui pose des questions sur le pouvoir des intellectuels, sur leur attitude à l'égard du pouvoir, sur leur responsabilité individuelle.

Les objectifs de *Mephisto* résument assez bien les préoccupations des hommes de théâtre qui sont, pourquoi le nier, des intellectuels en rapport avec le pouvoir. Après l'austérité à la Vilar, ils reviennent au spectaculaire, donnent à l'image belle une nouvelle importance. Ils s'en servent pour exprimer et communiquer des interrogations graves. Le temps des certitudes n'est plus.

L'imagination d'autre chose

Ils produisent, ces metteurs en scène, les éditions de luxe du théâtre dit populaire, dans le sens où il est subventionné pour remplir une mission : ouvrir des portes sur un monde en plein bouleversement, pour définir sa position et se connaître. L'image est là et ce qui la permet : les trappes, les cintres, les poulies, les tournettes, la vieille machinerie du merveilleux. Les lumières, les transparences, le son stéréophonique, les techniques nouvelles de perception.

Quand Roger Planchon fait glisser sur des rails les décors de *Périclès*, les fait entrer et sortir comme des personnages, les place devant un ciel scintillant, quand il recouvre la scène entière d'un tissu diapré, agité pour représenter les vagues de la mer, il rejette tout effet de vraisemblance. Il s'adresse au sens du magique, cette part de l'enfance, univers sensible de l'apesanteur et de l'« a-chronologie » où voyage le prince de Tyr. Quand Roger Planchon utilise les mêmes rails pour faire entrer et sortir les décors d'*Antoine et Cléopâtre*, les raisons sont pratiques, puisque les deux pièces sont jouées en alternance. Bien qu'il s'agisse encore de triturer le temps et la géographie, la grande machine baroque ne dessine plus un rêve vaporeux, elle reproduit les craquements de la terre lorsque ses rois se disputent le pouvoir.

La machinerie est un instrument à modifier et à multiplier l'espace, la tentation est grande de lui faire accumuler des illustrations. Elle prolonge la vision du spectateur comme le ferait un microscope ou une lunette astronomique. Comment savons-nous regarder aujourd'hui, nous qui sommes éduqués par la reproduction infinie de l'image, environnés par une infinité d'images ?

« *Dans la rue, dans nos têtes, elles n'ont de sens que l'une par rapport à l'autre*, dit Bruno Bayen. *Sur scène, c'est l'une par rapport à l'autre qu'elles prennent leur sens. Quelque chose d'unique, d'isolé, ne parle pas.* » « *Vous me demandez pourquoi, tandis que je peignais votre portrait, je regardais des photos de bêtes sauvages* », *écrit Francis Bacon.* « *Pour moi, l'image théâtrale tourne autour de cette phrase...* »

La Mouette, mise en scène par Bruno Bayen, montre de façon naturaliste la vacuité de gens, sourds à eux-mêmes, absorbés par des occupations machinales. Ils jouent au tennis derrière un grillage, se préparent à aller pêcher. A côté, d'autres errent en aveugles dans un labyrinthe de couloirs gris, à l'écoute de quelque chose qui se passe ailleurs. Gestes « vrais » dans un décor qui représente à la fois l'intérieur extériorisé, le paysage de l'âme et les coulisses du théâtre de Tchekhov. Les coulisses, pour les comédiens : salle d'attente du drame.

Dans le déroulement du spectacle, ce décor se place entre le jardin de l'actrice Arkadina avec la petite scène rudimentaire et la reproduction, une boîte fermée, de celle où Stanislavski a créé *la Mouette*. Bruno Bayen donne le spectacle du théâtre et de son histoire, fait travailler ensemble la réalité et ses images. De ce frottement, comme d'un silex sur un autre, doit naître l'« *imagination d'autre chose* ».

Dans *Maître Puntila et son valet Matti*, Georges Lavaudant, lui, fait travailler l'image du cinéma sur la pièce de Brecht, pour l'interroger, en tirer des questions inhabituelles. Il joue à fond sa construction en séquences, les sautes de lieux et de temps, le mouvement des plans dans un décor unique : l'autoroute. On y trouve des appels à des films, simplifiés par le souvenir : peplums, burlesques, cosmos-fiction grandiose. Des objets vrais, grandeur nature, normaux sur la route : la voiture, la bicyclette, l'eau qui tombe en pluie. Des éléments d'une décoration naïve — petit train au loin, fumée d'usine dessinée en lampions — déguisent la route comme pour un carnaval sophistiqué. Les lumières la transforment, changent sa définition, installent, mais à des moments illogiques et à un rythme irréaliste, les passages du soleil à la nuit avec un air de vérité. Il faut un jour et demi pour régler les éclairages, alors que le décor lui-même est très simple.

Il ne s'agit pas de faire « comme si vous étiez au cinéma », selon le slogan d'Hossein, ou de poser un cadre : « le studio qui se souvient » annoncé par Planchon pour *Antoine et Cléopâtre*, mais de confronter deux types d'expression, deux mythologies — mémoires de féeries cinématographique et théâtrale — deux manières de faire voir, deux habitudes de regard. Regarder la reproduction du réel déformé sur la surface plane de l'écran. Regarder la représentation d'une réalité occupant le volume du plateau.

Bruno Bayen, Georges Lavaudant — entre autres — font jouer les échos que suscitent en eux les paroles de l'auteur, dans le but de provoquer chez les spectateurs des échos personnels. « *Imagination d'autre chose* », l'image est aussi une synthèse, une grille de lecture. On l'a constaté de manière frappante avec les deux *Misanthrope* mis en scène par Antoine Vitez et par Jean-Pierre Vincent. Le premier — comme les trois autres pièces de Molière présentées en alternance — se passe dans un salon peint en trompe l'œil sur toiles, qui évoque immédiatement une tradition archaïque mise à nu, réduite à l'essentiel. Vitez scrute la tradition pour en trouver le germe vital. Les fausses perspectives, le décentrement des dessins sur la toile, même si on ne sait pas qu'on les discerne, préparent à un décalage.

« *L'art politique jusqu'à Brecht a travaillé la fiction pour attaquer une réalité sociale insoutenable. Aujourd'hui, c'est à la fiction elle-même que l'on s'attaque en tant qu'elle se croit capable de maîtriser le réel* », dit Jean-Pierre Vincent. Sa mise en scène est adaptée à un décor lisse et dur, glissant, aux lignes fuyantes, qui impose dès le premier regard la conscience d'une menace invisible : l'omniprésence du pouvoir royal.

« *Le spectacle repose essentiellement sur un contrôle du spectaculaire. L'essentiel est ce qui n'est pas dit. Mais le non-dit n'est pas illustré par des signes parallèles au texte. L'invention majeure n'est pas de fournir une plus-value de jouissance, mais la jouissance de l'intelligence. L'intelligence des réalisateurs n'a de sens que si elle laisse à celle du spectateur le plaisir de s'exercer.* »

Un dialogue libre, à armes égales. Mais cette grille de lecture qui emplit et programme le regard laisse-t-elle la liberté de pensée ? Elle oblige en tout cas, tant elle est insistante, à se situer, à rectifier sa position sans un instant de repos. Le metteur en scène contrôle le spectaculaire qu'il produit, mais ne contrôle pas ses effets. D'ailleurs, ce type de spectacle est toujours violemment controversé, rejeté parfois. Les motifs « contre » sont aussi variés que les arguments « pour ». L'image, on se l'approprie, et, si elle ne vous sert pas, on la déclare inutile ; si elle est belle : esthétisante. Si elle vous sert, elle se mêle à votre vécu, se modifie, enrichit, devient référence, point d'appui, point de départ de l'« imagination d'autre chose ».

Le bonheur du beau

L'image, si elle est belle et forte, si brusquement ou insidieusement elle se loge dans la tête, dans les nerfs, dans ce qui fait battre le cœur, l'image dépoussière la mémoire, déclenche les sensations, des mots par bribes, d'autres images. Elle fabrique un théâtre, son propre théâtre à soi, ni bon ni mauvais : unique. Un monde sans image est l'image de la mort.

Le metteur en scène ne contrôle pas l'effet du spectaculaire, et cette impossibilité, comme le jeu entre elles des images multiples qui transcrivent un ensemble de contradictions, de réflexions et de failles — les « blancs » sur lesquels s'exerce l'activité du public, — gomme la menace de fascination-fascisation, amalgame qui a fait son temps. Après tout, nous sommes éduqués, comme le sont les enfants, plus critiques que leurs parents, les sociologues le disent, à l'égard des spots publicitaires. On est séduit et puis on rêve, on chute et puis on revient. On se balade à l'intérieur de l'image théâtrale, mais le vrai est qu'on reste sur son fauteuil, ayant « marché » et cherchant et portant en soi le bonheur du beau.

On peut faire beau avec du sobre et du brillant, avec du vilain et de l'informe. Le beau excite le regard et aide à regarder, à saisir son propre chemin. « *Il s'agit d'exciter la pensée et non de produire des frissons esthétiques*, ajoute Jean-Pierre Vincent. *Le besoin de sensationnel est satisfait à la télévision par le show politique-catastrophe : la poignée de main Sadate-Begin, les mouches sur les corps gonflés en Guyana. Le théâtre me semble davantage promis à satisfaire des désirs de plaisir, le plaisir de penser. Les besoins d'un petit nombre ? Qui sait...* »

COLETTE GODARD.

Magie future

Le Holoclub est de nouveau ouvert au public, quatre mois après l'accident (le Monde *du 27 août 2048) qui avait provoqué d'importants dégâts matériels et blessé dix-sept personnes. Les SACS (Service des affaires criminelles du spectacle) ont définitivement rejeté la thèse de l'attentat politique, mais les origines de la catastrophe demeurent mystérieuses.*

Hallucination collective suivie de panique ? Les victimes persistent à affirmer qu'elles ont été attaquées par les figures du hologramme reproduisant l'orchestre qui jouait au même moment sur le podium. Attraction très courue et désormais interdite du club. Rappelons que les musiciens semblent se dédoubler, que les doubles se déplacent, se posent sur la piste de danse. Selon les témoins, c'est au moment de l'« atterrissage » que les images auraient pris une autonomie de mouvements et se seraient jetées au milieu de la foule « avec des intentions manifestement agressives ».



« L'Entrée en scène », de Magritte.

LE désordre et l'affolement sont probablement la cause principale des dégâts et des blessures, mais l'affaire met une fois de plus à l'ordre du jour les problèmes posés par le développement de la science et son utilisation à des fins sensationnelles. Après la grande phobie nucléaire des années 80, verra-t-on une peur superstitieuse s'attacher à la lumière ? Ses débuts dans le monde du spectacle, à quelques incendies près, ont été pourtant bien tranquilles. Les cinéphiles en connaissent le charme et les fastes, qui ont admiré la lente descente du lustre immense dans la salle vide de l'Opéra de Dresde, et ses chandelles éteintes une à une méthodiquement, creusant des trous d'ombre entre les colonnettes dorées où apparaît le visage trop maquillé d'une vieille femme. Scène d'anthologie, tirée du film bidimensionnel *Fellini-Casanova*, réalisé en un temps où l'électronique commençait à peine à faciliter l'usage d'un matériel encombrant.

C'était il y a à peine un demi-siècle. La fée électricité ayant perdu son auréole de mystère était entrée dans les cuisines, et les arts du spectacle s'étaient emparés de sa magie. Le théâtre se réclamait de la fête ou de la pensée matérialiste, quelquefois les deux, et les deux faisaient une grande consommation des rayons impalpables et de leur pouvoir de métamorphose. Les archives photographiques nous montrent à quel point réel et illusion se fabriquaient à coups d'effets lumineux. Flous et transparences, multitudes de projecteurs croisant ou mêlant leurs faisceaux, clarté du jour produite par des tubes de néon, rhéostats et balances entraînant les spectateurs dans des fondus-enchaînés de temps et de couleurs, basse tension diffusant des rideaux translucides vers le public, qui ressemblait alors à une assemblée d'automates en opaline. Quant aux couleurs phosphorescentes sous la lumière noire, elles étaient monnaie courante dans les music-halls les plus banals, tandis que les ombres diffuses et déformées des marionnettes venues du fond des âges et de l'Orient enchantaient les festivals d'avant-garde.

Les premières utilisations du laser dans le domaine du spectacle datent de la fin des années 70. Dans les sphères scientifiques, militaires, industrielles, médicales, il avait déjà fait du chemin depuis l'énonciation de son principe théorique par Einstein en 1917 et l'invention du pompage optique par Kastler en 1950. Pour les allergiques aux chiffres, on rappellera seulement ses caractères : un matériau (atome, ion, molécule) excédé par une source d'énergie se trouve dans un état inhabituel, et essaie de retrouver sa raison. Outre l'énergie reçue, il en libère un surplus, et l'ensemble forme l'effet laser *(light amplification by stimuled emission of radiation)*. Les particules immatérielles composent un faisceau intense, directionnel, monochromatique, cohérent, qui va droit au but sans déperdition, alors que dans la lumière classique les photons se dispersent en tous sens, empruntent toutes sortes de longueurs d'onde, d'où la blancheur de leur lumière.

Le laser a connu l'engouement réservé aux gadgets nouveaux. Ses couleurs crues, unies, sans nuances ni ombres traversent en flèches la nuit des discothèques, dessinent des figures géométriques semblables à des fils de néon enroulés, déroulés, et des tourbillons de fumée blanche viennent ajouter du vague et du mystère. Il enferme les danseurs dans des cônes, des sphères, entre des panneaux lumineux pareils à du verre teinté — qui rappellent les cloisons de nos appartements. Il se mêle aux ampoules bleues, rouges, vertes, qui clignotent au rythme de la musique. Les laser-shows, programmés en même temps que des projections de couleurs mouvantes sur des écrans plats font des tournées internationales, entraînent le rêve dans l'imagerie candide des voyages galactiques. Aux grandes fêtes populaires de plein air, ils accompagnent les pluies d'étoiles, les fontaines étincelantes, les tombées languides des fleurs incandescentes, la bonne vieille magie, inégalée, des bons vieux feux d'artifice.

En cette époque de fusion des arts où la peinture se faisait sculpture et les arts plastiques écriture, un mouvement s'était amorcé emmenant dans une même spirale ensorcelée les plaisirs représentés et les plaisirs reçus. La Main bleue, et le Palace, qui n'était pas encore un musée, ont été les temples dédiés aux nuits où se fondaient, dans un unique déguisement de lumière, la fausse et la vraie canaille. C'était, retrouvée, la grande liesse équivoque des carnavals anciens. Les cinéphiles se souviennent, qui ont suivi le *Casanova* de Fellini parmi les loups de velours et les masques sans visages, et le balancement des yeux peints sur la coque d'un bateau soulevé par les vagues noires de la lagune vénitienne.

Ce phénomène se serait sans doute poursuivi sans le développement du hologramme, et sans les crimes de la secte qui, lors du 14 juillet 1913, a substitué aux lasers d'apparat le rayon vert, le rayon de la mort cher aux bandes dessinées : le laser offensif. Le hologramme — enregistrement d'un front d'ondes sur les contours d'un objet qui permet sa restitution en relief — a été découvert par Gabor en 1948. Sa technique est restée en latence jusqu'au début du vingt et unième siècle, jusqu'à l'invention de l'holovision — ou télévision en relief — si l'on excepte ses applications scientifiques et scénographiques. Dès 1970, l'opéra de Munich l'expérimentait pour les décors de *la Flûte enchantée*.

Vingt ans plus tard, il reste la bête noire des chercheurs. Son utilisation présente deux obstacles : le mouvement finalement mis au point et la prise de relief en extérieur. Mais depuis l'invention du procédé D.R. (densification et résistance), qui donne aux hologrammes la force des corps réels, pouvait-on éviter la catastrophe du Holoclub ?

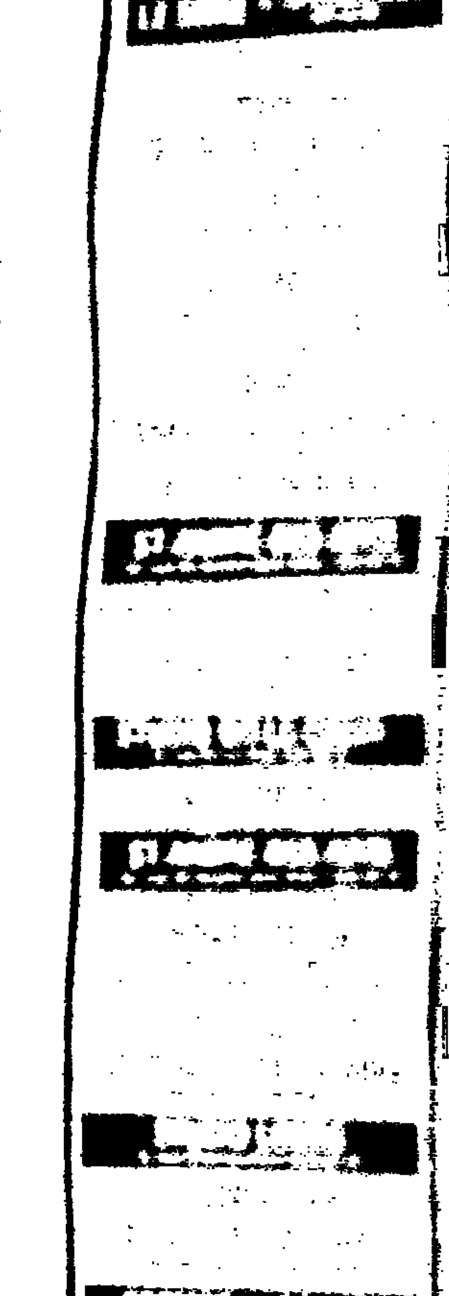
S'il ne s'agit pas d'une hallucination collective — au-delà du problème des techniques nouvelles et de leur exploitation commerciale, — se poserait alors une question juridique : le hologramme humain doit-il être inclus dans les droits de l'homme, est-il ou non responsable de ses actes ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

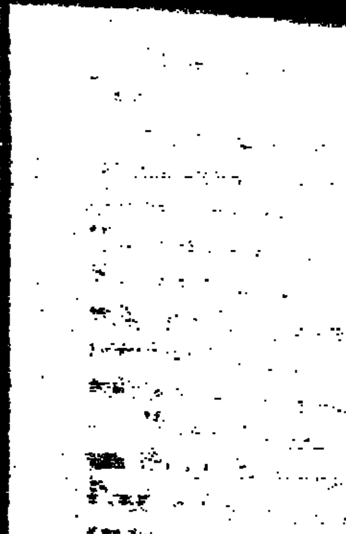














une sélection

CINÉMA

Intérieurs, de Woody Allen : Doux vertige de l'angoisse ; *Sans famille*, de Vittorio Gassman : Un récit picaresque ; *Une histoire simple*, de Claude Sautet : La femme moyenne ; *Un mariage*, de Robert Altman : Satire d'un cérémonial américain.

THÉATRE

La Villégiature, à l'Odéon : Passent en un rêve cinq heures de beauté songeuse ; *Mesure pour mesure*, aux Bouffes-du-Nord : Shakespeare par Peter Brook ; *Molière*, à Vitry : La Tétralogie de Vitez ; *Nous ne connaissons pas la même personne*, à Édouard-VII : Les mots et la solitude ; *Zouc*, à Bobino : superbe capitaine d'une nef des fous.

VARIÉTÉS

Ingrid Caven, au 347 : Quelques jours encore pour l'enchanteresse ; *Anna Prucnal*, au Forum des Halles : Vents d'est et d'ouest, ironie et passion.

MUSIQUE

Janacek, au Ranelagh : Intégrale des pièces pour piano et quelques œuvres pour violoncelle (28). *Dutilleux*, aux Champs-Elysées : En hommage à Charles Munch et sous la direction de Mstislav Rostropovitch, l'Orchestre national de France (29).

EXPOSITIONS

Les Frères Le Nain, au Grand Palais : Le terroir français au dix-septième siècle ; *les Peintres de la ruche*, au musée Jacquemart-André : Le sang neuf de l'école de Paris ; *Les Macchiaioli*, au Grand Palais : Dans les villages italiens au dix-neuvième siècle ; *Miro* : au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, à la Galerie Maeght, au Centre Georges-Pompidou ; *Loupot*, au Musée de l'affiche : L'esprit de l'art populaire.

JAZZ

Chet Baker et Luther Allison, à la chapelle des Lombards : Tendresse de Chet Baker (20 h. 30). Fureur de Luther Allison (23 h.). Jusqu'au 31 ; *Steve Lacy et ses invités*, à Campagne-Première : Du beau monde autour du saxophoniste Steve Lacy (jusqu'au 31) ; *Radio-France*, à Ris-Orangis : Un véritable festival de jazz français (le 30) ; *Archie Shepp*, au Totem : L'insaisissable et prolifique pionnier du « free ». (Jusqu'au 30.)

« Le Monde des arts et des spectacles » a publié dans son numéro daté 21-22 décembre 1978 une sélection spéciale pour les fêtes.

Expositions

La plupart des musées nationaux seront fermés le 1er janvier.

CENTRE POMPIDOU

Entrée principale, rue Saint-Martin (277-12-33). — Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h. à 22 h.; sam. et dim de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.

JOAN MIRO. Dessins (œuvres antérieures à 1960). — Cabinet d'art graphique. — Dessins récents. — Galeries contemporaines. Jusqu'au 1er janvier.

ATELIERS D'AUJOURD'HUI 11 : Louis Carmeil et Alain Lestié (deux artistes de Bordeaux). Jusqu'au 1er janvier.

SOUVENIR DE MARCOUSSIS (4e étage). Jusqu'au 15 janvier.

LE REGARD DU PEINTRE. Jusqu'au 22 janvier.

MICHAEL SNOW. Jusqu'au 29 janvier.

UNE CERTAINE VISION DU MONDE. Peinture de handicapés mentaux. — (Foyer du premier sous-sol). Jusqu'au 29 janvier.

Centre de création industrielle

29 000 LIEUX SOUS LES MERS. A la découverte du pétrole en mer. — Forum. Jusqu'au 26 février.

EISENSTEIN, constructeur d'espaces scéniques : Croquis et dessins. Jusqu'au 8 janvier.

LE TEMPS DES GARES (5e étage). Jusqu'au 9 avril.

JOUETS et JEUX. Jusqu'au 8 janvier.

B.P.I.

LES ALINARI. Photographes à Florence, 1852-1920. — Jusqu'au 29 janvier.

LE VIN : Boire avec les yeux, le nez, la bouche et la mémoire. — Jusqu'au 8 janvier.

MUSEES

LES FRERES LE NAIN. — Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 9 F; le samedi : 6 F. Jusqu'au 8 janvier.

I. MACCHIAIOLI. Peintures en Toscane, 1856-1880. — Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 janvier.

SECONDES RENCONTRES INTERNATIONALES D'ART CONTEMPORAIN. — Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 janvier.

LE PAYSAGE EN ITALIE AU XVIIe SIECLE. Dessins du musée du Louvre. — Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 janvier.

CLAUDE LORRAIN. Dessins du British Museum. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Entrée : 8 F; le dimanche : 4 F. Jusqu'au 15 janvier.

RETABLES ITALIENS DU XIIe AU XVe SIECLE. — Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 janvier.

INDE. CINQ MILLE ANS D'ART. — Petit Palais, avenue Winston-Churchill (265-99-21). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 9 F; sam. : 6 F Jusqu'au 28 février.

TRESORS DES ROIS DU DANEMARK. — Petit Palais (voir ci-dessus). Entrée : 6 F. Jusqu'au 7 janvier.

LES ATLANTES ET CARIATIDES DE PARIS 1850-1930. — L'ATTRIBUTION : Problèmes et méthodes. AUTOUR DE QUELQUES ŒUVRES DU SECOND EMPIRE. — *LA RELIGION A CHYPRE DANS L'ANTIQUITE.* — Musée d'art et d'essai, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. 15.

MIRO. Cent sculptures (1962-1978). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (723-61-27). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 5 F; gratuite le dimanche. Jusqu'au 14 janvier.

MONTANIER (1946 - 1974). Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 janvier.

JEAN CHIEZE. Itinéraire d'un graveur sur bois en France : Vivarais, Provence, Corse, Forez, Alpes, Bretagne, Normandie, Ile-de-France. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 janvier.

BARBARA ET MICHAEL LEISGEN : Les écritures du soleil. NAM JUNE PAIK : Rétrospective GIULIO PAOLINI : Del bello intelligibile — ARC, Paris, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 janvier.

MA-ESPACE/TEMPS AU JAPON. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h. à 20 h.; dimanche, de 11 h. à 18 h. Jusqu'au 8 janvier.

LA TRAVERSEE DU TEMPS PERDU. Parcours-spectacles du XIXe siècle — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus) Sauf mardi, de 12 h. à 18 h.; dimanche, de 11 h. à 18 h. Jusqu'au 22 janvier.

CHARLES LOUPOT, affichiste. — Musée de l'affiche, 18, rue de Paradis (824-50-04) Sauf mardi, de 12 h. à 18 h Entrée : 5 F. Jusqu'au 5 mars.

FORMES CHINOISES Centenaire de Victor Segalen, 1878-1919. — Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (522-23-31) Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 30. Jusqu'au 11 février.

LOUIS LEYGUE. — A la Monnaie, 11, quai de Conti (329-12-48) Sauf les dimanches et jours fériés, de 11 h. à 17 h Jusqu'au 28 février.

PASCALE MORICE ET GUADAGNUCCI. *Prix Bourdelle 1977.* — Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Jusqu'au 14 janvier.

LA RUCHE ET MONTPARNASSE. 1902-1930. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (227-39-94). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h.

ART PRECOLOMBIEN DE LA MARTINIQUE. — Musée des antiquités nationales à Saint-Germain-en-Laye, place du Château (963-00-22). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 12 h. et de 13 h. 30 à 17 h. 15. Entrée : 5 F; le dimanche : 2,50 F. Jusqu'au 12 février.

ARMISTICE ET PAIX, 1918-1978. — Musée des deux guerres mondiales, hôtel des Invalides (551-93-02). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 30 ; dim., de 14 h. à 17 h. 30 Entrée : 4 F. Jusqu'au 15 janvier.

LEOPOLD SEDAR SENGHOR. — Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 18 février.

L'ESTAMPE AUJOURD'HUI, 1973-1978. — Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Entrée : 6 F. Jusqu'au 7 janvier.

LA CHINE, entre le collodion humide et le gélatinobromure. Photographies anciennes. Bibliothèque nationale. Galerie de photographie, square Louvois. De 12 h. à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 3 février.

SECRETS D'ELEGANCE : 1750-1950. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-46). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 8 F.

LA CARTE POSTALE. — Musée national des arts et traditions populaires, 6, route du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (747-69-80). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 15. Entrée : 6 F; dim. : 4 F (gratuite le 18 janvier). Jusqu'au 5 mars.

YVES BRAYER. Cinquante ans de peinture. — Musée Postal, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30). De 10 h. à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

PENRY MAURICE CAHOURS. — Musée de Montmartre, 17, rue Saint-Vincent (606-61-11). De 14 h. 30 à 17 h. 30; dim. de 11 h. à 17 h. 30.

LE SPECTACLE ET LA FETE AU TEMPS DE BALZAC. — Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (224-56-38). Jusqu'au 25 février.

CERAMIQUE CONTEMPORAINE. — Hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (278-14-60). Sauf dim. et lundi, de 13 h. à 20 h. Jusqu'au 27 janvier.

SPLENDEUR DES COSTUMES DU MONDE. — Musée de l'homme, palais de Chaillot (505-70-60). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Jusqu'au 5 mars.

CENTRES CULTURELS

L'ART DANS LA VILLE - ART DANS LA VIE. — Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (455-90-55). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h. Jusqu'au 21 janvier.

STAFFAN HALLSTROM. Peintures. — GOSTA WILANDER. Stockholm au bord de l'eau. Photographies. — Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h. à 18 h., samedi et dimanche, de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 7 janvier.

MOSAIQUES DE RAVENNE. S.A.D.G., 100, rue du Cherche-Midi (548-53-10). Sauf dim. et fêtes, de 13 h. à 19 h. Jusqu'au 27 janvier.

PICASSO 1970-1972. 156 gravures et leurs 87 états préparatoires. Jusqu'au 11 février. — CREATIS. Deux cents photographies. Jusqu'au 14 janvier. — ROUMANIE. Jusqu'au 4 février. — Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (278-63-65). Sauf mardi, de 12 h. 30 à 19 h. 30.

CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ART RUSSE RESTAURES. — Association France-U.R.S.S., 61, rue Boissière (501-59-00). Sauf. dim. de 12 h. à 19 h.; vend., de 12 h. à 20 h.; sam., de 10 h. à 18 h. Les mercredis (à 15 h. 30) et les vendredis (à 17 h.), projections de films documentaires sur la restauration architecturale des monuments de l'ancienne Russie Jusqu'au 30 décembre.

RON MARTIN et HENRY SAXE - ROBERT WALKER, BILL JONES, ARDELE LISTER : Reproductions de l'imaginaire. — Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). De 9 h. à 19 h. Jusqu'au 10 janvier.

LES JOUETS ANCIENS. — Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf dim. et lundi, de 11 h. à 19 h Entrée libre. Jusqu'au 15 janvier.

BOB WILLOUGHBY. Photographies. — Centre culturel américain, 3, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 13 janvier.

MINES ET MINEURS D'AUJOURD'HUI. Charbonnages de France, 11, avenue Delcassé (563-11-20) Sauf dim., de 10 h. à 18 h. 30. Entrée libre. Jusqu'au 16 février.

GALERIES

LES OBJETS TRANQUILLES. Natures mortes japonaises dix-huitième et dix-neuvième siècle. — Galerie J. Ostier, 26, place des Vosges (887-28-57). Jusqu'au 13 janvier.

SURIMONOS. Estampes japonaises des dix-huitième et dix-neuvième siècles. — L'Imagerie, 9, rue Dante (325-18-66). Jusqu'au 31 janvier.

BALMES - CYNE - LE CLOAREC - RIVIERE - VIELFAURE. Le Balcon des arts, 141, rue Saint-Martin (278-13-03). Décembre - Janvier.

A QUOI BON DES POETES EN UN TEMPS DE MANQUE ? Galerie N. Dausset, 16, rue de Lille (297-41-07). Jusqu'au 15 janvier.

LA VIE D'AUTREFOIS RACONTEE PAR DES JOUETS. — Salons Ricard, 35, avenue Franklin-Roosevelt Sauf dim. et fêtes. Jusqu'au 12 janvier.

AMERICAN PRINTS. Jaspers Johns, Ellsworth Kelly, Roy Lichtenstein, R. Rauschenberg, Ad Reinhardt, F. Stella, Cy Twombly, J. Youngerman. Galerie Gillespie de Laage, 24, rue Beaubourg (278-11-71). Jusqu'au 19 janvier.

LES METAREALISTES. Diaz, Garel, Kuper, Leproust, etc. Galerie Bellint, 28 bis, boulevard Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 20 janvier.

LE BIAIS. Le lieu-dit, 171, rue Saint-Jacques (033-83-87). Jusqu'au 28 décembre et du 4 au 10 janvier.

GILLES AILLAUD. Hagia Niki ou les travaux de l'été. — Galerie K. Flinker, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 8 février.

BALTHUS. Dessins. — Galerie Claude-Bernard, 7, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 27 janvier.

PATRICK COUSSOT. — Galerie Jean Camion, 8, rue des Beaux-Arts (633-85-63). Jusqu'au 31 décembre.

DADO. — Galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud (033-22-40). Jusqu'au 6 janvier.

DOMOTO. Œuvres sur papier. — Galerie de France, 3, rue du Faubourg-Saint-Honoré (265-69-37). Jusqu'au 27 janvier.

DOUTRELEAU. Aquarelles et lithographies de Camargue. Galerie Alexander, 6, avenue Percier (225-43-52). Jusqu'au 6 janvier.

FAVRESSE. Aria de machinas - suite et bee-box. — Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (033-58-79). Jusqu'au 13 janvier.

JACQUES GAUTIER - Objets, sculptures, bijoux, 36, rue Jacob (260-84-33). Jusqu'au 31 janvier.

MICHEL JOURNIAC. Espace cryptique. — Galerie J.-P. Lavignes, 15, rue Saint-Louis-en-l'Isle (633-56-02). Jusqu'au 20 janvier.

KOZO. « Graines/Œufs ». Peintures et sérigraphies. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye. Jusqu'au début janvier.

KYUNG-JA SHIM. Galerie P.-Facchetti, 6, rue des Saints-Pères (260-76-22). Jusqu'au 13 janvier.

ELIE LASCAUX. Peintures, dessins, objets. — Galerie L. Leiris, 47, rue Monceau (522-57-35). Jusqu'au 27 janvier.

LUDICUS. Œuvres de Aguilo, L. Bec, Biasi, A. Bonnier, Journiac, Kemarrec, Silberman, Topor, etc. — N.R.A., 2, rue du Jour (503-19-58). Jusqu'au 10 janvier.

URS LUTHI. — Galerie Stadler, 51, rue de Seine (326-91-10). Jusqu'au 13 janvier.

ANNA MARK. — Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs. Jusqu'au 8 janvier.

JOAN MIRO. Peintures. — Galerie Maeght, 13, rue de Téhéran (522-13-19). Jusqu'au 20 janvier.

IGOR MITORAJ. Archéologies. — Artcurial, 9, avenue Matignon (359-29-81). Jusqu'au 7 janvier.

PAGES. La petite peinture de nuit. — Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Ferronnerie (508-58-63). Jusqu'au 30 décembre.

JEAN-LUC PARANT. — Galerie K. Pissarro - C. Duvernois, 59, rue de Rivoli (233-45-17). Jusqu'au 13 janvier.

PARK IN KYUNG. — Galerie Koryo, 8, rue Perronet (222-37-89). Jusqu'au 30 décembre.

PELAYO. Récits allégoriques. Vingt peintures sur papier. — Galerie Bellechasse, 10, rue Bellechasse (555-83-69). Jusqu'au 31 décembre.

JEAN-MARIE POUMEYROL. Peintures, dessins. — Galerie Bijan Aalam, 22, galerie Véro-Dodat (236-26-99). Jusqu'au 14 janvier.

JEAN-MARIE QUENEAU Peintures récentes. — L'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 13 janvier.

ROTH ET RAINER Duos, duels, etc. — Galerie Bama, 80, rue du Bac (548-87-98). Jusqu'au 13 janvier.

MICHEL SABAS. Cheminées Richard Le Droff, 5, rue La Boétie (266-10-27).

GRZEGORZ STANCZYK. Dessins. — L'Œil de Bœuf, 58, rue Quincampoix (278-36-66) Jusqu'au 13 janvier.

TADINI. — Galerie C, 10, rue des Beaux-Arts (325-10-72). Jusqu'au 12 janvier.

JACK VANARSKY. — Galerie Lacloche, 24, rue de Grenelle (222-74-75). Jusqu'au 15 janvier.

JAN VOSS Aquarelles récentes. — Galerie Le Dessin, 27, rue Guénégaud (633-04-66). Jusqu'au 25 janvier.

REGION PARISIENNE

ARCUEIL. Peintres témoins de leur temps, du classique au baroque. — Galeries de l'Hôtel-de-Ville, avenue Paul-Doumer (657-11-24, poste 296). Entrée libre. Jusqu'au 3 janvier.

BEAUVAIS. Beauvais et la tapisserie : de Caron à Vasarely. — Galerie nationale de la tapisserie, rue Saint-Pierre (448-29-93).

MONTREUIL. Fil : S. Hicks, D. Graffin, J. Melin. — Centre des expositions, esplanade B. Frachon (858-91-82). Jusqu'au 10 février

NANTERRE. Le ciel arabe. — Maison de la culture, 7, avenue Pablo-Picasso (721-22-25). Jusqu'au 14 janvier.

PONTOISE. Camille Pissarro, gravures : « Pontoise, ses rues, ses marchés, sa campagne ». — Hommage à Ludovic Piette : 1821-1878 — Hommage à Charles-François Daubigny : 1817-1878. Musée, 4, rue Lemercier (031-93-00) Jusqu'au 8 février.

SAINT-DENIS. Marc Saint-Saëns, tapisseries, peintures, dessins. — Musée municipal d'art et d'histoire. Sauf mardi, de 10 h. à 18 h.; dim., de 14 h. à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 janvier 1979.

SAINT-MAUR. Salon 1978 de la Société des artistes du Val-de-Marne. — Musée, 5 ter, avenue du Bac, à La Varenne (283-41-42). Sauf mardi et jours fériés, de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 14 janvier.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Eloge du petit format : peinture, sculpture, dessin (collection P. Bourut). — Musée Véra, Jardin des Arts, place A.-Malraux (973-73-73). Sauf mardi et jours fériés, de 14 h. à 19 h. Sam. et dim., de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 29 janvier.

VILLEPARISIS. Travaux sur papier, objets. — Centre culturel municipal J.-Prévert, place de Pietrasanta (427-94-99). Jusqu'au 4 février.

EN PROVINCE

ANGERS. Bidauld paysagiste français (1758-1846). — Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (88-64-65). *Jusqu'au 30 janvier.*

BOURGES. Focus 78 (art contemporain). — Musée Cujas et hôtel de ville. Jusqu'au 30 janvier.

CHARTRES. Yves Lévêque. — Musée. Jusqu'au 2 janvier

CLERMONT-FERRAND. Thomas Degeorge (1786-1854). — Musée Bargoin, 45, rue Ballainvilliers (91-37-31). Jusqu'au 14 janvier.

FLAINE. Un air de fête : M. Raysse, N. de Saint-Phalle, Takis, Tinguely. — Centre d'art (90-80-01). Décembre-janvier.

GRENOBLE. Christo : The running fence. — Musée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au 15 janvier.

LAVAL. Robert Tatin. — Musée du Vieux-Château (53-39-89) Jusqu'au *10 janvier.*

LILLE. La sculpture romane et gothique du nord de la France. — Musée des beaux-arts, place de la République (57-01-84). Jusqu'au 25 février.

LOUVIERS. Noël, le Jour de l'an, les Rois, autrefois en Normandie. — Musée. Jusqu'au 11 février.

LYON. Giorgio Morandi : estampes originales. — Musée des beaux-arts, 20, place des Terreaux (28-07-66).

MARCQ-EN-BARŒUL. Braque. — Septentrion. Fondation Provost (78-30-32). Jusqu'au 21 janvier

METZ. La vie quotidienne en Egypte chez les artisans de pharaon. — Musée, 2, rue du Haut-Poirier (75-10-18). Jusqu'au 28 février.

MONTAUBAN. Aglaé Liberaki : sculptures en pierre et dessins. — Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Jusqu'au 11 février.

NANTES. L'homme et son corps dans la société traditionnelle. — Château des ducs de Bretagne, 1, place Marc-Elder (47-18-15) Jusqu'au 12 février.

NICE. Festival Inde : scènes musicales de l'Inde, miniatures de 1590 à 1860. — Musée des beaux-arts Jules-Chéret 33, avenue des Baumettes (88-53-18) — L'Inde vue par Claude Sauvageot. Photographies. — Galerie des Ponchettes, 77, quai des Etats-Unis (85-65-23) Jusqu'en avril 1979.

ROUEN. La caricature. Le monde de M. Proust. Nadar et la photographie. — Musée des beaux-arts, square Verdrel (71-28-40). Jusqu'au 15 février.

LES SABLES D'OLONNE Maîtres européens de la gravure des quinzième et dix-huitième siècles (collection A. Wittert, de l'université de Liège). Gaston Chaissac. — Musée de l'abbaye Sainte-Croix (32-01-16). Jusqu'au 6 janvier

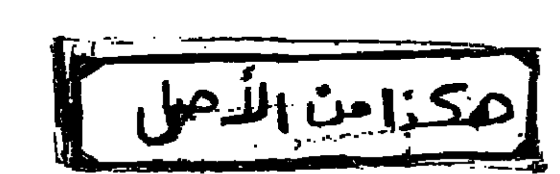
SAINT-PAUL-DE-VENCE. Georges Braque : œuvre graphique. Fondation Maeght (32-81-63). Jusqu'au 30 janvier.

SAINT-QUENTIN. La Picardie antique d'après les photographies aériennes de R. Agache (à la découverte des habitats et des paysages disparus). — Musée A. Lecuyer. Jusqu'au 29 janvier.

STRASBOURG. Peintures sous verre d'Alsace. — Musée alsacien, 23, quai Saint-Nicolas. Jusqu'au 22 avril.

TOURS. Ponts de Tours : traversée des fleuves et des ruaux du Moyen-Age à nos jours. — Musée 18, place F.-Sicard. Jusqu'en février.





Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 27 DECEMBRE

15 h. : Harry Black et le Tigre, de H. Fregonese ; 18 h. 30 : Tempête sur la colline, de D. Sirk ; 20 h. 30 : les Aventures d'un héros, de M. Allouache (en sa présence) ; 22 h. 30 : L'événement le plus important depuis que l'homme a marché sur la Lune, de J. Demy.

Petite salle. — 19 h. : Festival international de Lille 1978 ; 21 h. : Les morts ne se taisent pas, d'Heynowski et Scheumann.

JEUDI 28 DECEMBRE

15 h. : Les bidasses s'en vont en guerre, de C. Zidi ; 18 h. 30 : There's always tomorrow, de D. Sirk ; 20 h. 30 : Le ciel peut attendre, d'E. Lubitsch ; 22 h. 30 : L'Evangile selon Saint Mathieu, de P. P. Pasolini.

Petite salle. — 19 h. et 21 h. : Festival international de Lille.

VENDREDI 29 DECEMBRE

15 h. : les Quatre Charlots mousquetaires, d'H. Hunebelle ; 18 h. 30 : la Ronde de l'aube, de D. Sirk ; 20 h. 30 : Masculin féminin, de J.-L. Godard ; 22 h. 30 : Hermaphrodite, de M. Sarne.

Petite salle. — 19 h. : Festival international de Lille ; 21 h. et 22 h. 30 : Animation.

SAMEDI 30 DECEMBRE

15 h. : A nous quatre, Cardinal, d'A. Hunebelle ; 18 h. 30 : Tout ce que le ciel permet, de D. Sirk ; 20 h. 30 : les Libertines, de D. Young ; 22 h. 30 : Fenêtre sur cour, d'A. Hitchcock.

Petite salle. — 19 h. : Festival international de Lille ; 21 h. et 22 h. 30 : Cinéma expérimental.

DIMANCHE 31 DECEMBRE

15 h. : l'Aile ou la cuisse, de C. Zidi ; 18 h. 30, 20 h. 30 et 22 h. 30 : relâche.

LUNDI 1er JANVIER

15 h. : Cléopatre, de J. Mankiewicz ; 18 h. 30 : L'une chante, l'autre pas, d'A. Varda ; 20 h. 30 : la Veuve joyeuse, d'E. Lubitsch ; 22 h. 30 : l'Année dernière à Marienbad, d'A. Resnais.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 27 DECEMBRE

15 h., grande semaine de films pour enfants ; 17 h., Quand on vieillit, de G. Dobray ; la Voix du lion, d'H. Safran ; 19 h. : Diaboliquement vôtre, de J. Duvivier ; 21 h. : Ecrit sur du vent, de D. Sirk.

JEUDI 28 DECEMBRE

15 h. : grande semaine de films pour enfants ; 17 h. : le Calvaire, d'E.-C. Zanini ; Bal masqué, de M. Gronowski ; Alibis, de J. Jauniaux, Perpetuo, de J. Marusic ; 19 h. : Catherine, il suffit d'un seul amour, de B. Borderie ; 21 h. : la Première Légion, de D. Sirk.

VENDREDI 29 DECEMBRE

15 h. : grande semaine de films pour enfants ; 17 h. : l'Affaire Bronswik, de R. Awad et A. Leduc ; Une caisse de 24 pour le 3530, de R. Clark ; l'Age de la machine, de G. Carle ; 19 h. : le Dernier Saut, d'E. Luntz ; 21 h. : No room for the groom, de D. Sirk.

SAMEDI 30 DECEMBRE

15 h. : grande semaine de films pour enfants ; 17 h. : la Lettre, d'O. Rahmat ; la Résistance du 2 septembre, d'I. Isitau ; 19 h. : Quelqu'un derrière la porte ; de N. Gessner ; 21 h. : Has anybody seen my gal, de D. Sirk.

DIMANCHE 31 DECEMBRE

15 h. : grande semaine de films pour enfants ; 17 h., 19 h. et 21 h. : relâche.

LUNDI 1er JANVIER

15 h. : grande semaine de films pour enfants ; 17 h. : Bonjour, mon fils, d'A. Zaninovic ; Un pêcheur de Hanstholm, de J.-B. Carlsen ; 19 h. : les Fêtes galantes, de R. Clair ; 21 h. : Quarante-deuxième rue, de L. Bacon et B. Berkeley.

Les exclusivités

ALAMBRISTA (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
ALERTEZ LES BEBES (Fr.), Marais, 4e (278-46-86) ; La Clef, 5e (337-90-90).
L'ALLEMAGNE EN AUTOMNE (All., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98) H. sp.
L'ARBRE AUX SABOTS (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; U.G.C.-Opera, 2e (261-50-32).
L'ARGENT DES AUTRES (Fr.), Marais, 4e (278-47-86) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
AU NOM DU PAPE-ROI (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
AVALANCHE (A., v.o.) : Paramount-City-Triomphe, 8e (225-45-76) ; (v.f.), Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LA BALLADE DES DALTON (Fr.), Berlitz, 2e (742-60-33) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

Les films nouveaux

MODULATION DE FREQUENCE, film américain de John A. Alonzo (v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Parnassien, 14e (583-83-11).

BELFAGOR LE MAGNIFIQUE (It., v.o.), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Caméo, 9e (770-20-89) ; Bienvenue-Montparnasse, 14e (544-25-02).
BLUE COLLAR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
LES BRONZES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Murat, 16e (651-99-75).
LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
LA CARAPATE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathe, 14e (322-19-23) ; Gaumond-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
CINEMA PAS MORT, MISTER GODARD (Fr.,-A., v. am.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LA CLEF SUR LA PORTE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Les Tourelles, 20e 636-51-98) (sauf mardi).
LE CRI DU SORCIER (A.) (*), v.o. : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98) ; v. f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LES DENTS DE LA MER (2e partie) (A.), v.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v. f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
DERNIER AMOUR (It.), v.o. : Quintette, 5e (033-35-40).
L'EMPIRE DE LA PASSION (Jap.) (**), v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).
L'EMPIRE DU GREC (A.), v.o. : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
L'ESCLAVE DE L'AMOUR (Sov.), v.o. : Cosmos, 6e (548-62-25), h. sp.
FEDORA (A.), v.o. : Le Seine, 5e (325-95-99), h. sp.
LA FEMME GAUCHERE (All.), v.o. : Racine, 6e (633-43-71).
LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A.), v.o. : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).
LES FILLES DU REGIMENT (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
FLAMMES (Fr.) ; Le Seine, 5e (325-95-99), h. sp.
GIRL FRIENDS (A.), v.o. : Quintette, 5e (033-35-40).
LE GOUT DU SAKE (Jap.), v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LA GRANDE CUISINE (A.), v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
LA GRANDE MENACE (Angl.), v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Balzac, 8e (359-52-70), h. sp. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
GREASE (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), h. sp. ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
L'HOMME DE MARBRE (Pol., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
INSIANG (Phil., v.o.) : St-Séverin, 5e (033-50-91) ; Olympic, 14e (542-67-42).
INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
JUKE-BOX (A., v.f., *) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Gaîté, 14e (320-99-34).
KOKO, LE GORILLE QUI PARLE (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90).
KOUNAK, LE LYNX FIDELE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25), A.-M.
LA MALEDICTION DE LA PANTHERE ROSE (A., v.o.) : Quartier latin, 5e (326-84-65) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o., **) : la Clef, 5e (337-90-90) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88).
MOLIERE (Fr., 2 époques) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36) ; France-Elysées, 8e (723-71-11).
MORT SUR LE NIL (A., v.o.) : Studio-Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
L'OURAGAN VIENT DE NAVARONE (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : ABC, 2e (236-55-54) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
PAIR ET IMPAIR (It., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).
PASSE-MONTAGNE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90), H. sp.
PETER ET ELLIOTT LE DRAGON (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Diderot, 12e (343-19-29).
LE PION (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Balzac, 8e (359-52-70), en mat.
PLEIN LES POCHES POUR PAS UN ROND (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Boul' Mich', 5e (033-48-29) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Paramount-City-Triomphe, 8e (225-45-76) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
POINT OF ORDER (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42). H. sp.
REMEMBER MY NAME (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
LES RENDEZ-VOUS D'ANNA (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
SANS FAMILLE (It., v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; v.f. : Nations, 12e (343-04-67).
SCENIC ROUTE (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
LE SECOND EVEIL (All., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90). H. sp.
SONATE D'AUTOMNE (Suéd., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LA SORCELLERIE A TRAVERS LES AGES (Suéd., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
LE SUCRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
L'ULTIMATUM DES TROIS MERCENAIRES (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97).
UNE HISTOIRE SIMPLE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
UN MARIAGE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-90-81) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassien, 14e ((329-83-11) ; v.f. : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75).

Les grandes reprises

L'ARGENT DE LA VIEILLE (I., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Dominique, 7e (705-04-55).
LES AVENTURES DE RABBI JACOB (Fr.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Calypso, 17e (754-10-68) ; Images, 18e (522-47-94).
LES AVENTURES DE ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp.
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76).
BORN TO DANCE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
CENDRILLON (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRES LA PLUIE (Jap.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
2001, ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : J.-Cocteau, 5e (033-47-62) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
DOCTEUR JIVAGO (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).
EXODUS (A., v.f., v.o. jeu., ven.) : Eldorado, 10e (208-18-76) (70 mm).
FRANZ (Fr.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
FRITZ THE CAT (A., v.o.) (**) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Haussmann, 9e (770-47-55) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
HAROLD LLOYD (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).
IF (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
IL ETAIT UNE FOIS L'AMERIQUE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e.
LAISSE ALLER, C'EST UNE VALSE (Fr.) : Club, 9e (770-81-47).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Daumesnil, 12e (343-52-97).
MACBETH (Ang., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
MARATHON MAN (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40).
MONTY PYTHON (Ang., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
MUSIC LOVERS (A.) (**) : Studio de l'Etoile, 17e.
ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40).
LA PLANETE SAUVAGE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
PORTE DES LILAS (Fr.) : Palace Croix-Nivert, 15e, à partir du 1er.
PROVIDENCE (Fr.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
SALOMON ET LA REINE DE SABA (A., v.f.) (70 mm) : Broadway, 16e (527-41-16).
SOUS LE PLUS GRAND CHAPITEAU DU MONDE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LA SOUPE AU CANARD (A., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).
TEX AVERY FOLLIES (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp.
LE TOUR DU MONDE EN 80 JOURS (A., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
VOYAGE A TOKYO (Jap., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	128 F	235 F	343 F	450 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	228 F	435 F	643 F	850 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	155 F	290 F	425 F	560 F
II. — SUISSE - TUNISIE	203 F	385 F	568 F	750 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SPECTACLES

Cinéma

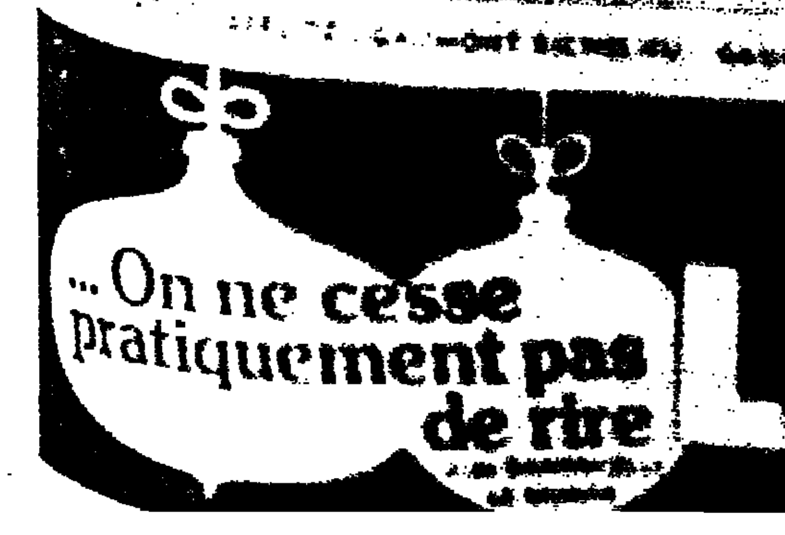
Concerts



À PARIS

2001 ODYSSEE DE L'ESPACE

Danse



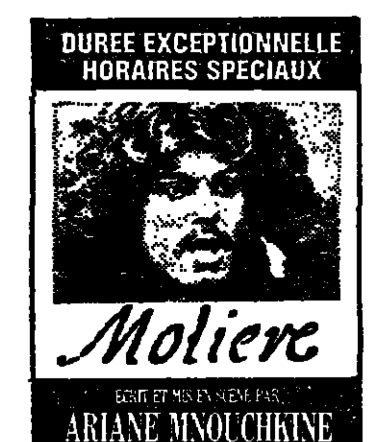
Cinéma

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFITTI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
CITIZEN KANE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf sam., dim.).
COMMENCEZ LA REVOLUTION SANS NOUS (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34), 12 h., 24 h.
LA CONSEQUENCE (All., v.o.) (*) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
DES CHRIST PAR MILLIERS (Fr.) : Eldorado, 10e (208-18-76), 22 h.
FLESH GORDON (A., v.f.) (**) : Les Tourelles, 20e (636-51-98), sam. 17 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h., 24 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h., 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 20 (sauf dim.).
J'IRAI COMME UN CHEVAL FOU (Fr.) : Lucernaire, 6e, 12 h., 24 h.
LEO THE LAST (Ang., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mardi, 21 h.
LA MONTAGNE SACREE (Mex., v.o.) (*) : Le Seine, 5e, 22 h.
LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Olympic, 14e, 18 h. (sauf sam., dim.).
OUTRAGEOUS (A., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e.
OLIVIER (A., v.f.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
LE PASSE SIMPLE (Fr.) : Les Tourelles, 20e, mardi, 21 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, 10 h., 12 h., 24 h.
TOUT VA BIEN (Fr.) : Olympic, 14e, 18 h. (sauf sam., dim.).
UNE PETITE CULOTTE POUR L'ETE (Jap., v.o.) (**) : Le Seine, 5e, 12 h. 30 (sauf dim.).

Les festivals

FEMMES A L'ECRAN (v.o.), Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; mer., jeudi : le Sel de la terre ; vend. : Véronique ou l'été de mes 13 ans ; sam. : la Vraie Nature de Bernadette ; dim., lundi : la Fiancée du pirate ; mar. : Mes Petites Marguerites.
FRED ASTAIRE (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81), mer., mardi : Roberta ; J., S., L. : Oh ! toi ma charmante ; vend. : Entrons dans la danse ; dim. : Broadway Melody.
COMEDIES MUSICALES (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50), mer. : Un Américain à Paris ; J. : le Chant du Missouri ; vend. : le Pirate ; sam. : Tous en scène ; dim. : Beau fixe sur New-York ; lundi : le Magicien d'Oz ; mar. : Un jour à New-York.
HOMOSEXUALITE (v.o.), Bilboquet, 6e (222-87-23), mer., sam. : Faut-il tuer Sister George ? dim./mar. : Myrha Breckinridge.
STUDIO 28 (v.o.), 18e (606-36-07), mer. : Plumes de cheval ; jeudi : le Privé de ces dames ; vend., sam. : Mort sur le Nil ; dim., lundi : Sonate d'automne ; mar. : Orange mécanique.
FELLINI (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42), mer., jeudi : Fellini Roma ; vend. : Satyricon ; sam. : Juliette des esprits ; dim. : Casanova ; lundi, mardi : les Clowns.
HITCHCOCK (v.o.), Olympic, 14e, mer., jeudi : Life Boat ; vend. : l'Inconnu du Nord-Express ; sam. : Complot de famille ; dim. : les Amants du Capricorne ; lundi : Soupçon ; mar. : le Faux Coupable.
THRILLER (v.o.), Olympic, 14e, mer. : Bonny and Clyde ; jeudi : Feux croisés ; vend. : la Femme à abattre ; sam. : En quatrième vitesse ; dim. : le Faucon maltais ; lundi : la Maison de bambou ; mardi : Key Largo.
CHATELET - VICTORIA (v.o.) 1er (508-94-14) I : 14 h. 5 : Citizen Kane ; 16 h. (+ D. 0 h. 15) : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 5 : Cria Cuervos ; 20 h. (+ S. 0 h. 15) : Cabaret ; 22 h. : l'Epouvantail ; V., 0 h. 15 : l'Œuf du serpent. — II : 14 h. : Satyricon ; 16 h. 20 (+ V., 0 h. 15) : A bout de souffle ; 18 h. (+ S., 0 h. 15) : Taxi Driver ; 20 h. 5 et 22 h. 5 (D., 0 h. 15) : Midnight Express.
ESCURIAL, 13e (707-28-04) : 16 h. 15 : Little Big Man ; 20 h. : Le shérif est en prison ; 22 h. : Orfeu Negro (v.o.).
5 FILMS A VOIR OU A REVOIR
CINQ FILMS A VOIR OU A REVOIR (v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83) : 14 h. : The Missouri Breeks ; 16 h. : Un dimanche comme les autres ; 18 h. : Nous sommes tous des voleurs ; 20 h. : Portier de nuit ; 22 h. (+ V., S., 24 h.) : The Rocky Horror Picture Show.
CHEFS-D'ŒUVRE ET NANARS DU CINEMA FRANÇAIS : Action-République, 11e (805-51-33) : mer : la Kermesse héroïque, le Grand Jeu ; J. : Regain, l'Alibi ; V. : Regain, la Maternelle ; S. : A nous la liberté, la Fille du puisatier ; D. : la Fille du puisatier ; L. : 14 Juillet, le Bébé de l'escadron ; Mar. : le Dernier Milliardaire, Jim la Houlette.
HAS (v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 30 : Le manuscrit trouvé à Saragosse ; 16 h. 30 : la Clepsydre
MUSIQUE ET CINEMA (v.o.) : Le Seine, 5e : 18 h. 45 : Olivier Messiaen et les oiseaux ; 20 h. 15 : Chronique d'Anna - Magdalena Bach ; 21 h. 45 : la Flûte enchantée.
MARX BROTHERS (v.o.) : Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) ; Mer. : les Marx Brothers au grand magasin ; J., D. : Plumes de cheval ; V. Mar. : Chercheurs d'or ; S. : la Soupe au canard ; L. : Une nuit à l'opéra.



Dans la région parisienne

YVELINES (78)

CHATOU, Louis-Jouvet (966-20-07) : la Carapate (sauf Mar.).
CONFLANS - SAINTE - HONORINE, U.G.C. (972-60-98) : L'ouragan vient de Navarone ; Pair et Impair ; Une histoire simple.
LE CHESNAY, Parly II (954-54-00) : la Malédiction de la Panthère rose ; Une histoire simple ; les Bronzés ; la Grande Cuisine ; L'ouragan vient de Navarone.
LA CELLE-ST-CLOUD, Elysée II, (969-69-65) : la Clé sur la porte.
ELANCOURT, Centre des Sept-Mares (062-81-84) : Peter et Elliott le dragon ; la Cages aux folles.
LES MUREAUX, Club AZ (474-38-90) : la Clé sur la porte ; Peter et Elliott le dragon. — Mar., 20 h. : Jeremiah Johnson. — Club YZ : les Filles du régiment ; Une histoire simple.
LE VESINET, Médicis (966-18-15) : Dernier Amour. — Cinécal (976-39-17) : la Cage aux folles ; Jeremiah Johnson. — CAL (976-32-75), jeu., 21 h., la Femme libre.
MANTES, Normandie (477-02-35) : les Dents de la mer (2e partie).
MAULE, Etoiles (478-85-74) : Grease.
POISSY, U.G.C. (965-07-12) : L'ouragan vient de Navarone ; Une histoire simple ; Pair et Impair ; la Clé sur la porte.
SAINT-CYR-L'ECOLE (045-00-62) : American Graffiti ; Les réformés se portent bien.
SAINT - GERMAIN - EN - LAYE, C2L (963-04-08) : Cendrillon ; les Dents de la mer (2e partie).
VELIZY, Centre commercial (946-24-26) : les Dents de la mer (2e partie) ; les Bronzés ; Une histoire simple ; la Clé sur la porte.
VERSAILLES, Cyrano (950 - 58 - 58) : Cendrillon ; les Filles du régiment ; Pair et Impair ; la Clé sur la porte ; les Dents de la mer (2e partie) ; Plein les poches pour pas un rond. — C2L (950-55-55) : Avalanche. — Club (950-17-96) : les Voyages de Gulliver ; Monkey Business ; les Marx aux grands magasins ; les Aventures de Rabbi Jacob ; les Aventures de Robin des bois ; l'Homme au pistolet d'or.

ESSONNE (91)

BOUSSY - SAINT - ANTOINE, Buxy (900-50-82) : Grease ; la Clé sur la porte ; Pair et Impair ; les Filles du régiment.
BURES-ORSAY, les Ulis (907-54-14) : Cendrillon ; Pair et Impair ; la Malédiction de la Panthère rose ; L'ouragan vient de Navarone.
CORBEIL, Arcel (088-06-44) : Cendrillon ; Pair et Impair ; la Clé sur la porte.
EVRY, Gaumont (077-06-23) : Peter et Elliot le dragon ; L'ouragan vient de Navarone ; Une histoire simple ; les Dents de la mer (2e partie) ; Le ciel peut attendre.
GIF, Central Ciné (907-61-85) : Quo Vadis ?
VAL COURCELLES (907-44-18) : le Sucre ; la Fille des neiges ; le Convoi de la peur ; Guerre et Paix.
GRIGNY, France (906 - 49 - 96) : la Cage aux folles ; la Grande Menace. — Paris (905-79-60) : Trocadéro bleu citron ; On continue à l'appeler Trinita.
PALAISEAU, Casino (014-26-60) : Peter et Elliott le dragon.
RIS-ORANGIS, Cinoche (906-72-72) : l'Arnaque ; Espion aux pattes de velours ; Cycle Terence Fisher.
SAVIGNY, Rex (996-31-45) : Pair et Impair ; la Ballade des Dalton.
SAINTE - GENEVIEVE - DES - BOIS, Perray (016-07-36) : les Bronzés ; Plein les poches pour pas un rond ; la Ballade des Dalton ; la Grande Menace.
VIRY - CHATILLON, Calypso (921-85-72) : la Ballade des Dalton ; les Bronzés.

HAUTS-DE-SEINE (92)

ASNIERES, Tricycle (793 - 02 - 13) : l'Arnaque, la Malédiction de la Panthère rose, les Dents de la mer (2e partie).
BOULOGNE, Royal (605 - 06 - 47) : Peter et Eliott le dragon.
CHAVILLE (926-51-96) : Peter et Elliott le dragon.
COURBEVOIE, M.J.C. (788-97-83) : la Salamandre, Lawrence d'Arabie.
LA GARENNE, Voltaire (242-22-27) : Peter et Elliott le dragon.
GENNEVILLIERS, Maison pour tous (793-21-63) : Un candidat au poil, les Trois Caballeros.
LEVALLOIS, G.-Sadoul (270-22-15) : Grease, l'Ordre et la Sécurité du monde.
MALAKOFF, Palace (253-12-69) : la Fièvre du samedi soir, Peter et Elliott le dragon.
NEUILLY, Village (722-63-05) : la Clé sur la porte.
RUEIL, Ariel (749-48-25) : les Dents de la mer (2e partie), Cendrillon ; Studio (749 - 19 - 47) : Avalanche, Plein les poches pour pas un rond, les Filles du régiment.
SCEAUX, Trianon (661-20-52) : la Guerre des étoiles, Nous irons tous au paradis, l'Incompris ; Gémeaux (660-05-64), mer., à 21 h. : Women, ven., à 21 h. : Voyage avec ma tante.
VAUCRESSON, Normandie (970-28-60) : les Aventures de Titi, la Cage aux folles, Benji, Lenny.

SEINE-SAINT-DENIS (93)

AUBERVILLIERS, Studio (833-16-16) : Go West, le Témoin.
AULNAY-SOUS-BOIS, Parinor (931-00-05) : Cendrillon, la Clé sur la porte, la Malédiction de la Panthère rose, Une histoire simple ; Prado : Peter et Elliott le dragon, Jeune et Innocent.
BAGNOLET, Cin'Hoche (360-01-02) : les Aventures fantastiques, l'Argent des autres, l'Ordre et la Sécurité du monde.
BOBIGNY, Centre commercial (830-69-70) : la Ballade des Dalton, Juke box, l'Ultimatum des trois mercenaires.
LE BOURGET, Aviatic (284-17-85) : les Dents de la mer (2e partie), la Malédiction de la Panthère rose, Grease.
MONTREUIL, Méliès (858-28-02) : Pair et Impair, la Clé sur la porte, Plein les poches pour pas un rond.
LE RAINCY, Casino (302-32-32) : Peter et Elliott le dragon.
PANTIN, Carrefour (843-28-02) : Cendrillon, Pair et Impair, les Filles du régiment, la Clé sur la porte, Avalanche, Plein les poches pour pas un rond.
ROSNY, Artel (528-80-00) : Pair et impair, les Dents de la mer (2e partie), Une histoire simple, les Filles du régiment, Plein les poches pour par un rond, les Bronzés.
VINCENNES, Palace : Peter et Elliott le dragon.

VAL-DE-MARNE (94)

ARCUEIL, Centre Jean-Vilar (657-11-24), mer., 15 h., sam., 21 h. : la Guerre des étoiles.
CACHAN, Pléiade (665-13-58) : Peter et Elliott le dragon ; Dossier 51.
CHAMPIGNY, Pathé (880-52-97) : L'ouragan vient de Navarone ; Le ciel peut attendre ; la Malédiction de la Panthère rose ; Une histoire simple ; Peter et Elliott le dragon.
CHOISY-LE-ROY, CMAC (890-89-79), sam., 15 h., mar., 21 h. : Qui a tué le chat ?
CRETEIL, Artel (898-92-64) : Cendrillon ; la Clé sur la porte ; Avalanche ; les Filles du régiment ; les Bronzés ; Grease. — M.J C. (207 - 37 - 67) : Mon oncle ; Last Waltz.
JOINVILLE-LE-PONT, Centre socio-culturel (883-22-26) : la Carapate.
LE PERREUX, Palais du parc (324-17-04) : Cendrillon.
LA VARENNE, Paramount (883-59-20) : la Clé sur la porte ; Pair et Impair : Cendrillon.
MAISONS-ALFORT, Club (376-71-70) : la Fièvre du samedi soir ; la Ballade des Dalton ; le Pion.
NOGENT-SUR-MARNE, Artel (871-01-52) : Pair et Impair ; Plein les poches pour pas un rond ; la Clé sur la porte ; les Bronzés. — Port : les Dents de la mer (2e partie).
ORLY, Paramount (726 - 21 - 69) : Plein les poches pour pas un rond ; Avalanche.
THIAIS, Belle Epine (686-37-90) : L'ouragan vient de Navarone ; Le ciel peut attendre ; la Malédiction de la Panthère rose ; les Dents de la mer (2e partie) : la Grande Menace ; Une histoire simple.
VILLEJUIF, Théâtre R.-Rolland (726-15-02) : Mort sur le Nil.
VILLENEUVE - ST - GEORGES, Artel (389-08-54) : les Dents de la mer (2e partie) ; Plein les poches pour pas un rond ; Pair et Impair.

VAL-D'OISE (95)

ARGENTEUIL, Alpha (981-00-07) : Une histoire simple ; la Clé sur la porte ; les Dents de la mer (2e partie) ; les Filles du régiment ; L'ouragan vient de Navarone ; Grease. — Gamma (981-00-03) : Cendrillon ; Pair et Impair ; Plein les poches pour pas un rond ; les Bronzés.
CERGY-PONTOISE, Bourvil (030-46-80) : les Dents de la mer (2e) ; Cendrillon ; la Clé sur la porte ; la Malédiction de la Panthère rose.
ENGHIEN, Français (417-00-44) : les Dents de la mer (2e partie) ; la Clé sur la porte ; Pair et Impair ; la Grande Cuisine ; Cendrillon. — Marly : Le ciel peut attendre.
GONESSE, Théâtre Jacques - Prévert (985-21-92) : la Septième Compagnie au clair de lune ; Nous irons tous au paradis.
SAINT-GRATIEN, Tolles (989-21-89) : la Fièvre du samedi soir ; Mary Poppins ; Judith Therpauve.
SARCELLES, Flanades (990-14-33) : L'ouragan vient de Navarone ; Plein les poches pour pas un rond ; Cendrillon ; les Dents de la mer (2e partie) ; Pair et Impair.

Concerts

MERCREDI 27 DECEMBRE

CAFE D'EDGAR, 18 h. 30 : Trio à cordes H. Derrien, P.-H. Xuerebe, O. Charlier (Mozart, Schubert).
LUCERNAIRE, 21 h. : Raphaël et Regina, chants d'Amérique latine.

JEUDI 28 DECEMBRE

RANELAGH, 20 h. 30 : J. Palenicek, piano, M. Jeale, violoncelle (Janacek, Martinu, Palinecek).
EGLISE DES DOMINICAINS, 20 h. 45 : N. Alexandre, flûte, M. Nomidou, violoncelle, J.-P. Imbert, clavecin (Bach).
EGLISE SAINT - LOUIS - D'ANTIN, 12 h. : J. Marguillard, orgue (Bach, Litaize).
CAFE D'EDGAR, 18 h. 30 : voir le 27.
LUCERNAIRE, 21 h. : voir le 27.

VENDREDI 29 DECEMBRE

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 : Orchestre national de France. Dir. : M. Rostropovitch (Berlioz, Dutilleux, Ravel, Brahms).
EGLISE SAINT - GERMAIN - DES - PRES, 21 h. : Musique ensemble, avec V. Dietschy, soprano (Purcell, Bach).
EGLISE SAINT-LEU - SAINT-GILLES, 20 h. 45, voir le 28, église des dominicains.
CAFE D'EDGAR, 18 h. 30 : voir le 27.
LUCERNAIRE, 21 h. : voir le 27.

SAMEDI 30 DECEMBRE

CAFE D'EDGAR, 18 h. 30, voir le 27.

DIMANCHE 31 DECEMBRE

EGLISE SAINT-LOUIS-DES-INVALIDES, 16 h. : A.-M. Barrat, orgue (Vierne).
EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN, 17 h. 45 : A. Bedois, orgue (Titelouze, Bach).
EGLISE SAINT - GERMAIN - DES - PRES, 21 h. : M. Jolivet, orgue, D. Leroy, trompette (Purcell, Bach).
EGLISE LUTHERIENNE DE LA VILLETTE, 16 h. : J. Marguillard, orgue, Ensemble Cytherion (Bach, Certon, de Grigny, Schütz, Murschhauser, Telemann, Zipoli).

LUNDI 1er JANVIER

EGLISE SAINT - GERMAIN - DES - PRES, 15 h., voir le 31.

MARDI 2 JANVIER

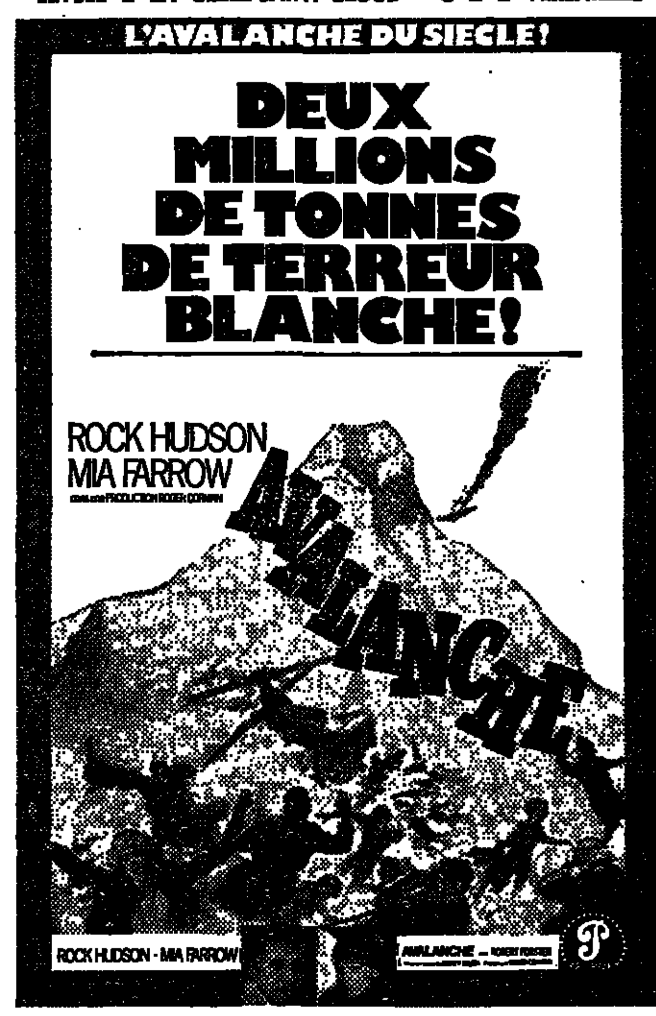
CAFE D'EDGAR, 18 h. 30, voir le 27.
LUCERNAIRE, 21 h., voir le 27.

Danse

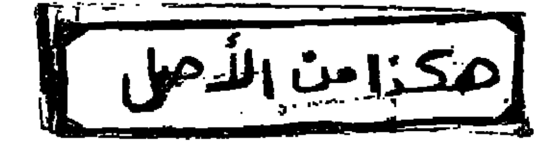
PALAIS DES CONGRES (758-24-11) : Ballet Théâtre Kirov de Leningrad, les 27, 28, 31, 20 h. 30 ; le 1er, 16 h. 30 : Giselle ; les 29, 30, 2 (dern.), 20 h. 30 : les Sylpnides ; Paquita ; 2e acte du Lac des cygnes
THEATRE OBLIQUE, le 27, 20 h. 30 : Elsa Wolliaston.

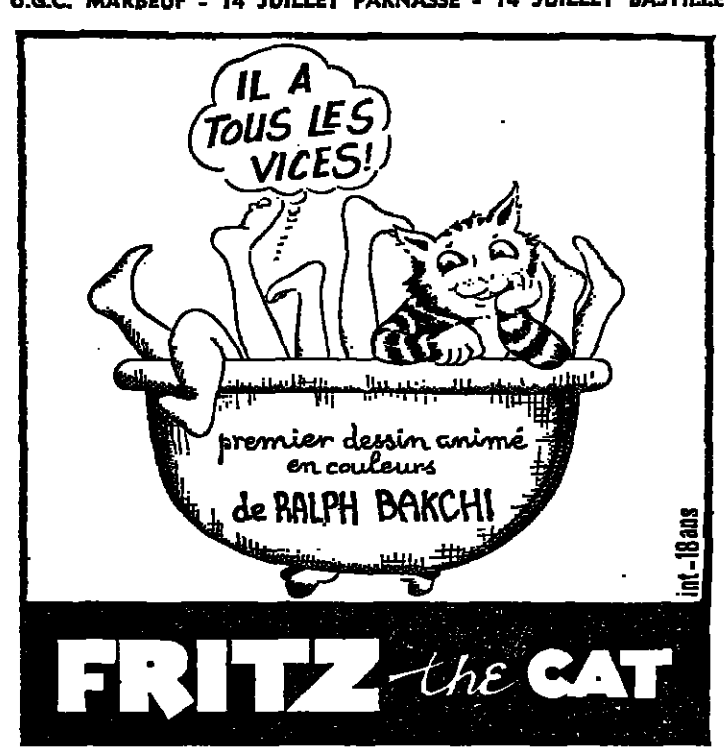














Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

En raison de la grève, les programmes de l'Opéra sont donnés sous réserve. Des perturbations pourraient affecter les programmes des autres théâtres.

Les salles subventionnées

OPERA (073-37-50), les 27, 28, 30 et 31, à 19 h. 30 : le Lac des Cygnes (sous réserve).
SALLE FAVART (742-59-69), les 27, 28 et 30, à 19 h. 30 : Véronique.
COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20), les 27 et 1er, à 14 h. 30 ; les 27, 28, 30, 31 et 3, à 20 h. 30 : la Puce à l'oreille ; les 29, 1er et 2, à 20 h. 30 ; le 31, à 14 h. 30 : Six personnages en quête d'auteur ; les 28, 30 et 3, à 14 h. 20 : la Jalousie du barbouillé ; les Fourberies de Scapin ; le 29, à 14 h. 30 : On ne saurait penser à tout ; le Jeu de l'amour et du hasard.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre, les 29, 30 et 2, à 20 h. 30 ; le 31, à 15 h. : Bernard Haller (Salmigondivers).
ODEON (325-70-32) (L. soir), 19 h. 30, mat. lundi à 15 h. : la Trilogie de la villégiature.
PETIT ODEON (325-70-32), les 27, 28, 29, 30 et 31, à 18 h. 30 : Fugue en mineur (e).
T.E.P. (797-96-06), relâche.
PETIT T.E.P. (636-79-09), les 27, 28 et 29, à 20 h. 30 : Cohelmec Ensemble (concert).
CENTRE POMPIDOU (277-11-12) (Mardi) : musique tous les jours, à 15 h., 16 h. 30 et 18 h. : le Diatope, de Xénakis. — Cinéma, le 27, à 14 h. 30 : Kouna le lynx fidèle ; le 27, à 15 h. : les Aventures fantastiques de K. Zeman.

Les salles municipales

CHATELET (233-40-00) (D., L.), 20 h. 30 : Rose de Noël.
TEATRE DE LA VILLE (274-11-24), les 27, 28, 29 et 30, à 18 h. 30 : Colombaioni ; les 27, 28, 29, 30 et 31 : la Maison des Cœurs brisés.
CARRE SILVIA MONFORT (745-31-43), Jardin d'acclimatation, les 30 et 31, à 15 h. et 18 h. 30 ; les 27, 28, 29 et 1er, à 15 h. : Cirque Gruss à l'ancienne. — Théâtre du Jardin (D., L.), 14 h. 15 : Bastien et Bastienne.

Les autres salles

AIRE LIBRE (322-70-78) (D. L.) : 20 h. 45 : Délire à deux ; 22 h. : Davly.
ANTOINE (208-77-71), 20 h. 30, mat. dim. et le 1er à 15 h. : le Pont japonais.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23) (L. soir, Mar.), 20 h. 30, mat. le 1er à 15 h. : Mon père avait raison.
ATELIER (606-49-24), 21 h., mat. dim. 15 h. : la Culotte. (Les 2, 3, 4) Mer., J., V., S., à 18 h. 30 : Un homme à la rencontre d'A. Artaud.
ATHENEE (073-27-24) (D. soir, L.) (le 2), 20 h. 30, mat. dim. 15 h. 30 : le Grand Feu.
BIOTHEATRE (261-44-16) (L. soir) (le 2), 20 h. 30, mat. le 1er à 15 h. 30 : la Crique.
BOUFFES DU NORD (239-34-50) (L.), 20 h. 30, mat. sam. 15 h. : Mesure pour mesure.
BOUFFES PARISIENS (073-87-94) (L. soir), 21 h., mat. dim. et le 1er à 15 h. : le Charlatan.
CARTOUCHERIE DE VINCENNES, Théâtre de l'Aquarium (374-99-61) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. 16 h. : la Sœur de Shakespeare ; — Théâtre de la Tempête (328-33-38) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. 16 h. : La vie est un songe ; — Atelier du Chaudron (328-97-04), V., S., 20 h. 30, dim. 16 h. : Sens.
CHAPITEAU TRETEAUX DE FRANCE (aux Halles) (L.), 20 h. 45 : les Trois Mousquetaires.
COMEDIE-CAUMARTIN (073-43-41) (J.), 21 h 10, mat. dim et le 1er à 15 h. 10 : Boeing-Boeing.
DAUNOU (261-69-14) (J.), 21 h., mat. dim. et le 1er à 15 h. : Ulysse au pays des merveilles.
EDOUARD-VII (073-67-90) (L. soir), 21 h., mat. le 1er à 16 h. : Nous ne connaissons pas la même personne.
ESSAION (278-46-42) (L.) I. 20 h. 30 : Pif-Paf ; 22 h. : Abraham et Samuel ; — II. 20 h. 30 : le Chant général ; 22 h. 15, Un certain plume.
FONTAINE (874-82-34) (le 1er), 21 h. : Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie la vie qu'on vit.
GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : la Surface de réparation.
HUCHETTE (326-38-99) (le 1er), 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
IL TEATRINO (322-28-92) (D., L.), 20 h. 30 : la Vénitienne.
LA BRUYERE (874-76-99) (L. soir), 21 h., mat. le 1er à 15 h. : les Folles du samedi soir.
LUCERNAIRE (544-57-34) (D., L.), I. 18 h. 30 : Chair chaude ; 20 h. 30 : le Shaga ; 22 h. : Carmen City ; — II. 18 h. 30 : Une heure avec R. M. Rilke ; 20 h. 30 : Fragments ; 22 h. 15, Acteurs en détresse.
MADELEINE (265-07-09) (L. soir), 20 h. 30, mat. dim. 15 h., le 31 à 15 h. : le Préféré.
MARIGNY (256-04-41) (L. soir), 21 h., mat. dim et le 1er à 15 h. : le Cauchemar de Bella Manningham.
MATHURINS (265-90-00) (L.), 20 h. 45, mat. dim., 15 h. : Changement à vue.
MICHEL (265-35-02), 21 h. 15, mat. dim. et le 1er, 15 h. : Duos sur canapé.
MICHODIERE (742-95-22) (L. soir), 21 h., mat. dim. et le 1er, 15 h. : les Papas naissent dans les armoires.
MODERNE (874-94-28), le 2, 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : A condition de vivre.
MONTPARNASSE (320-89-90) (L. soir), 21 h., mat. sam. 17 h., dim. 15 h., le 1er, 16 h. : les Peines de cœur d'une chatte anglaise.
NOUVEAUTES (770-52-76) (les 1, 2, 3, 4), 21 h., mat. sam. 18 h., le 1er, 15 h. 30 : Apprends-moi Céline.
ŒUVRE (874-42-52) (L. soir), 21 h., mat. le 1er, 15 h. : les Aiguilleurs.
ORSAY (548-38-53). — I. le 27, 20 h. 30 : Harold et Maude ; le 28, 20 h. 30 : Oh ! les Beaux jours ; les 29, 30, 31, 20 h. 30, le 1er, 18 h. 30 : Zadig. — II. les 27, 28, 31, 20 h. 30 : Crenom ; les 29, 30, 20 h. 30, le 1er, 18 h. 30 (dern.) : le Dépeupleur.
PALACE CROIX-NIVERT (734-52-21), 20 h. : Rocky Horror Show.
PALAIS ROYAL (742-84-29), 20 h. 30, mat. dim. et le 1er, 15 h : le Tout pour le tout.
PALAIS DES SPORTS (532-41-29) (L.), 20 h. 30, dim. 14 h. 30 : Notre-Dame de Paris.
LA PENICHE (205-40-39) (D., L.), 20 h. 30 : Naïves hirondelles.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h. 30 : Tête de méduse.
POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97) 21 h., sam. et le 31, 20 h. 30 et 22 h. 15 : le Premier.
PRESENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. 17 h. : Eve des Amériques.
SAINT-GEORGES (878-63-47) (les 2, 3, 4), 20 h. 45, mat. dim. 15 h. : Attention fragile.
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10) (L. soir), 20 h. 45, mat. le 1er, 15 h. : Fleurs de papier.
THEATRE D'EDGAR (322-11-02) (le 1er), 20 h. 45 : Il était la Belgique... une fois.
THEATRE EN ROND (387-88-14) (L. soir), 20 h. 45, mat. dim. et le 1er, 15 h. : Si tout le monde en faisait autant ; L., mar., mer., 18 h. 30 : Tabarin Mondor et Cie.
THEATRE DU MARAIS (278-03-53) (D.), 20 h. 30 : les Chaises ; 22 h. : le Pompier de mes rêves.
THEATRE MARIE-STUART (508-17-80) (D.), 20 h. 15 : Phèdre ; 22 h. 20 : l'Echange.
THEATRE 13 (589-05-89), 20 h. 45 : Bel comme un ange (dern. le 30).
TRISTAN-BERNARD (522-08-40) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. 15 h. et 18 h. : Crime à la clef.
TROGLODYTE (322-02-87), mer., 14 h. 30, dim. 15 h. 30 : Gugozone.
VARIETES (233-09-92), 20 h. 30, mat. dim. et le 1er, 15 h. : la Cage aux folles.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 20 h. 30 : Chris et Laure ; 21 h. 45 : Prévert ; 23 h. : la Femme rompue.
LES BLANCS-MANTEAUX (887-97-58), I. 20 h. 30 : Tu viens, on s'en va ; 21 h. 30 + 24 h. le 31 : la Tour Vandenesle ; 22 h. 30 : A force d'attendre l'autobus ; II. 20 h. 30 : C'est pas de l'amour, c'est de l'orage ; 22 h. 30 : A. Valardy.
LA BAIE DE NAPLES (233-10-78), 20 h. 15 : Dupecnot à Paris ; 21 h. 15 : la Mordue signe ; 22 h. 30 : J.-B. Falguière, Ph. Bonnier.
AU COUPE-CHOU (272-01-73) (D.), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : Pas la bouche pleine ; 23 h. 15 : Raoul, je t'aime.
CAFE D'EDGAR (322-11-02) (D. et le 1er), I : 20 h. 30 : Popeck ; 22 h. : Soigne tes ecchymoses, Gervaise. — II. 22 h. 30 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D., L.), 20 h., mat. le 31 à 17 h. : le Bonbon magique ; 22 h. : la Dame au slip rouge.
CAFE-THEATRE DE L'ODEON (329-70-53) (D., L.), 22 h. : Une heure avec Lorca, Cervantès, Neruda.
COUR DES MIRACLES (548-85-60) (le 1er), 20 h. 30 : Pierre Louki ; 21 h. + 24 h. le 31 : le Gros Oiseau.
DIX HEURES (606-07-48), 20 h. 30 : Roméo et Georgette ; 22 h. 15 : France Léa ; 23 h. 15 : J. Bigaux (dernière le 31).
FANAL (233-91-17) (le 1er), 19 h. 30 : Béatrice Arnac ; 21 h. 15 : le Président.
LE MANUSCRIT (887-82-60) (D.), 21 h. : Paris-Munich.
LES PETITS PAVES (607-30-15) (Ma.), 21 h. 15 : Débordés par la base ; le 31, 21 h. : B. Sauvane, J. Aveline, Compte de Noël, Folk irlandais.
LE PLATEAU (271-71-00) (D.), 20 h. 30 : Tout simplement ; 22 h. : Good Day.
POINT VIRGULE (278-67-03) (D., L.), 20 h. 15 : les Confidences d'un parasol ; 21 h. 30 : Ballade des saisons ; 22 h. 30 : Alors, heureuse ?
LE SELENITE (033-53-14), le 29, 30, 31, à 19 h. : Edith et Dathis. — (Ma.) I, 20 h. 30 : Mephisto's Comedix.
LA SOUPAP (278-27-34) (D., L., Ma.), 19 h. 30 : Chansons de femmes ; 21 h. : le Pourquoi des choses.
LE SPLENDID (887-33-82) (D., L.), 20 h. 30 : Bunny's Bar ; 22 h. : Amours, Coquillages et Crustacés (dernière le 31).
THEATRE DES 400 COUPS (329-39-69) (le 1er), 20 h. 30 Le fromage blanc s'est évanoui ; 21 h. 30 : Bye Bye Baby ; 22 h. 30 : Poubelle girl.
28, RUE DUNOIS (584-72-00) (L., Ma.), 21 h. : Tchouk tchouk Nougah.

Région parisienne

BOULOGNE, T.B.B. les 28, 29, 30, 31 à 20 h. 30 : Thierry le Luron.
CRETEIL, Maison A.-Malraux, le 30, 20 h. 30, le 31 à 15 h. 30 : ballet de l'Opéra de Paris.
ENGHIEN, Casino, le 31 à 20 h. 30 : le Bateau pour Lipaia ; le 31, à 22 h. : Annie Cordy.
EVRY, Agora, le 31 à 21 h. : ballets africains de la République de Guinée.
ISSY-LES-MOULINEAUX, théâtre, le 29, à 21 h. : Elisabeth, la femme sans homme ; M.J.C., le 28 à 20 h. 30 : J.-P. Firman.
IVRY, Théâtre des Quartiers, le 27 à 20 h. 30 : Tartuffe ; le 18 : Dom Juan ; le 29 : le Misanthrope.
JUVISY-SUR-ORGE, 35, avenue de la Terrasse, le 29 à 21 h. : Stop (rock).
MONTREUIL, théâtre-école, les 27, 28, 29 à 20 h. 30, le 30 à 16 h. : la Famille Tuyau de Poêle.
NEUILLY, M.J.C., (L., Mar.) à 21 h. 30 : Tu brodes ?... ouais (dernière le 31).
PRE-ST-GERVAIS, M.J.C. (D., L., Mar.) à 21 h. : SOS Antistress...
RIS-ORANGIS, salle R.-Desnos, le 30 à 24 h. : IVe Fête du Jazz.
VERSAILLES, Théâtre Montansier, le 31 à 21 h. : Piège pour un seul homme.
VITRY, Théâtre J.-Vilar, le 30 à 14 h. 30 : Théâtre de marionnettes de Kladno.

Variétés

Le music-hall

BOBINO (322-74-84) (L., le 2), 20 h. 45 : Zouc.
CAMPAGNE PREMIERE (322-75-93), 22 h., jusqu'au 31 : J.-C. Vannier.
CHAPITEAU DES HALLES (233-60-96), (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim 18 h. : le Cirque imaginaire ; Petite salle, (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. 17 h. : Anna Prucnal ; (D., L.), 22 h. : Omajakeno.
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (256-03-15), (L. soir), 20 h. 45, mat. le 1er, 17 h. : Guy Bedos.
GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18), 22 h., matinée dim. 17 h., le 31, soirée supplém. 24 h. (dern.) : Jacques Villeret.
GYMNASE (770-16-15), (Mer., D. soir) 21 h., mat., dim. 15 h. : Coluche.
LUCERNAIRE (544-57-34) (L.) 22 h. 30 : Claire.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h., mat. le 1er, 16 h. : Joe Dassin ; 18 h., jusqu'au 31 : Romain Bouteille.
SOFITEL-HELIPORT (371-61-87) 14 h. et 20 h. 30 : Cendrillon sur glace.
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (225-44-36), les 27, 28, 30, 2, 20 h. 30 ; le 31, 23 h. ; le 1er, 17 h. 30 : Brasil tropical.
THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), (D.), 22 h. : France Léa.
THEATRE DE L'ATHENEE (073-27-24), (L. soir) 21 h., mat. dim. et le 1er, 16 h. : Juliette Gréco.
THEATRE OBLIQUE, le 30, 20 h. 30 : Jean Loulendo et Ballets Kodia, Niama Makalou, F. Bebey, Pierre Akendengue.
THEATRE 347 (874-28-34) (L.) 21 h. : Ingrid Caven.

Les chansonniers

DEUX ANES (606-10-26), 21 h., mat. dim. et le 1er, 15 h. 30 : A.-M. Carrière, M. Horgues.
CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. dim. et le 1er, à 15 h. 30 : Et voilà l'travail.

Les comédies musicales

THEATRE DE PARIS (280-09-30) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Harlem années 30.
THEATRE MOGADOR (285-28-80), les 27, 29, 30, 31 à 20 h. 30, le 1er à 14 h. 30 : le Pays du sourire.

Le mime

THEATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h. 30, mat. dim., 15 h. : Marcel Marceau (dernière le 31).

Jazz, pop', rock, folk

COLLECTIF, 28, rue Dunois (13e), 21 h. : Pieds joints, rock, jusqu'au 31. Les 29, 30, 18 h. 30 : François Tusques.
BISTROT D'IZA (D.), 22 h. 30 : René Urtreger, jazz.
STADIUM (583-11-00), 21 h., jusqu'au 30 : Archie Shepp Quartet.
SHOW-CHAUD (225-32-65), 19 h. : Henri Byrs ; 21 h. : Raphaël Fays Trio.
CHAPELLE DES LOMBARDS (236-65-11), 20 h. 30 : Chet Baker ; 23 h. : Luther Allison.
THEATRE CAMPAGNE PREMIERE (322-75-93), 20 h. 30 : Steve Lacy Free Encounters (avec les 27, 31 : Irène Aebi ; les 30, 31 : Michael Smith ; les 28, 29 : Robert Dick ; les 29, 31 : Kent Carter ; le 31 : Michel Portal, Jacques Avenel ; les 1er, 2, 3, 20 h. : Mama Bea.
GOLF DROUOT, 21 h. 30 : les 30, 31 : Rock'n Roller.
LE PATIO-MERIDIEN, 22 h. : Joe Newman, jusqu'au 31.
CAVEAU DE LA HUCHETTE, 21 h. 30, jusqu'au 30 : Hal Singer, avec, le 27 : C. Ibanez. Du 31 au 2 : J.-P. Sasson Quintet.
CLUB ZED, 22 h., jusqu'au 30 : Ph. de Preissac.
THEATRE MARIE-STUART (580-17-80) (D.), 18 h. 30 : Quintette de jazz.
TROGLODYTE, 20 h., jusqu'au 31 : Nadavati, rock. Les 27, 28, 31, 22 h. : Gérard Dole, Bayou Sauvage, folk.



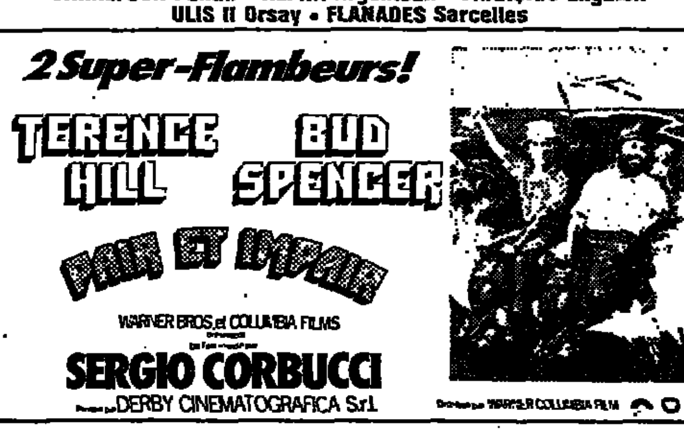


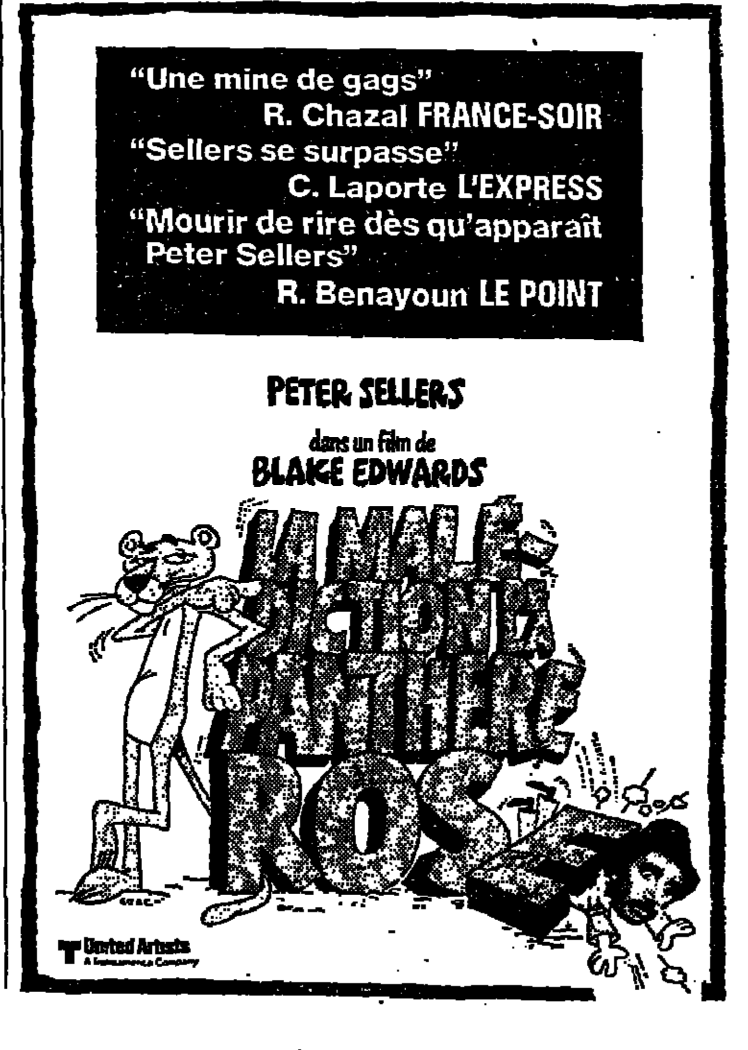


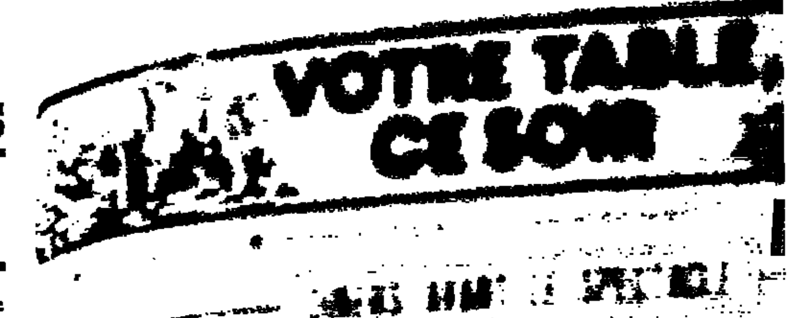












VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... h. ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE

L'ALSACE AUX HALLES 236-74-24 16, rue Coquillière, 1er. T.l.jrs	Ouv. jour et nuit Chans. et music. de 22 h à 6 h. du mat. av nos animat Spéc. alsac Vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières
CREP'S GRILL. 236-62-35 59, rue Réaumur, 2e.	Jusqu'à 1 heure du matin Fermé dimanche Ses huîtres et coquillages, crêpes, grillades. Diner à partir de 18 h 30
CHEZ HANSI 548-96-42 3, place du 18-Juin, 6e. T.l.jrs	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale Ses spécialités alsaciennes Ses vins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières
AUB. DE RIQUEWIHR 770-62-39 12, faubourg Montmartre, 9e. T.l.jrs	Jusqu'à 2 heures du matin Ambiance musicale Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières

DINERS

RIVE DROITE

LA GALIOTE 261-43-93 6, rue Gombust, 1er. T.l.jrs	J. 23 h. le Patron Noël SIETTE dirige la cuisine : ses 7 Poissons et 14 Viandes, ses Plats du jour MENU 45.50 F Boisson et Service compr.
CAVEAU FRANÇOIS-VILLON F/D 64, rue Arbre-Sec, 1er. CEN. 10-92	Ses caves du XIIIe. Déj. Soupers. Jusqu'à 2 heures du matin. Moules Bouchot. Pied, oreille, porc. Boudin. Grillade. Gratinée, etc.
LE CLAIR DE LUNE F/dim., s., lun. 24, r. du Pont-Neuf, 1er. 233-68-21	Jusqu'à 23 h. Style Bistrot, cuisine soignée. Environ 80 F Serv. compr. le vendredi : pot au feu des Halles aux 3 viandes 40 F (tout compris).
ÉCURIES DU LION D'ARGENT 8, rue Bachaumont, 2e. F/dim. 233-37-88 - 233-46-45	J. 22 h. 30. REOUVERTURE après TRANSFORMATIONS. Sa carte pr Déj.. Din. d'Aff. Salons part. Midi aut. d'un plat. Menu 26 F vin en sus
ASSIETTE AU BŒUF-POCCARDI 9, bd des Italiens, 2e. T.l.jrs ●	Propose une formule « Bœuf » pour 28,50 F s.n.c., le soir jusqu'à 1 h. du mat. Ambiance musicale. Desserts faits maison.
LA TOUR HASSAN Rés. 233-79-34 27, rue Turbigo, 2e T.l.jrs	Spéc. maroc. Réveillon St-Sylvestre 280 F vin à volonté, 1/2 champ., serv. compr. Ambiance, danse, cotill. Soirée animée par B. DANJOIN.
RESTAURANT PIERRE F/dim. ● Place Gaillon, 2e. OPE. 87-04	Maison de réputation mondiale dans un cadre Second Empire. Diner sugg. 89 F et carte. Poissons. Grillades. Spéc. du Sud-Ouest. Parking.
CAVES DE BOURGOGNE 236-38-55 3, rue Palestro, 2e. F/dim.	Jusqu'à 22 h. Spéc. bourguignonnes : Fondues (9 sauces maison) 37 F. Bœuf bourguignon 20 F. Coq au vin 29 F. MENU 55 F s.c.
DARKOUM 742-53-60 44, rue Sainte-Anne, 2e. T.l.jrs	Cadre typique Spéc Marocaines réputées Couscous, Pastilla. Tagines. Méchoui Vin de Boulaouane Salon. salle climat On sert jusq 23 h 30
LES JARDINS DU MARAIS 15, r. Charlot, 3e. F/dim. 272-08-65	Nouveau plaisir à ne pas manquer Cadre original, intime, charmant pour apprécier les bienfaits d'une excellente cuisine
FRÈRE JACQUES 380-12-91 4, r. Gal-Lanrezac (Etoile). F/S.-D.	Crottin Chavignol chaud, salade lard, maquereau frais aux herbes, poissons au beurre blanc, gibiers, ris de veau aux girolles, tarte citron.
ASSIETTE AU BŒUF 123, Champs-Elysées, 8e. T.l.jrs	Propose une formule « Bœuf » pour 28,50 F s.n.c., le soir jusqu'à 1 h. du matin. Desserts faits maison. Ouvert le dimanche.
LE SARLADAIS 522-23-62 2, rue de Vienne, 8e. F/dim.	J. 22 h. Cuisine périgourdine. Menu 87 F - 1/2 vin du pays + café + alcool de prune, avec foie gras, cassoulet ou confit. SA CARTE.
BISTRO DE LA GARE 73, Champs-Elysées, 8e. T.l.jrs	Propose 3 hors-d'œuvre, 3 plats, 28.50 F s.n.c. Desserts faits maison. Le soir jusq. 1 h. du mat. Décor d'un bistro d'hier. Ouv. le dimanche.
LA FERMETTE MARBEUF 225-03-63 5, rue Marbeuf, 8e.	Ouvert tous les jours jusqu'à minuit. Ses produits frais, Poissons et viandes grillées
LE COLISEE 225-44-50 44, Champs-Elysées, 8e T.l.jrs	Son plateau de fruits de mer (arrivage quotidien) Ses huîtres, ses poissons, ses grillades Soupers après le spectacle
LA MAISON DU VALAIS F/dim. 20, rue Royale, 8e 260-22-72	J 23 h Cad typiq., calme, conf Spéc (et cave) Suisses et Franç Trad MENU des MAYENS av viande séchée, Raclette et Fendant 88 F t c
LE SHOW-CHAUD 225-32-65 66, Champs-Elysées, 8e.	— FORMULE à 29 F - Caprice d'Huîtres. Côte de Bœuf — De MIDI à MINUIT. Brochette d'Agneau, demi-Coquelet. Faux-Filet — Galerie POINT-SHOW T.l.j ambiance musicale, orchestre en soirée
AU PETIT RICHE F/dim. et fêtes 25, rue Le Peletier, 9e. 770-86-50	Jusqu. 21 h. 45 ouv. depuis 1864. Cadre Sec. Empire authent. Foie gras frais canard maison. Poissons aux légumes. Salons 6 à 45 couverts.
HUBERT 285-46-06 F/mardi 19, rue Notre-Dame-de-Lorette, 9e.	Jusqu'à 22 h. 15. Jeune patron en cuisine. Ses spécialités. Crêpes Picardes. Bœuf carottes. Canard aux pêches. Escalopes estragon.
TY COZ F/dim. 35, rue St-Georges, 9e. TRU. 42-95	Jusqu'à 23 h. « La Marée dans votre assiette » avec des arrivages directs de la côte, dans un cadre rustique, à 50 mètres du THEATRE.
LOUIS XIV 208-56-56 - 200-19-20 8, boulevard Saint-Denis, 10e	Déjeuners Diners Soupers après minuit Except ouv Noël et Jour de l'An Huîtres Fruits de mer Gibiers Crustacés Rôtisserie Salons
JULIEN PRO. 12-06 16, rue du Fg-St-Denis, 10e. T.l.jrs	Dans son cadre « fin de siècle », sa nouvelle formule « plats chiffrés » entrées compris. Foie gras. P M.R. 100 F.
ST-GERMAIN-DE-LA-MER, 9, bd Voltaire 700-02-56.	Tous les jours 3 heures du matin. Huîtres, poissons, viandes. Menu 32 et 50 F.
EL PICADOR, f/mer. Mo Villiers 80, bd des Batignolles, 17e, 387-28-87	REVEILLON SAINT-SYLVESTRE 300 F t.c (Apér., vins, 1/2 champ. serv) Attractions. Danses. Cotillons Spéc françaises et espagnoles
ST-JEAN-PIED-DE-PORT F/dim. 123, av. Wagram, 17e Parking ass. 227-64-24 - 227-61-50	Menu 78 F t.c Déj d'aff Diners Carte C-quil St-Jacques aux cèpes. Foie gras de canard chaud aux raisins. Magret. Cassoulet, Paella Soufflé framboises. Fruits de mer. Gibiers de saison Accueil jusq 23 h.
CAFE DE FRANCE 758-24-38 Palais des Congrès, Pte Maillot, 17e	Sa formule à 29 F Grillades au feu de bois Plats régionaux Ouvert tous les jours de 8 heures à 2 heures du matin
LE GUERLANDE 606-59-95 12, rue Caulaincourt, 18e. T.l.jrs	Jusqu'à 23 h. Au pied de la Butte, un cadre confortable, une table variée, vivier de Saumon de fontaine - Ecrevisses. P.M.R. 100 F.

RIVE GAUCHE

CHEZ FRANÇOISE 551-87-20 Aérog Invalides F/lundi 705-49-03	Guy DEMESSENCE Foie gras frais. Barbue aux petits légumes. Filet de sole « Françoise ». Lapereau sauté au vinaigre de Xérès
LA TRUFFIERE F/lundi 4, rue Blainville, 5e. 633-29-82	De 19 à 24 h. Vieille maison de village avec son salon, son feu de cheminée. Caves anciennes. Spécial. du Périgord. MENU 75 F, b.c., s.c.
ASSIETTE AU BŒUF T.l.jrs Face église St-Germain-des-Prés, 6e	Propose une formule « Bœuf » pour 28.50 F s.n.c., jusqu'à 1 heure du matin avec ambiance musicale. Desserts faits maison. Ouv. le dim.
BISTRO DE LA GARE 59, bd du Montparnasse, 6e T.l.jrs	3 hors-d'œuvre, 3 plats 28,50 F s.n.c. Décor classé monument historique. Desserts faits maison. Jusqu'à 1 h. du matin. Ouvert le dimanche.
RELAIS LOUIS XIII 326-75-96 8, r. des Gds-Augustins, 6e. F/dim.	Déjeuner. Diner. Jusqu'à 22 h. 30 Cadre authentique du 17e. Son chef de grand talent Robert AURIOT. Ses spécialités.
LA TAVERNE ALSACIENNE 286, rue de Vaugirard 828-80-60	Brasserie - Restaurant Joli cadre Alsacien - Tous les produits d'Alsace - Banc d'huîtres - Plat du jour : environ 21 F
SAINTGERMAIN-DE-LA-MER 2, rue Sabot. 222-84-90	A Saint-Germain-des-Prés (6e). Tous les jrs jusqu'à 3 h. du matin. Huîtres, poissons, viandes. Menus 30 F et 50 F.
CIEL DE PARIS 56e étage Tour Montparnasse 538-52-35	Restaurant panoramique Spécialités Carte à part de 90 F tt compris. T l jrs même le dimanche jusqu'à 2 h du matin AIR CONDITIONNE
AUBERGE DES DEUX SIGNES 46, rue Galande, 325-46-56. F/dim.	Sa carte auvergnate et gothique Ses poissons, ses viandes Salons de 15 à 30 couverts. Cellier jusqu'à 100 personnes. Parking Lagrange

DINERS - SPECTACLES

MOUTON DE PANURGE 742-78-49 7, rue de Choiseul, 2e. T.l.jrs	Jusq. 1 h. Décor de Dubout unique au monde. Diners, Soupers animés av. chans. paillardes. plats rabelais servis par nos moines. P M.R. 120 F.
CHEZ VINCENT NOR. 21-27 4, r. Saint-Laurent, 10e. F/dim. ■	Dans le cadre typique d'une Hacienda Spéc. espagnoles et françaises. REVEILLON DE LA SAINT-SYLVESTRE 420 F t.c.
DEUX GUITARES 500-48-48 - 49-49 4, rue Lauriston, 16e. F/dim. ■	Grande cuisine Russe et Caucassienne. Restaur. Russe typiquement parisien. DJAN TATLAN reçoit et anime avec ses artistes.

HORS DE PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE **** Rolleboise. 60 km de Paris	UN WEEK-END GOURMAND DANS VOTRE CHATEAU-HOTEL TEL · 093-21-24
SEBILLON 624-71-31 - 71-32 20, av. Charles-de-Gaulle, Neuilly.	Porte Maillot. J. 22 h. Le Spécialiste du Gigot aux haricots, mais aussi son Banc d'Huîtres et ses Poissons. Tous le jours.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LE CUJAS 033-01-10, 22, r. Cujas, Paris-5e **35 F**
Sa formule complète à : Ecrevisses à l'américaine Lotte à l'oseille Ris veau aux morilles SERV ASS JUSQU'A 5 H MATIN

TERMINUS NORD Ts les jours 824-48-72
Brasserie 1925 Spéc alsaciennes 23, rue de Dunkerque (10e).

LE LOUIS XIV
8, bl StDenis. 200-19-90 HUITR.. FRUITS de MER, Crustac.. Rôtiss Except. ouvert à Noël et J An

LE MUNICHE 27, r de Buci, 6e 633-62-09
Choucroute - Spécialités

NAVY CLUB 58, bd Hôpital, 13e 535-91-04 et 99-88
De 19 h à l'aube - MENU 53 F Diners - Soupers. F/lun. (sf férié)

DESSIRIER T les jrs 754-74-14 9, pl Pereire (17e)
LE SPECIALISTE DE L'HUITRE Poissons - Spécialités - Grillades

WEPLER 14, place Clichy 522-53-24
SON BANC D'HUITRES Foies gras frais Poissons

LES VIEUX MÉTIERS DE FRANCE
13, bd Auguste-Blanqui (13e) T 588-90-03 Fermé dim et lundi Soupers aux chand - Foie gras Poissons - Huîtres - Crustacés

JULIEN Tous les soirs jusq 1 h 30 (sf dim) 16, rue du Fg-Saint-Denis (10e) 770-12-06

LE CONGRES Pte Maillot 12 h à 2 h mat 574-17-24
80, av Grande-Armée SON BANC D'HUITRES - POISSONS Spéc Viandes de bœuf grillées

MERVEILLE DES MERS
292-20-14 CHARLOT Ier 522-47-08 128 bis boulevard de Clichy (18e) Son banc d'huîtres - Poissons

LE PETIT ZINC r de Buci, 6e ODE 79-34
Huîtres Poissons. Vins de pays

LA CLOSERIE DES LILAS
171, boulevard du Montparnasse 326-70-50 - 633-21-68 Au piano : Yvan Meryer.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

LA MAISON D'ALSACE
LA MAISON DES CHOUCROUTES sa boutique de comestibles 39, Champs-Elysées - 359-44-24

● **AU PIED DE COCHON**
Le fameux restaurant des Halles Fruits de mer Grillades 6, rue Coquillière - CEN 11-75 +

LE GRAND CAFÉ
BANC D'HUITRES POISSONS - GRILLADES 4, bd des Capucines - OPE 47-45

RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

Pour l'amour des Beatles

« Les Sex Pistols n'ont rien à voir avec la musique. » *C'est la dernière phrase qui a été prononcée mardi soir aux « Dossiers de l'écran ». Pouvait-on apporter plus belle conclusion à un débat sur les Beatles ? Les mêmes propos n'étaient-ils pas tenus à l'encontre de ces mêmes Beatles au milieu des années 60 ? On imagine aisément en 1964, à l'issue d'un débat sur Elvis Presley, un monsieur très digne qui affirmerait avec une moue dédaigneuse : les Beatles n'ont rien à voir avec la musique. Incompréhension entre les générations qui se succèdent ? Sans doute. On préfère vivre au passé plutôt qu'au présent.*

C'est peut-être l'une des raisons qui ont motivé le refus de chacun des Beatles de participer à cette émission. Paul McCartney, John Lennon, George Harrison et Ringo Starr allaient parler des Beatles dix ans après leur séparation ? Expliquer le pourquoi, le comment des choses alors qu'ils mènent des carrières solitaires qui ont peu de points communs avec cette époque et qu'ils ont nié en de nombreuses occasions l'éventualité de retrouvailles ? Alors, on a tenté d'expliquer la séparation des Beatles : « Raisons contractuelles, conflits financiers », *a dit Jacques Volcouve, le président du Fan Club français ;* « La pression qui les entourait », *a conclu plus raisonnablement Bob Wooler, ancien disco-jokey de la Caverne de Liverpool qui a vécu les débuts du groupe.*

Ne faut-il pas plutôt invoquer un be in de passer à autre chose, une autre forme d'inspiration ? L'amorce d'une nouvelle époque aussi ? Vont-ils se reformer ? « On peut imaginer, *a répondu Jacques Volcouve,* qu'ils le feront, peut-être l'ont-ils déjà fait secrètement pour l'amour de la musique. » *De grâce, essayons en 1978 d'appréhender l'amour de la musique sous une autre forme que celle des quatre Beatles réunis.* « Pour l'amour des Beatles, j'espère qu'ils ne se réuniront pas de nouveau, ce serait ternir nos souvenirs », *a objecté avec raison Alain Dister, journaliste de rock et auteur d'un ouvrage sur les Beatles.*

« Les groupes d'aujourd'hui, *a expliqué Jacques Volcouve,* n'ont pas l'impact des Beatles et aucun d'entre eux ne retrouvera cet impact. » *Possible, mais il oublie que, depuis cette époque, les goûts se sont fractionnés entre les styles, entre le marché des 33 tours et celui des 45 tours et que l'émulation entre les groupes devient plus vive. On s'est étendu sur les débuts des Beatles en oubliant de préciser qu'ils étaient des rockers. On les a sortis de tout contexte social, si ce n'est pour se poser la question de savoir s'ils étaient responsables de la drogue et des cheveux longs. On a à peine parlé de leur talent de compositeurs, pas du tout de l'importance de leurs textes.*

Les Beatles n'ont-ils pas apporté une nouvelle forme d'écriture ? On a passé très vite sur leur engagement politique et, lorsqu'on a précisé qu'ils avaient été faits membres de l'Empire britannique par la reine, on a omis de souligner que John Lennon avait renvoyé sa médaille quelques années plus tard. La période qui s'est écoulée en 1966 et 1969 n'a pas été abordée, pas plus que leur évolution ni l'influence prédominante qu'ils ont pu avoir sur le rock. En fait, seuls les films qui les présentaient sur scène et illustraient de façon étonnante le fanatisme de la beatlemania offraient un réel intérêt. Finalement, une question vient à l'esprit : quand a-t-on parlé musique ? Les Beatles n'ont peut-être effectivement rien à voir avec la musique.

ALAIN WAIS.

MERCREDI 27 DÉCEMBRE

CHAINE I : TF1

20 h. 35. Opéra : Carmen, de Bizet, enregistré à l'Opéra du Rhin, mise en scène de J. Lavelli, avec : M. Bayguiva, G. Liccioni, A. François

« Don José est une sorte de puceau bien intégré dans la société et qui rate son initiation à la liberté », disait Lavelli. A vouloir effacer l'Espagne pittoresque au profit d'une analyse psychologique, Lavelli s'est privé un peu légèrement d'un des rouages essentiels de la partition.

23 h. : FILM, cycle Chaplin · UNE VIE DE CHIEN, de Ch. Chaplin (1918) avec : Ch Chaplin, E. Purviance, T. Wilson, C Reisner, H. Bergman, S. Chaplin (Muet. N)

Charlot, vagabond à la recherche d'un emploi, devient l'ami d'un chien qui l'aide à trouver sa pitance

Le tournant dans l'évolution de Chaplin. L'amertume de l'homme seul et misérable, dans la réalité quotidienne.

23 h. 35. Journal.

CHAINE II : A2

18 h. 35. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Top-club (avec Laurent Voulzy) ; 20 h.. Journal.

20 h. 30. Feuilleton : Sam et Sally.

Deuxième épisode : Sally s'est fait enlever sous les yeux de son fiancé

21 h. 35. FILM : BAROCCO, d'A Téchiné (1976), avec : I. Adjani, G Depardieu, C. Brasseur, M.-F Pisier, J.-C. Brialy, J. Guiomar, H Surgère.

Dans une ville portuaire du Nord, un boxeur mêlé à une affaire électorale, est abattu par un homme qui lui ressemble. Sa fiancée s'efforce de le faire revivre en transformant l'assassin.

Magnifique essai de fantastique social, empreint des mythologies du feuilleton et du film noir.

23 h. 20. Journal.
23 h. 35. Des compagnons pour vos songes.

CHAINE III · FR3

20 h 35. FILM (un film, un auteur) : FUNNY LADY, de H Ross (1974), avec B Streisand, J. Caan, O Sharif, P McDowall, B Vereen, C. Wells, L Gates

Fanny Brice, célèbre vedette du music-hall, s'est détachée de l'homme qu'elle aimait mais ne peut trouver le bonheur dans un nouveau mariage

La suite de Funny Girl Bien moins brillante et, même, carrément languissante malgré le talent de Barbra Streisand.

22 h. 50. Journal

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Un gentleman courageux » de J.-O Curwood (8e épisode) ; 19 h 25. La science en marche : Promenade au jardin des sciences ;

20 h., Relecture : Renée Vivien par H Juin, réal A. Lemaître ; 21 h 30. L'Association Clément-Janequin interprète des pièces vocales et instrumentales du Haut Moyen-Age et de la Renaissance française ; 22 h 30. Nuits magnétiques : Vienne, carnets de bal pour un âge d'or.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Kiosque ; 18 h. 30, Ecran pour un kiosque ; 19 h 5, Jazz pour un kiosque ;

20 h 30. Festival d'Edimbourg... « La Pskovitaine » (Rimski-Korsakov), « Concerto pour piano n° 3 en ut mineur » (Beethoven), « Shéhérazade » (Rimski-Korsakov), par l'Orchestre symphonique de Londres, dir E Svetlanov, avec A Brendel, piano, J Georgiadis, violon ; 22 h 35. Ouvert la nuit : musique vivante en direct en Radio-France « Une plaisanterie musicale » (Mozart), par l'Ensemble instrumental et E Krivine, « Suite de l'histoire du soldat » (Stravinski) par E. Krivine, M Portal, et J.-F Heisser, arrangement d'une symphonie de Beethoven par J.-F Heisser et A Planes

JEUDI 28 DÉCEMBRE

CHAINE I : TF1

16 h. 45. FILM : DIEU A CHOISI PARIS, de G. Prouteau et P. Arthuys (1969), avec J.-P. Belmondo.

Les souvenirs d'un photographe qui, depuis la fin du siècle dernier, a recueilli des documents sur la vie culturelle de Paris.

18 h. 30. Un, rue Sésame ; 18 h. 55. Les oiseaux de Meiji Jingu ; 19 h. 15. Une minute pour les femmes ; 19 h. 40. C'est arrivé un jour ; 19 h. 50. Tirage du Loto ; 20 h.. Journal.

20 h. 35. Série : Histoire du chevalier Des Grieux et de Manon Lescaut (quatrième épisode).

Des Grieux s'évade de prison et délivre Manon mais ils devront se cacher dans une auberge.

21 h. 25. FILM, cycle Chaplin : LA RUEE VERS L'OR, de Ch. Chaplin (1925), avec Ch. Chaplin, M. Swain, H. Bergman, T. Murray, G. Hale, M Waite (N.)

Le premier chef-d'œuvre tragi-comique de Chaplin dans le long métrage. Gags burlesques et poésie déchirante.

22 h. 40. Les grandes expositions : Les frères Le Nain.

En marge d'une excellente exposition au Grand Palais, Jacqueline Plessis propose une réflexion sur la robuste peinture des trois mystérieux frères.

23 h. 10. Journal.

CHAINE II : A2

13 h. 50. Feuilleton : L'âge en fleur ; 14 h., Aujourd'hui, madame ; 15 h. Télé-club : Le passe-muraille.

L'étrange destin d'un excellent homme nommé Dutilleul qui possédait le don singulier de passer à travers les murs. Une réalisation de Pierre Tchernia, d'après Marcel Aymé.

16 h. 10. L'invité du jeudi : Mouloudji ; 17 h. 30. Récré A 2 ; 18 h 10. Dessin animé : Tarzan ; 18 h 35. C'est la vie ; 18 h 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h 45 Top-club (avec Alain Souchon) ; 20 h., Journal.

20 h. 35. Le grand échiquier, de J. Chancel : l'Opéra de Paris.

On verra défiler le corps de ballet au grand complet, Barychnikov dansera « Giselle » ; on entendra, entre autres, N. Ghiaurov et Ch. Eda-Pierre, P. Domingo et L. Pryce, A. Vanzo et M. Freni, et R. Liebermann lui-même sera au pupitre...

23 h. 30. Journal.
23 h. 45. Des compagnons pour vos songes.

CHAINE III : FR3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 18 h. 55. Tribune libre : Fédération nationale des associations d'accueil ; 19 h. 20. Emissions régionales ; 19 h. 55. Dessin animé . 20 h.. Les jeux.

20 h. 35. FILM (un film, un auteur) : LA PENICHE DU BONHEUR, de M. Shavelson (1958), avec C. Grant, S. Loren, M. Hyer, C. Herbert, H. Guardino, E Ciannelli (Redif.)

Un veuf, chargé de trois enfants, engage comme bonne à tout faire une Italienne volcanique Elle se rend indispensable à tous.

Une comédie sirupeuse, qui vaut surtout par l'opposition entre Cary Grant et Sophia Loren.

22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

13 h. 30. Renaissance des orgues de France . en Corse ; 14 h. 5. Un livre, des voix . « le Jugement de Poitiers », de J. Demelier ; 14 h. 47. L'homme nouveau : H de Jouvenel et Y Friedmann (l'évolution des groupes sociaux) ; 17 h 32. Charles Münch et la musique russe ; 18 h. 30. Feuilleton « Un gentleman courageux », de J.-O. Curwood (neuvième épisode) ; 19 h. 25. Les progrès de la biologie et de la médecine : le Prix Nobel de médecine. Les manipulations génétiques :

20 h., « Volpone » de J. Romains, d'après Ben Johnson, réalisation H Soubeyran ; 22 h. 30. Nuits magnétiques : Vienne, carnets de bal pour un âge d'or.

FRANCE-MUSIQUE

13 h.. Les anniversaires du jour ; 13 h. 30. Les auditeurs ont la parole ; 14 h.. Musique en plume ; 14 h 20. Variations sur un chant enfantin pour *piano et orchestre (Dohnanyi) ; 15 h Musique-France :* Bernier, Grigny, Emmanuel, Roussel, Aperghis ; 16 h. 30. Musiques rares . 17 h.. La fantaisie du voyageur Noël en mer (la nouvelle musique populaire grecque) ;

18 h. 2. Kiosque ; 19 h 5. Jazz pour un kiosque ;

20 h . 30. Concert donné à la salle Pleyel à Paris... « Quatuor en ut mineur n° 12 » (Schubert) ; « Quatuor en si bémol mineur » (Haydn) ; « Quatuor n° 15 en la mineur » (Beethoven) ; 22 h 35. Ouvert la nuit : musique vivante en direct de Radio-France : « Santees » (M Arnold) et « Quintette Saint Antoni » (Haydn), par le quintette à vent de l'Orchestre national de France ; « Flûtes en vacances » (Castérède), par le quatuor de flûtes de l'Orchestre national de France ; « Œuvres de Damare », par J.-L. Beaumardier et J Koerner ; 23 h 30. Le Londres de Ch... ...ns ; 1 h.. La nuit écoute

Le Monde

société

L'ARGENT DE LA VIEILLE DAME

Tout le quartier estimait Mlle Yvonne. L'ombre de l'église d'Auteuil touchait ses fenêtres. La dame de quatre-vingts ans menait là sa vie de paroissienne, régulière, monotone. Chaque soir, elle allait à petits pas chez des voisins qu'elle connaissait depuis plus de trente ans. La messe, les vêpres, les bonnes œuvres, rythmaient son existence. Elle aimait aussi les fourrures et les bijoux qu'elle avait hérités de la mère de son fiancé, tué à la guerre de 1914 : du petit-gris et des saphirs pour la récompenser d'avoir vécu vierge, presque une éternité, dans le souvenir du jeune mort. On lui pardonnait volontiers sa coquetterie, car elle avait prévu dignement de partager ses biens entre ses pauvres et ses voisins. Mlle Yvonne attendait donc d'un pied, encore forme, les jouissances du paradis.

Cet été, l'orage a déchiré l'harmonie de ce crépuscule. Ceux qui passent alors, les jours de grande chaleur, sous les persiennes croisées de la vieille dame d'Auteuil, peuvent entendre des rires... Mlle Yvonne ne met plus le nez dehors et ne trouve que le temps de se fâcher avec ses vieilles amies. Elle devient bizarre, on s'inquiète beaucoup, on ne jase pas moins, pour finir, le voisinage crie au scandale. Mlle Yvonne s'en moque comme d'une guigne : un couple d'homosexuels est entré dans sa vie. L'un est employé dans une minoterie et l'autre, un ancien chanteur, est membre de l'œuvre des Petits Frères des pauvres de Boulogne.

Michel et Jacques habitent l'étage au-dessus ; chaque soir, ils descendent apporter un bouillon à leur nouvelle « tatie », leur « tatoune », et font preuve de la plus extrême gentillesse. En échange, tatie leur signe une procuration pour percevoir sa retraite et les couvre de « petits cadeaux ». Yvonne est amoureuse comme quatre-vingts printemps. Elle finit par lasser les garçons, qui lui administrent des sédatifs. La vieille dame « plane » à longueur de journée, l'œil absent. Elle tangue et titube, si bien que, un matin, elle glisse sur la cire Abeille du parquet et se casse net le col du fémur.

Que faire alors de tatoune ? En attendant, ses « coquins » la retiennent trois jours chez elle. Elle ne veut pas mourir, décidément. Il faut appeler un médecin. On la transportera à l'hôpital Ambroise-Paré, non sans lui avoir auparavant extorqué la clé du coffre. Si elle en réchappe et rentre à domicile, Yvonne ne retrouvera pas une potiche, pas même le satin rose de son lit, tout juste — qui sait ? — la photographie jaunie de son vieux mort de 1914.

Butée, renfrognée, le cœur en lambeaux, Yvonne geint sur son lit. Toute vieille à présent, toute ratatinée. Eux, n'ont guère le temps de lui rendre visite : ils déménagent l'appartement de tatoune. Elle, la tête entre les mains, ne sait plus que répéter d'un souffle à peine audible : « Malheureuse, malheureuse... », *à cause de leur absence, qu'elle ne supporte pas. Michel et Jacques quitteront bientôt Paris et leur tatie Vovonne pour le Midi, où ils auraient l'intention d'ouvrir une maison de retraite pour vieillards.*

CHRISTIAN COLOMBANI.

S.O.S.-AMITIÉ DANS UNE VILLE NOUVELLE

Être là

Ils sont et ne veulent être qu'une voix qui écoute au bout du fil. Bénévoles et anonymes, disponibles et attentifs, ils décrochent ainsi le téléphone de S.O.S. Amitié chaque fois que quelqu'un les y appelle. C'est le cas à Evry (Essonne) depuis trois mois, tous les jours de 18 heures à 6 heures du matin. Une première, dans la mesure où cette association n'avait pu encore s'implanter dans les départements de la grande couronne parisienne. Une expérience qui permettra peut-être — « mais pas avant un an » — *de considérer la nature des préoccupations exprimées par les appelants de ce nouveau « poste d'écoute ».*

Cette implantation dans une ville nouvelle n'est pas l'effet du hasard. Même si, entre Melun et Orly, on dénombre près d'un million d'habitants, ce qui promet l'audience d'une grande ville de province. Même si ce nouveau poste a aussi pour mission de renforcer ceux de Paris lorsqu'ils sont débordés, comme c'est souvent le cas. « Nous espérons rencontrer une demande différente, *expliquent ses responsables.* Considérer qu'il y a une réalité propre à cette banlieue avec ses problèmes spécifiques, c'est notre utopie de départ. »

Un appartement discret dans un immeuble H.L.M. banal, à la périphérie d'un quartier bâti en pyramide. Même les voisins ignorent ce qui s'y passe, à peine intrigués par les passages fréquents, mais rassurés par la tranquillité des locataires. Deux pièces meublées de simples banquettes, la cuisine où se prépare le café noir et deux téléphones. Ils sonnent irrégulièrement avec toutefois une « pointe » observée à la fin des programmes de télévision.

Les animateurs, qui veulent rester anonymes, s'expliquent prudemment : « Notre image de marque, c'est d'être un poste d'écoute contre le suicide. Mais nous répondons à bien d'autres genres d'appels. Ceux des noctambules, par exemple, qui cherchent d'abord quelqu'un à qui parler. »

Jean, c'est un peu le fondateur du poste d'Evry. Au contraire des autres « écoutants » recrutés dans la mesure du possible alentour, il vient de la banlieue nord. Et sa première responsabilité, c'est justement la constitution de l'équipe. « Les écoutants se sont déjà auparavant remis en question et acceptent cette remise en question d'eux-mêmes, *commente-t-il.* Nous essayons d'en rassembler de tous les horizons, appartenant à toutes les échelles sociales pour mieux comprendre les différentes façons de voir. » *Avant la mise à l'écoute, la formation est sérieuse* — « la non-directivité que nous devons appliquer durant nos conversations téléphoniques, cela s'apprend », — *mais en tout état de cause* « ici il n'y a jamais un spécialiste qui répond en tant que spécialiste ».

Une équipe

Christine insiste sur « les liens très forts qui s'établissent entre les écoutants. On répond en tant que membre d'une équipe, *poursuit-elle.* Il faut qu'elle existe. Ensemble nous avons des réunions régulières avec un psychiatre, mais nous ne sommes pas des « psy ». Quand on ne sait plus être neuf devant n'importe quel appel, c'est un problème. En étant écoutant nous aussi nous attendons quelque chose. Evidemment, on ne vit pas les difficultés des autres, mais on ne ressort pas d'un poste comme on y est entré ».

On a observé que ceux qui appellent à Evry sont plus jeunes qu'ailleurs. Les proportions « d'appels durs » lancés par des candidats au suicide est plus importante. Certes, pour les écoutants, les moyens d'intervention restent limités. « On essaye de desserrer l'angoisse pour plus tard, *explique Christine.* Mais être là simplement, c'est souvent très important. » *Et puis à Evry S.O.S. amitié a pris contact avec certains organismes ou associations à caractère social, qui pourraient tirer enseignement de son expérience.* « Notre impact, *note Christine,* peut ne pas être uniquement sur des appelants, mais sur tous ceux qui savent qu'en cas de besoin on est là. »

STÉPHANE BUGAT.

★ S.O.S.-Amitié, poste d'Evry : 078-16-16.

Le retour de l'alcoolisme aux États-Unis

De notre correspondant

Washington. — Mme Betty Ford, épouse de l'ancien président des Etats-Unis, avait fait sensation, il y a quelques mois, en avouant publiquement avoir eu des « *problèmes d'alcoolisme* » qui l'avaient conduite à subir un traitement de désintoxication. En fait, Mme Ford avait eu tout simplement le courage de dire tout haut ce que des millions d'autres Américains taisent. Selon un récent rapport sur « *l'alcool et la santé* » publié par le ministère de la santé, de l'éducation et des affaires sociales, on compte aux Etats-Unis entre 9,3 millions et 10 millions de « *buveurs à problèmes* » — alcooliques tout court et ceux pour qui l'alcool est cause de troubles de santé — auxquels s'ajoutent 3,3 millions de jeunes de quatorze à dix-sept ans dans le même cas. La consommation d'alcool dans le pays a retrouvé la ligne de crête atteinte pendant la période héroïque de la ruée vers l'or et la conquête de l'Ouest, vers 1860, avant la chute verticale due à la prohibition et la lente remontée de l'entre-deux-guerres.

Le seul signe encourageant est le tassement intervenu depuis 1970 : les décès dus à la cyrrhose du foie, qui avaient augmenté de 36,6 % de 1960 à 1970 ont même baissé de 6,3 % entre 1974 et 1975. Mais cette maladie reste la sixième cause de mortalité, et l'alcool est responsable de la moitié des accidents mortels survenus sur les routes. C'est encore à lui que l'on doit des dépenses de 12,7 milliards de dollars, soit 12 % des dépenses de santé.

Comme dans d'autres pays, les hommes boivent plus que les femmes : les grands buveurs sont de trois à six fois plus nombreux que les fautifs de l'autre sexe, mais l'usage « modéré » de boissons a tendance à croître chez les femmes aussi. Le fléau frappe plus durement encore les jeunes, puisque 19 % de la population entre quatorze et dix-sept ans en est affectée, contre 7 % chez les adultes.

Les Noirs plus sobres que les Blancs

Parmi les minorités, la plus frappée est celle des Indiens. Suivis par la population de langue espagnole, enfin par les Noirs, qui sont généralement plus sobres que les Blancs : 38 % des hommes noirs adultes s'abstiennent de toute consommation d'alcool — contre 31 % des Blancs — et 19 % sont de grands buveurs, contre 22 % des Blancs. En revanche, les femmes noires, dans le cas où elles s'adonnent à la boisson, sont de plus grandes buveuses que les femmes blanches : 11 % contre 4 %.

Selon le même rapport, les Etats-Unis viennent au quinzième rang dans le monde pour la consommation totale d'alcool, loin derrière le Portugal, bon premier, et la France seconde. Ils devancent l'Union soviétique, classée dix-neuvième, mais celle-ci, est-il indiqué, devrait remonter de plusieurs crans si l'on incluait la consommation de samogon, l'alcool illégalement distillé par les paysans.

Le décompte par Etat fait apparaître d'importantes variations. On ne s'étonnera pas de voir l'Utah, Etat des Mormons, en queue de liste, ni le Nevada, centre des jeux et autres turpitudes, figurer en tête avec une consommation annuelle de 6,90 gallons (1 gallon vaut 3,8 litres) d'alcool pur par adulte de plus de quatorze ans. Mais l'on est plus surpris de voir en seconde position le district de Columbia, autrement dit la capitale fédérale : sa consommation (5,81 gallons par habitant) la situe à peu près au même niveau que la France (5,87), grâce notamment à une consommation record de spiritueux. Les auteurs du rapport, quelque peu embarrassés par ces constatations, croient devoir les expliquer par l'extension du tourisme... Mais l'on a du mal à croire que les innombrables fonctionnaires de la vertueuse administration Carter — sans parler de la colonie diplomatique — n'y sont pour rien.

MICHEL TATU.

RELIGION

Mgr LEFEBVRE SE RENDRA A ROME LES 10 ET 11 JANVIER

Vatican (A.F.P.). — Mgr Marcel Lefebvre se rendra au Vatican les 10 et 11 janvier prochain. Le fondateur du séminaire traditionaliste d'Ecône, suspendu « a divinis » par Paul VI, aura une série d'entretiens avec le cardinal Franjo Seper, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, qui avait assisté à une partie de l'audience pontificale du 18 novembre dernier.

Selon la même source qui a annoncé la venue de Mgr Lefebvre au Vatican, la lettre d'invitation du cardinal Seper serait passée par la nonciature de Berne « il y a une dizaine de jours », et Mgr Lefebvre aurait répondu positivement, en se prononçant pour une procédure écrite plutôt qu'orale pour les questions doctrinales.

Une réconciliation difficile

Depuis l'échange de lettres entre le cardinal Seper et Mgr Lefebvre, est intervenu un événement qui risque de compromettre à nouveau les pourparlers à peine engagés. Le 24 décembre, le supérieur du séminaire d'Ecône a ordonne six nouveaux prêtres (*le Monde* du 26 décembre). Il a beau déclarer que la cérémonie était prévue bien avant son premier voyage à Rome et exprimer le souhait que le pape « *ne tienne pas rigueur* » de ce nouvel acte d'insubordination, Mgr Lefebvre ne fait décidément rien pour faciliter sa réconciliation avec le Saint-Siège.

Jean Paul II semble pourtant avoir adopté une attitude modérée lors de son entretien avec l'évêque rebelle, qui aurait précisé, de son côté, qu'il acceptait les textes du concile Vatican II, « *s'ils étaient interprétés dans la ligne traditionnelle de l'Eglise* ».

Le nouveau pape est connu pour ses positions traditionnelles sur le sacerdoce — formation, célibat, discipline, — et on le dit très préoccupé par la baisse de vocations dans certains pays occidentaux ainsi que du départ des nombreux prêtres qui abandonnent leur ministère, à tel point qu'il se serait réservé, pour les traiter personnellement, tous les dossiers de prêtres demandant leur « *réduction à l'état laïc* ».

Si cette attitude de Jean Paul II plaide en faveur du fondateur d'un séminaire pépinière de vocations, il ne faudrait pas oublier que la rigueur doctrinale du pape va de pair avec une rigueur sur le plan de la discipline. Il ne saurait tolérer la désobéissance de l'ancien archevêque de Dakar, ni négocier avec lui dans un climat de chantage. Or, en continuant son activité illicite comme si de rien n'était, et en posant des conditions à sa soumission éventuelle (1), Mgr Lefebvre ne peut que retarder une réconciliation qui paraît de plus en plus difficile.

ALAIN WOODROW.

(1) Mgr Lefebvre a récemment déclaré au quotidien *l'Aurore* : « *Les gens qui nous ont condamnés sont toujours en place à la Curie, et tant qu'ils n'auront pas été changés, je ne me sentirai pas pleinement rassuré. Ou alors, il faudrait que Jean Paul II fasse un acte d'autorité très net.*

» *Il faut en tout cas attendre de connaître la manière dont le pape va se comporter lors de la réunion des épiscopats latino-américains à Puebla, à la fin de janvier ; comment il résistera aux assauts que les progressistes préparent à son intention.* »

ÉDUCATION

● *Bourses nationales du second degré dans l'académie de Paris.* — Les élèves français ou étrangers (dont la famille réside régulièrement à Paris) qui sollicitent l'octroi d'une bourse d'études du second degré doivent déposer leur dossier avant le 31 janvier 1979.

Les élèves de l'enseignement public et des établissements privés habilités à recevoir des boursiers nationaux devront retirer et retourner leur dossier au secrétariat de leur établissement scolaire. Ceux des établissements privés non habilités s'adresseront à la direction des services académiques d'éducation. Bureau des bourses, 12-20, rue Curial, Paris (19e).

JUSTICE

AU CONSEIL D'ÉTAT

Les directives de la C.E.E. ne produisent pas d'effets directs en droit interne

M. Daniel Cohn-Bendit a été expulsé de France par arrêté du ministre de l'intérieur le 24 mai 1968. Désireux de rentrer en France, il a demandé en 1975 l'abrogation de cet arrêté. S'étant heurté en février 1976 à un refus du ministre, il a attaqué cette décision négative devant le tribunal administratif de Paris en invoquant notamment la méconnaissance des dispositions d'une directive du Conseil des Communautés européennes du 25 février 1964 prises pour la coordination de mesures spéciales relatives aux étrangers.

Par jugement du 21 décembre 1977, le tribunal administratif, appliquant l'article 177 du traité de Rome, a demandé à la Cour de justice des Communautés européennes, siégeant à Luxembourg, quelle interprétation il convenait de donner des dispositions de la directive invoquée par M. Cohn-Bendit et a sursis à statuer dans l'attente de la réponse de la Cour. Le ministre de l'intérieur a fait appel de ce jugement devant le Conseil d'Etat.

L'assemblée du Conseil d'Etat, par une décision du 22 décembre 1978 rendue sur le rapport de M. Costa sur les conclusions de M. Genevois, a annulé ce jugement et renvoyé l'affaire devant le tribunal administratif de Paris.

Une question préliminaire se posait au jugement : l'abrogation par le ministre de l'intérieur, le 20 décembre 1978, de l'arrêté d'expulsion frappant M. Cohn-Bendit ne rendait-elle pas inutile l'examen de l'affaire par le Conseil d'Etat ? La décision prise le 20 décembre dernier par le ministre met fin, il est vrai, à l'interdiction de revenir en France qui frappait M. Cohn-Bendit, mais elle n'a pas pour effet de rapporter rétroactivement le refus qui lui avait été opposé le 2 février 1976 et qui, l'empêchant de revenir sur le territoire français jusqu'au mois de décembre 1978, a pu lui porter préjudice. Le litige gardait donc un intérêt.

Statuant en appel sur ce litige et donc sur le bien-fondé du renvoi par le tribunal administratif à la Cour de Luxembourg de questions portant sur l'interprétation d'une directive, le Conseil d'Etat a jugé qu'il ressort clairement des dispositions de l'article 189 du traité de Rome que les directives arrêtées par le Conseil et la Commission des Communautés européennes, pour l'accomplissement de leur mission, lient certes les Etats membres quant au résultat à atteindre, mais qu'il appartient à ces Etats, et à eux seuls, de décider de la forme à donner à l'exécution de ces directives et des moyens propres à leur faire produire effet.

Les directives ne produisent donc pas, par elles-mêmes, directement effet dans les Etats membres de la Communauté en l'absence de mesures d'application. De ce fait, un particulier ne peut, à l'appui d'un recours formé devant une juridiction d'un Etat membre sur un acte administratif individuel, invoquer la méconnaissance par l'auteur de cet acte des dispositions d'une directive.

M. Cohn-Bendit ne pouvait donc utilement se prévaloir d'une méconnaissance éventuelle de la directive du 25 février 1964 par le ministre de l'intérieur et le sort de sa requête devant le tribunal administratif ne pouvait, par conséquent, être lié à l'interprétation par la Cour de justice des Communautés de cette directive. Pour cette raison, le jugement du tribunal administratif a été annulé.

Par cet arrêt, qui se fonde sur les termes mêmes de l'article 189 du traité de Rome, le Conseil d'Etat prend une position contraire à celle qui est retenue par la Cour de justice des Communautés. La Cour de Luxembourg estime, en effet, que diverses directives et, en particulier, celle du 25 février 1964, sont pour certaines de leurs dispositions, d'applicabilité directe en droit interne, même en l'absence de mesures nationales prises pour atteindre le but qu'elles ont fixé.

LE CAMBRIOLAGE DES LOCAUX D'UN SYNDICAT DE POLICIERS EST REVENDIQUÉ

Le cambriolage commis au cours de la nuit du 23 au 24 décembre au siège du Syndicat national des policiers en tenue (S.N.P.T.), rue de Dunkerque, à Paris (*le Monde* du 26 décembre), a été revendiqué, dans un communiqué à l'Agence France-Presse, par un « *mouvement armé et autonome d'intervention* », qui se présente comme l'héritier des Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP). Remerciant les policiers pour l'argent volé — 20 000 francs, — qui « *servira à des gens qui en ont besoin et qui en feront le meilleur usage* », le communiqué annonce l'intention du mouvement « *d'accomplir de violentes séries d'actions* ».

Interrogé au sujet de cette revendication, M. Henry Buch, secrétaire général du S.N.P.T., a exprimé son scepticisme. Les dirigeants du syndicat, qui ont été entendus toute la journée du 26 décembre au siège de la troisième brigade territoriale après la plainte déposée le 24 décembre par M. Buch, font, d'autre part, état de certaines pressions venues de la préfecture de police pour que l'enquête sur ce cambriolage soit d'abord menée sur un plan administratif avant d'être confiée à la justice, ce à quoi les plaignants entendent précisément s'opposer. Ils comptaient interroger sur cette affaire M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, au cours d'une rencontre prévue place Beauvau, mercredi 27 décembre, en fin d'après-midi.

FAITS ET JUGEMENTS

Un mort dans un bar-discothèque à La Celle-Saint-Cloud

Un cadavre a été découvert, ce mardi matin 26 décembre, dans les décombres d'un bar-discothèque, La Calèche, à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines) qui a été détruit dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 décembre par un incendie d'origine vraisemblablement criminelle. On ignore pour l'instant l'identité de la victime.

Un employé du musée du Louvre tué à son domicile

Un homme, âgé de quarante et un ans, M. Roland de Brye de Vertamy, tué à coups de marteau, a été découvert, mardi 26 décembre, à son domicile 72, rue d'Auteuil, à Paris-16e, par un ami. Le meurtre a vraisemblablement eu lieu dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 décembre. L'appartement a été complètement fouillé, mais on ignore si le vol est le mobile du crime. M. de Brye de Vertamy était employé du musée du Louvre.

Il n'était pas prêtre, contrairement à ce que certaines informations avaient pu laisser croire au début de l'enquête.

● *Naufrage aux Philippines : cinquante-neuf disparus.* — Aucun des cinquante-neuf passagers du ferry-boat philippin « *Concepcion* », qui a coulé la veille de Noël, près du port de Batangas (sud de Manille), n'aurait survécu au naufrage. Un communiqué officiel publié le 27 décembre dément des informations faisant état de plusieurs dizaines de survivants. Les recherches se poursuivent pour retrouver quarante-quatre personnes portées disparues tandis que les corps de quinze autres ont déjà été repêchés. — (*A.F.P.*)

ARMÉE

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA FONCTION MILITAIRE RÉAFFIRME LE « DROIT A LA SECONDE CARRIÈRE » DES CADRES RETRAITÉS

M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a approuvé un rapport que vient de lui présenter le Conseil supérieur de la fonction militaire (C.S.F.M.) sur le problème de l'emploi des militaires retraités, c'est-à-dire le problème de la « seconde carrière ». Le C.S.F.M. suggère que soient levées « certaines entraves » d'ordre législatif et réglementaire dans l'intérêt des militaires retraités.

Dans un communiqué diffusé au terme d'une session de travail de deux jours présidée par le ministre de la défense, le C.S.F.M. estime que *« le droit à la seconde carrière est parfois contesté, ou son exercice limité, sous le prétexte que les militaires perçoivent une pension de retraite après quinze ans de services pour les non-officiers ou vingt-cinq ans pour les officiers. Mais, au rythme d'environ huit mille cinq cents départs par an, les militaires retraités ne représentent qu'une infime fraction tant des demandeurs d'emploi que, globalement, des travailleurs salariés; de plus, une partie non négligeable de ces retraités ne reprenant pas une activité rémunérée, les départs ouvrent plus d'emplois dans les armées qu'il n'en est recherché dans le secteur civil.*

» Acquise tôt, la pension de retraite est, dans la très grande majorité des cas, insuffisante pour permettre à des personnels encore jeunes ou très jeunes de faire face à leurs charges de famille. Constituant une sorte d'indemnité de départ à caractère viager, elle ne compense que partiellement le handicap de l'entrée tardive dans une nouvelle vie professionnelle.

» Des solutions simplistes et inadaptées comme l'augmentation du montant des retraites ou le relèvement des limites d'âge ayant été éliminées, ces suggestions s'articulent autour de quatre idées :

» — Améliorer le cadre législatif et réglementaire afin de faire disparaître certaines entraves; le Conseil a relevé avec satisfaction, à ce propos, l'intérêt que portaient les élus de la nation aux militaires retraités ;

» — Développer l'information des militaires en activité afin qu'ils songent suffisamment tôt à préparer leur seconde carrière compte tenu des nécessités du service ; une valorisation des filières de formation militaire est en outre souhaitable ;

» — Intensifier les actions de reclassement en mettant en place des structures de coordination et de liaison ;

» — Améliorer l'information du public, peu au fait des problèmes de la seconde carrière des militaires, si ce n'est par des exemples caricaturaux. »

RAPATRIÉS

L'INSTANCE ARBITRALE DEVIENT OPÉRATIONNELLE

Trois arrêtés ministériels viennent de fixer la composition de l'instance arbitrale dont la création était inscrite dans la loi d'indemnisation du 2 janvier 1978. Cet organisme est présidé par M. Jacques Cornec, conseiller à la cour d'appel de Paris. Les rapatriés peuvent le saisir par lettre adressée à son secrétariat, 11, bd de Sébastopol, 75001 Paris, dans les deux mois suivant la notification de la décision de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM), que les demandes d'indemnisation aient été faites en vertu des *dispositions* législatives de 1970 ou de 1978.

L'ANIFOM rappelle que l'instance arbitrale a pour mission, d'une part, de fixer la valeur des biens industriels, commerciaux et artisanaux spoliés *« lorsque les résultats d'exploitation ou les revenus professionnels ne sont pas connus »* ; d'autre part, de fixer la valeur des biens immobiliers bâtis, lorsqu'il est attesté, *« dans un acte authentique ou sous seing privé »*, que celle-ci est *« supérieure à la valeur obtenue par application des barèmes réglementaires »*.

PRESSE

● *Mme Michèle Raye*, secrétaire générale du Syndicat national des journalistes (S.N.J.), et sa fille, âgée de huit mois, ont trouvé la mort dans un accident de la route, vendredi 22 décembre, entre Toulon-sur-Arroux et Gueugnon (Saône-et-Loire), a-t-on appris mardi 26 décembre à Paris.

Agée de trente-quatre ans, Michèle Raye avait collaboré au bulletin d'informations financières *l'Agence nouvelle* et occupait ses fonctions de secrétaire générale du S.N.J. depuis mai 1978.

SPORTS

VOILE

La préférence va toujours au petit voilier habitable

A deux semaines de l'ouverture du Salon nautique (13 au 21 janvier), qui réunira six cent cinquante exposants, l'Association des journalistes amis de la plaisance vient de tenir la réunion qui, traditionnellement, permet de faire le point sur cette activité et sur ses perspectives d'évolution. M. Raoul Civrays, président de la Fédération française de voile, et M. Philippe Morault, président de la Fédération des industries nautiques, sont notamment intervenus au cours des débats.

M. Civrays a rappelé qu'en dehors du développement de la planche à voile — le premier championnat de France sera organisé en 1979 — on assiste à la multiplication des petits voiliers habitables qui s'effectue au détriment du dériveur léger. Plusieurs bateaux inédits de 5,50 à 6 mètres de long apparaîtront ainsi au prochain salon, en même temps que de trop nombreuses nouveautés de toutes dimensions : on en comptera plus de quatre-vingts, des voiliers pour la plupart. Beaucoup de chantiers tenant à proposer une gamme assez large, cette inflation de modèles ne correspond pas à une expansion du marché.

De son côté, M. Morault a observé que l'encombrement des ports représentait l'obstacle le plus sérieux à l'essor de la plaisance. Il s'est félicité que la hausse des prix des bateaux demeure en général mesurée. La location qui se développe permet à un nombre croissant d'amateurs de pratiquer la voile sans immobiliser des sommes importantes.

Dans la profession, on constate un regroupement et une évolution qui amènent un petit nombre d'entreprises dynamiques à jouer un rôle de plus en plus marquant. Ainsi, le chantier vendéen Jeanneau, le premier de France, qui emploie huit cent personnes, se dispose à agrandir ses installations et à engager quatre cents ouvriers au cours des trois ans à venir.

L'exportation, longtemps négligée par beaucoup, fait l'objet d'efforts récents. Si elle représente plus de 30 % du chiffre d'affaires global, cette proportion varie largement d'une entreprise à l'autre. Les deux plus importants chantiers français, Jeanneau et Beneteau, ne vendent encore à l'étranger que 15 % de leur production ; ils comptent atteindre peu à peu le taux de 30 %. En revanche, des constructeurs orientés vers l'extérieur, tels que Dufour et Vauquiez, exportent plus de 60 % des bateaux qu'ils fabriquent. Ce taux est souvent atteint et même dépassé par les sociétés britanniques.

YVES ANDRÉ.

BOXE

ALFREDO EVANGELISTA CONSERVE SON TITRE EUROPÉEN DES POIDS LOURDS

Le poids des ans était trop écrasant, mardi soir 26 novembre à Bologne, pour le boxeur italien Dante Cane, qui, à trente-huit ans, disputait contre l'Espagnol Alfredo Evangelista, vingt-quatre ans, son soixante-sixième combat professionnel, titre européen des lourds en jeu.

Pendant les deux premières reprises, le champion d'Europe fit pleuvoir de larges crochets des deux mains sur Dante Cane, qui réussit à faire meilleure impression à la troisième reprise. Pourtant, au round suivant, un coup du droit à la mâchoire, suivi d'un direct du gauche, avait raison de la résistance de l'Italien, qui, manquant d'avaler son protège-dents, levait la main en signe d'abandon. L'arbitre ouest-allemand, M. Rudolf Drust, qui l'avait déjà compté « out », déclarait le K.-O.

Alfredo Evangelista défendait pour la troisième fois son titre européen conquis, le 9 septembre 1977, à Madrid. En 28 combats professionnels, il en est maintenant à sa 24e victoire, dont 20 avant la limite. Ses seules défaites ont été concédées, à l'Italien *Lorenzo Zanon*, qui vient de faire une rentrée victorieuse, après plus d'une année d'interruption; ainsi qu'à Muhammad Ali et Larry Holmes, pour le titre mondial. Alfredo Evangelista devrait prochainement remettre son titre en jeu face au Français Lucien Rodriguez, qu'il a déjà battu par K.-O.

AUTOMOBILISME. — *Les quelque cent cinquante concurrents du rallye Paris-Dakar, épreuve originale ouverte aux motos et aux voitures, sont partis mardi 26 décembre des jardins du Trocadéro, à Paris, pour rallier Marseille. Après la traversée de la Méditerranée en ferry-boat, ils devraient quitter Alger pour faire étape à Reggane et à In-Salah.*

FOOTBALL

UNE MISE AU POINT DU MAIRE DE REIMS

M. Claude Lamblin, maire de Reims (P.C.), nous précise, à la suite de l'article consacré à la création d'une Société d'économie mixte pour gérer le club de football professionnel à Lille (*le Monde* du 19 décembre) qu'*« à sa connaissance M. Jean-Claude Mauduit, maire-adjoint de Reims, chargé des sports, n'était pas présent à cette assemblée. D'autre part, après information, cette réunion ne rassemblait que les maires et élus socialistes. Et si des élus socialistes de Reims s'y sont rendus, cela ne peut être qu'en leur nom propre. »*.

M. Lamblin ajoute qu'en dépit des difficultés que connaît le Stade de Reims sur le plan des résultats comme sur le plan financier, *« la mise en place d'une formule de société d'économie mixte se trouve (...) exclue. C'est d'ailleurs — et je m'en réjouis*, ajoute M. Lamblin, *l'avis exprimé par le président du Stade de Reims, le docteur Bazelaire. »*

[M. Jack Gambier, conseiller municipal de Reims, membre de la commission des sports et représentant de la ville de Reims auprès du comité directeur du Stade de Reims, a participé à la journée sur le football professionnel organisée à Lille. — G. S.]

CARNET

Naissances

— Tahani et Marc LENOT, ainsi qu'Alexandre, ont la joie de faire part de la naissance de
Gabriel,
le 25 décembre 1978.
120, avenue de Suffren,
75015 Paris.

— Nicole FOUCHÉ et Jean GROBLA ont la joie d'annoncer la naissance de
Judith,
le 20 décembre 1978.
10, rue Ducouëdic, 75014 Paris.

Mariages

Anna THIEBAULT
et
Yves GEORGES
font part de leur mariage, célébré le 12 décembre 1978.
13, villa Houssay, 92200 Neuilly.

— Le docteur Marc PEYRON
et
Mme Liliane SÉGALL
sont heureux de faire part de leur mariage qui a eu lieu le 22 décembre 1978 dans la plus stricte intimité.

Décès

— Mme Charles Arnould,
Mme Paul Arnould, ses enfants et petits-enfants,
Mme Pierre Oury, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme André Arnould, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Guy Charrière, ses enfants et petits-enfants,
Mme Léon Norlain, ses enfants et petits-enfants,
L'ingénieur général et Mme Jean Charbonnier, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Albert Muzeau, ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, frère, beau-frère, oncle,
M. Charles ARNOULD,
ingénieur général des poudres,
commandeur de la Légion d'honneur,
survenu le 26 décembre 1978.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, à Paris, le vendredi 20 décembre, à 10 h. 30.
L'inhumation aura lieu à Montcenis (Saône-et-Loire) le même jour à 17 heures.
18, avenue de La Motte-Picquet, 75007 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Eugène Berger,
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du
colonel Eugène BERGER,
ancien élève
de l'Ecole polytechnique,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de la valeur militaire
survenu en son domicile à Saint-Denis-d'Aclon, dans sa soixante-dixième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 décembre, à 15 heures, en l'église de Saint-Denis-d'Aclon suivie de l'inhumation au cimetière de Quiberville-sur-Mer.
76860 Saint-Denis-d'Aclon.

— Les membres et les collaborateurs de la société Serec - Atelier d'expression
ont l regret de faire part du décès de
M. Michel BERNARD,
conseil en relations publiques,
membre de l'AFREP,
fondateur de l'Atelier d'expression,
survenu à Paris le 20 décembre 1978.
Les obsèques ont eu lieu le 22 décembre à Ménestreau (Nièvre).
7, rue Gomboust, 75001 Paris.

— Mme Georges Calka et ses enfants,
M. et Mme Culbotar,
M. et Mme Maurice Calka,
La famille Tuschet,
Ses anciens camarades de combat,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Georges CALKA,
directeur commercial,
croix de guerre avec palme,
médaille militaire,
médaille des évadés,
ancien de la 1re D.F.L.,
président de la section des Forces françaises libres de Lille,
survenu le 17 décembre 1978.
9, rue de l'Hôpital-Militaire,
59000 Lille.

— M. Albert CHAUDIER, conservateur des archives de l'Institut Charles-de-Gaulle, et Mme Claude Chaudier,
ont l'immense tristesse de faire part du décès accidentel, après trois semaines de coma, de leur toute jeune fille bien-aimée,
Ariane,
dix-neuf ans, étudiante de la faculté d'Assas, à Paris, où elle achevait sa troisième année.
Ses obsèques auront lieu le jeudi 28 décembre, à 11 heures, au cimetière de Clichy, boulevard du Général-Roguet.

— Le proviseur, l'administration, le personnel enseignant et les élèves du lycée classique et moderne d'Etat mixte Joffre,
ont le regret de faire part du décès de
M. Robert CLERC,
professeur de mathématiques.
Les obsèques ont eu lieu le mardi 19 décembre 1978, à Montpellier.

— Bayonne.
Mme Robert Delmas-Guichenné,
M. et Mme Jacques Delmas-Guichenné,
M. et Mme Guy Delmas,
M. et Mme Pierre-Henri Delmas,
Xavier, Bernard, Marc, Françoise, Chantal, Christine,
M. et Mme Arnaud Hourcade,
M. et Mme Jean-Philippe Durec,
Philippe-Hugues, Yann, Hervé, Alix, Charlotte,
Mme O'Quin et ses enfants,
Mme Pinon et ses enfants,
Le docteur et Mme Baillat et leurs enfants,
François N'Daye, du consulat,
ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingts ans, de
M. Robert DELMAS-GUICHENNÉ,
consul général honoraire du Sénégal,
ancien député du Sénégal,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918
et 1939-1945,
combattant volontaire 1914-1918
et 1939-1945,
croix du combattant,
combattant volontaire
de la Résistance,
officier du Mérite maritime,
grand officier de l'ordre national du Lion du Sénégal,
grand officier de l'ordre du Mérite du Sénégal,
chevalier, grand-croix de l'ordre de Saint-Lazare de Jérusalem.
La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 28 décembre, à 14 h. 30, en l'église de Saint-Pierre d'Irube (Bayonne).

— M. et Mme Pierre GEORGES, ses parents,
Mlle Isabelle Georges, sa sœur,
ont la douleur de faire part du décès de
Christine,
survenu le 23 décembre 1978.
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
10, avenue de Ceinture, 94000 Créteil.

— Mme Roland Houzel,
Mlle Alice Houzel,
Le docteur et Mme Guy Houzel, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme A. Fornaciari,
Mme Marcel de Bailly,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur époux, père, gendre, petit-fils,
M. Roland HOUZEL,
architecte diplômé de l'université de Venise,
survenu le 15 décembre 1978, à Leonessa (Italie).
La cérémonie religieuse a été célébrée à la basilique Santa-Guistina de Padoue.
L'inhumation a eu lieu à Venise.

— Mme Maurice-Marie Janot,
M. et Mme Raymond Legendre et Florent,
M. et Mme Georges Janot
Mme Jean-Marie Janot,
M. et Mme Jacques Leblanc,
M. et Mme Jean-Goéry Janot et leur fils,
M. et Mme François Janot et leur fils,
M. et Mme Michel Fritsch et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Krebs,
M. et Mme Stanislas Janot et leurs fils,
M. et Mme Stefan et leur fils,
M. et Mme Philippe Aubertin et leurs enfants,
Les familles Jouault, Gillot, Dumont et Sevoz,
Mère Paule-Emmanuelle,
ses enfants, petits-fils, frère et belles-sœurs, neveux, nièces et parents, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, dans sa soixante-... membre de l'Académie de pharmacie, tière de Lapalud (Vaucluse).

M. Maurice-Marie JANOT,
membre de l'Institut,
membre de l'Académie nationale de médecine,
membre de l'académie de pharmacie,
professeur honoraire de la faculté de pharmacie de Paris,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
survenu le 10 décembre 1978, à la suite d'une longue et douloureuse maladie.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 13 décembre 1978, à Plombières-les-Bains (Vosges).
Une messe sera célébrée à son intention, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, le 12 janvier 1979, à 9 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
1, place du Panthéon, 75005 Paris.
[Le Monde *du 13 décembre*.]

— Les membres du corps enseignant de la faculté des sciences pharmaceutiques et biologiques de Paris-V
ont le regret de faire part du décès de
M. Maurice-Marie JANOT,
professeur honoraire,
membre de l'Académie des sciences,
membre de l'Académie nationale de médecine,
membre de l'Académie de pharmacie,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre *national* du Mérite,
survenu à son domicile parisien, le 10 décembre 1978.
Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu, le 13 décembre, à Plombières-les-Bains, dans l'intimité.
Un service religieux sera célébré à l'intention du défunt le vendredi 12 janvier 1979, à 9 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, 1, place Sainte-Geneviève, 75005 Paris.

— Mme Henri Marcel Lepage, son épouse,
Michel et Catherine Granger, Eric Lepage et Hélyette Charpentier, sa fiancée, ses enfants,
Guillaume, Matthieu, Anne, ses petits-enfants,
Mme J. Losson, sa belle-mère,
Sa famille et ses amis,
font part du rappel à Dieu de
M. Henri Marcel LEPAGE,
chevalier de la Légion d'honneur,
inspecteur général
de l'économie nationale,
directeur de la Société centrale pour l'équipement du territoire,
survenu le 24 décembre 1978 à l'âge de cinquante-quatre ans.
Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 28 décembre 1978, à 10 heures, à l'église Saint-Martin de Palaiseau.
L'inhumation aura lieu le vendredi 29 décembre, à 10 heures, au cimetière à la SCET en 1969.]
Cet avis tient lieu de faire-part.
1, parc d'Ardenay, 91120 Palaiseau.
10, rue des Chardonnerets,
91400 Orsay.

[M. Marcel Lepage, né en 1924, à Vauréal (Val-d'Oise) était diplômé de l'Ecole des langues orientales et breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Il avait commencé sa carrière comme contrôleur civil au Maroc (1947-1956). A partir de 1956, il fut inspecteur de l'économie nationale, puis directeur d'un bureau d'études à la Société centrale pour l'équipement du territoire (SCET) avant de devenir directeur à la SCET, n 1969.]

— Lyon.
Monique Ogier,
a la grande douleur de faire part du décès de son père tendrement aimé,
M. Louis OGIER,
voyageur retraité,
La messe a été dite à Saint-Laurent-de-Vaux, le 9 décembre.

— Narbonne, Arles, Montpellier.
Le docteur Marcel Simonnet,
Le docteur Léon Simonnet, Mme, née Françoise Briançon, et leurs enfants,
Maître Marie-Françoise Simonnet, avocat,
font part du décès de
Mme Marcel SIMONNET,
née Marie Paule.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 20 décembre 1978.

— Nous apprenons le décès de
M. Emmanuel VERGÉ,
officier de la Légion d'honneur,
président d'honneur de la Société Didot-Bottin,
survenu le 25 décembre.
[Né le 14 juin 1886, ancien élève de l'Ecole polytechnique, Emmanuel Vergé fut inspecteur des finances, de 1914 à 1927, et secrétaire général de la Chambre syndicale des constructeurs de navires, de 1927 à 1937. En 1934, il était entré comme administrateur à la société Didot-Bottin. Il en sera nommé P.-D. G. en 1941, puis président d'honneur en 1969. Emmanuel Vergé fut également président de 1941 à 1972, puis président d'honneur de la Jurisprudence générale Dalloz.
Son fils, Daniel Vergé, président des « Petites Affiches », était décédé le 22 décembre, dans sa cinquante-sixième année.]

Remerciements

— M. et Mme Orsatelli et leurs enfants prient tous ceux qui se sont associés à leur deuil d'accepter leurs très sincères remerciements.
5, Carlton Gardens,
Londres SW1 (G.-B.).

Messes anniversaires

— A la mémoire de
Marc LICHNEROWICZ,
pour le dixième anniversaire de sa mort, une messe sera dite, le 3 janvier, à 18 heures, en la chapelle du couvent dominicain Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, 75013 Paris.

— A l'occasion du premier anniversaire du décès de
Mgr Rizkallah MAKHLOUF,
une messe sera célébrée à Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, le jeudi 28 décembre, à 19 heures.
Tous ses amis, les anciens et les amis du foyer franco-libanais sont invités à s'y associer par leur présence ou par une pensée de prière.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ETAT

— Université de Paris-IV, samedi 6 janvier, à 14 heures, salle L.-Liard, M. Jacques Kuster : « L'ordre des éléments et ses implications stylistiques dans la phrase des homélies d'Aelfric comparée à celle des sermons de Wulfstan ».

— Université de Paris-IV, samedi 6 janvier, à 14 heures, amphithéâtre R.-Descartes, Mme Bernadette Liou-Gille, née Gille : « Cultes héroïques romains. Recherches sur l'héroïsation dans la Rome antique ».

— Université de Paris-IV, samedi 6 janvier, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Patrick Griolet : « Les Acadiens de Louisiane à travers leurs récits. Etude de littérature spontanée ».

— Université de Paris-V, mercredi 10 janvier, à 9 heures, salle L.-Liard, Mme Claude Perrot : « Les Anyi-Ndenye et le pouvoir politique aux XVIIIe et XIXe siècles ».

— Université de Paris-III, samedi 20 janvier, à 14 heures, salle L.-Liard, M. Pierre Malandain : « Delisle de Sales. Philosophe de la nature (1741-1816) ».

— Université de Paris-III, samedi 20 janvier, à 10 heures, salle Bourjac, M. Darco Zigic : « Les études anglaises dans le système yougoslave d'éducation ».

— Université de Paris-III, lundi 22 janvier, à 14 heures, salle L.-Liard, Mme Monique Pruvot : « Sens et symbolique des représentations féminines majeures dans les romans de William Faulkner ».

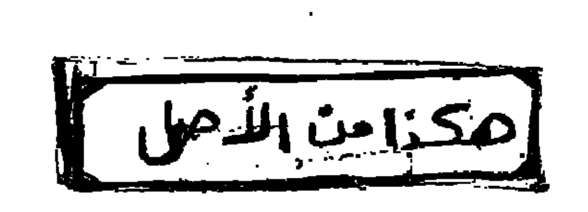
— Université de Paris-III, samedi 27 janvier, à 14 heures, salle Greard, M. Michel Jouve : « La caricature graphique sociale et politique en Angleterre de 1760 à 1804 ».

— Université de Paris-III, lundi 5 février, à 14 heures, salle L.-Liard, M. Joseph Savalle : « Travestis, métamorphoses et dédoublements dans l'œuvre romanesque de T. Gautier ».

Visites et conférences

JEUDI 28 DECEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, entrée côté avenue de Paris, Mme Allaz : « Le château de Vincennes ».
14 h. 45, 1, quai de l'Horloge, Mme Hulot, « La Conciergerie ».
15 h., 1 bis, rue des Carmes, Mme Legregeois : « Musée de la police parisienne » (Caisse nationale des monuments historiques).
18 h. 30, 21, rue Cassette : « Redécouverte du verre romain » (Arcus).
15 h., hôtel des Monnaies, quai Conti : « Exposition du sculpteur Louis Leygue » (L'art pour tous).
15 h., 2, rue de Sévigné : « La place des Vosges » (A travers Paris).
15 h., Grand Palais : « Exposition Le Nain » (Mme Angot).
15 h., 6, rue de la Grande-Chaumière : « Chez un grand restaurateur de vitraux » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
15 h., 2 *bis*, place Denfert-Rochereau : « Les catacombes » (Tourisme culturel).
15 h., Grand Palais : « Exposition Le Nain » (Visages de Paris).



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

MARKETING FINANCIER

dans le cadre de son expansion, une société de gestion de fonds de déplacements, rattachée à un important

groupe financier

cherche

UN RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT

Ce cadre, de formation économique supérieure, pouvant faire état d'une expérience réussie dans la promotion de produits financiers aura la responsabilité
- du développement et du suivi de la clientèle
- de l'animation d'un réseau d'inspecteurs

Envoyer photo, CV + lettre manuscrite sous N° 7032 à
PARFRANCE P.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra



emplois régionaux

NOUS RECHERCHONS POUR PITHIVIERS
80 KM DE PARIS

UN CHEF DE PRODUITS

Dépendant du Directeur de la division pharmacie pour être responsable d'une gamme de produits, des études de marchés, des campagnes de publicité et de promotion, des argumentaires et de la coordination avec les différents services de la société impliqués dans les plans de marketing élaborés pour ces produits.

Nous recherchons quelqu'un de 30 ans minimum ayant une formation commerciale supérieure, des connaissances techniques de marketing acquises de préférence dans l'industrie pharmaceutique.

Etant filiale d'un important groupe américain la parfaite connaissance de l'Anglais est nécessaire.

Nous insistons particulièrement sur les qualités de caractère de l'intéressé telles que : optimisme, dynamisme, enthousiasme, etc.

Avantages sociaux : 13e mois, prime de vacances, 5e semaine de congés, congés ancienneté, participation, cantine...

Adresser C.V. détaillé et photo à LABORATOIRES RIKER, Service du Personnel, avenue du 11-Novembre, 45300 PITHIVIERS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Fabricant de bijoux en métaux précieux
recherche :

CADRE EXPORT

- Jeune
- Minimum cinq ans d'expérience professionnelle sur le terrain à l'étranger
- Connaissant, si possible, trois langues
- Bonne résistance physique
- Formation : Ecole commerciale souhaitée
- Goût de l'effort personnel
- Intégrité morale et intellectuelle très grande.

Ce cadre aura à réaliser concrètement les ventes à l'étranger et à participer à la mise en œuvre d'une structure et d'une politique d'exportation.

Le poste à pourvoir se situe à MARSEILLE
La rémunération sera fonction des aptitudes et des connaissances du candidat.

Pour toute réponse adresser courrier à n° 91.783 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra...

POSTE A POURVOIR - REGION OUEST
INGÉNIEURS DÉBUTANTS
(Référence 1075.)
(pos. I - en informatique)

Eventuellement de formation générale avec notions d'informatique, pour leur confier des responsabilités dans le cadre de projets de création de logiciels téléphoniques.

Postes à satisfaire en Logiciel (software)

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
(Référence 1076.)
Grandes Ecoles (E.S.E., ...)

pour responsabilité :
- de produits de commutation téléphonie électronique temporelle et de calculateur associés ;
- de matériel et logiciel d'essai et d'intégration.

Débutants acceptés.

Adr. C.V. dét. avec n° de téléph. (si possible) à :
SERNENC ANPE, 12, r. Strasbourg, 44041 Nantes Cedex — Tél. : (40) 47-01-06.

Laboratoire universitaire de l'Est de la France recherche candidats pour la préparation d'une thèse dans le domaine de la physico-chimie des surfaces. Ecr. à 8.760, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGÉNIEUR DIPLOMÉ
Expérience quatre à cinq ans pour direction de chantiers bâtiment
Agence Régionale SUD
d'une importante Société nationale.
Situation d'avenir.
Ecrire HAVAS MONTPELLIER, n° 18.455, qui transmettra.

INTERNAT.

OFFRES d'EMPLOIS outre-mer étranger, par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-Mer Mutations, 47, rue Richer, Paris 9e

POUR GRANDE ENTREPRISE NATIONALE DE BATIMENT
CHEF COMPTABLE
ARABIE SAOUDITE
180.000 à 200.00 F par an
Une bonne expérience en entreprise employant une importante main-d'œuvre est indispensable.
Sérieux-avenir.
Ecrire sous n° 6.499, à LTP 31, bd de Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02

INFORMATIS
S.S.C.I. en pleine expansion pour projets informatique de processus industriels temps réel
INGÉNIEURS LOGICIELS
SIRIS 3, SOLAR, MITRA 15/125
INGÉNIEURS SYSTÈMES
spécialistes du langage LTR
Ces postes conviennent à des techniciens confirmés pouvant évoluer vers des postes de responsabilités et d'encadrement.
26, rue Daubenton, Paris-5e.
TEL. : 337-99-22.

IMPORTANT ORGANISME de formation recherche
FORMATEURS
Ce poste conviendrait à
PROGRAMMEUR ou PROGRAMMEUR ANALYSTE
intéressé par la formation.
Niveau BTS, DUT, DUES.
Expérience assembleur Mitra 15 indispensable. Libre rapidement.
Env. C.V. + prét. sous référ. 715 à CREATIONS DAUPHINE, 41, avenue de Friedland, 75008 PARIS qui transmettra.

ONERA
recherche pr son établissement de (92320) CHATILLON-SOUS-BAGNEUX, 29, avenue de la Division-Leclerc
INGÉNIEUR PHYSICIEN
Formation grandes écoles.
Bonnes connaissances souhaitées en optronique, traitement du signal et commandes numériques.
Adresser candidature avec C.V. et photo n° 91.949, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

Pour intérieur luxueux 2 PCES recherche
EMPLOYÉE MAISON ou FEMME de CHAMBRE
REFERENCES EXIGEES
Sachant cuisiner, très soignée, minutieuse.
Chambre tout confort et sanitaires indépendants. — Ecrire PERNEY, 197, rue La Fayette, 75010 PARIS.

TERRE HUMAINE - PLON recherche
ATTACHÉE de PRESSE
RELATIONS PUBLIQUES
MI-TEMPS
PROFESSIONNELLE aimant la collection et son esprit. Envoy. C.V. n° T 10.273 M, Régie-Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Groupe international recherche
SPECIALISTES
en réparation juridique du préjudice corporel ayant une expérience organismes officiels ou compagnies d'assurances. Conditions except. Ecr. à 8.761, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Clinique G. Heuyer rech.
COMPTABLE
niveau B.T.S. Hme ou Fme.
Se présenter avec C.V., au Chef du Personnel, 6, r. Conventionnel-Chiappe (13e)
Poste à pourvoir début janvier.

SERIG INFORMATIQUE
Importante Société de Services recherche
RESPONSABLE SERVICE INFORMATIQUE
Sér. référ. exigées. Expér. sur 370 IBM et GAP. Tél. pr R.-V. M. Régnier : 292-10-13.

VILLE DE MEAUX
(45.000 habitants)
recrute UN
ANIMATEUR
responsable du sect. « Jeunes » auprès d'une Associat. de quart. 21 ans minimum, BAC et 1/2 UV Capase, avec formation de niveau III exigés.
Expér. adolescents et jeunes milieu urbain défavorisé.
Possibilité évolution de poste.
Env. lettre manusc., photo et C.V. détaillé, à M. le Maire, Hôtel de Ville, 77107 MEAUX.

Ville de Saint-Denis 93 recherche
UNE PUERICULTRICE volante pour service dans les crèches. Centres P.M.I. et service social, dans le cadre d'une équipe déjà structurée.
UNE PUERICULTRICE sur poste fixe s'intégrant dans une équipe déjà existante.
Adresser candidature à M. le Maire.

MILLE-CLUB recherche son ANIMATEUR-DIRECTEUR permanent. Minimum B.A.S.E. Expér. prof. souhaitée. Env. lettre + C.V. + photo, à O.M.J.S. Mairie d'Aubergenville 78410.

LE LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
Banlieue SUD-OUEST de PARIS, recherche

INGÉNIEURS-INFORMATICIENS

Débutants ou 2 à 3 années d'expérience

Pour les activités suivantes :
- logiciel système, principalement compilateurs ;
- logiciel d'application temps réel, en particulier téléphonie ;
- programmes de tests de calculateurs et périphériques.

Bonne connaissance écrite et parlée de la langue anglaise. — Nationalité française exigée.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
L.C.T., 18/20, rue Grande-Dame-Rose,
78 - VELIZY-VILLACOUBLAY.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE (150 millions de C.A.)
recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

ESSEC - HEC - ESCP - DECS et C supérieurs ou similaire.

AYANT 5 ANS EXPERIENCE MINIMUM
Dépendant directement de la direction générale. Responsable des problèmes fiscaux, sociaux et comptables. Chargé des situations périodiques et de l'arrêté des comptes.

Env. C.V. avec lettre de candidature manuscrite à CONSEIL ET FORMATION
REF. F.J.K., 53, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

ÉDITEUR SCOLAIRE P.M.I.
recherche

ADJOINT au DIRECTEUR

pour contact haut niveau enseign. secondaire, études de marchés, promotion. Il pourra être un jeune ex-enseignant de solide formation, littéraire de préférence. Dynamisme indispensable. Relations E.N. souhaitées.

Envoyer C.V. et prétentions :
S.A.G.I., 6, rue de Beaune, 75007 Paris.

Ville de Saint-Denis 93 recherche
UNE MANIPULATRICE en radiologie, diplômée
Salaire net de début : 2.946 F.
DEUX INFIRMIERES D.E. sur poste fixe. Logement assuré à titre onéreux.
Avant. particuliers, salaire net de début : 2.843 F.
Candidatures à adresser au Bureau du Personnel

Bureau d'Etudes Ingénierie Gle Bâtiment et Infrastructure rech. pour son siège PARIS
JEUNE INGENIEUR, option génie civil, apte à assumer des fonctions de coordinations d'études et de travaux, 2 à 3 ans d'expér. souh. de préfér. en Bureau d'Études.
Adresser C.V. et prétentions, à O.P.F. (n° 2.080), 2, rue de Sèze, Paris 9e.

Pour assurer la gestion des commandes exportations au sein de son serv. commercial WABCO-WESTINGHOUSE recherche pour son établissement de CLAYE-SOUILLY (77410)
AGENT ADMINISTRATIF
niveau BAC B ou B.S.E.C. Anglais parlé indispensable. Envoyer C.V. détaillé, à : Mme GRELE, B.P. N° 2, 93270 SEVRAN

Direction départementale de l'équipement de l'Essonne recherche
UN AGENT AUXILIAIRE
Niveau baccalauréat scientifiq., pr études de circulation routière
Ecrire, avec curriculum vitae, à DIRECTION DEPARTEMENT. DE L'EQUIPEMENT
boulevard de France
91012 EVRY CEDEX
Tél. : 086-96-10, poste 248

Vous êtes

- **ingénieur informaticien,** (Réf. 10204/M)
- **analyste-programmeur,** (Réf. 10205/M)
- **programmeur,** (Réf. 10206/M)

Vous avez une expérience de 1 à 6 ans en COBOL, ASSEMBLEUR IBM, PL1, IMS/DL1, CICS, IDS/TDS,

sema informatique

l'une des divisions de SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, vous propose un poste dans une entreprise dynamique vous permettant :
- de vous tenir au courant des évolutions techniques,
- de construire une carrière en fonction de vos résultats,
- de changer de cadre de travail tous les 2 ans environ (Paris, Province, Étranger).

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, à J. Hajage, Sema-Sélection :
92126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès.

sema — *Conseil, Études, Ingénierie* INFORMATIQUE, MARKETING ORGANISATION, FORMATION



une des premières sociétés de conseil et services en informatique

RECHERCHE POUR PARIS

2 INGENIEURS D'AFFAIRES

Leur mission consiste à assurer le développement et la commercialisation des Services de SLIGOS auprès des Grandes Entreprises (étude et réalisation sur mini-système et gros ordinateur, assistance informatique, télégestion spécifique).

Leur formation supérieure (Grande Ecole ou Université) et leur expérience acquise (plusieurs années dans une Société de Conseil et de Services Informatiques ou chez un Constructeur) leur permettront d'être rapidement opérationnels sur notre marché.

Un niveau de rémunération élevé et de réelles possibilités d'évolution de carrière dans un Groupe en pleine expansion offre à des candidats dynamiques et ambitieux des opportunités intéressantes.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions sous pli confidentiel à Alain GOLDRYN - SLIGOS
Direction Commerciale 91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX

secrétaires



IMPORTANTE SOCIETE AMERICAINE
recherche pour CHANTIERS en ALGERIE des

secrétaires-dactylos

HOMMES
BILINGUES ANGLAIS

Une expérience professionnelle de ces postes acquise sur des chantiers de construction est indispensable.

Les candidats retenus devront avoir:
- très bonne vitesse de frappe
- une connaissance de la sténo française et ou anglaise.

Le détachement s'effectue en statut célibataire.
Les candidats bénéficieront de tous les avantages liés à l'expatriation.

Envoyer C.V. détaillé, expérience et prétentions à :
BECHTEL 58 rue Pierre Charron
75008 PARIS sous réf. YMM 1978

demandes d'emploi

J.F., 20 ans, aide-comptable début., C.A.P. et B.E.P compt. not. anglais, dactylo, ch. emploi stable. Ec. Mlle S. Boudringhin, 204, av. E.-Reclus, bât. B 2, 93380 PIERREFITTE.

Pilote professionnel I.F.R., D.U.T. Génie civil, 31 ans, anglais courant, disposant avion personnel, ch. emploi représentation Europe, Afrique, actuellement domicilié au Maroc. Ecr. à 8.740, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Architecte D.P.L.G., 28 a. exp. dessinateur-projeteur, ch. empl. sur Paris ou banlieue Ecr. à n° T 010.285 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

FISCALISTE
Lic. Sciences Eco., ENI exp. administ. et cabinet juridique. Libre de suite, 33 ans, étud. ttes propositions collaboration cabinet, banque, entreprise Ecr. à 453, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V.: rédact., exemples, erreurs à éviter
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bnes réponses aux tests
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay.

propositions diverses

Ch. étudiante pour aider étudiante dispensée d'assiduité aux cours DEUG histoire des arts, centre Tolbiac pr les UV 03133, 137, 138, 148, 149, 152, 153, 155 et 09110. Serv. rémunéré. Ecr. à GENEVIEVE NIVAL, 08260 ETEIGNIERES.

capitaux ou proposit. com.

LABORATOIRE produits beauté NICE recherche ASSOCIE (E) chimiste. - Ecrire HAVAS 06011 NICE CEDEX - Référ. n° 0411.

Pr garage en plein essor rech. ASSOCIES ou FINANCIERS Tél. 843-87-54

cours et leçons

FISHER SCHOOL OF ENGLISH anglais, allemand, espagnol, jeunes, adultes, après-midi ou soir. 22, rue Barbès, 92120 Montrouge. Téléphone : 656-14-90

travail à domicile

Demande

Enregistre tous travaux universitaires, cassette ou ruban. Ecr. à 8.753, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

occasions

EN SOLDE MOQUETTE et revêtements muraux, premier et deuxième choix - 100.000 m2 en stock. — Téléphone : 255-66-50.

autos-vente

5 à 7 C.V.

Vends SIMCA 1301 S, modèle 74, 80.000 km., boîte automat. Argus, à débattre. Tél. 329-12-40, poste 477, 9 heures à 17 heures.

8 à 11 C.V.

A VENDRE, Coupé LANCIA, Monte-Carlo 1976, Argus, 36.000. Tél. 886-72-10 le soir, 883-42-44, heures bureau.

+ de 16 C.V.

MERCEDES 280 S.E. 79
Garantie 1 an. Crédit ou leasing possible. - 548-97-69.

divers

VOLVO OCCASIONS
GARAGE DES ARDENNES
GRATUIT

104 - 504 - 604
78 et 79, peu roulé, garanties. Auto Paris XV - Tél. 533-69-95 63, rue Desnouettes, Paris 15e

BMW 520 - 525 - 728
78. Peu roulé. Garanties Auto Paris XV. 533-69-95. 63, r. Desnouettes, Paris-15e.

ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

Le Monde

équipement

EN 1978

2 milliards de passagers sur les réseaux de la R.A.T.P.

Plus de 2 milliards de passagers sur les réseaux de la R.A.T.P. en 1978. Ce sera le chiffre-choc de la conférence de presse que doit réunir M. Jacques Deschamps, directeur général, mercredi 27 décembre.

En moins de dix ans, le métropolitain, selon les lignes, a vu sa capacité s'accroître de 20 à 30 %. « *Ainsi*, précise la R.A.T.P., *l'intervalle entre les trams a pu être abaissé dans certains cas de cent vingt à quatre-vingt-quinze secondes, et la régularité du passage des rames mieux assurée.* » Sur le R.E.R., le trafic a augmenté de 40 % en 1978 par rapport à l'année précédente.

Perspectives pour les années à venir. Mise en service de la ligne C (Etampes-Versailles) du R.E.R. à l'automne 1979 ; on prévoit une hausse du trafic de la ligne n° 13 (Châtillon-Saint-Denis) et de la ligne n° 8 (Balard-Créteil), grâce à la nouvelle correspondance offerte à Invalides aux voyageurs en provenance de Brétigny-Juvisy. Toujours en 1979, la ligne n° 7 (Mairie d'Ivry-Porte de La Villette) sera prolongée jusqu'au fort d'Aubervilliers. En 1980, la ligne n° 10 (Austerlitz-Auteuil) atteindra Boulogne et la ligne n° 13 *bis* permettra de desservir, à partir de la Porte de Clichy, Asnières et Gennevilliers.

En 1980, l'ouverture de la nouvelle gare S.N.C.F. banlieue de Paris-Lyon, qui jouxte celle du R.E.R., délestera le trafic de la ligne de métro n° 1 (Vincennes-Neuilly). C'est l'interconnexion des réseaux de la banlieue S.N.C.F et R.A.T.P. qui déchargera considérablement le métro dans le centre de Paris, en offrant des trajets plus rapides et une amélioration du confort.

La R.A.T.P. parviendrait ainsi, entre 1979 et 1983, à réaliser son objectif, qui consiste à ne pas dépasser dans les trains le chiffre de quatre voyageurs debout par mètre carré aux heures de pointe contre, actuellement, cinq et parfois six.

C'est la ligne n° 4 (Porte d'Orléans-Porte de Clignancourt) qui devrait connaître la chute de trafic la plus importante, près de 40 % à l'heure de pointe, avec la mise en service de la section Châtelet-Gare du Nord en 1980.

Si le trafic du métro et du R.E.R. est satisfaisant, il n'en est pas de même pour celui des autobus, encore trop souvent victime des embouteillages. Les couloirs réservés, qui avaient donné toute satisfaction lors de leur création sont, en effet, de plus en plus obstrués par des véhicules en stationnement irrégulier.

ENVIRONNEMENT

CORRESPONDANCE

Les fonctionnaires sont juge et partie dans les études d'impact

Après les articles sur les études d'impact (le Monde du 12 et du 26 décembre 1978) nous avons reçu de M. Daniel Aversenc, ingénieur-conseil à Chartres et expert à la cour d'appel de Versailles, les précisions suivantes :

Vous êtes-vous soucié de savoir qui effectuait en France les études d'impact ? Etant membre de la chambre des ingénieurs-conseils je puis vous assurer que le nombre des études d'impact effectué par l'ingénierie privée peut se compter pratiquement sur les doigts de la main; mes confrères n'en ont pratiquement jamais effectuées.

Les raisons en sont bien simples : les fonctionnaires des ponts et chaussées et du génie rural perçoivent en sus de leur rémunération provenant de leurs fonctions au service de l'Etat des honoraires dont l'origine ressort d'études effectuées pour le compte des collectivités locales et du secteur privé. Or ces investisseurs savent que les services de l'Etat sont à même d'effectuer les études d'impact. Comme les fonctionnaires qui effectuent ces études sont en même temps ceux qui décident de la validité de l'étude, et, en définitif, du bien-fondé du projet d'aménagement, il est tout à fait logique qu'une collectivité locale ou un promoteur privé s'adresse à eux. Ils savent que les études seront faites dans le sens voulu pour obtenir les autorisations nécessaires.

Je vous indique que les services de l'Etat donnent également leur avis sur le financement des opérations pour les collectivités locales et sur les subventions qui seront versées à celles-ci.

Il ne s'agit pas de mettre en cause l'honnêteté et la compétence des services techniques de l'Etat qui ont fait leurs preuves. Mais est-il acceptable qu'un même organisme effectue une étude, la contrôle et décide en dernier ressort de l'opération à mener ?

TRANSPORTS

LES RESPONSABLES DES AÉROPORTS RÉUNIS A LA GUADELOUPE

La politique américaine de libéralisation des tarifs va perturber le marché mondial du fret aérien

Pointe-à-Pitre. — *Le dix-huitième congrès de* l'Association internationale des aéroports civils (ICAA), qui s'est récemment réuni à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) pour discuter du fret, s'est inquiété des conséquences de la libéralisation du transport aérien. M. Claude Abraham, directeur général de l'aviation civile en France, a indiqué que, dans ce nouveau climat de concurrence à tout va, « les aéroports vont *devoir améliorer sans cesse leur productivité* et avoir un comportement commercial ».

A cet égard, les autorités aéroportuaires ont manifesté le souci de ne plus être considérées comme de simples prestataires de services. Dans une recommandation, l'ICAA a notamment insisté sur « la nécessité pour les aéroports d'être associés aux négociations internationales sur les droits de trafic ».

Toutes proportions gardées, l'avion ne joue encore, dans le transport des marchandises, qu'un rôle d'appoint. L'an dernier, dans le commerce international des Etats-Unis, le fret aérien a *représenté moins de 1 % du tonnage* mais, il est vrai, 16 % de sa valeur. En Guadeloupe, par exemple, le trafic portuaire a été d'environ 500 000 tonnes en 1977, mais le trafic aéroportuaire de 8 200 tonnes seulement.

L'avion peut-il servir à tout ? Selon M. Joseph J. Healy, président de la compagnie cargo américaine Flying Tiger, « *le rôle des avions-cargo est de transporter des valeurs, de protéger ce qui est fragile et de livrer avec rapidité. Pour le client, la qualité du service rendu importe au premier chef* ».

Il n'empêche que l'avion commence à se charger de tout. Ainsi, entre 1975 et 1977, les importations de produits agricoles et d'animaux vivants à destination de la France, en provenance d'Amérique centrale et du Sud, ont augmenté de 15,5 % par an en moyenne et la part de ces importations expédiées par la voie des airs, de 65,5 % par an.

Pour l'heure, l'organisation des échanges — ou si l'on veut la division de travail — est ainsi faite que les bénéfices tirés de la croissance du fret aérien, sont inégalement partagés. « *Les produits manufacturés de grande valeur sont acheminés vers les pays en voie de développement par les compagnies des pays développés tandis que les articles d'importance secondaire le sont vers les pays industrialisés par les compagnies des pays en voie de développement* », a remarqué M. Ivo Andrijanic, chef du service de fret de l'aéroport de Zagreb. Pour s'en tenir à l'Afrique, il est vrai que les transporteurs locaux manquent encore de « surface » pour répondre à la demande, et que la « conteneurisation », notamment, exige des capitaux qu'ils n'ont pas.

Les transporteurs aériens peuvent-ils espérer prendre indéfiniment du trafic à leurs concurrents terrestres et maritimes ? A courte distance, la rivalité se fait âpre. Pour les transporteurs routiers, il n'est pas du tout prouvé qu'un « Paris-Londres » ou un « Paris-Francfort » soit plus rapide en avion qu'en camion.

De notre envoyé spécial

« Il n'y a malheureusement pas que le temps de vol qui compte, mais aussi les formalités d'embarquement au départ et de dégroupage à l'arrivée », a-t-il été noté au congrès de Pointe-à-Pitre.

Air France a créé, au départ d'Orly et de Roissy, des services de réacheminement de fret par camions vers les principales villes de province. « *C'est là l'un des aspects de la concurrence anormale que peuvent nous faire les compagnies en attaquant sur notre propre terrain par une tarification de bout en bout et l'emploi de véhicules particuliers* », se sont inquiétés des transporteurs routiers, qui ont invité les « aériens » à « *ne pas intervenir dans un marché qui n'est pas le leur* ».

Les ports de certains pays en voie de développement souffrent d'encombrement : pour décharger leurs cargaisons, les navires doivent attendre des jours, voire des semaines. L'avion peut-il suppléer le bateau ? Dans l'immédiat, peut-être. A plus long terme, la partie est loin d'être gagnée. « *Les compagnies maritimes, qui ont vu leur trafic de passagers disparaître de manière appréciable, deviennent beaucoup plus « agressives » et n'ont pas l'intention de laisser les compagnies aériennes entamer leurs positions* », a souligné M. Brian A. Mellor, directeur des ports de Jersey.

Les cargos porte-conteneurs de la « troisième génération » et les navires dits « rouliers », avec leurs rampes arrières intégrées n'ont besoin d'aucun autre équipement portuaire que le quai ; ils peuvent entrer et sortir des bassins maritimes dans des régions du monde où les opérations de manipulation à terre laissent à désirer. « *Le plus grand défi lancé aux transporteurs de fret aérien à longue distance viendra probablement de ce genre de navires* », a noté M. Mellor.

Dans l'immédiat, les compagnies aériennes ne sont pas trop préoccupées par la résistance que peuvent leur opposer les transporteurs routiers et maritimes. Ils le sont bien davantage par la concurrence qui risque de les opposer les unes aux autres, maintenant que la nouvelle règle du jeu imposée par les Etats-Unis, à savoir la concurrence à tout va, paraît admise par le plus grand nombre. Sauront-elles, en matière de fret aérien adopter une attitude rationnelle ou bien la guerre tarifaire les obligera-t-elle à « personnaliser » leurs barèmes sans véritable référence à la notion de prix de revient ?

JACQUES DE BARRIN.

L'AÉROPORT DE BALE-MULHOUSE AU RANG DES GRANDS

L'aéroport de Bâle-Mulhouse, géré conjointement par la Suisse et la France (neuf cent mille passagers, 20 000 tonnes de fret en 1978), sera ouvert le jeudi 28 décembre, aux liaisons intercontinentales. Cette nouvelle « classification » n'a été rendue possible que grâce à de nouveaux aménagements, et notamment le prolongement de la piste, qui est passée de 2 350 à 3 900 mètres.

L'aéroport de Bâle-Mulhouse, unique en son genre par sa binationalité, est le fruit d'une convention signée entre la Suisse et la France, le 4 juillet 1949.

TOURISME

CLIGNOTANTS POUR SKIEURS

On pourra voir bientôt sur les pistes de nouveaux bâtons de ski munis de clignotants de direction. Une société de Bavière vient, en effet, de mettre au point ce système. Ces bâtons sont équipés à leur extrémité supérieure de signaux lumineux fonctionnant sur piles que l'on actionne à l'aide dun petit boutan placé sur la poignée. Non seulement ce dispositif peut servir à indiquer les changements de direction, mais aussi à baliser les lieux d'un acident de ski, voire à signaler sa présence en cas de brouillard. — *(A.P.)*

Faits et projets

ENVIRONNEMENT

● *Centrale du Pellerin : deux communes administrées par une une délégation spéciale.* — Les deux communes de Loire-Atlantique, sur lesquelles l'installation d'une centrale nucléaire est à l'étude, sont administrées depuis le 28 décembre par des délégations spéciales nommées par le préfet, en remplacement de leurs conseils municipaux définitivement démissionnaires. Il s'agit de Cheix-en-Retz et du Pellerin.

P.T.T.

● *Un deuxième câble entre la France et la Grèce.* — M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a signé, le 14 décembre 1978, avec son homologue grec, M. Moutsios, secrétaire d'Etat aux communications, un protocole d'accord pour la construction d'un deuxième câble sous-marin entre la Grèce et la France.

TRANSPORTS

● *Etats-Unis : abandon du système des trois classes dans le transport aérien.* — Après T.W.A., une autre compagnie aérienne américaine, American Airlines, a annoncé mardi 26 décembre à New-York qu'elle abandonnerait le 8 janvier prochain le système des trois classes (première, plein tarif et tarif réduit) qu'elle avait récemment adopté sur ses avions. Les deux compagnies ont expliqué leur décision par le mécontentement des passagers qui se plaignaient d'être « parqués » dans les six sections *(compte tenu des divisions « fumeurs » et « non-fumeurs ») des avions. Cette réaction du public aurait en effet profité à United Airlines, la plus importante compagnie du pays, qui n'avait pas suivi leur* exemple. — *(A.F.P.)*

● *L'IATA et la politique américaine.* — Dans un communiqué publié le 19 décembre à Montréal, l'Association du transport aérien international (IATA) demande à la commission américaine de l'aéronautique (CAB) de reconnaître que tout changement dans le système de transport international aérien requiert un « *consensus multilatéral* ».

L'IATA veut ainsi répondre à la campagne entreprise par l'administration américaine, qui juge que les activités de l'IATA ne sont plus « *dans l'intérêt du public* » et qui vise à empêcher les compagnies aériennes des Etats-Unis de participer à des accords multilatéraux fixant les tarifs des vols internationaux. — *(A.F.P.)*

ENVIRONNEMENT

POINT DE VUE

L'urbanisme peut-il être libéral ?

par ROBERT LION (*)

URBANISME et libéralisme ne riment que sur le papier. Plier la croissance et l'aménagement des villes aux lois « libérales » de la concurrence et du marché, telles qu'on les applique en ce moment à la production et au commerce, aggraverait le désordre urbain et les inégalités sociales. Le libéralisme signifierait ici, pour le plus grand nombre, un recul des libertés.

Dès à présent, les libertés des citadins en France sont loin d'être entières.

Certes, par des aspects importants, la ville est libérale. L'histoire nous dit que l'affranchissement des hommes passe d'abord par les villes. Et celles-ci demeurent le foyer de libérations permanentes : les évolutions et les révolutions culturelles, sociales, économiques, se développent au cœur de nos cités, ou dans les usines et les universités qui les bordent. De même, la société urbaine offre une précieuse liberté individuelle : anonyme dans la foule, le citadin se trouve émancipé du contrôle social qui pèse sur les petits mondes des villages.

Mais les agglomérations contemporaines contraignent excessivement les hommes, leur refusant des libertés majeures. Elles aggravent même continûment ces contraintes et ces frustrations, à l'image du travail moderne, dont le caractère mécanique et appauvrissant n'a cessé de s'étendre.

Ainsi de la liberté de choisir. Comment parler d'urbanisme et de liberté sans que vienne à la bouche la vieille notion de l'élection de domicile ? Or on peut bien aujourd'hui proclamer le « droit à la ville », le droit de choisir son logement, le droit de bâtir sa maison, ces mots demeurent vides de sens pour des millions de familles. La majorité des citadins, en France, en 1978, n'élit pas domicile. Elle est assignée à résidence.

Sans doute n'est-ce pas d'aujourd'hui que les beaux quartiers se sont fermés à de larges couches des populations urbaines, ou que la « rénovation-déportation » a bouleversé les villes. Mais ces phénomènes demeurent actuels : depuis un quart de siècle, alors que les conditions de logement s'amélioraient beaucoup, la ségrégation s'est accusée.

Le savetier ne trouble plus le repos du financier ; il a été rejeté hors les murs : en banlieue, c'est-à-dire là où, suivant l'étymologie, on parquait les gens au ban de la société. Aujourd'hui, c'est se trouver pareillement tenu à l'écart du bonheur de la ville que d'être relégué dans le « cadre de vie » géométrique des ZUP que de subir le semi-désert culturel et le pauvre « environnement » de certaines périphéries urbaines ; et les sociologues n'ont pas tort de parler de citoyens captifs pour désigner ceux qui sont asservis aux longs trajets urbains. Ces banlieusards-là, qui forment plus du tiers des habitants de ce pays, sont-ils libres de choisir une autre vie ?

Tout cela est entré dans notre vocabulaire, nos horaires et nos paysages ; on oublie souvent de s'en étonner. Et puis, dira-t-on, il existe, ailleurs, bien d'autres urbanisations qui oppriment plus qu'elles ne libèrent ; pouvait-il chez nous en aller différemment ? Au surplus, cela a-t-il grand-chose à voir avec le libéralisme ? L'Etat, pour être beaucoup trop intervenu dans l'urbanisme, pour avoir tout codifié, quadrillé, normalisé, n'est-il pas le premier responsable ?

La loi du marché

L'Etat n'est pas le premier responsable. S'il s'essoufle à réglementer, c'est qu'il n'intervient qu'à la marge. Au cœur du dispositif, au poste de commandement de la ville, règne la loi du marché.

Pendant les trente dernières années, alors que le nombre des citadins doublait, la France s'est moins préoccupée de concilier urbanisme et liberté qu'urbanisme et propriété. Nos lois les plus interventionnistes, qui ont fait crier à la socialisation des sols, ont eu pour les propriétaires des égards bien plus grands que la plupart des législations occidentales ; elles leur ont toujours permis de prendre une part profitable à l'urbanisation, et de bien tirer leur épingle du jeu du marché foncier. Le moteur de l'urbanisation a été l'argent.

En fait de choix, c'en était un. Il devait conduire, mécaniquement, à la centrifugation urbaine : au loin les hommes de peu de poids ; au cœur, ceux qui peuvent payer le prix de la ville, ceux qui ont la liberté de choisir.

Le marché fait peser d'autres contraintes sur les citadins. Au cours du VIe Plan, 60 % des logements neufs construits à Paris par la promotion privée ne comportaient qu'une ou deux pièces, car les studios constituaient alors le meilleur placement ; à ce compte, le jeu de l'offre et de la demande exclut les familles nombreuses, et produit des villes sans enfants ; il ajoute l'écrémage démographique à la ségrégation sociale. Soucieux de vendre, le marché ignore ici l'après-vente, donc le long terme, dans la conception de la ville comme dans le coût d'exploitation, la valeur d'usage ou le bilan thermique des logements ; le marché privilégie l'apparence, le décor, et laisse dans l'ombre les vraies qualités de l'habitat, celles qui s'apprécient à l'épreuve du temps.

Surtout, le marché s'abstient de procurer ce qui n'est pas lucratif : espaces, équipements, logements sociaux. Ces réalisations-là, qui demeurent plus que jamais nécessaires en France — ne serait-ce que pour rattraper notre retard en équipements collectifs, — ne sauraient être convenablement assurées par le marché, même si l'on tente, à grands frais, de solvabiliser la demande sociale. Le jeu de l'offre et de la demande n'a jamais, où que ce soit, produit des villes équilibrées, également accessibles à tous.

Pour remédier à ces défaillances, ou à ces emballements, du moteur que nous nous étions donné, l'Etat est intervenu. Il l'a fait de longue date : si Washington n'avait pas imposé les plans de Lenfant, la capitale américaine aurait peut-être pris le visage amorphe de Los Angeles. Sans le fait de quelques princes, nous n'aurions ni la place Stanislas ni la rue de Rivoli. Sans les lumières et l'autorité d'un Paul Delouvrier, nous connaîtrions, au lieu de villes nouvelles, la marée grise des pavillons et des grands ensembles.

Mais les villes nouvelles sont l'heureuse exception qui déroge à la règle. On a fait ici, sur quelques milliers d'hectares, ce qui se pratique partout en Suède, au Danemark, aux Pays-Bas. On a pris les grands moyens : études approfondies planification à longue échéance, acquisitions foncières considérables, équipements ambitieux, orientation autoritaire des logements aidés (qu'aurait-on fait sans ces fameuses « aides à la pierre » que certains veulent à présent supprimer ?). Si demain on vit mieux dans ces villes équilibrées, la liberté y sera née d'un aménagement volontaire. Eût-il été « libéral », l'urbanisme n'aurait pas engendré ces libertés.

Ailleurs, l'intervention publique a été seulement ponctuelle et latérale. Ponctuels, ces ensembles d'H.L.M. d'autant plus denses que le marché foncier les repoussait plus loin. Ponctuelles, ces réalisations sociales dans les villes, d'autant moins ambitieuses que la collectivité devait payer au propriétaire foncier un tribut plus élevé. Latérales, ces réglementations qui tentaient de corriger, par une série d'exigences, la pente naturelle du marché foncier ou immobilier.

Ce corset réglementaire, plaqué en vingt-cinq ans sur le dynamisme désordonné des forces économiques, s'efforçant de contenir l'urbanisme « sauvage » et de discipliner les intempérances des professions immobilières, était trop faible pour rétablir les équilibres urbains. Il fut pourtant assez rigide et multiforme pour établir sur l'habitat et la ville un carcan étouffant. Nul n'a fait pire, en ce sens, que les Français.

Il s'est produit chez nous un accouplement monstrueux entre le Léviathan parisien, quadrillant toute réalisation de ses normes, grilles et ratios, et une génération d'architectes qui avaient cru lire dans la charte d'Athènes un fonctionnalisme froid, la mort de la rue, le saucissonnage de la vie des hommes en tranches spatiales. Tout cela a produit cet urbanisme contraignant dont souffrent, dans leur chair et leurs libertés, une grande partie de nos concitadins.

∴

Pour que les villes deviennent en France plus équitables et plus « libérales », il ne suffit donc pas de dire que l'Etat garantit les libertés, de décréter que le droit de construire sera plus égalitaire, ou de favoriser le financement de la maison individuelle. Il faut prendre le problème à la racine, et s'attaquer à ces trois éléments : le fonctionnalisme, le jeu du marché, la centralisation.

● Le fonctionnalisme a, heureusement, du plomb dans l'aile. Le pouvoir politique, emboîtant le pas à l'opinion, ou proclamant tout haut ce que les Français ressentaient confusément, a « interdit » les grands ensembles, les tours, les barres, les voies rapides urbaines..., c'est tout juste s'il n'a pas interdit de couler du béton ! Mais il n'a guère désigné, ni attaqué, les causes qui ont produit ces effets-là : est-ce un hasard si on a construit trop dense ? N'y aurait-il pas quelque lien avec la spéculation et le jeu du marché ?

● Il faut donc modifier le jeu des forces qui déterminent le développement et le remodelage des villes. On ne répondra à aucune de ces revendications : qualité de la ville, protection des patrimoines biologiques et culturels, même « droit de cité pour tous », libertés urbaines, sans maîtrise publique de l'urbanisation. Cela ne signifie pas du tout la fin des initiatives privées, mais la primauté d'une volonté collective et les moyens nécessaires à sa réalisation : un ferme encadrement du marché foncier ; une réforme foncière, touchant l'imposition, l'évaluation et l'appropriation des sols urbains ; le maintien et le renforcement de maîtres d'ouvrages publics, dépourvus de but lucratif, pour les équipements et le logement, que l'on pourra bien sûr, si on les a délivrés de leurs handicaps, soumettre à une compétition loyale. Il serait peu réaliste de proposer un urbanisme de liberté si l'on évacuait ces sujets ;

Etablir un équilibre différent entre les pouvoirs

● Enfin, on doit réduire le centralisme technocratique. Bel objet de consensus : nul n'a sur ce sujet de mots assez durs ! Le gouvernement paraît décidé à agir ; il amorce le pas vers une France moins jacobine. Mais faut-il encore qu'il s'agisse d'une vraie décentralisation : qu'elle donne aux collectivités plus de moyens nouveaux que de charges et de pouvoirs supplémentaires ; qu'elle incite, sous le sceau de l'empirisme, aux expériences et aux innovations ; qu'elle permette en particulier aux pouvoirs locaux de partager les responsabilités urbaines avec les quartiers et les associations ; qu'elle acclimate ainsi cette gestion de la cité proche des citadins, sans laquelle la liberté urbaine demeurera objet de discours. Il faut encore que la décentralisation se fasse, pour les villes, au profit d'une entité couvrant l'agglomération entière : un pouvoir urbain limité dans l'espace évacuerait chez le voisin les injustices, les problèmes sociaux et les réalisations non rentables ; une autorité portant sur un grand territoire mènera une politique urbaine d'ensemble. Il faut enfin que les nouvelles autorités décentralisées soient conduites, de leur propre mouvement ou sous l'action de l'opinion, à présenter un projet de politique urbaine qui prenne en compte la durée, c'est-à-dire l'avenir. Ainsi, la décentralisation porterait le meilleur de ses fruits : un foisonnement de politiques urbaines résultant de volontés locales et prenant — enfin ! — des libertés incongrues avec les normes ou les concepts nationaux.

Quelle que soit la philosophie qui prévale par ailleurs, un urbanisme plus humain ne procédera pas d'un désengagement au profit des initiatives privées ; pareil libéralisme provoquerait ici, au contraire, un grand recul pour les libertés. Mais un nouvel urbanisme ne devra pas davantage se décréter : il n'appartient pas à l'Etat de définir des modes ou des doctrines ; il lui revient de susciter de nouvelles institutions et d'établir un équilibre différent entre les pouvoirs. Maintenir une maîtrise publique ; la confier progressivement à des échelons politiques locaux du bon niveau : ces deux lignes devraient primer toute autre, si l'on souhaite vraiment, aujourd'hui, que germent dans nos villes plus de justice et de liberté.

(*) Membre du Conseil économique et social.



Le Monde

économie

ÉNERGIE

APRÈS LA PANNE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ DU 19 DÉCEMBRE

« Ce jour d'échec est aussi un jour de lutte victorieuse »

écrit M. Delouvrier à M. Boiteux

E.D.F. a rendu publique le 26 décembre une lettre adressée par son président, M. Paul Delouvrier, à son directeur général, M. Marcel Boiteux, à la suite de la panne générale d'électricité du 19 décembre.

Après avoir noté que l'E.D.F., *« responsable de la permanence de l'électricité, doit exprimer ses regrets à ses clients, c'est-à-dire à tous les Français »*, M. Delouvrier évoque les causes lointaines et immédiates de la panne. *« On confond trop souvent le tout électrique intégré avec isolation, qui économise pétrole et devises, avec le chauffage électrique d'appoint par appareil que l'on branche à volonté : le conseil d'administration comme la direction générale n'ont jamais cessé de relever avec inquiétude la croissance considérable des ventes de radiateurs d'appoint, qui dépassent maintenant trois millions par an, contre un million de « convecteurs » pour chauffage intégré avec isolation. »*

Le président d'E.D.F. rappelle ensuite que le retard du nucléaire et les difficultés du transport avaient amené le conseil de l'établissement à préconiser dès 1976 un programme complémentaire comportant plusieurs turbines à gaz dont la mise en œuvre ne demande que deux ans et qui auraient, lors des pointes, soulagé le transport. Cette situation avait amené E.D.F. à déclarer à maintes occasions que *« nous ne passerions pas sans difficultés plusieurs hivers pour peu que se conjuguent plusieurs éléments. »*

Pour ce qui est des causes immédiates, elles ne sont, relève M. Delouvrier, *« pas évidentes »*. Le président poursuit : *« Défaillance de l'homme ? Défaut du matériel ? Combinaison des deux ? Rien n'est à écarter. C'est pourquoi vos investigations se poursuivent avec rigueur. C'est pourquoi il était nécessaire que le ministre de l'industrie confie à deux hommes extérieurs à notre établissement — deux ingénieurs généraux de ce ministère — le soin d'enquêter pour renseigner impartialement, outre nous-mêmes si besoin subsiste, les pouvoirs publics et l'opinion et en tirer les conséquences et les enseignements. »*

« La panne absolue ne peut être ressentie que comme une humiliation », mais, poursuit M. Delouvrier, *« ce jour d'échec est aussi un jour de lutte victorieuse. Remettre en marche en trois heures un réseau et une complexe machinerie entièrement arrêtée, redonner l'électricité à presque tout le pays qui en était complètement privé, est un exploit, dont les deux exemples américains témoignent* a contrario. »

Le président rend enfin témoignage à tout le personnel de l'établissement pour *« la maîtrise de son savoir professionnel »* et ajoute à cet éloge les félicitations du conseil d'administration à l'adresse de M. Marcel Boiteux pour la manière dont il s'est lui-même dépensé durant cette journée, expliquant l'événement *« sans passion, avec calme, clarté et grande pondération de jugement »*.

CORRESPONDANCE

L' « effet Xénon »

A la suite de l'article paru dans le Monde *daté 21-22 décembre sur l'« effet Xénon », responsable du délai nécessaire à la remise en route, après arrêt prolongé, des centrales nucléaires du type graphite-gaz, M. Paul Revs, ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique, nous précise :*

« L'impossibilité de redémarrer la centrale n'est pas liée à un problème de « sécurité », comme il est dit, mais de « réactivité » : tant que le xénon est en concentration trop importante, la réaction en chaîne n'est pas possible à cause de l'absorption supplémentaire de neutrons que cela entraîne. On doit attendre quelques heures que ce xénon ait suffisamment disparu par décroissance radio-active. »

LES MANIFESTATIONS DES SIDÉRURGISTES

Les routes devaient rester bloquées autour de Longwy jusqu'à jeudi matin

De notre correspondant

Metz. — Depuis mardi 26 décembre à 10 heures, les principales voies d'accès conduisant vers Longwy, au nord de la Lorraine, sont bloquées par des barrages de voitures mis en place par l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et FEN. Ce dispositif, qui sera maintenu en place jusqu'au jeudi matin à 10 heures, fait partie des initiatives prises par les syndicats pour attirer l'attention sur la gravité de la situation créée dans le bassin sidérurgique lorrain par l'annonce de nouveaux licenciements et de fermetures d'installations.

La R.N. 18, venant de Verdun, la R.N. 52, venant de Metz, ainsi que les routes frontalières reliant la Lorraine à la Belgique et au Luxembourg, sont plus particulièrement touchées par ce plan. Seuls y échappent un certain nombre de véhicules considérés comme prioritaires, c'est-à-dire notamment les ambulances, les pompiers, les camions de livraison de denrées périssables, etc. A chaque barrage, la circulation est bloquée pendant une demi-heure puis, après une brève ouverture de cinq minutes, les barrages se referment. But de cette tactique : immobiliser un maximum de véhicules afin de pouvoir distribuer aux conducteurs des documents expliquant les raisons de cette manifestation

De leur côté, les services de gendarmerie, manifestant jusqu'à présent une certaine discrétion, s'emploient surtout à dévier suffisamment tôt les véhicules susceptibles de tomber dans le piège des barrages de Longwy. Dans l'ensemble, les usagers de la route réagissent avec patience.

Dialogue avec M. Bergeron
« Rien de changé à la C.G.T. »

A la tribune d'un congrès, M. Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, élève parfois la voix pour parler du parti communiste. C'est un ton fort bonhomme qu'il a pris dans le dialogue à bâtons rompus que voici :

« Vous faites état de nombreux nouveaux adhérents à F.O. Comment sont-ils orientés politiquement ?

— Sans doute autant vers la majorité que vers l'opposition.

— Et leurs aînés ?

— C'est la même chose, mais ils sont plus réservés. Dans l'ensemble, beaucoup d'adhérents proches du P.S. s'en sont écartés à cause du programme commun.

— Vos rapports avec François Mitterrand ?

— Pas de problème ! Certains éléments du P.S. avaient demandé mon exclusion du parti socialiste : voyez ce qu'il en reste !

— Et le congrès de la C.G.T. ?

— Rien n'est changé. A F.O. nous sommes des anciens combattants, nous ne sommes pas sectaires et *nous n'avons pas de sentiments malveillants* à l'encontre de Georges Séguy ou d'autres.

— Les militants socialistes ne se sont-ils pas librement exprimés au congrès de Grenoble de la C.G.T. ?

— La C.G.T. demeure dans l'orbite du P.C. Deux ou trois socialistes de plus à la commission exécutive ne changent rien, quand soixante de ses membres sont au P.C. Il est normal que la C.G.T. ait essayé de donner d'elle une image attrayante. L'unité syndicale a été refaite un certain nombre de fois. En 1936, le cumul des responsabilités politique et syndicale avait été interdit. Mon propos n'est pas péjoratif : le P.C. reste maître de la machine.

— Alors, pas de changements, à la C.G.T., selon vous ?

— Si des changements fondamentaux intervenaient, se trouverait posé le problème de la réunification syndicale et politique. Il n'en est rien. »

M. Bergeron ajoute : « Nous ne voulons pas recommencer les erreurs de nos prédécesseurs. D'où notre prudence. Il n'y a pas de changement dans le monde communiste. »

« Quelle est la moyenne d'âge du militant F.O. ?

— Trente ans.

— Il venait donc juste de naître, lors de la scission d'avec la C.G.T. La rupture est-elle pas pour lui de l'histoire ancienne ?

— Pas du tout, ce n'est pas une vieille lune ! Les jeunes ne veulent pas de la réunification syndicale. Ceux qui pourraient y penser, ce seraient plutôt les anciens qui vivent dans la nostalgie de 1936... » — J. R.

SOCIAL

Formation permanente et relations publiques

La législation sur la formation permanente a du bon, c'est bien connu. Elle permet à des entreprises cotisantes d'envoyer des cadres se « recycler » dans des lieux plus ou moins attrayants et à l'hôtellerie de rentabiliser peu ou prou ses équipements parfois sous-employés. Les relations publiques ont du bon, elles aussi. En « créant l'événement », elles assurent le lancement commercial d'affaires qui s'épargnent le recours à des méthodes plus traditionnelles, comme la publicité ou le démarchage, ou en amplifient les effets.

La conjonction habile de ces deux possibilités a présidé au lancement de la filiale française d'une société helvétique, Séminaire service international. Spécialisée dans l'organisation de « conférences de haut niveau sur les pratiques du droit international » (en Angleterre, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas), cette société a tenu récemment à Paris son premier « stage de formation pour dirigeants, juristes, conseils et experts internationaux », consacré aux « obligations et responsabilités des entreprises au regard des législations sur la protection des consommateurs dans la Communauté européenne ».

Cent dix cadres français et étrangers (une trentaine venus de onze pays) ont, pendant trois jours, écouté sagement, en prenant des notes, les exposés d'une dizaine d'experts internationaux, avocats et juristes. Les sujets abordés étaient vastes, étant donnés la complexité des législations nationales et l'état d'avancement divers des directives communautaires : la réglementation du produit, la répression des fraudes, le marquage et l'étiquetage ; la publicité trompeuse, mensongère et comparative, les emballages trompeurs ; les clauses abusives de vente ; les actions de promotion... Il en coûtait 2 000 francs à chaque participant, T.V.A. comprise, auxquels il fallait ajouter, pour les étrangers et les provinciaux, les frais d'hébergement.

La question qui se pose est de savoir ce qu'apporte à des entreprises la participation de leurs cadres à de tels séminaires. Quelle que soit la qualité des intervenants — et elle fut grande à ce séminaire parisien, — ils n'ont guère, en vingt minutes, le temps de faire le tour des subtilités juridiques des législations et réglementations nationales, diverses et complexes d'un produit à l'autre, et qui sont autant de chausse-trapes pour un exportateur éventuel.

Les mots « protection du consommateur » recouvrent des réalités totalement différentes, selon qu'il s'agit de produits laitiers frais, de cosmétiques, d'automobiles ou d'articles textiles. De plus, le cours magistral — à plus de vingt dans une salle, il ne peut s'agir que de cela — ne permet guère de combler des lacunes individuelles par définitions disparates... Tout au plus peut-on avoir une vision un peu générale de la diversité des législations et de leur évolution récente.

Est-ce suffisant pour appeler cela formation permanente ?

J. D.

● *Licenciements dans une usine de sous-traitance automobile.* — Cent soixante salariés sur cent soixante-dix ont reçu une lettre de licenciement à la société SEFAMEC, de La Talaudière (Loire). Cette entreprise, spécialisée dans la sous-traitance pour la construction automobile, était en règlement judiciaire depuis le 27 octobre et il aurait fallu, selon le syndic, un apport de 140 000 F pour parvenir à un équilibre financier, sans exclure pour autant une diminution des effectifs.

● ERRATA. — Deux erreurs typographiques ont déformé le sens de notre article relatif à la rénovation des méthodes pédagogiques de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (*le Monde* du 27 décembre). D'une part, la tendance est aujourd'hui à « l'individualisation » et non à l'industrialisation » de la formation. D'autre part, les syndicats de l'AFPA ont déploré que les « travailleuses » et non les « travailleurs » ne représentent que 15 % des stagiaires.

AGRICULTURE

DU CHATEAUNEUF-DU-PAPE PRODUIT EN LIBYE

(De notre correspondant.)

Avignon. — *Mettant à profit les ressources que lui procurent ses riches gisements de pétrole, la République arabe de Libye a décidé de transformer des zones désertiques du pays en « montagne verte », consacrée à l'agriculture. Ainsi le projet d'El Akhdar, réalisable en trois ans, consiste-t-il à mettre en culture une bande de littoral de 2 500 kilomètres, s'enfonçant de 500 kilomètres dans l'arrière du pays. Un gigantesque projet d'irrigation est en voie de réalisation.*

De passage dans le Vaucluse, une délégation du ministère de l'agriculture libyen et M. Beshir, secrétaire d'Etat, directeur du projet, ont révélé le contenu de ce programme aux chefs d'entreprise provençaux.

Déjà, depuis le début de 1976, P.P.B.-France, grosse firme spécialisée dans la confection de modules en béton précontraint, fournit au gouvernement libyen des millions de pieux en béton armé, destinés à servir de tuteurs à de jeunes vignobles et vergers. Les commandes portent sur des fournitures assurant l'équipement de 700 hectares par an, pendant cinq ans. A partir de l'expérience faite par P.P.B., les pépiniéristes du célèbre cru de Châteauneuf-du-Pape fourniront 25 millions de plants de vigne à la Libye. Autres conséquences de la percée de P.P.B. au Proche-Orient : un constructeur vauclusien fournira plusieurs milliers de sécateurs, tandis que des pourparlers sont en cours entre la chambre de commerce de Vaucluse et les responsables libyens pour la livraison d'une conserverie agro-alimentaire « clés en main », *dont la réalisation pourrait être confiée à un groupement de constructeurs vauclusiens.* — J. F.

● ERRATUM. — Dans le bilan économique et social de l'année 1978 (*le Monde* du 26 décembre 1978), quelques mots ont sauté dans le paragraphe consacré aux céréales. Il fallait lire : *« La récolte céréalière progresse de 4 % et atteint 1 410 millions de tonnes. La moisson mondiale de blé sera de 422,5 millions de tonnes (381,5 pour la campagne 1977-1978). »*

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27-12-78 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 28-XII-78 DÉBUT DE MATINÉE

Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds

Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 27 décembre à 0 heure et le jeudi 28 décembre à 24 heures :

Une profonde dépression centrée sur le proche océan se décalera vers les îles Britanniques en se comblant partiellement. Elle entretiendra sur notre pays un flux de secteur sud-ouest doux, humide et instable.

Jeudi 28 décembre, une perturbation achevant de traverser la France donnera des pluies matinales sur nos régions de l'Est et du Sud-Est. Un temps variable se généralisera ensuite avec alternance d'éclaircies et de nuages. Des averses ou des pluies passagères se produiront dans un flux de secteur sud-ouest, modéré ou assez fort et irrégulier dans l'intérieur, temporairement fort avec rafales sur les régions côtières. Les averses seront parfois accompagnées d'orages.

Sur l'ensemble du pays, les températures demeureront relativement élevées pour cette époque de l'année.

Mercredi 27 décembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 002,8 millibars, soit 752,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 décembre ; le second, le minimum de la nuit du 26 au 27) : Ajaccio, 16 et 4 degrés ; Biarritz, 18 et 17 ; Bordeaux, 14 et 9 ; Brest, 12 et 10 ; Caen, 12 et 7 ; Cherbourg, 11 et 7 ; Clermont-Ferrand, 13 et 4 ; Dijon, 12 et 3 ; Grenoble, 10 et 0 ; Lille, 11 et 4 ; Lyon, 13 et 8 ; Marseille, 15 et 12 ; Nancy, 12 et 2 ; Nantes, 13 et 9 ; Nice, 16 et 7 ; Paris-Le Bourget, 11 et 6 ; Pau, 18 et 8 ; Perpignan, 17 et 8 ; Rennes, 12 et 8 ; Strasbourg, 12 et 3 ; Tours, 12 et 8 ; Toulouse, 14 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 19.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 10 degrés ; Amsterdam, 10 et 5 ; Athènes, 16 et 12 ; Berlin, 8 et 6 ; Bonn, 10 et 2 ; Bruxelles, 11 et 4 ; Copenhague, 4 et —1 ; Genève, 10 et —2 ; Lisbonne, 17 et 13 ; Londres, 12 et 8 ; Madrid, 12 et 11 ; Moscou, —8 et —8 ; Nairobi, 25 et 15 ; New-York, 4 et 0 ; Palma-de-Majorque, 18 et 9 ; Rome, 17 et 5 ; Stockholm, —6 et —11.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 266

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV			■			■			
V									■
VI						■			■
VII					■	■			
VIII		■		■					
IX		■							
X				■					
XI			■				■		

HORIZONTALEMENT

I. L'art de soigner les plantes. — II. Qui sera bientôt éteint. — III. Qui n'a donc pas été touchée. — IV Pronom ; Peut être double pour un fer ; Pas en forme. — V. Conduirais à l'épuisement. — VI Procéda à une séparation ; Préposition. — VII. Pas confiné ; Peut servir de couvert à la campagne. — VIII La terre et les gens. — IX. Provoqua un affaiblissement. — X. Servent de fourrage ; Un nœud en Suisse. — XI. Bien entendu ; Marque d'égalité ; Abréviation pour le patron.

VERTICALEMENT

1. Qui peuvent donner du boulot. — 2. Fait disparaître un avantage ; Ne peut pas être remonté. — 3. Apport de la moitié ; Peuvent être assimilées aux canons. — 4. Qui ne peut donc pas se justifier. — 5. Rendra plus reluisant; Comme un Louis. — 6. Pas frais ; Compositeur romantique. — 7. Exige la détermination d'un point. — 8. Qui ne seront donc jamais rendus. — 9. D'un auxiliaire ; Qui convient très bien.

Solution du problème n° 2 265

Horizontalement

I. Opticiens (cf. : « Conserves »). — II. Restituée. — III. Aoriste. — IV. Ruent. — V. Nu ; Réal. — VI. Carcan. — VII. Abel ; Ah. — VIII. Négociera. — IX. Clouer ; An. — X. Elu ; Délit. — XI. Set ; Il.

Verticalement

1. Ordonnances. — 2. Pé ; Belle. — 3. Tsar ; Egout. — 4. Itou ; Clou. — 5. Cirera ; Cède. — 6. Itinéraire. — 7. Eustache ; Li. — 8. Net ; La ; Rail. — 9. Sées ; Néant.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* des 25, 26 et 27 décembre 1978 :

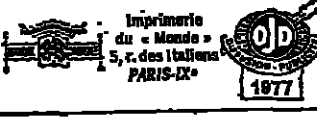
UN DECRET

● modifiant certaines dispositions du chapitre IX du titre 1er du livre 1er du code du travail (deuxième partie : Décrets en conseil d'Etat) relatives au contrat d'apprentissage dans les départements du Bas-Rhin, du *Haut-Rhin* et de la Moselle.

DES ARRETES

● des 15 et 20 décembre 1978 fixant le tarif des cotisations d'accident du travail : départements d'outre-mer, exploitations minières et assimilées, sièges sociaux et bureaux, dépôts ou centres livreurs, catégories de travailleurs visées à l'article 12 de l'arrêté du 1er octobre 1976 ;

● portant délimitation de zones de production de différents vins de pays.



ÉTRANGER

En Pologne

Les tensions économiques persistent malgré les mesures de déflation

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — La Pologne poursuivra l'an prochain la politique déflationniste engagée en 1977 sous le nom de « manœuvre économique ». Cette nouvelle orientation, qui consiste à modifier la stratégie fondamentale du plan quinquennal (1976-1980), vise à rétablir les équilibres du marché intérieur de la consommation et de la balance du commerce extérieur.

Bien qu'on manque encore de précisions sur la réalisation du plan en cours, des progrès paraissent avoir été faits. Mais ils restent insuffisants. Le plan 1979 doit donc renforcer et consolider la tendance. Le projet présenté le mercredi 20 décembre au Parlement par M. Pinkowski, vice-premier ministre et membre de la direction du parti ouvrier unifié (POUP), l'indique clairement. Le produit national ne doit croître que de 2,8 % par rapport à cette année. C'est un taux trois fois moindre que l'objectif retenu en 1978, et le rythme le plus bas de développement depuis au moins le début de la décennie.

L'augmentation de la production industrielle sera inférieure à 5 %. La part du revenu national affectée aux investissements devrait tomber à 21 % contre environ 25 % cette année et 35 % en 1975-1976. C'est dire l'ampleur du coup de frein donné à toute l'activité économique. Plus que jamais, une attention particulière est portée aux objectifs sociaux, notamment au programme de construction de logements, qui ne recevra pas moins du quart de l'ensemble des investissements.

Un autre quart ira à l'agriculture et à l'industrie alimentaire, dont le développement doit aider à rétablir enfin un équilibre du marché.

L'autre levier manié par le gouvernement est la politique des salaires. Ceux-ci doivent augmenter en moyenne, en termes réels, de 1,5 à 2 %. L'expérience des dernières années prouve cependant que les intentions officielles en ce domaine restent souvent des vœux pieux : la pression de la base en vue d'une amélioration du niveau de vie est forte, et les entreprises elles-mêmes ont tendance, pour attirer le personnel, à offrir des salaires largement supérieurs aux normes. Cette année encore, contrairement à ce qui était prévu, les revenus monétaires paraissent avoir augmenté plus rapidement que les livraisons de produits au marché. Ce phénomène ne fait qu'accentuer les tensions existantes.

Les reproches du général Moczar

Pour atteindre l'an prochain les objectifs fixés, un appel plus appuyé que par le passé est lancé par le parti et le gouvernement à l'esprit de responsabilité des dirigeants d'entreprises, à la discipline du travail et à un contrôle plus sévère des tâches à accomplir. Ce thème a été abordé à plusieurs reprises par M. Gierek, le premier secrétaire du POUP depuis la reprise d'activité au début du mois après une cure de trois semaines en Tchécoslovaquie. Il a été aussi publiquement traité par un homme qui s'était fait oublier depuis un certain temps, le général Moczar.

L'ancien ministre de l'intérieur et chef du « *groupe des partisans* » préside aujourd'hui la Cour suprême de contrôle, organisme ministériel comparable en France à la Cour des comptes. Dans un article publié le mois dernier dans le journal cracovien *Zycie Literackie* et repris par l'hebdomadaire *Polityka*, le général Moczar dénonçait vivement les responsables économiques qui, du bas en haut de l'échelle, truquent les bilans, ce qui a évidemment pour conséquence de donner aux dirigeants du pays une vue déformée de la réalité. C'est une « *honte* », écrivait-il, et il ajoutait : « *On ne peut tolérer plus longtemps cette situation. Nous devons lutter impitoyablement et avec esprit de conséquence pour élever le sentiment de responsabilité envers la société, en particulier chez ceux auxquels ont été confiées des positions sociales, économiques et politiques importantes.* »

Cet avertissement sonne comme un reproche adressé à l'équipe actuelle pour ne pas avoir montré jusqu'à présent en ce domaine suffisamment de fermeté. En s'en prenant non seulement aux cadres de l'économie, mais aussi à ceux du secteur politique, le général Moczar a interprété dans un sens large les attributions qui sont les siennes. Cette intervention dans les affaires publiques après des années de silence n'aura certainement pas échappé aux hommes actuellement au pouvoir. Elle se situe en tout cas dans l'esprit de la vague anti-bureaucratique récemment décidée : afin de « *dégraisser* » l'appareil administratif du pays, quelque trente mille fonctionnaires vont l'an prochain être recyclés et dirigés vers de nouvelles fonctions dans l'industrie ou l'agriculture.

MANUEL LUCBERT.

AFFAIRES

CREUSOT-LOIRE DEMANDE UNE AIDE DE L'ÉTAT POUR LA SIDÉRURGIE FINE

« *Si la puissance publique n'apporte pas son aide à l'industrie française des aciers spéciaux comme on le fait très discrètement mais très efficacement dans les pays voisins, il y aura des conséquences* », a averti M. Philippe Boulin, directeur général de Creusot-Loire, en présentant à la presse les perspectives de son groupe. Ce dernier a enregistré une perte de 300 millions de francs en 1978, dont 60 % sont imputables à la division « aciers spéciaux » (45 % d'un chiffre d'affaires de 12 milliards de francs). Les remèdes ? Selon M. Boulin, ils sont extérieurs à Creusot-Loire : en priorité, un plan anti-crise en préparation à Eruxelles, analogue à celui que la C.E.E. a mis sur pied en 1978 pour la sidérurgie lourde, et qu'elle a prolongé en 1979. Ensuite, des concentrations : il y a trop d'entreprises (7 contre 3 en Allemagne fédérale), trop d'usines. Des négociations sont en cours, avec Ugine-Aciers (qui a perdu 500 millions de francs en 1978), Pompey, Usinor, Sacilor (*le Monde* du 24 novembre 1978).

Les résultats en seront connus dans les premiers mois de 1979, et se traduiront certainement par des compressions de personnel. Chez Creusot-Loire, M. Boulin a implicitement confirmé les onze cents suppressions projetées à l'usine de Châteauneuf, et annoncé une politique d' « *austérité* », notamment pour les hauts salaires, afin de rétablir une rentabilité compromise. Passant en revue le secteur d'activité de son groupe, M. Boulin a évoqué la raréfaction des commandes sur le marché mondial pour Creusot-Loire entreprises (ingénierie), la bonne tenue relative de la mécanique, notamment au Brésil, où Mecanica Pesada font des étincelles. Quelques « accidents », comme la lourde perte sur la construction d'une aciérie en Irak compensée par des gains ailleurs. Quant au nucléaire, malgré un ralentissement d'exécution du programme nucléaire français des perspectives prometteuses s'ouvrent sur le plan mondial, avec un chiffre d'affaires prévisible de 5 milliards de francs en 1985.

CONJONCTURE

SELON L'INSEE

Les industriels s'attendent à une croissance modérée de la production et des prix

« *Après plusieurs mois de stabilité, la production industrielle française croît a un rythme modéré depuis la rentrée* », indique l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) dans son enquête mensuelle de décembre. Les carnets de commandes, qui ont progressé régulièrement depuis le début de l'année, peuvent désormais être considérés comme normaux. « *L'indicateur d'opinion est proche du meilleur niveau observé depuis quatre ans.* »

L'enquête souligne le redressement substantiel des carnets de commandes en provenance de l'étranger, ainsi que la reprise d'activité, depuis deux mois, dans le secteur des biens intermédiaires. En moyenne, les chefs d'entreprise prévoient une croissance modérée, mais continue, de la production industrielle. Le nombre des industriels optimistes dépasse de 15 % celui des chefs d'entreprise pessimistes, contre 8 % seulement en septembre. Cette perspective ne les conduit pas a prévoir une hausse notable des prix à la production (le rythme d'augmentation serait selon l'I.N.S.E.E. de l'ordre de 0,5 % par mois).

● *Pas de modification des taux d'intérêt versés par les caisses d'épargne.* — Le Conseil national du crédit, qui se réunit en fin de semaine, devrait annoncer que les taux d'intérêt versés par les caisses d'épargne ne seront pas modifiés en 1979. Le taux du livret A, exonéré d'impôts, qui a vu son plafond relevé de 38 000 F rait fixé à 6,50 % ainsi que celui du livret B qui supporte le prélèvement libératoire de 40 %. Les taux des livrets et plans d'épargne-logement (exonérés d'ompôts) resteraient respectivement de 3,25 % plus la prime et 4,50 % plus la prime.

● *Le nombre des défaillances d'entreprises a légèrement diminué en novembre* par rapport à l'an passé. Mille trois cent trente-deux entreprises ont été mises en règlement judiciaire ou en liquidation au cours de ce mois soit 2 % de moins qu'en novembre 1977. Après correction des variations saisonnières, le nombre des défaillances (1 314) reste très proche du point atteint en octobre (1 300). « *Après une progression régulière de près de deux années, une diminution du nombre de jugements est observée au second trimestre par rapport au premier au niveau global* », note l'INSEE.

AÉRONAUTIQUE

Le dernier Concorde assemblé en France a fait son premier vol

Le quinzième exemplaire de Concorde, dernier-né de la série des huit supersoniques assemblés en France, a fait son premier vol, mardi 26 décembre, à Toulouse. Le dernier des huit appareils de la série assemblée en Grande-Bretagne devrait sortir des usines de Bristol en février 1979.

Ce double événement marquera la fin du programme de construction des seize Concorde, dont neuf ont été vendus à Air France et à British Airways ; deux sont des appareils d'essai non commercialisés et cinq n'ont pas encore trouvé acquéreur.

Depuis 1962, date du lancement en commun par la Grande-Bretagne et la France du programme d'un avion supersonique civil, les crédits ouverts, toutes taxes comprises, par l'Etat français en faveur de Concorde se sont élevés à 16 198 millions de francs (aux conditions économiques de 1977). Pour la première fois, il n'est inscrit aucun crédit au budget de 1979.

On peut estimer que, pour sa part, la Grande-Bretagne a consacré à Concorde la même somme que la France depuis seize ans, soit, pour l'ensemble du programme et pour les deux partenaires, l'équivalent de 34 milliards de francs environ.

Les gouvernements français et britannique, qui sont à la recherche de formules pour tenter de commercialiser les cinq exemplaires restants, ont demandé aux industriels de maintenir la capacité de production en stockant et préservant les outillages.

Pour l'avenir, une étude a été entreprise par la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) et la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) sur le transport aérien supersonique dans le monde.

C'est au vu de ce rapport que le gouvernement doit prochainement décider de développer ou non un appareil de transport supersonique de deuxième génération. Les constructeurs français suivent les études menées sur le même sujet aux Etats-Unis en vue de pouvoir coopérer, s'il y a lieu, avec des sociétés américaines. Mais il semble, pour l'instant, que ni le gouvernement fédéral ni le Congrès ne soient favorables à un tel projet.

● *La production de l'industrie automobile française* sera, en 1978, très voisine de ce qu'elle a été en 1977. Pour les onze premiers mois de l'année, elle atteint 2,838 millions de véhicules, en augmentation de 0,7 % seulement par rapport à la période correspondante de 1977.

La chambre syndicale estime que, pour l'ensemble de l'année, la production sera, à quelques milliers d'unités près, la même qu'en 1971, soit 3,1 millions de voitures particulières et commerciales.

MONNAIE

LE SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

M. Couve de Murville : nous ne pouvons que souhaiter que le pari soit gagné

Dans un article intitulé « Le système monétaire européen » dans le numéro de décembre publié par la revue gaulliste *l'Appel*, M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, constate que, malgré une « *orchestration fantastique* », le système monétaire européen « *n'est pas le succès tant attendu* ». Il souligne que l'Europe monétaire est une « *formule* » dont il faut se méfier. « *L'Europe se met à toutes les sauces de la terminologie* », écrit-il. Il ajoute : « *On a défini une nouvelle unité de compte pour calculer les variations des cours. C'est l'ECU, que l'on a baptisé monnaie européenne, ce qui ne correspond d'ailleurs à rien, puisqu'il ne s'agit pas d'une monnaie, mais d'une méthode de calcul.* »

L'ancien premier ministre conclut : « *Quant à la politique européenne, elle ne fait que marquer un nouveau désaccord entre les Neuf. Constatons donc simplement le fait que les engagements sont pris, que le pari est accepté avec tous ses risques. Nous ne pouvons que souhaiter qu'il soit gagné, puisque c'est la France qui est en cause.* »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép —		Rep. + ou Dép —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U. ..	4,2150	4,2250	— 180	— 150	— 380	— 330	—1260	—1200
$ can. ...	3,5570	3,5670	— 130	— 100	— 270	— 220	— 840	— 780
Yen (100).	2,1615	2,1700	+ 120	+ 150	+ 225	+ 275	+ 380	+ 445
DM	2,2945	2,3025	+ 50	+ 65	+ 90	+ 120	+ 270	+ 320
Florin ...	2,1180	2,1265	— 85	— 75	— 145	— 120	— 300	— 260
F. B.(100)	14,4895	14,5340	— 430	— 370	—1080	— 870	—2340	—1900
F. S.	2,5800	2,5890	+ 140	+ 165	+ 255	+ 295	+ 760	+ 830
L. (1 000).	5,0539	5,0781	— 360	— 280	— 715	— 615	—2255	—2080
£	8,5120	8,5410	— 500	— 440	— 980	— 860	—2890	—2740

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	2 5/8	3 1/8	3 1/2	3 7/8	3 1/2	3 7/8	3 3/4	4
$ E.-U. ...	47	48	10 3/8	10 3/4	11	11 1/4	12 1/8	12 1/2
Florin ...	10 1/8	10 5/8	10 1/8	10 5/8	9 3/4	10 1/4	8 7/8	9 3/8
F. B. (100)	17	19	9 1/8	9 7/8	9 1/8	9 7/8	9 1/4	10
F. S.	— 1/8	+ 1/4	— 1/8	+ 1/8	— 1/8	+ 1/4	1/4	1/2
L. (1 000).	11	13	12 1/2	14 1/8	13 5/8	14 7/8	15 1/4	17
£ ...	11	12	11 3/4	12 3/4	12 1/2	13 1/8	13 1/4	13 3/4
Fr. franç..	6 1/2	7 1/4	8 5/8	9 1/8	8 5/8	9 1/8	9 1/8	9 5/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiques sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Cibié obtient un nouveau contrat au Japon.* — La société française Cibié vient de remporter un nouveau succès sur le marché japonais. Aux termes d'un second contrat, conclu avec le constructeur automobile Toyo Kogyo (marque Mazda), elle livrera 12 000 phares anti-brouillard par mois, destinés à équiper les modèles « 260 » et « 280 Z » que la firme vend sur le marché nippon. En novembre 1977, Cibié avait signé un premier contrat avec Toyo Kogyo, portant sur la fourniture en première monte de projecteurs à iode pour l'équipement des véhicules Mazda exclusivement vendus en Europe (*le Monde* du 3 novembre 1977).

Par la suite, Cibié avait conclu des accords similaires avec Honda et Toyota. Cette nouvelle commande porte maintenant à près de 620 000 le nombre de phares vendus par la firme française au pays du Soleil-Levant.

Etranger

ESPAGNE

● *Plafonnement des hausses salariales en 1979.* — La masse salariale ne devait pas augmenter de plus de 13 % en 1979, a déclaré le 16 décembre M. Abril Martorell, vice-président du gouvernement espagnol et ministre de l'économie. Les hausses de salaires seront donc plafonnées entre 11 et 14 %, limites auxquelles devront se conformer les entreprises contrôlées par l'Etat et celles recevant une aide de la puissance publique. Au cours des conversations engagées avec le gouvernement, les syndicats avaient manifesté leur opposition d'un plafonnement des hausses salariales.

ETATS UNIS

● *La production industrielle des Etats-Unis* a augmenté de 0,7 % en novembre, ce qui représente la plus forte hausse depuis le mois d'août (0,5 % en octobre, 0,4 % en septembre). Un vif accroissement de la production automobile a contribué pour 0,5 % à l'augmentation de la production des biens de consommation en novembre.

GRANDE BRETAGNE

● *Les prix de gros britanniques* ont enregistré en novembre l'augmentation la plus faible depuis un an, soit 0,3 % contre 0,6 % (chiffre révisé) en octobre. En un an, par rapport à novembre 1977, la hausse a été de 7,8 %, l'indice s'inscrivant à 157,1 (base 100 en 1975). — *(Agefi.)*

JAPON

● *Le gouvernement fixe à 6,3 % l'objectif de croissance pour 1979.* — Cet objectif, bien qu'inférieur aux engagements pris par le Japon lors du sommet de Bonn (7 %), est accueilli avec scepticisme par les milieux d'affaires, qui estiment généralement que la croissance de l'économie japonaise ne devrait pas dépasser 5,5 %.

Social

● *Reprise du travail le 3 janvier chez Alsthom-Atlantique.* — Le travail reprendra le 3 janvier, comme prévu, aux chantiers Alsthom-Atlantique de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), indique la direction de la société. Les chantiers avaient fermé le jeudi soir 21 décembre en application d'une décision de la direction, annoncée à la fin de l'été, de mettre l'ensemble des sept mille travailleurs en chômage technique du fait de la crise de la construction navale. Mercredi 20 décembre, deux mille sept cents salariés avaient manifesté pour obtenir le paiement des heures non travaillées en raison de la panne de l'E.D.F., et avaient retenu trois directeurs de l'entreprise à l'hôtel de ville de Saint-Nazaire. Jeudi 21, une nouvelle manifestation avait eu lieu pour protester contre l'intervention des forces de l'ordre à la mairie (*le Monde* du 23 décembre).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CENTENAIRE BLANZY

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 20 décembre 1978 sous la présidence de M. Frédéric Ourbak.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1977-1978, clos le 30 septembre 1978, qui se soldent par un bénéfice net de 11 731 080 F, y compris les plus-values nettes à long terme, contre 11 406 761 F au titre de l'exercice précédent.

Après affectation d'une somme de 4 520 035 F à la réserve pour plus-values à long terme et de 12 373 F provenant de profits immobiliers aux autres réserves, il reste un solde de 7 198 672 F, qui représente le bénéfice courant distribuable, en augmentation de 6,37 %.

Elle a décidé de distribuer ce bénéfice à hauteur d'un montant de 7 159 601 F, correspondant à un dividende net de 23 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 11,50 F, soit au total 34,50 F contre 33 F pour l'exercice 1976-1977.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 27 décembre 1978 contre remise du coupon n° 31.

L'assemblée a renouvelé les mandats d'administrateur de MM. Jean Aries et Thierry d'Hauteville.

LES MARCHÉS FI

BOURSE DE PARIS - 26 DÉCEMBR

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
26 DÉCEMBRE

Stabilité dans un marché actif

Une masse de petits ordres s'est abattue ce mardi, après trois jours de fermeture, sur le marché au comptant de la Bourse de Paris. Émanant, pour l'essentiel, d'investisseurs particuliers soucieux de réorganiser leurs portefeuilles afin d'échapper au maximum à la célèbre taxation des plus-values, le nombre de ces ordres a surpris les agents de change, qui ont décidé de retarder d'un quart d'heure le début de la séance. Celle-ci a néanmoins pris fin à l'heure habituelle (14 h. 30) et l'indicateur instantané n'a pratiquement pas varié. Nul doute que les investisseurs institutionnels aient « servi » un marché plutôt « demandeur » avant le début de la séance...

L'intervention des « gendarmes » n'aura pas, à l'inverse, été nécessaire sur le marché à terme où le plus grand calme a régné. Rappelons, en effet, que l'année 1978 a pris fin le 20 décembre sur ce marché, où les opérations à crédit réalisées depuis se régleront désormais en 1979 (le 23 janvier). Est-ce à dire que les candidats actionnaires seront moins nombreux l'année prochaine ? Il est trop tôt pour le dire. Tout juste peut-on avancer qu'ils ne se précipitent guère, pour l'instant...

Hausses et baisses se sont donc à peu de chose près équilibrées ce 26 décembre, mais des titres comme Saulnes (+ 9,6 % après que la cotation eut été retardée devant l'abondance de la demande) ou Olida (+ 6,5 %) se sont fait remarquer. De même pour SIAS (— 5,6 %) ou Poliet (— 4,6 %), mais dans l'autre sens...

Sur le marché de l'or, assez calme (7,76 millions de francs de transactions contre 5,26 millions à la veille de ce long week-end), le lingot a poursuivi son mouvement de hausse à 29 995 F contre 29 880 F. Le napoléon, de son côté, s'est adjugé 2,70 F à 268,90 F.

LONDRES

Le London Stock Exchange a rouvert ses portes mercredi matin, après quatre jours de chômage, sur une note soutenue mais calme. L'indice des industrielles progresse de 0,7 point, à 480. Bonne tenue des fonds d'État, mais recul des pétroles. Les mines d'or sont généralement fermes.

Or (ouverture) (dollars) 228 25 contre 2/5 25

VALEURS	CLOTURE 26 12	COURS 27 12
Beecham	620	623 ..
British Petroleum	926	926
Courtaulds	117	118 ..
De Beers	368	370 .
Imperial Chemical	365	368 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	229	228 ...
Shell	576	576 ...
Vickers	193	194 ...
War Loan 3 1/2 %	29 3/4	30 ..
*West Driefontein	31 1/2	32 1/2
*Western Holding	22 ...	22 7/16

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CREDIT FONCIER DE FRANCE. — Cet établissement lancera, le 2 janvier prochain, un emprunt de 1,8 milliard de francs, dont le taux d'intérêt atteindra 9,9 %.

LA FRANCE S.A. — Arrêtés au 30 juin 1978, les comptes laissent apparaître un bénéfice net de 19,83 millions de francs, dont 1,86 million de francs disponible, contre 2,30 millions un an plus tôt.

SOFINEX. — L'exercice clos le 30 septembre 1978 s'est soldé par un bénéfice net de 3,69 millions de francs contre une perte de près de 23 millions de francs un an auparavant. Le dividende global a été fixé à 24 F par action (inchangé).

SONY CORPORATION. — Le bénéfice net consolidé de l'exercice 1977-1978 a diminué en raison des variations rapides de taux de changes. Au 31 juillet dernier (neuf mois d'exercice), le bénéfice net consolidé atteignait 114,06 millions de dollars contre 149,33 millions un an plus tôt, soit 0,53 dollar par action contre 0,69 dollar.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 30 déc. 1977)

	22 déc.	26 déc.
Valeurs françaises	152,8	153,1
Valeurs étrangères	98,5	98,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	88,4	88,4

NEW-YORK

Nouvelle hausse technique

Pour la cinquième séance consécutive, les cours ont progressé mardi au New York Stock Exchange, et l'indice Dow Jones, qui s'est adjugé 20,96 points au cours des dernières séances, a ajouté 7,54 points à ces gains avant de s'établir à 816,01. Le volume des transactions, en revanche, est resté assez étroit avec 21,55 millions de titres échangés contre 23,84 millions à la veille du long week-end de trois jours.

Sur 1 870 valeurs traitées, 863 ont progressé, 583 ont reculé et 424 sont restées inchangées.

La généralisation à 11 3/4 % du « prime rate » (taux de base) des banques n'a guère favorisé le mouvement. Ce sont toujours, pour l'essentiel, des facteurs techniques qui tirent les cours vers le haut. Les opérations de « window-dressing », qui consistent à reconstituer un peu les portefeuilles afin de présenter des bilans de fin d'année satisfaisants aux clients, se poursuivent à un rythme rapide. Comme à Paris, dans une certaine mesure, les professionnels américains cherchent à se constituer d'éventuelles moins-values afin d'alléger un peu leurs additions fiscales de fin d'année...

VALEURS	COURS 22 12	COURS 26 12
Alcoa	48 3/8	48 1/2
A.T.T.	60 7/8	60 7/8
Boeing	74 5/8	74 3/4
Chase Manhattan Bank	29	29 1/2
Du Pont de Nemours	125 1/2	128 1/4
Eastman Kodak	61 3/8	62 1/2
Exxon	49 1/4	49 1/8
Ford	40 7/8	41 3/4
General Electric	47 1/2	48 1/2
General Foods	32	32 3/8
General Motors	14 1/2	54 5/8
Goodyear	16 1/4	16 3/8
I.B.M.	295 ...	309 ...
I.T.T.	27	77
Kennecott	20 1/4	20 3/8
Mobil Oil	69 1/4	68 1/2
Pfizer	33 5/8	33 7/8
Schlumberger	93	9/ 1/2
Texaco	25 1/4	24 1/2
U.A.L. Inc.	30 1/4	30 3/4
Union Carbide	24 1/8	34 ...
U.S. Steel	22 1/4	72 ..
Westinghouse	17 1/8	17 .
Xerox	53 3/4	55 1/4

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 6 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	26 12	27 12
1 dollar (en yens)	195 30	195 55

BOURSE DE PARIS - 26 DÉCEMBRE - COMPTANT

MARCHÉ A TERME

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 26 12	COURS DES BILLETS échangés de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 268	4 262	4 24
Allemagne (100 DM)	229 700	229 980	228
Belgique (100 F)	14 575	14 590	14 05
Pays-Bas (100 fl.)	212 350	212 950	210 50
Danemark (100 krd)	82 680	83 000	81 50
Norvège (100 k)	83 680	84 000	84 50
Grande-Bretagne (£ 1)	8 575	8 600	8 50
Italie (1 000 lires)	5 109	5 120	5 10
Suisse (100 fr.)	259 750	257 000	256 50
Suède (100 krs)	98 550	99 000	96 75
Autriche (100 sch.)	31 600	31 700	31 25
Espagne (100 pes.)	6 030	6 180	5 85
Portugal (100 esc.)	9 230	9 250	9
Canada ($ can 1)	3 580	3 580	3 575
Japon (100 yens)	2 200	2 210	2 13

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 26 12
Or fin (kilo en barre)	29850	29900
Or fin (en lingot)	29880	29995
Pièce française (20 fr.)	266 10	268 90
Pièce française (10 fr.)	223 50	223 50
Pièce suisse (20 fr.)	256 10	256 10
Union latine (20 fr.)	228	228 30
Souverain	260 20	260 50
Pièce de 20 dollars	1260 40	1261 60
Pièce de 10 dollars	700	704
Pièce de 5 dollars	445	445
Pièce de 50 pesos	1199 50	1199 50
Pièce de 10 florins	234 ..	237

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LA MORT DE HOUARI BOUMEDIÈNE

PARIS : un partenaire important mais imprévisible

C'est avec la plus grande prudence que le gouvernement français aborde la phase « après-Boumediène » de l'histoire de la République algérienne. En l'absence du président Giscard d'Estaing (au Gabon) et de M. François-Poncet (dans le golfe Persique) nul officiel ne s'est risqué à commenter « à chaud » un événement pourtant prévu.

Cette discrétion n'est nullement une manifestation d'indifférence — on peut même dire : au contraire. Elle trahit plutôt la perplexité à l'égard d'un pays considéré à Paris comme un partenaire important à maints égards, mais difficile et dont l'avenir à proche et moyen terme est imprévisible. Le gouvernement français ne négligera rien pour améliorer ses relations futures avec l'Algérie, mais il ignore ce que seront les nouveaux dirigeants algériens, et quel sera leur état d'esprit vis-à-vis de la France. De là son souci d'éviter toute parole qui dans les circonstances actuelles pourraient être mal interprétée.

En raison du voisinage, des liens du passé, notamment culturels et économiques, de la position géographique dominante de l'Algérie en Afrique du Nord, nul ne doute à Paris que le gouvernement algérien restera pour la France une sorte de « partenaire obligé ». Si le commerce de l'Algérie avec la France a rétrogradé alors qu'il se développait fortement avec des pays comme l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, la coopération franco-algérienne est restée importante. Plus de quatre mille coopérants français travaillent toujours en Algérie (deux mille neuf cents civils et mille cent quinze volontaires du service national). La plupart sont des enseignants et, dans ce domaine, les Algériens sont toujours demandeurs (*le Monde* du 27 décembre). La persistance de cette coopération est d'autant plus remarquable que les relations politiques entre la France et l'Algérie ont traversé — traversent peut-être encore — une phase difficile.

L'affaire du Sahara occidental a-t-elle été la cause ou le prétexte de cette tension politique entre la France et l'Algérie ? Le gouvernement français s'est toujours défendu d'avoir la moindre responsabilité dans cette affaire, n'hésitant pas d'ailleurs à voter à l'ONU des résolutions d'inspirations contradictoires pour se « dédouaner » aux yeux des uns et des autres. La France a voulu préserver la Mauritanie de l'effondrement dont la menaçait la guérilla saharaouie, mais elle a encouragé les dirigeants de Nouakchott à se prêter à un règlement politique. Au-delà de cet « engagement » elle s'est simplement refusée à se prononcer clairement sur la querelle qui oppose Alger et Rabat sans parvenir à convaincre Houari Boumediène de sa neutralité.

La disparition du président de la République algérienne facilitera-t-elle la solution d'un conflit qui ne compromet pas seulement les relations entre Paris et Alger ? Il est certain que Houari Boumediène avait sur cette affaire une position très personnelle. Le message qu'il a adressé à M. Giscard d'Estaing en rentrant de Moscou à Alger et qui — croit-on — était rédigé par M. Bouteflika, ministre des affaires étrangères, manifestait des dispositions d'ouverture très nettes, mais il ne modifiait pas la position algérienne sur le fond. Ce qui va se passer maintenant à Alger au sujet de l'affaire du Sahara sera observé à Paris avec la plus grande attention.

Partenaire important pour sa position stratégique en Afrique du Nord, l'Algérie est aussi un partenaire écouté en Afrique, dans le tiers-monde en général et tout particulièrement dans le dialogue Nord-Sud, discussion permanente à laquelle M. Giscard d'Estaing reste très attaché et qui, avec la hausse du prix du pétrole, redeviendra véritablement d'actualité.

M. Giscard d'Estaing n'a jamais caché l'intérêt qu'il portait à l'Algérie. Peu après son arrivée à l'Elysée il envoyait à Alger son homme de confiance, M. Poniatowski, préparer un geste que n'avaient pas voulu ou n'avaient pas pu faire ni le général de Gaulle ni Geogres Pompidou : une visite officielle en Algérie (avril 1975). La visite fut un succès et Boumediène fut invité et accepta de venir en visite officielle en France. Mais cette lune de miel fut sans lendemain. Aussi, à l'expérience de ce retournement, se gardera-t-on à Paris de toute réaction hâtive. « *Attendre et voir* » seront dans l'immédiat les mots clés de la politique algérienne de la France. — M. D.

MOSCOU : la perte d'un grand allié exigeant

De notre correspondant

Moscou. — Si l'Algérie apparaît actuellement comme l'un des principaux alliés de l'U.R.S.S. dans le tiers-monde, les relations entre Moscou et Alger n'ont pas toujours été au beau fixe depuis la prise du pouvoir par Houari Boumediène. Pour prendre l'exemple le plus récent de divergences sérieuses, les *Soviétiques n'étaient pas disposés* à fournir au président algérien toute l'aide politique et militaire qu'il demandait en faveur de ses protégés sahraouis.

Au lendemain du coup d'Etat du 19 juin 1965, les rapports entre les deux pays avaient été marqués par une certaine froideur : sans condamner, comme l'avait fait le parti communiste français, la destitution de Ben Bella, l'U.R.S.S. était méfiante. Le coup d'Etat avait balayé un dirigeant ami, héros de l'Union soviétique et titulaire de l'Ordre de Lénine. De plus, le Kremlin n'était pas rassuré sur l'orientation du nouveau régime. La répression menée contre les communistes algériens *n'empêcha cependant pas les dirigeants* soviétiques de bien accueillir, quelques mois plus tard, en décembree 1965, Boumediène, qui faisait en U.R.S.S. son premier voyage hors du continent africain.

Une attitude changeante

Dans l'ensemble assez étroite, les rapports politiques soviéto-algériens ont subi les contre-coups des variations de l'attitude soviétique à l'égard du mouvement des non-alignés, dont Boumediène se voulait un des chefs de file. Quand le président algérien se prononçait pour le départ de la Méditerranée de toutes les flottes étrangères, y compris la flotte soviétique, les dirigeants de l'U.R.S.S. ne pouvaient applaudir cette manifestation de « *neutralisme* », mais ils ne pouvaient non plus s'offusquer de ce qui était dans une large mesure un vœu pieux.

Aussi, lors de sa visite officielle à Alger en 1971, M. Kossyguine constatait-il « *la coïncidence des intérêts de l'U.R.S.S. et de l'Algérie dans la lutte anti-impérialiste* ». Moscou donnait d'une part à Boumediène un satisfecit pour sa politique d'indépendance économique en considérant que le combat engagé par l'Algérie pour la récupération de ses richesses naturelles constituait « *un exemple dans la lutte contre l'emprise du colonialisme* ». Cette convergence idéologique n'avait pas, il est vrai, empêché l'U.R.S.S. de passer quelques mois plus tôt des contrats pétroliers avec la France au plus fort de la crise de la coopération franco-algérienne, ce qui, bien entendu, avait fortement mécontenté les Algériens.

A propos du Proche-Orient, Boumediène *n'appréciait pas outre* mesure l'aide massive apportée par Moscou au régime nassérien et il ne fut pas fâché que le successeur de son rival dans le monde arabe *mette à la porte les conseillers soviétiques*. D'une manière plus générale, il regrettait l'attitude jugée trop prudente du Kremlin dans le conflit israélo-arabe, et il n'avait jamais accepté, comme les Soviétiques, la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies ; il *ne s'était jamais rallié à l'idée d'une* conférence de Genève, chère à Moscou. Ces divergences s'étaient quelque peu estompées à la suite du voyage du président Sadate à Jérusalem et de l'amorce de négociations israélo-égyptiennes. M. Boumediène estimait que l'U.R.S.S. constituait le seul appui des pays arabes du Front du refus et, après les accords de Camp David, il avait plaidé à la conférence de Damas en faveur d'une alliance plus étroite avec Moscou.

Il ne pouvait être un allié facile et, s'il était favorable à un rapprochement avec le Kremlin, il n'admettait guère d'y être inféodé. Plusieurs fois depuis 1965 des bruits ont couru sur l'installation de bases soviétiques *à Mers-el-Kebir ou ailleurs en Algérie*, mais rien n'est venu confirmer qu'Alger avait consenti à la flotte soviétique plus que des facilités portuaires. Toutefois, l'armée et l'aviation algériennes sont équipées à 90 % de matériel soviétique et conseillées par plus d'un millier de « techniciens » soviétiques.

Dès le lendemain de l'indépendance de l'Algérie, les relations commerciales se sont développées sur la base d'accords régulièrement renouvelés. Alger était alors intéressé à trouver un contrepoids à l'influence trop exclusive de l'ancienne métropole. C'est ainsi que l'U.R.S.S. a pris la place de la France en tant que premier acheteur de vins algériens. La part des échanges avec l'Algérie reste cependant modeste dans le commerce extérieur soviétique. L'U.R.S.S. livre des équipements et des machines-outils alors qu'elle importe, en dehors du vin, un peu de pétrole, quelques produits manufacturés et surtout des agrumes.

LA HAUSSE DES PRIX N'A ÉTÉ QUE DE 0,5 % EN NOVEMBRE

L'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 0,5 % en novembre, s'établissant à la cote 206,8 (base 100 en 1970). En un an, par rapport à novembre 1977, la hausse du coût de la vie a été de 9,5 %.

Pour l'ensemble de 1978, l'augmentation devrait donc être inférieure au nombre symbolique de 10 %, estime-t-on au ministère de l'économie. La hausse de l'indice de décembre devrait en effet dépasser 0,7 % pour que la France retrouve un taux d'inflation annuel à deux chiffres. Or l'indice de décembre est traditionnellement faible et les premiers sondages concernant ce mois sont bons.

En novembre, le ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires s'est confirmé (+ 0,5 % au lieu de + 0,6 % en octobre, + 0,8 % en septembre et + 0,9 % en août).

En revanche, les prix des textiles et de l'habillement ont progressé rapidement (+ 1,5 %), leur augmentation au cours des trois derniers mois étant de 3,9 %. Mais, souligne le ministère, c'est une hausse à caractère saisonnier. Au cours des trois mêmes mois de 1977, la progression de ces articles s'établissait à 4 %.

Les prix des autres produits manufacturés ont augmenté de 0,6 % en novembre (contre 0,5 % en octobre, 0,5 % en septembre et 0,4 % en août), soit une progression sur les quatre derniers mois identique à celle de 1977 (+ 2,1 %).

Enfin, les hausses des services en novembre (+ 0,5 %) ont été bien inférieures aux résultats d'octobre (+ 1,4 %), affectés par le relèvement des loyers. Le rythme annuel des augmentations dans le secteur des services (+ 11,2 %) apparaît cependant excessif. « Une nette décélération, dit le communiqué de la Rue de Rivoli, est nécessaire. »

M. Monory insiste, dans le communiqué officiel, sur le fait que la hausse des quatre derniers mois (+ 2,7 %) correspond à un rythme annuel de 8,4 %. Il ajoute : « Le résultat de novembre confirme que la libération des prix industriels n'a entraîné aucune hausse supplémentaire par rapport au régime antérieur décontrôlé. »

La France reste, cependant, juste devant l'Italie, en queue des pays européens pour la hausse du coût de la vie.

LA GRÈVE A L'OPÉRA DE PARIS

Les syndicats accusent la direction d'« agression » et de « provocation »

Réunis en assemblée générale mardi 26 décembre, les machinistes, les accessoiristes et le personnel des ateliers de construction de l'Opéra de Paris ont décidé de continuer la grève commencée vendredi 22 décembre après la décision de la direction de licencier cinquante machinistes (*le Monde* daté 24-25 décembre). La grève est reconductible de vingt-quatre heures en vingt-quatre heures. Les autres services du palais Garnier ont décidé d'observer des arrêts de travail allant de une à quatre heures. Le mouvement entraîne l'annulation, jusqu'à nouvel ordre, des représentations du *Lac des cygnes*. Les syndicats demandent la réintégration des cinquante machinistes et l'ouverture de négociations sur leurs revendications salariales.

Au cours d'une conférence de presse organisée mardi après-midi pendant que les grévistes manifestaient autour de l'Opéra, M. Raoul Murland, secrétaire général du SNETAS (Syndicat national des employés techniques et administratifs du spectacle), entouré d'élus du personnel, d'un représentant du syndicat des musiciens et de M. René Janelle, secrétaire général de la Fédération nationale du spectacle, a qualifié d'« *agression* » et de « *provocation* » la décision de la direction et précisé que le démontage du décor par les machinistes, considéré comme une « *faute lourde* » par la direction, était conforme aux règles de sécurité. Il a estimé que les licenciements n'étaient pas la conséquence de cet incident, mais de la grève d'une demi-heure observée le 21 décembre pendant la retransmission télévisée de *Samson et Dalila* (*le Monde* du 23 décembre). Il a enfin accusé la direction d'avoir voulu cette « *épreuve de force* » pour aboutir à une modification des conventions collectives, la réintégration des cinquante licenciés devant servir de « *monnaie d'échange* ». « *Pour nous*, a-t-il conclu, *la réintégration doit être obtenue sans aucune contrepartie.* »

En fin d'après-midi, la direction, à laquelle les représentants syndicaux avaient retourné les lettres de licenciement adressées à chacun des cinquante machinistes, a refusé de revenir sur sa décision. Les délégués des théâtres de la région parisienne devaient se réunir mercredi matin à la Bourse du travail pour décider d'une éventuelle action de solidarité.

Le numéro du « Monde » daté 27 décembre 1978 a été tiré à 541 388 exemplaires.

M. GISCARD D'ESTAING : « Il voulait placer l'Algérie dans les premiers rangs »

A l'annonce du décès du président Boumediène, le président de la République — qui se trouve en visite privée au Gabon — a fait adresser le message de condoléances suivant à M. Rabah Bitat, président de l'Assemblée nationale populaire algérienne :

« *Monsieur le président, dans le deuil qui frappe l'Algérie, je vous adresse ainsi qu'au peuple algérien mes sentiments de profonde condoléance. La France, que tant de liens ont unie à l'Algérie, est proche d'elle dans ce moment d'épreuve. Le président Boumediène laissera dans l'histoire de son pays le souvenir d'un homme d'Etat dont l'ardente volonté s'était fixé pour objectif de placer l'Algérie dans les premiers rangs de ceux qui s'illustrent sur la scène internationale. Je garde le souvenir de l'accueil qu'il m'a réservé lors de ma visite officielle à Alger en 1975. Je ne saurais oublier qu'il a tenu à m'adresser le 14 novembre, alors qu'il survolait le territoire français en regagnant Alger, un message d'espérance pour la restauration de relations étroites et confiantes entre nos deux pays. En vous renouvelant l'expression de mes très vives condoléances, je vous prie de croire, Monsieur le président, à l'expression de ma haute considération.* » Valéry Giscard d'Estaing.

LE GOUVERNEMENT CHILIEN EST PARTIELLEMENT REMANIÉ

Santiago (*A.F.P.*, *Reuter*). — Le président Augusto Pinochet a procédé mardi 26 décembre à un remaniement ministériel partiel qui affecte surtout les postes économiques du gouvernement. Cette décision est peut-être liée au boycottage contre le Chili décrété par l'Organisation régionale interaméricaine des travailleurs (ORIT), le 26 novembre dernier à Lima, qui a reçu le soutien de la puissante centrale syndicale nord-américaine A.F.L.-C.I.O. (*le Monde* du 29 novembre).

M. Roberto Kelly, officier de marine en retraite, ministre de la planification, remplace M. Pablo Baranoa au ministère de l'économie. M. José Pinera, jeune diplômé de l'université Harvard, remplace M. Vasco Costa au travail. Le général Jaime Estrada succède à M. Edmundo Ruiz au logement. Le capitaine de vaisseau Roberto Quinoez devient ministre des mines en remplacement de M. Enrique Valenzucla, et M. Miguel Katz devient ministre de la planification. Enfin, M. Gonzalo Vial remplace le contre-amiral Luis Niemann à l'éducation.

En Israël

Le gouvernement décide de développer de nouvelles implantations en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Conformément à leur menace, les militants du mouvement extrémiste israélien Goush Emounim (Bloc de la foi) ont décidé de ne pas attendre les décisions du gouvernement sur la reprise de la politique d'implantation en Cisjordanie. Avec l'aide de nombreux manifestants, une cinquantaine de familles se sont installées, mercredi 27 décembre, sur deux collines près de Givon, au nord de Jérusalem. Le Goush Emounim avait déjà organisé de semblable manifestations, en septembre, au lendemain des accords de Camp David, pour protester contre l'acceptation par Israël de suspendre la création de nouvelles colonies pendant la durée des négociations.

S'opposant au président Carter, M. Begin ne s'était engagé à cette suspension que pour une période de trois mois, qui arrivait à échéance le 17 décembre dernier. Aussi, tout en dénonçant l'action désordonnée du Goush Emounim, le gouvernement a-t-il décidé de reprendre son action pour le développement de nouvelles implantations. Le vice-ministre de la défense, M. Mordekhaï Zippori, a annoncé, le 26 décembre, que des travaux d'infrastructure, sur le site de futurs points de colonisation, avaient commencé depuis quelques jours. L'effort le plus important porterait sur le secteur de Maale Adumim, sur la route Jérusalem-Jéricho. Le gouvernement pourrait également prendre rapidement une décision à propos de la localité de Shilo (à mi-chemin entre Ramallah et Naplouse), où sont installés depuis plusieurs mois des militants du Goush Emounim, officiellement et pudiquement considérés « *en mission archéologique* ».

Cette politique a été critiquée, le 26 décembre, devant la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense. Les critiques ont été d'autant plus remarquées qu'elles ont été faites par l'ancien conseiller aux affaires arabes de l'administration militaire des territoires, le professeur Menahem Milson pour qui l'interdiction de toute activité politique en Cisjordanie et à Gaza a été une « *erreur* », car elle a réduit au silence les Palestiniens modérés, qui ne dénoncent pas systématiquement les accords de Camp David et le projet d'autonomie.

2 480 Arabes détenus pour activités subversives

Quelques jours plus tôt, le général Abraham Orly, coordonateur de l'action gouvernementale dans les territoires occupés, avait présenté le bilan de l'année, qui ne faisait guère place à l'autocritique. Pour expliquer le fait qu'aucun dirigeant politique palestinien de Cisjordanie ou de Gaza — même modéré — ne se soit déclaré prêt à prendre l'initiative de négociations sur l'autonomie, le général Orly a affirmé que la plupart des personnalités arabes avaient « peur » de se manifester. Il évoquait ainsi les menaces que font peser les partisans de l'O.L.P. sur les modérés. Le général Orly a indiqué que, à son avis, cette attitude de refus n'avait « *rien à voir avec la politique israélienne dans les territoires* ». C'est à une telle affirmation — déjà contestée par certains Israéliens qui s'inquiètent du durcissement de la répression en Cisjordanie — que le professeur Milson semble avoir opposé mardi un démenti.

A propos de la récente destruction de maisons appartenant à des familles dont les membres sont soupçonnés de « terrorisme », le général Orly a, par ailleurs, déclaré qu'il s'agissait d'une « *méthode certainement efficace et dissuasive* ». Au sujet de la recrudescence des arrestations en Cisjordanie, le général Orly a enfin précisé qu'actuellement, deux mille quatre cent quatre-vingts Arabes des territoires occupés sont détenus pour « *activités subversives* », dont trois cent quatre-vingt-six attendent leur jugement. Il a ajouté que vingt-six personnes sont placées sous le régime de la « *détention administrative* ».

FRANCIS CORNU.

BAISSE DU DOLLAR HAUSSE DE L'OR

Le tarissement des exportations pétrolières de l'Iran a provoqué dans la matinée du mercredi 27 décembre une rechute à peu près générale du dollar sur toutes les grandes places financières internationales.

La baisse de la devise américaine s'est toutefois effectuée dans des marchés restés calmes.

Le dollar n'en a pas moins accusé le coup, revenant à Paris de 4,2625 F (son cours de clôture mardi soir) à 4,21-4,2150 F ; à Francfort, de 1,8590 DM (le 22 décembre) à 1,8350 DM), et, à Zurich, de 1,6470 F.S. (également à la veille du week-end) à 1,6250 F.S. Ce brusque accès de faiblesse du dollar a ravivé l'intérêt pour l'or, dont le cours a monté de 2,4 % sur le marché de Londres, rouvert après quatre jours de fermeture, pour s'établir au-dessus de 220 dollars l'once contre 215,25 dollars le vendredi précédent.



A B C D . F G H



LA CONSTITUTION ESPAGNOLE ENTRE EN VIGUEUR
L'Algérie
le Maghreb
Ajournement ... du système monétai...
Un seul être vous manque
GEORG... DUBY
Les trois o... ou l'imagina... du féodalis...
GALLIMARD